

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 8 novembre 2023 à 18h30

**2023/148 Assemblées / Désignation d'un(e) délégué(e) titulaire au Syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale de la Vallée de l'Ariège**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	47	8	55	55	0	0

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Morgane Pommiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabillot (Crampagna), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

**2023/148****Assemblées / Désignation d'un(e) délégué(e) titulaire au Syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale de la Vallée de l'Ariège**

Rapporteur : le président Thomas Fromentin

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-33 et L5211-1, et L5711-1 ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu les statuts de L'agglomération Foix-Varilhes ;

Vu les statuts du Syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale (SCoT) de la Vallée de l'Ariège ;

Considérant la démission de Norbert Meler du mandat de délégué titulaire représentant L'agglomération Foix-Varilhes au syndicat mixte du SCoT en date du 17 octobre 2023 ;

Il est rappelé que :

Le Syndicat mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège a été créé en 2010, pour exercer la compétence « schéma de cohérence territoriale » en lieu et place de ses trois intercommunalités membres :

- La Communauté de communes des Portes d'Ariège-Pyrénées (40 613 habitants).
- La Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (32 725 habitants).
- La Communauté de communes du Pays de Tarascon (8 523 habitants).

Le SCoT est un document de planification et d'urbanisme qui détermine, à grande échelle, un projet de territoire prospectif à l'horizon 20 ans et plus, visant à mettre en cohérence sur son périmètre d'action les politiques sectorielles (habitat, déplacements, aménagement commercial, développement économique, environnement, paysage) et les démarches et politiques territoriales portées par les communes et leurs groupements (plan local d'urbanisme, programme local de l'habitat...).

Pour ce faire, le Syndicat mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège a en charge l'élaboration, le suivi et la révision du SCoT sur le territoire de la vallée de l'Ariège (97 communes, 81 861 habitants).

Depuis juillet 2017, le Syndicat mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège exerce également la compétence plan climat air-énergie territorial (PCAET), dit plan climat, par transfert des intercommunalités membres. Ce document-cadre a été adopté le 20 février 2020 et a pour finalité la lutte contre le changement climatique et l'adaptation du territoire.

Simultanément au PCAET, le Syndicat mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège s'est engagé dans la démarche volontaire d'élaboration d'un outil au service de la mobilité, le plan global de déplacements (PGD), dit plan déplacements, approuvé le 9 décembre 2019.

La gouvernance est assurée par les instances décisionnelles (bureau et conseil syndical), et par l'équipe technique (4 postes permanents).

Les ressources du syndicat proviennent de la contribution financière des intercommunalités membres, déterminée annuellement par le conseil syndical et des subventions (relatives aux différentes opérations et études en cours).

Il est précisé que le Syndicat mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège est un syndicat mixte fermé, étant constitué exclusivement de communes et d'intercommunalités.

Conformément à l'article L.5711-1 du CGCT susvisé, pour l'élection des délégués des intercommunalités dotées d'une fiscalité propre, au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la désignation d'un représentant titulaire au syndicat mixte du SCoT ;

Considérant l'accord unanime de l'assemblée de procéder au scrutin public ;

Considérant les candidatures enregistrées ;

Considérant les résultats du scrutin :

- Conseillers présents ou représentés : 55
- Suffrages exprimés : 55
- Suffrages obtenus par les candidats : 55

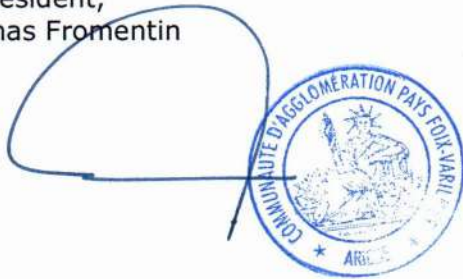
**Article unique : EST DÉSIGNÉ** délégué titulaire représentant L'agglo Foix-Varilhes au syndicat mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège :

- Guy Loszach (Foix)

Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 8 novembre 2023 à 18h30

**2023/149 Assemblées / Désignation d'un(e) délégué(e) titulaire au Syndicat mixte de l'eau et de l'assainissement de l'Ariège**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	47	8	55	55	0	0

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Morgane Pommiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabillot (Crampagna), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

**2023/149****Assemblées / Désignation d'un(e) délégué(e) titulaire au Syndicat mixte de l'eau et de l'assainissement de l'Ariège**

Rapporteur : le président Thomas Fromentin

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-33 et L5211-1, et L5711-1 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu les statuts du Syndicat mixte de l'eau et de l'assainissement ;

Vu la délibération n°2020/050 en date du 22 juillet 2020 portant désignation des représentants de L'agglo Foix-Varilhes au SMDEA ;

Considérant la démission de Frédéric Coux en date du 1<sup>er</sup> septembre 2023 du conseil municipal de Foix ;

Considérant la nécessité de désigner un délégué titulaire pour siéger au conseil syndical du SMDEA ;

Il est précisé :

Le SMDEA est composé des membres suivants : le Département de l'Ariège, des communes et des intercommunalités. Le siège est fixé à Saint-Paul-de-Jarrat. Il est constitué pour une durée illimitée.

Il a pour objet d'assurer, au sein du périmètre géographique de ses membres, et en lieu et place de ces derniers, les compétences suivantes :

- En matière d'eau potable : l'étude, la réalisation, l'extension, l'amélioration, la rénovation, le contrôle, l'entretien, l'exploitation et la maîtrise d'ouvrage des équipements publics de production et/ou de transport et de distribution d'eau potable.
- En matière d'assainissement : l'étude, la réalisation, l'extension, l'amélioration, la rénovation, le contrôle, l'entretien, l'exploitation et la maîtrise d'ouvrage des équipements publics de collecte, de transport et de traitement des eaux usées, le contrôle et l'entretien des systèmes d'assainissement non collectifs conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Des prestations annexes de service existent à titre onéreux.

Les communes et les intercommunalités restent propriétaires des ouvrages des services de distribution d'eau potable et d'assainissement des eaux usées qui leur appartiennent à la date de création du syndicat. Ces ouvrages sont mis à disposition du syndicat dans les conditions fixées par le CGCT.

L'assemblée générale est constituée de délégués des membres. Chaque commune est représentée de la façon suivante :

Nombre d'habitants de la commune	Nombre de délégués	Nombre de voix
0 à 499	1	1 voix
500 à 1 499	2	4 voix
1 500 à 3 499	3	6 voix
3 500 à 5 000	4	12 voix
Supérieur à 5 000	5	15 voix

Les intercommunalités adhérentes sont représentées au prorata des communes membres et en application des dispositions de l'alinéa précédent, de façon à ce que le nombre de représentants de l'intercommunalité soit égal au nombre de représentants des communes membres si elles étaient considérées isolément.

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an.

Le SMDEA est administré par un conseil d'administration composé de :

- 5 représentants du Conseil départemental de l'Ariège.

- 23 délégués représentant des syndicats de communes ou autres établissements publics ainsi que des communes isolées.

Les ressources du SMDEA comprennent notamment :

- La contribution exceptionnelle des membres prévue par les protocoles de transfert. Les recettes d'exploitation des activités conduites en matière d'eau potable et d'assainissement. Les revenus des biens meubles ou immeubles du syndicat.
- Les produits des dons et legs.
- Toutes autres ressources liées à son activité.

Il est rappelé que le SMDEA est un syndicat mixte ouvert, n'étant pas constitué exclusivement de communes et d'intercommunalités.

Conformément à l'article L.5721-2 du CGCT susvisé, pour l'élection des délégués des intercommunalités dotées d'une fiscalité propre au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Il est par ailleurs rappelé que la loi n'impose pas pour les syndicats mixtes ouverts une désignation au scrutin secret.

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la désignation d'un représentant titulaire au SMDEA ;

Considérant l'accord unanime de l'assemblée de procéder au scrutin public ;

Considérant les candidatures enregistrées ;

Considérant les résultats du scrutin :

- Conseillers présents ou représentés : 55
- Suffrages exprimés : 55
- Suffrages obtenus par le candidat : 55

**Article unique : EST DÉSIGNÉ(E)** en qualité de délégué(e) titulaire représentant L'agglo Foix-Varilhes au syndicat mixte de l'eau et de l'assainissement de l'Ariège : **Jean-Paul Alba** (Foix)

Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 8 novembre 2023 à 18h30

**2023/150 Assemblées / Modification de la composition des commissions thématiques Solidarités-personnes âgées, Mobilités, Petite enfance-enfance-jeunesse, Aménagement-urbanisme**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	47	8	55	55	0	0

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Morgane Pomiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabillot (Crampagna), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

## **2023/150**

### **Assemblées / Modification de la composition des commissions thématiques Solidarités-personnes âgées, Mobilités, Petite enfance-enfance-jeunesse, Aménagement-urbanisme**

Rapporteur : le président Thomas Fromentin

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L.2121-22, L. 5211-1 et L5211-40-1 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération n°2021/069 du 29 juillet 2020 créant 12 commissions thématiques intercommunales ;

Vu la délibération du 10 novembre 2021 modifiant le règlement intérieur des instances institutionnelles adopté par délibération n°2020/123 du 16 décembre 2020 ;

Vu la délibération n°2021/128 du 10 novembre 2021 relative au renouvellement des membres des commissions thématiques intercommunales ;

Considérant que la capacité maximale des commissions a été fixée à 35 ;

Considérant la démission de Michèle Arseguel du conseil municipal de la commune de Montgailhard ;

Considérant le décès d'Annabel Augustin (Serres-sur-Arget), qui siégeait à la commission Solidarités-personnes âgées ;

Considérant la démission de Christel Carol (Foix) de la commission Solidarités-personnes âgées ;

Considérant la démission de Marine Bordes (Foix) de la commission Petite enfance-enfance-jeunesse ;

Considérant la démission de David Guitard (Loubens) de la commission Aménagement-urbanisme ;

Considérant la candidature de Monique Gonzalès, qui représente par ailleurs L'agglo dans différentes instances en lien avec l'enfance et la jeunesse, au sein de la commission Petite enfance-enfance-jeunesse ;

Considérant que le conseil communautaire peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations (article L2121-21 du CGCT) ;

Il est proposé de procéder à l'élection :

- De trois membres au sein de commission Solidarités-personnes âgées.
- De deux membres au sein de la commission Petite enfance-enfance-jeunesse.
- De deux membres au sein de la commission Aménagement-urbanisme.

Considérant les candidatures enregistrées ;

Considérant les résultats du scrutin ;

- Conseillers présents ou représentés : 55
- Suffrages exprimés : 55
- Suffrages obtenus par le candidat : 55

**Article unique : SONT DÉSIGNÉ(E)S** membres des commissions :

Solidarités- personnes âgées :

- Morgane Pommiès (Foix)
- Aurélie Marc (Montgailhard)
- Françoise Bauzou (Serres-sur-Arget)

Petite enfance-enfance-jeunesse :

- Monique Gonzalès (Foix)
- Marie-Pierre Rousse (Foix)



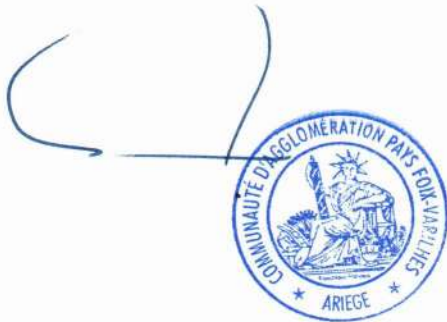
Aménagement-urbanisme :

- Florent Sabattier (commune de Loubens)
- Jean-Claude Campourcy (Ségura)

Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglomération Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 8 novembre 2023 à 18h30

**2023/151 Assemblées / Désignation d'un(e) délégué(e) titulaire au conseil d'administration de l'Établissement public foncier Occitanie**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	47	8	55	55	0	0

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglomération Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRÉSENTÉS :**

Morgane Pommiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabillot (Crampagna), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

## **2023/151**

### **Assemblées / Désignation d'un(e) délégué(e) titulaire au conseil d'administration de l'Établissement public foncier Occitanie**

Rapporteur : le président

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu le décret de création de l'Établissement public foncier (EPF) Occitanie du 2 juillet 2008 modifié par le décret n°2017-836 du 5 mai 2017 ;

Il est rappelé que :

L'EPF Occitanie est un établissement public de l'État à caractère industriel et commercial. L'EPF est habilité à procéder à toutes acquisitions foncières et opérations immobilières et foncières de nature à faciliter les opérations d'aménagement.

L'EPF Occitanie dispose de ressources propres liées à son activité (taxe spéciale d'équipement, cession des biens acquis), du produit des emprunts et de subventions. Il exerce ses activités dans le cadre de son programme pluriannuel d'intervention (PPI) 2019-2023.

Par son action foncière il contribue à la réalisation de programmes :

- De logements, notamment de logements sociaux, en tenant compte des priorités définies par les programmes locaux de l'habitat.
- D'activités économiques.
- De protection contre les risques technologiques et naturels ainsi qu'à titre subsidiaire, à la préservation des espaces naturels et agricoles.

Ces missions peuvent être réalisées pour le compte de l'État et de ses établissements publics, des collectivités territoriales, de leurs groupements, ou de leurs établissements publics.

Le partenariat entre l'EPF Occitanie et L'agglo Foix-Varilhes date de 2017, et s'est concrétisé par la signature d'un protocole de partenariat le 8 avril 2019, qui fixe les objectifs et les principes généraux de la collaboration.

L'EPF Occitanie est administré par un conseil d'administration composé de cinquante-cinq membres dotés chacun d'un suppléant.

La loi n'imposant pas pour ce type de structure une désignation au scrutin secret, et le décret de création de l'EPF Occitanie ne prévoyant pas expressément le caractère secret du scrutin, il est proposé de procéder à cette désignation au scrutin public.

Considérant la démission de Norbert Meler en qualité de représentant titulaire de L'agglo Foix-Varilhes au sein du conseil d'administration de l'EPF Occitanie ;

Considérant qu'il convient de procéder à la désignation d'un représentant titulaire ;

Considérant l'accord unanime de l'assemblée de procéder au scrutin public ;

Considérant les candidatures enregistrées ;

Considérant les résultats du scrutin :

- Conseillers présents ou représentés : 55
- Suffrages exprimés : 55
- Suffrages obtenus par le candidat : 55

**Article unique : EST DÉSIGNÉ(E)** délégué(e) titulaire représentant L'agglo Foix-Varilhes au conseil d'administration de l'EPF Occitanie représentant L'agglo Foix-Varilhes : Marine Bordes (Foix)

Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 8 novembre 2023 à 18h30

**2023/152 Assemblées / Désignation d'un(e) délégué(e) titulaire à la Mission locale Jeunes Ariège**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	47	8	55	55	0	0

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Morgane Pommiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabillot (Crampagna), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

## **2023/152**

### **Assemblées / Désignation d'un(e) délégué(e) titulaire à la Mission locale Jeunes Ariège**

Rapporteur : le président

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération n°2018/087, en date du 21 novembre 2018, relative à l'adhésion de L'agglo Foix-Varilhes à la Mission locale Jeunes Ariège ;

Vu la délibération n°2020/080, en date du 29 juillet 2020, relative à la désignation d'un représentant de L'agglo Foix-Varilhes à la Mission locale Jeunes Ariège ;

Vu les statuts de la Mission locale Jeunes Ariège ;

Considérant la démission de Marine Bordes (Foix) en date du 17 octobre 2023 de son mandat de délégué titulaire de la Mission locale Ariège ;

Il est rappelé que :

La Mission locale Jeunes Ariège est une structure (groupement d'intérêt public) qui accompagne les jeunes de 16 à 25 ans pour trouver des solutions face aux difficultés d'insertion professionnelle ou sociale auxquelles ils sont confrontés. Ce service public de proximité, de statut de groupement d'intérêt public, déploie dix lieux d'accueil sur le département. Son conseil d'administration comprend quatre collèges dont un composé de représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements.

Considérant que la loi n'impose pas pour ce type de structure une désignation au scrutin secret, et les statuts du conseil d'administration de la Mission locale Jeunes Ariège ne prévoyant pas expressément le caractère secret du scrutin, il est procédé à cette désignation au scrutin public ;

Considérant qu'il convient de procéder à la désignation d'un délégué titulaire ;

Considérant les candidatures enregistrées ;

Considérant les résultats du scrutin ;

- Conseillers présents ou représentés : 55
- Suffrages exprimés : 55
- Suffrages obtenus par le candidat : 55

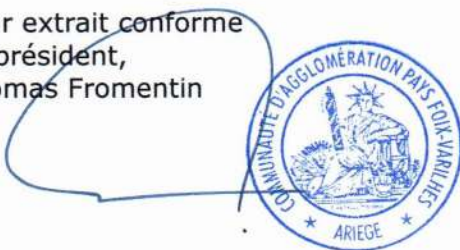
**Article unique : EST DÉSIGNÉ(E)** en qualité de délégué(e) titulaire représentant L'agglo Foix-Varilhes au sein du GIP Mission locale Ariège :

- Monique Gonzalès (Foix)

Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 8 novembre 2023 à 18h30

**2023/153 Assemblées / Modification des représentants de L'agglo Foix-Varilhes au sein du Dialogue métropolitain**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	47	8	55	55	0	0

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Morgane Pommiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabillot (Crampagna), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

## **2023/153**

### **Assemblées / Modification des représentants de L'agglo Foix-Varilhes au sein du Dialogue métropolitain**

Rapporteur : le président

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu les statuts de l'association du Dialogue métropolitain ;

Vu la délibération n°2017/058 en date du 22 février 2017 relative à l'adhésion de L'agglo Foix-Varilhes au Dialogue métropolitain ;

Considérant que L'agglo Foix-Varilhes est représentée au sein du Dialogue métropolitain par trois élus dont le président, le maire de la ville-centre et un conseiller communautaire ;

Considérant la démission de Norbert Meler de son mandat de maire de la Commune de Foix ;

Considérant l'élection de Marine Bordes en qualité de maire de la Commune de Foix ;

Considérant qu'il convient en conséquence de procéder à une modification de la désignation des représentants de L'agglo Foix-Varilhes au sein du Dialogue métropolitain ;

Il est rappelé que :

Créé en 2013, le Dialogue métropolitain de Toulouse porte un projet de coopération fondé sur l'ambition d'une relation équilibrée entre Toulouse Métropole et les intercommunalités inscrites dans son rayonnement métropolitain. Cet espace de dialogue inter-territorial mise sur la complémentarité des fonctions urbaines de ses membres et sur la reconnaissance de ce réseau au sein de la Région Occitanie.

Le Dialogue métropolitain est une association constituée d'intercommunalités. La Région Occitanie est membre associée.

Considérant que la loi n'impose pas pour ce type de structure une désignation au scrutin secret, et les statuts de l'association du Dialogue métropolitain ne prévoyant pas expressément le caractère secret du scrutin, il est proposé de procéder à ces désignations au scrutin public.

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article unique : PREND ACTE** de la nouvelle représentation de L'agglo Foix-Varilhes au sein du Dialogue métropolitain intégrant Marine Bordes, maire de Foix, en remplacement de Norbert Meler. :

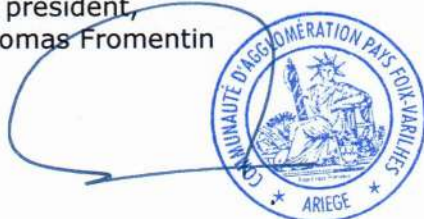
- Thomas Fromentin
- Martine Esteban
- Marine Bordes

Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 8 novembre 2023 à 18h30

**2023/154 Assemblées / Désignation de deux délégués titulaires de L'agglo Foix-Varilhes à l'association Paajip**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	47	8	55	55	0	0

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Morgane Pommiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabillot (Crampagna), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

**2023/154**

**Assemblées / Désignation de deux délégués titulaires de L'agglomération Foix-Varilhes à l'association Paajip**

Rapporteur : le président

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu les statuts de L'agglomération Foix-Varilhes ;

Vu les statuts de l'association Pôle agglomération adolescence jeunesse information prévention (Paajip) ;

Considérant la démission de Jacques Morell du mandat de maire de la commune de Dalou, entraînant de facto sa démission en tant que conseiller communautaire titulaire à L'agglomération Foix-Varilhes ;

Considérant la démission de Marine Bordes de représentante titulaire représentant L'agglomération Foix-Varilhes au sein du Paajip ;

Considérant que seuls les conseillers communautaires peuvent siéger pour le compte de L'agglomération au sein d'associations ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la désignation de deux délégués titulaires de L'agglomération Foix-Varilhes à l'association Paajip ;

Il est rappelé que :

L'association Paajip a pour objet la mise en œuvre d'un projet global en direction de la jeunesse sur l'ensemble du territoire de L'agglomération Foix-Varilhes. Son projet est soutenu par L'agglomération. Son conseil d'administration comprend trois collèges dont un est composé, au minimum de trois et au maximum de sept, représentants élus au conseil communautaire et siégeant à la commission jeunesse.

Considérant que la loi n'impose pas pour ce type de structure une désignation au scrutin secret, et les statuts de l'association Paajip ne prévoyant pas expressément le caractère secret du scrutin, il est procédé à cette désignation au scrutin public uninominal.

Considérant les candidatures enregistrées ;

Considérant les résultats du scrutin ;

- Conseillers présents ou représentés : 55
- Suffrages exprimés : 55
- Suffrages obtenus par le candidat : 55

**Article unique : SONT DÉSIGNÉES** en qualité de délégués titulaires représentant L'agglomération Foix-Varilhes au conseil d'administration de l'association du Paajip :

- Monique Gonzalès (Foix)
- Véronique Mangematin (Dalou)

Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglomération Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 8 novembre 2023 à 18h30

**2023/155 Assemblées / Désignation d'un(e) délégué(e) titulaire au conseil d'administration du lycée Gabriel Fauré**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	47	8	55	55	0	0

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraves représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Cousa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Morgane Pommiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabillot (Crampagna), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

## **2023/155**

### **Assemblées / Désignation d'un(e) délégué(e) titulaire au conseil d'administration du lycée Gabriel Fauré**

Rapporteur : le président

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération date du 1<sup>er</sup> février 2017, relative à l'adhésion de L'agglo Foix-Varilhes au conseil d'administration du lycée Gabriel Fauré ;

Vu les statuts du conseil d'administration du lycée Gabriel Fauré ;

Considérant la démission de Marine Bordes en date du 17 octobre 2023 de sa qualité de déléguée titulaire représentant L'agglo Foix-Varilhes au sein du conseil d'administration du lycée Gabriel Fauré ;

Considérant que le conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement est composé de trois collèges dont un est constitué de représentants des collectivités locales, de représentants de l'administration de l'établissement et de personnes qualifiées, membres de droit. Le conseil d'administration fixe dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur les principes de mise en œuvre de l'autonomie pédagogique et éducative dont disposent les établissements et en particulier les règles d'organisation de l'établissement ;

Considérant qu'il convient de procéder à la désignation d'un représentant titulaire ;

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de désigner en son sein ses représentants ;

Considérant que la loi n'impose pas pour ce type de structure une désignation au scrutin secret, et les statuts du conseil d'administration du lycée Gabriel Fauré ne prévoyant pas expressément le caractère secret du scrutin, il est procédé à cette désignation au scrutin public ;

Considérant les candidatures enregistrées ;

Considérant les résultats du scrutin ;

- Conseillers présents ou représentés : 55
- Suffrages exprimés : 55
- Suffrages obtenus par le candidat : 55

**Article unique : EST DÉSIGNÉE** en qualité de déléguée titulaire représentant L'agglo Foix-Varilhes au conseil d'administration du lycée Gabriel Fauré :

- Monique Gonzalès (Foix)

Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 8 novembre 2023 à 18h30

**2023/156 Assemblées / Désignation d'un(e) délégué(e) suppléant(e) au conseil d'administration du lycée Jean Durroux**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	47	8	55	55	0	0

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Morgane Pommiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabillot (Crampagna), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

## **2023/156**

### **Assemblées / Désignation d'un(e) délégué(e) suppléant(e) au conseil d'administration du lycée Jean Durroux**

Rapporteur : le président

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du 10 novembre 2021 portant désignation des représentants de L'agglo Foix-Varilhes au conseil d'administration du lycée Jean Durroux ;

Vu les statuts du conseil d'administration du lycée Jean Durroux ;

Considérant la démission de Monique Gonzalès, représentante suppléante au conseil d'administration du lycée Jean Durroux ;

Considérant que le conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignement est composé de trois collèges dont un est constitué de représentants des collectivités locales, de représentants de l'administration de l'établissement et de personnes qualifiées, membres de droit. Le conseil d'administration fixe dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur les principes de mise en œuvre de l'autonomie pédagogique et éducative dont disposent les établissements et en particulier les règles d'organisation de l'établissement ;

Considérant qu'il convient de procéder à la désignation d'un représentant suppléant ;

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de désigner en son sein ses représentants ;

Considérant que la loi n'impose pas pour ce type de structure une désignation au scrutin secret, et les statuts du conseil d'administration du lycée Jean Durroux ne prévoyant pas expressément le caractère secret du scrutin, il est procédé à cette désignation au scrutin public ;

Considérant les candidatures enregistrées ;

Considérant les résultats du scrutin ;

- Conseillers présents ou représentés : 55
- Suffrages exprimés : 55
- Suffrages obtenus par le candidat : 55

**Article unique : EST DÉSIGNÉE** en qualité de déléguée titulaire représentant L'agglo Foix-Varilhes au conseil d'administration du lycée Gabriel Fauré :

- Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport)

Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglomération Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

**Séance du 8 novembre 2023 à 18h30**

**2023/157 Aménagement-urbanisme / Bilan de la concertation et arrêt du projet de plan local d'urbanisme de la commune de Verniolle**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	47	8	55	54	0	1

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglomération Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRÉSENTÉS :**

Morgane Pommiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabillot (Crampagna), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

**2023/157****Aménagement-urbanisme / Bilan de la concertation et arrêt du projet de plan local d'urbanisme de la commune de Verniolle**

Rapporteur : le président

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 153-14, R. 153-3 à R.153-7 ;

Vu l'article 136 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi Alur ;

Vu délibération du conseil municipal de Verniolle en date du 15 décembre 2015 prescrivant la révision du plan d'occupation des sols (Pos) de Verniolle valant transformation en plan local d'urbanisme (PLU) et définissant les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation ;

Vu la délibération du conseil municipal de Verniolle en date du 27 octobre 2021 confiant à L'agglo Foix-Varilhes la poursuite et l'achèvement de la procédure d'élaboration du PLU de Verniolle engagée avant le transfert de compétence conformément à l'article L153-9 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération de L'agglo Foix-Varilhes en date du 10 novembre 2021 décidant de poursuivre et d'achever la procédure d'élaboration du PLU de Verniolle ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 21 septembre 2022 prenant acte de la tenue d'un débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables du PLU de Verniolle ;

Vu la délibération du conseil municipal de Verniolle en date du 10 juillet 2023 émettant un avis favorable au bilan de la concertation et à l'arrêt du PLU de Verniolle tel que présenté ;

Vu le bilan de la concertation ;

Considérant que depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021, conformément à l'article 136 de la loi Alur, L'agglo Foix-Varilhes est compétente en matière de « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » ;

Considérant que L'agglo Foix-Varilhes a décidé de poursuivre et d'achever la procédure de PLU de Verniolle afin de permettre à la commune, relevant actuellement du règlement nationale d'urbanisme (RNU) suite à la caducité de son plan d'occupation des sols (Pos), de disposer d'un document d'urbanisme et d'achever une procédure engagée en 2015 ;

Considérant que l'arrêt du projet en conseil communautaire ne garantit pas la reprise in extenso du projet communal dans le PLUi-H en cours d'élaboration, notamment pour les raisons suivantes :

- L'enveloppe foncière prévue dans le PLU communal résulte en partie de la consommation foncière générée par l'aménagement de la zone d'activités économiques (ZAE) Escoubétou 2 ; or, il est envisagé dans le futur PLUi-H de réserver en priorité au projet économique intercommunal les disponibilités foncières résultant de l'aménagement antérieur sur les ZAE ;
- L'avancement actuel du PLUi-H ne permet pas d'avoir à ce jour de la visibilité sur les orientations qui seront prises sur Verniolle.

◆ Rappel de la Procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) de Verniolle

La procédure de révision du plan d'occupation des sols valant transformation en plan local d'urbanisme initiée par délibération du conseil municipal de Verniolle en date du 15 décembre 2015 a abouti au dossier de projet de PLU qui doit être à présent arrêté par le conseil communautaire avant d'être transmis pour avis aux personnes publiques associées et aux communes limitrophes et soumis ultérieurement à enquête publique. La



concertation s'est effectuée en application des articles L 103-2 et suivants du code de l'urbanisme tout au long de la procédure de révision.

Les objectifs principaux de l'élaboration du projet communal se déploient autour des 12 axes forts suivants :

- Prévoir un développement urbain en corrélation avec la position stratégique de la commune au sein de l'armature territoriale et compatible avec les prescriptions du SCoT en matière de consommation foncière.
- Prendre en compte les problématiques de l'assainissement pour prioriser les secteurs à urbaniser.
- Valoriser l'identité villageoise de la commune et définir des zones de développement urbain organisées.
- Reconquérir le centre-bourg.
- Encourager la mixité sociale et intergénérationnelle en favorisant une offre de logements diversifiés.
- Favoriser les mobilités douces, vers les équipements publics et les zones d'activités.
- Préserver l'activité agricole.
- Préserver et valoriser l'environnement naturel.
- Valoriser les éléments patrimoniaux et environnementaux qui fondent l'identité de la commune.
- Mener une réflexion sur les points d'insécurité routière, notamment aux abords de la route départementale n°29.
- Accompagner le développement économique (zone d'activité intercommunale au sud de la commune notamment).
- Soutenir les activités touristiques (sentiers de randonnée, etc.).

Conformément à l'article L.153-12 du code de l'urbanisme, le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) a été débattu en conseil municipal.

Un premier débat s'est tenu le 23 février 2016 au sein de l'assemblée municipale sur les orientations générales du PADD qui exposait les cinq axes essentiels du projet à savoir :

- Des objectifs démographiques et de consommation foncière avec une population supplémentaire d'ici 20 ans de 695 habitants.
- Des orientations économiques avec notamment le renforcement du pôle d'activités Delta Sud.
- Des orientations sociales en proposant une offre d'habitat plus diversifiée.
- Des orientations environnementales et paysagères en optimisant le renouvellement et le réinvestissement urbain, en poursuivant la valorisation du centre bourg, en préservant et révélant les caractéristiques du patrimoine naturel et agricole, en réduisant les pollutions, en prenant en compte les nuisances et les risques.
- Une stratégie de développement urbain avec une volonté d'articulation du bourg avec les développements pavillonnaires par l'intermédiaire de pôles de quartier.

Un nouveau débat déclinant les orientations générales du PADD du futur PLU s'est tenu dans la séance du conseil municipal du 2 juillet 2018 à partir de deux axes d'aménagement et d'urbanisme, à savoir :

#### AXE 1. PRESERVER LES GRANDES COMPOSANTES DES CONTINUITES AGRICOLES ET ECOLOGIQUES

1.1 Soutenir l'agriculture

1.2 Conserver les espaces de transitions écologiques

#### AXE 2. COMPOSER UN PROJET URBAIN HARMONIEUX

- 2.1 Structurer le développement urbain
- 2.2 Greffer les nouvelles opérations au bourg
- 2.3 Accompagner le développement économique
- 2.4 Structurer le pôle économique

Consécutivement à l'élection d'une nouvelle assemblée en 2020, un nouveau bureau d'études a été désigné en février 2021 pour accompagner la commune dans l'élaboration de son PLU.

Sur la base du nouveau rapport de présentation établi par ADRET Environnement, un troisième débat sur le PADD s'est tenu en conseil municipal le 8 septembre 2022. Les orientations générales du PADD s'articulent autour de 6 orientations :

- La protection du patrimoine naturel et la gestion des risques.
- La préservation des espaces agricoles.
- La préservation et la mise en valeur du patrimoine bâti et paysager.
- Le développement urbain maîtrisé et harmonieux de la commune.
- Le développement économique (industrie, artisanat, commerce).
- L'amélioration du cadre de vie et la prise en compte des enjeux mobilités-transports et climatiques.

La compétence en matière de plan local d'urbanisme est exercée depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021 par L'agglo Foix-Varilhes. Par délibération du 27 octobre 2021, le conseil municipal de Verniolle a autorisé L'agglo Foix-Varilhes à achever la procédure d'élaboration de son PLU.

Un débat sur les orientations générales du PADD du PLU de Verniolle s'est tenu en séance du conseil communautaire le 21 septembre 2022.

◆ Bilan de la concertation

La concertation publique permet d'associer à la définition du projet et tout au long de la procédure, les habitants de la commune, les personnes intéressées ainsi que les personnes publiques associées.

Les modalités de la concertation ont été définies par le conseil municipal dans sa délibération du 15 décembre 2015 de la manière suivante :

2.1 - Moyens d'information :

- Un affichage en mairie de la présente délibération prescrivant la révision du Pos valant transformation en PLU et précisant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation, pendant toute la durée des études nécessaires à l'élaboration du projet.
- Une information ponctuelle pendant toute la durée de la révision (bulletin municipal et/ou bulletin d'information spécifique).
- La mise à disposition d'éléments sur le site internet de la commune, au fur et à mesure de l'avancée du projet.
- La mise à disposition du dossier d'études à la mairie, aux heures et jours habituels d'ouverture, et ce tout au long de la procédure jusqu'à l'arrêt du projet de PLU.

2.2 - Moyens offerts au public pour s'exprimer et engager le débat :

- Un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis à disposition du public tout au long de la procédure jusqu'à l'arrêt du projet, en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture.
- La tenue d'une réunion publique ouverte au débat sur les éléments présentés et permettant notamment d'échanger sur le diagnostic territorial, les enjeux identifiés, le projet communal (PADD) et les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) avant que le projet de PLU ne soit arrêté.
- La possibilité d'envoi de courrier adressé au Maire.

Ces modalités ont été mises en œuvre pendant toute la durée de la concertation.

La concertation a fait l'objet en effet de :

- La mise en place d'un registre d'observations en mairie dès le 4 janvier 2016.
- La mise en place sur le site internet de la commune de Verniolle d'un onglet dédié au PLU dans la section « Urbanisme » pour permettre l'information de la population au fur et à mesure de l'avancée du projet.
- La publication d'un journal municipal « la feuille d'Aulne » en août 2023 consacré exclusivement à la présentation de la procédure d'élaboration du PLU et des orientations d'aménagement du PADD.
- L'organisation de deux réunions publiques le 25 mars 2016 à la salle des mariages de la mairie de Verniolle et le 13 septembre 2023 au foyer rural de Verniolle.
- La mise à disposition en mairie des pièces composant le PLU au fur et à mesure de leur avancée.

La population a ainsi pu de manière continue prendre connaissance et suivre l'évolution des éléments du dossier par la mise à disposition d'éléments d'information en mairie et sur le site internet.

Elle a également pu faire état de ses observations par la mise à disposition du public en mairie d'un registre de concertation.

L'ensemble de ces moyens de concertation est détaillé dans le bilan de la concertation joint en annexe de la présente délibération.

L'ensemble des observations émises par la population dans le registre de concertation est également synthétisé dans le bilan de la concertation.

Au vu de ce qui précède, il convient de tirer une conclusion positive de la concertation engagée depuis le 4 janvier 2016.

◆ Arrêt du projet de plan local d'urbanisme de Verniolle

A l'issue du constat et du diagnostic de l'existant, le PADD a été mis en forme.

Celui-ci a fait l'objet d'un troisième et dernier débat au sein du conseil municipal de Verniolle en date du 8 septembre 2022 et au sein du conseil communautaire en date du 21 septembre 2022.

Le dossier du PLU a été élaboré après études et plusieurs séances de travail avec les personnes publiques consultées, en particulier les services de l'État, associées à la procédure d'élaboration du PLU.

Pour faire suite à la phase d'études, de concertation, d'élaboration associée, au regard des documents composant le projet de PLU et par suite du transfert de la compétence « élaboration des documents d'urbanisme » à L'agglo Foix-Varilhes à effet du 1<sup>er</sup> juillet 2021, le conseil communautaire doit désormais arrêter ce projet de PLU.

Le conseil municipal de Verniolle a émis un avis positif au projet de PLU dans sa séance du 10 juillet 2023.

Après l'approbation de cette délibération, le projet de PLU de Verniolle arrêté sera transmis pour avis aux personnes publiques, qui disposeront d'un délai de trois mois pour faire valoir leurs observations.

Le projet de PLU arrêté sera soumis ensuite à enquête publique, ce qui permettra aux habitants de Verniolle de s'exprimer une nouvelle fois sur le projet et de faire valoir leurs observations avant l'approbation du PLU.

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur remettra son rapport et ses observations.

Le conseil communautaire pourra approuver le PLU de Verniolle en y apportant, s'il le souhaite, des modifications pour tenir compte des résultats de l'enquête et des avis des personnes publiques.

Les éventuelles modifications apportées après l'enquête publique ne pourront pas remettre en cause l'économie générale du projet de PLU arrêté.

Il est proposé, si les conclusions de ce rapport recueillent l'accord des conseillers communautaires :

- D'arrêter le bilan de concertation préalable tel qu'annexé à la présente délibération.
- D'arrêter le projet de plan local d'urbanisme de Verniolle tel qu'annexé à la présente délibération.
- D'autoriser le président à poursuivre la procédure d'élaboration du PLU de Verniolle.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

1 abstention

André Péchin

**Article 1 : PREND ACTE** du contenu de la concertation et du bilan figurant en annexe à la présente délibération.

**Article 2 : ARRÊTE** le projet de plan local d'urbanisme de la commune de Verniolle tel qu'annexé à la présente délibération.

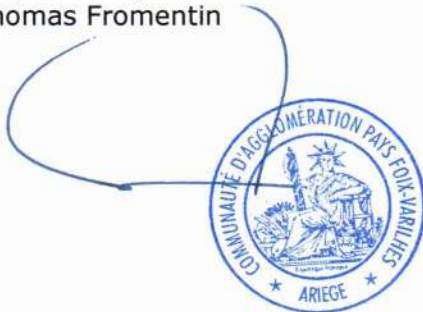
**Article 3 : PRÉCISE** que conformément aux articles L.153-16 à L.153-18 du code de l'urbanisme, le projet de PLU de Verniolle arrêté sera notifié pour avis :

- Aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.
- Aux communes limitrophes et établissements publics de coopération intercommunale qui ont demandé à être consultés sur ce projet.

Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglomération Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le 14/11/2023

ID : 009-200067791-20231108-2023\_DC\_157A-AU



# Plan

# Local

# d'Urbanisme

# de Verniolle

## **NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE**

Conseil communautaire du 8 novembre 2023

**Bilan de la  
concertation & arrêt  
du projet de PLU**

Note explicative de synthèse  
**Conseil communautaire du 8 novembre 2023**  
**NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHÈSE**  
**Conseil communautaire du 8 novembre 2023**  
**Plan local d'urbanisme de la commune de Verniolle**  
**Bilan de la concertation et arrêt du projet de PLU**

---

**1. Objet du conseil communautaire concernant le PLU**

Depuis la prescription de l'élaboration du PLU de la commune de Verniolle le 15 décembre 2015, les multiples réunions menées ont permis d'élaborer le projet de PLU.

L'élaboration du PLU constitue une opportunité pour la commune de disposer d'un nouveau document d'urbanisme depuis l'abrogation de son plan d'occupation des sols le 27 mars 2017 qui soit conforme aux nombreuses dispositions législatives (lois du 12/07/2010 dite « loi Grenelle 2 », du 24/03/2014 dite « loi Alur » et la loi Climat et Résilience du 22/08/2021), qui soit compatible avec le schéma de cohérence territoriale de la vallée de l'Ariège, qui traduise une politique à moyen terme pour le développement et l'aménagement du territoire communal, et d'affirmer sa position et son ambition vis-à-vis des territoires voisins et au sein desquels il prend place.

Pour rappel les principales étapes de la procédure sont les suivantes :

2016 à début 2018 : élaboration du diagnostic territorial et définition des enjeux

2016 : 1<sup>ère</sup> réunion publique (échange sur le projet de PADD)

2018 à début 2021 : élaboration du PADD

Février 2021 : changement de bureau d'études et reprise totale de la procédure d'élaboration du PLU

1<sup>er</sup> juillet 2021 : transfert de la compétence PLU à la communauté d'agglomération

27 octobre 2021 : le conseil municipal de Verniolle donne son accord et sollicite L'agglomération Foix-Varilhes pour la poursuite de la procédure d'élaboration du PLU de Verniolle

10 novembre 2021 : le conseil communautaire délibère pour la poursuite de la procédure d'élaboration du PLU engagée par la commune de Verniolle avant le transfert de compétence

Fin 2021 : élaboration du diagnostic

8 septembre 2022 : débat sur les orientations du PADD en conseil municipal

22 septembre 2022 : débat sur les orientations du PADD en conseil communautaire

8 septembre 2023 : avis du conseil municipal de Verniolle sur le projet de PLU avant arrêt

13 septembre 2023 : 2<sup>ème</sup> réunion publique

19 octobre 2023 : arrêt de la concertation publique

8 novembre 2023 : proposition d'arrêt du projet de PLU et bilan de la concertation en conseil communautaire

Puis phase de consultations institutionnelles (personnes publiques associées...) sur une durée de 3 mois

Avril 2024 : enquête publique d'une durée d'un mois

Mai 2024 : rapport du commissaire-enquêteur

Juin 2024 : Présentation du nouveau PLU de Verniolle pour approbation par le conseil communautaire de L'agglo Foix-Varilhes

Lors de la séance du 8 novembre 2023, le conseil communautaire est invité à arrêter le projet de PLU de Verniolle afin que celui-ci soit soumis à l'avis des personnes publiques associées, puis à l'avis du public dans le cadre de l'enquête publique. Préalablement, il doit tirer le bilan de la concertation.

Pour ce faire, la communauté d'agglomération va soumettre à son conseil communautaire :

- Le bilan de la concertation
- Le dossier de projet d'arrêt du PLU de Verniolle

## **2. dossier d'information**

Concernant l'arrêt de projet de PLU de Verniolle, pour préparer le conseil communautaire, il vous est remis :

- La présente note explicative de synthèse qui a pour objectif de présenter les conditions dans lesquelles s'est déroulée la concertation et ses apports d'une part, d'apporter une information complète sur le projet de PLU d'autre part ;
- Un dossier numérique comportant le dossier complet de projet d'arrêt de PLU de Verniolle, dont le bilan de la concertation.

**Il est également rappelé que le dossier complet du projet de PLU est mis à la disposition des élus et qu'il est consultable au siège de L'agglomération Foix-Varilhes.**



## SOMMAIRE DE LA NOTICE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

---

### 1. BILAN DE LA CONCERTATION

- 1.1. Modalités de concertation prévues et réalisées
- 1.2. Bilan de la concertation

### 2. CONTENU DU PLU

- 2.1. Rapport de présentation
- 2.2. Projet d'aménagement et de développement durables
- 2.3. Orientations d'aménagement et de programmation
- 2.4. Règlement : traduction des orientations générales du projet dans les pièces réglementaires du PLU
- 2.5. Les annexes
- 2.6. Les incidences du PLU

### 3. SUITE DE LA PROCEDURE D'ELABORATION DU PLU DE VERNIOLLE

## 1. BILAN DE LA CONCERTATION

Conformément aux articles L.103-2 et suivants du code de l'urbanisme, l'élaboration d'un PLU doit faire l'objet d'une concertation associant, pendant toute sa durée, les habitants et les autres personnes concernées.

Pour lancer la procédure d'élaboration de son PLU, la commune de Verniolle a pris une délibération en date du 15 décembre 2015 dans laquelle ont été définis les objectifs poursuivis et les modalités de concertation, devant prendre la forme suivante :

- Moyens d'information :
  - Un affichage en mairie de la présente délibération prescrivant la révision du POS valant transformation en PLU et précisant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation, pendant toute la durée des études nécessaires à l'élaboration du projet
  - Une information ponctuelle pendant toute la durée de la révision (bulletin municipal et/ou bulletin d'information spécifique)
  - La mise à disposition d'éléments sur le site internet de la commune, au fur et à mesure de l'avancée du projet
  - La mise à disposition du dossier d'études à la mairie, aux heures et jours habituels d'ouverture, et ce tout au long de la procédure jusqu'à l'arrêt du projet de PLU
- Moyens offerts au public pour s'exprimer et engager le débat :
  - Un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis à disposition du public tout au long de la procédure jusqu'à l'arrêt du projet, en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture
  - La tenue d'une réunion publique ouverte au débat sur les éléments présentés et permettant notamment d'échanger sur le diagnostic territorial, les enjeux identifiés, le projet communal (PADD) et les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) avant que le projet de PLU ne soit arrêté
  - La possibilité d'envoi de courrier adressé à Madame la Maire

A l'issue de la concertation lors de l'arrêt du projet de PLU, le conseil communautaire doit tirer le bilan de la concertation. Ce bilan sera joint à la délibération d'arrêt et au dossier d'enquête publique.

Les paragraphes ci-après synthétisent le contenu du bilan.

### 1.1 MODALITES DE CONCERTATION PREVUES ET REALISEES

Ce tableau permet ainsi de constater que l'ensemble des mesures de concertation prescrites par la délibération du 15 décembre 2015 a effectivement été mis en œuvre.

<b>Modalités de concertation prévues par la délibération de prescription du 15 décembre 2015</b>	<b>Mise en œuvre réalisée dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLU</b>
Affichage des délibérations	Les délibérations prises jusqu'à ce jour ayant trait au PLU ont toutes été affichées conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales et de la délibération n° 2022-34 du 30 juin 2022
Information ponctuelle dans le bulletin municipal	En août 2023, a été réalisée la distribution dans les boîtes aux lettres d'un document de 8 pages A4 comprenant : la présentation de la démarche d'élaboration du PLU et du calendrier prévisionnel, la présentation détaillée des orientations du Projet d'aménagement et de développement durables (PADD), la présentation des règles sur le zonage
Mise à disposition d'un dossier en mairie de Verniolle	Tout au long de la procédure d'élaboration du PLU, un registre de concertation accessible au public a été mis à disposition à la mairie, aux jours et heures d'ouverture au public
Tenue de réunions publiques	Deux réunions publiques ont été organisées au long de la procédure à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réunion le 25 mars 2016 portant sur les retours du diagnostic (environ 25 personnes présentes)</li> <li>- Réunion le 13 septembre 2023 proposant un récapitulatif des différentes étapes, un retour détaillé sur le PADD, les Orientations d'aménagement et de programmation, la présentation du zonage (environ 40 personnes présentes)</li> </ul>
Clôture de la concertation	Par arrêté, le président de L'agglo Foix-Varilhes a arrêté la clôture concertation au 19 octobre 2023 à 12h00

## **1.2 BILAN DE LA CONCERTATION**

Il ressort des observations formulées, notamment lors des réunions publiques, dans le registre de concertation publique et dans les courriers ou courriels adressés au Maire, que les préoccupations, orientations et questionnements ont été exprimés autour de la constructibilité des terrains, des conséquences de la densité figurant au Schéma de cohérence territoriale de la vallée de l'Ariège (prise en compte des orientations des documents supérieurs), des pouvoirs du commissaire-enquêteur, du dysfonctionnement actuel de la station d'épuration et des perspectives de mises aux normes, des problèmes de stationnement dans le village et de sa prise en considération dans le règlement.

Au vu des moyens mis en œuvre dans le cadre de la concertation du PLU de Verniolle, décrits ci-dessus, il apparaît :

- que ceux-ci ont permis d'assurer une information satisfaisante du public, concernant la procédure d'élaboration du PLU et concernant le contenu des études et documents d'étapes du projet de PLU
- que le niveau d'information est proportionné à l'échelle du projet
- que la concertation publique a été menée pendant une durée suffisante
- que ces moyens ont permis au public de formuler des observations

- et qu'il répondent point par point aux modalités de concertation définies par la délibération de prescription de l'élaboration du PLU

Au vu des observations ou demandes effectuées tout au long de la procédure d'élaboration du PLU et notamment dans le cadre des réunions publiques et des demandes particulières, il apparaît :

- que les enjeux issus du diagnostic du territoire ont reçu un accueil favorable
- qu'il n'y a pas de remise en question des principes généraux des dispositions réglementaires présentés lors des réunions publiques
- que des réserves ont été émises par certaines personnes sur les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) en tant qu'elles réduisent les possibilités de construire en termes de superficie

## 2. CONTENU DU PLAN LOCAL D'URBANISME

### 2.1. LE RAPPORT DE PRESENTATION

Le rapport de présentation est à la fois un recueil de l'analyse du territoire de la commune de Verniolle et un document justificatif des choix du projet.

Le rapport de présentation du PLU de Verniolle est :

- Un document qui justifie les choix retenus par la commune pour l'élaboration de son PLU. Cette justification porte sur les orientations et les objectifs développés dans le PADD et leurs transcriptions réglementaires. Le rapport de présentation du PLU doit contenir une analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers.
- Un diagnostic de la situation actuelle de l'ensemble du territoire.
- Un état initial de l'environnement faisant état de l'environnement sur la commune avant application du PLU.

### 2.2 LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)

Pièce centrale du PLU, le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) exprime une vision stratégique du développement de Verniolle à l'horizon 10 à 15 ans.

Il fixe les grandes orientations retenues par la collectivité pour le développement et l'aménagement de l'espace communal, notamment en matière d'habitat, de transport, d'économie et d'environnement, de paysage, de tourisme et de loisirs.

Le projet de territoire fait l'objet d'une traduction réglementaire dans les étapes suivantes de l'élaboration du PLU (orientations d'aménagement et de programmation, règlement écrit et graphique).

Les orientations du PADD s'appuient sur les besoins et enjeux mis en évidence par le diagnostic socio-économique et l'état initial de l'environnement.

Le PADD n'est pas directement opposable aux demandes de permis de construire ou aux opérations d'aménagement, mais le règlement du PLU et les OAP (qui eux sont opposables) doivent être cohérents avec les objectifs du PADD.

La commune de Verniolle souhaite marquer et conforter son rôle de pôle de vie au sein de l'espace intercommunal tout en traduisant des principes de complémentarité et de solidarités territoriales. La volonté de mise en valeur de son patrimoine et de son cadre de vie est au cœur du projet de territoire. Concernant le territoire, un SCOT est exécutoire et un PLUi-H est en cours d'élaboration ; le PLU de Verniolle constituera ainsi un document transitoire.

Le PADD débattu lors du conseil municipal de Verniolle du 8 septembre 2022 et du conseil communautaire du 22 septembre 2022 s'articule et se décline en 6 axes :

#### Axe 1 - LA PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL ET LA GESTION DES RISQUES

Plusieurs actions fondamentales structurent cet axe :

↳ Préservation des principaux milieux naturels de la commune : réservoir de biodiversité (Znieff des bosquets de Las Garros, hors aérodrome), et du pôle d'intérêt écologique (Znieff basse plaine de l'Ariège) : dans ces milieux naturels, des mesures réglementaires sont prises, notamment en termes

d'occupations et utilisations du sol admises afin d'assurer leur protection. Préservation des principaux bois et des zones humides.

↳ Préservation des corridors écologiques de la trame bleue (ruisseaux) identifiée par le SRCE. Préservation des haies et alignements remarquables, des ripisylves et des arbres isolés remarquables. Préservation des haies structurantes (hors peuplements purs de robiniers). La commune encourage le renforcement du réseau de haies existantes par des plantations complémentaires, en concertation avec les propriétaires et acteurs concernés.

↳ Préservation des zones humides, y compris les mares.

↳ Préservation / amélioration de la qualité des eaux du Crieu et des ruisseaux secondaires. Cet objectif passe obligatoirement par une solution à apporter au traitement des eaux usées (reconstruction d'une station d'épuration avec exutoire dans le Crieu, ou solution alternative).

↳ Prise en compte du Plan de Prévention des Risques, dont le règlement s'impose au PLU de Verniolle.

↳ Prise en compte des risques technologiques.

## **Axe 2 - LA PRÉSERVATION DES ESPACES AGRICOLES**

↳ Maintien de l'activité agricole passant par la préservation des espaces à vocation agricole. L'objectif consiste dans la pérennisation d'une zone agricole fonctionnelle, notamment en limitant au plus près le développement des mitages, source de conflits d'usages, et en prévoyant les extensions de l'urbanisation dans la continuité immédiate du bourg, sans toutefois interdire a priori les changements d'activité.

↳ Les terrains à forte plus-value agricole (sols irrigués, sols drainés) devront être prioritairement préservés dans la mesure du possible, en cohérence avec les objectifs de développement urbain, et selon le principe de développement durable.

## **Axe 3 - LA PRÉSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE BÂTI ET PAYSAGER**

Plusieurs idées majeures structurent cet axe :

↳ Préservation de la typicité urbaine du bourg ancien et des 2 hameaux historiques. Préservation et valorisation du bâti patrimonial. Création d'un secteur agricole à forte sensibilité paysagère entre le bourg et le ruisseau de la Galage. Réalisation d'un règlement visant à maintenir la typicité du bâti ancien dans le bourg et dans le terroir agricole.

↳ Prise en compte du monument historique (château de Fiches).

↳ Protection du petit patrimoine bâti.

↳ Possibilité de changement de destination d'un nombre limité de bâtiments d'intérêt patrimonial, situés dans le terroir agricole et qui ne sont pas susceptibles de compromettre l'activité agricole.

↳ Protection paysagère des ripisylves (notamment celle du Crieu), et des principaux bois (hors taillis de robiniers, qui présentent un caractère invasif dans le territoire communal).

↳ Protection et amélioration de la nature en ville (alignements et arbres isolés dans le bourg et le long de la RN20 ; plantations paysagères de la zone d'activité d'Escoubétou 2 dans le prolongement de celles réalisées dans Escoubétou 1 ; parcs d'accompagnement des châteaux et maisons de maître).

#### **Axe 4 - LE DÉVELOPPEMENT URBAIN MAÎTRISÉ ET HARMONIEUX DE LA COMMUNE**

↳ En dépit de la baisse démographique constatée ces dernières années, en partie liée à l'obsolescence de la station d'épuration (STEP) qui a pénalisé la dynamique du rythme de la construction résidentielle, la commune de Verniolle retient un objectif d'augmentation démographique de 0.7% par an, en cohérence avec la projection démographique du PLH. Cet objectif est justifié par l'attractivité économique de la commune (avec notamment la création récente de la zone d'activités Escoubétou 2), mais aussi par la situation géographique privilégiée de Verniolle, située dans l'axe stratégique central du périmètre SCOT.

↳ La commune s'engage résolument dans une politique de développement raisonnable, les extensions de l'urbanisation prévues par le PLU respectant la loi Climat et Résilience en les encadrant sur la base d'une consommation d'espaces de l'ordre de 4Ha, programmés sur le moyen ou long terme, et dont l'échelonnement dans le temps est d'ores et déjà prévu.

↳ L'urbanisation de la commune devra favoriser la centralité du bourg conformément au SCOT. A contrario, l'urbanisation devra être maîtrisée afin d'éviter un phénomène d'étalement urbain. Globalement, l'urbanisation de la commune devra se poursuivre dans les dents creuses des tissus urbains existants (en prenant également en compte les possibilités de division parcellaire), dans un objectif de densification ; par contre, l'extension des mitages devra être proscrite pour des raisons ayant trait au paysage, à la consommation d'espaces agricoles, à des problématiques de réseaux et de transport... En plus des dents creuses, l'urbanisation de la commune se fera également par des extensions urbaines à travers les zones à urbaniser (AU).

#### **Axe 5 - LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (INDUSTRIE, ARTISANAT, COMMERCE)**

Les ambitions de développement sont résumées ci-après :

↳ les principales actions sont destinées à conforter le développement industriel (zone d'activités d'Escoubétou) et commercial (zone de Graussette) de Verniolle dans la continuité des préconisations portées par l'ORT : poursuite de l'observatoire du commerce ; inscription des conditions de développement du commerce dans le PLU, limitant et organisant les possibilités de développement commercial sur la périphérie ; modernisation et développement des activités existantes ; la zone commerciale de Graussette, même si elle manque un peu de dynamisme, est très bien positionnée, fait sens, et doit être maintenue.

↳ Afin de pérenniser les activités commerciales existantes et limiter le développement de pôles commerciaux périphériques et intermédiaires, le PLU a identifié :

- une zone de centralité commerciale dans le centre-bourg, dans laquelle le règlement interdira le changement de destination de commerces existants en garage ou en logement, et autorisera l'implantation de nouvelles cellules commerciales ;
- des espaces intermédiaires identifiés et maîtrisés, c'est-à-dire des tissus urbains pourvus de commerces de proximité ne faisant partie ni de la Graussette, ni de la centralité commerciale, et dans lesquels les activités commerciales sont autorisées et la création de nouveaux commerces est permise. En dehors du périmètre de centralité commerciale et des espaces intermédiaires, la création de nouveaux commerces sera interdite.

## **Axe 6 - L'AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE ET LA PRISE EN COMPTE DES ENJEUX MOBILITE-TRANSPORTS ET CLIMATIQUES**

- ↳ Politique de sécurisation des points durs de circulation (avenue de la Halte, avenue des Pyrénées, avenue du Plantaurel, avenue des monts d'Olmes, rue de Mounic...) par la création de ralentisseurs, la création de plateaux surélevés, l'aménagement d'accotements, la création de liaisons douces.
- ↳ Nouvelle ligne de transport en commun entre Verniolle, Varilhes, le CHIVA et Foix à raison de 6 allers-retours par jour.
- ↳ Concernant le stationnement des véhicules, Verniolle s'attachera à améliorer le stationnement dans le centre-bourg en préservant le stationnement existant (intérieur-extérieur), ainsi qu'en aménageant un ou plusieurs espaces de stationnement en cœur de village.
- ↳ la commune prévoit la création de liaisons douces visant notamment à relier le centre-bourg aux zones d'activités.
- ↳ Les équipements publics seront progressivement améliorés (rénovation de l'aire de jeux pour jeunes enfants ; création d'un city park ; projet à long terme d'une salle des fêtes en remplacement du foyer rural...). Par ailleurs, la commune envisage la création d'un service type « bistrot de pays » visant à renforcer le lien social.
- ↳ Création d'un parc photovoltaïque au sol sur une ancienne décharge communale.



## 2.3 LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)

A la croisée du projet et du règlement, les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) constituent une pièce essentielle du PLU.

En effet, les OAP précisent les grandes lignes directrices de l'aménagement de certains secteurs, dans le respect des orientations définies au PADD. Elles comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les mobilités, le paysage et l'environnement.

Elles sont opposables aux permis de construire : les opérations de construction et d'aménagement réalisés dans ces secteurs devront être compatibles avec les principes de l'OAP.

Les OAP font l'objet d'un repérage sur les documents graphiques du règlement.

Le PLU de Verniolle comprend huit OAP sectorielles et deux OAP thématiques qui ont été définies dans le cadre du PLU.

Les OAP sectorielles définissent les conditions d'aménagement et d'équipement permettant de garantir une perspective d'urbanisation globale organisée du secteur concerné. On a ainsi :

1. Zone AUo de la rue de Soulet,
2. Zones AUo de Puntos
3. Zone AUo le château derrière,
4. Zone AUo1 de Mied des vignes
5. Zone AUo2 de Mied des vignes,
6. Zone AUo3 de Bascou.

**Ces zones sont fermées à l'urbanisation ; elles ne pourront être ouvertes que lorsque la nouvelle station d'épuration aura été mise en service.** Une nouvelle station d'épuration est programmée pour une mise en service en fin d'année 2026.

Un phasage de l'ouverture à l'urbanisation des zones AU a cependant été institué à titre indicatif : il affiche ainsi les priorités de la commune (AUo en priorité 1, AUo1 en priorité 2 ; AUo2 en priorité 3, etc.).

7. Zone UBba de Sarda,
8. Zone UBba de Zeraou.

Il s'agit des principales dents creuses situées dans des secteurs non desservis par le réseau d'assainissement collectif (classées en secteur UBba) et font également l'objet d'OAP afin de mieux encadrer leur urbanisation.

Les OAP thématiques visent à définir des intentions et orientations d'aménagement qualitatives qui ont une approche plus globale sur un enjeu spécifique. On retrouve ainsi :

1. L'OAP « mobilités actives » qui définit les actions s'inscrivant dans une volonté de lutter contre le changement climatique et la précarité énergétique, tout en cherchant à renforcer l'attractivité du territoire. Elle participe à l'atteinte des objectifs de diminution des émissions de gaz à effet de serre annoncés dans le Plan Climat Air Energie Territorial du SCOT. En complément des ambitions en matière d'aménagement, celle-ci a pour vocation d'exposer la stratégie de la commune pour accompagner le territoire vers des usages plus durables. Cette ambition déploie la stratégie de la commune en faveur de l'évolution des mobilités vers

les modes actifs et doux, l'accompagnement des habitants vers une meilleure prise en compte de leur environnement.

2. L'OAP « trame verte et bleue » qui définit des principes d'aménagement localisés permettant de répondre à la nécessaire protection des milieux naturels et semi-naturels pour que ceux-ci soient préservés, valorisés, qu'ils restent fonctionnels et qu'ils permettent de conserver une diversité biologique (faune et flore) sur le territoire.

La commune est concernée par 2 corridors locaux de la trame verte :

- un corridor en bon état, d'orientation nord-ouest/sud-est, entre le château de Fiches et les abords de l'aérodrome,
- un corridor en état dégradé (en lien avec les coupures de la RN20, de la RD12, de la voie ferrée), d'orientation est-ouest, au sud du bourg.

Un réseau de haies et alignements, structurants ou remarquables, constitue un ensemble de corridors secondaires, venant compléter les corridors locaux, au même titre que la présence d'arbres isolés remarquables.

La trame bleue est constituée par :

- le ruisseau du Crieu, ainsi que le réseau de ruisseaux secondaires sillonnant le territoire communal,
- les zones humides, ponctuellement présentes dans la commune,
- les mares.

## 2.4 REGLEMENT : TRADUCTION DES ORIENTATIONS GENERALES DU PROJET DANS LES PIECES REGLEMENTAIRES DU PLU

Le règlement du PLU sert de référence obligatoire pour l'instruction des demandes d'occupation et d'utilisation des sols. Au-delà, son contenu conditionne tous les projets puisque, même exemptés d'autorisation, ces derniers doivent respecter les principes et règles issus du règlement.

Le règlement du PLU est la traduction concrète des grandes orientations du PADD.

Il fixe donc les conditions d'urbanisation de chaque parcelle, en précisant notamment les destinations des constructions, en réservant des terrains pour les futurs équipements ou voies publiques ou encore en protégeant les espaces naturels ou les boisements.

Le règlement du PLU de Verniolle est composé de 2 pièces :

- Un règlement écrit qui énonce pour chaque type de zones les règles applicables
- Un règlement graphique qui délimite le territoire communal de Verniolle en plusieurs zones réglementaires. Les quatre grandes catégories de zones sont : les zones urbaines (U), les zones à urbaniser (AU), les zones agricoles (A), les zones naturelles (N)

Les documents graphiques du règlement (plan de zonage) du PLU de Verniolle délimitent :

### **▣ Les zones délimitées sur le territoire communal**

1. Les zones urbaines

Les zones urbaines couvrent l'ensemble des territoires bâtis et des secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour absorber les besoins des résidents, entreprises et commerces.

Elles se subdivisent en plusieurs zones :

**la zone UA**, correspondant au centre historique du bourg dont le caractère linéaire de rue est à préserver ; la zone UA est desservie par le réseau d'assainissement collectif ; 2 secteurs ont été créés : le secteur UA correspondant au village historique, le secteur UAcc correspondant à la centralité commerciale du centre historique,

**la zone UB**, correspondant au tissu urbain récent développé en périphérie du centre historique ; la zone UB comprend 5 secteurs : le secteur UB, desservi par le réseau d'assainissement collectif, le secteur UBb non desservi par le réseau d'assainissement collectif, le secteur UBei correspondant à des espaces intermédiaires en termes de commerce de proximité, le secteur UBbei correspondant à des espaces intermédiaires en termes de commerce de proximité non desservis par le réseau d'assainissement collectif, le secteur UBba, doté d'une OAP et non desservi par le réseau d'assainissement collectif,

**la zone UEq**, correspondant au tissu urbain d'équipements publics,

**la zone UF**, correspondant aux zones d'activités de la commune ;

Plusieurs secteurs ont été définis : le secteur UF correspondant à la zone d'activités industrielle et de services d'Escoubétou 1 (disposant d'un PAZ), le secteur UFa correspondant à la zone d'activités commerciales de Graussette, et le secteur UFb correspondant à la zone d'activités industrielle et de services d'Escoubétou 2 (dépourvue de PAZ), repérées au plan par leurs indices respectifs UA, UAcc, UB, UBba, UBei, UBbei, UBb, Ueq, UF, UFa, UFb, et délimitées par un tireté.

## **2. Les zones à urbaniser**

Il existe deux catégories de zone à urbaniser :

- Les zones ouvertes à l'urbanisation, dites le plus souvent zones « 1AU » : dans les secteurs dont les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate de la zone ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone. On les retrouve plus fréquemment en lisière ou au sein de secteurs déjà construits.

- Les zones dont l'ouverture à l'urbanisation est en principe soumise à une évolution du document d'urbanisme, dites zones « 2AU » : dans les secteurs dont les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

**Pour Verniolle, compte tenu du dysfonctionnement actuel de la station d'épuration (STEP), seules des zones à urbaniser fermées à l'urbanisation sont inscrites dans l'attente de la construction d'une nouvelle STEP prévue fin 2026.**

Il s'agit de la zone AUo à vocation d'habitat résidentiel, comprenant 4 secteurs (AUo, AUo1, AUo2, AUo3) dont l'ouverture à l'urbanisation est conditionnée à la réfection de la station d'épuration, repérées au plan par leur indice AUo, AUo1, AUo2, AUo3, et délimitées par un tireté.

### 3. Les zones agricoles

La zone A concerne les terrains qui sont équipés ou non utilisés à des fins agricoles qui doivent être protégés en raison de leur potentiel agronomique, biologique et économique. Seules les constructions à usage agricole, ainsi que les installations liées et nécessaires à l'activité et les habitations des exploitants sont admises.

La zone A comprend 4 secteurs :

- le secteur Ap correspondant aux secteurs agricoles à forte sensibilité paysagère,
- le secteur Atvb correspondant au secteur agricole inclus dans une ZNIEFF de type 1 ou 2,
- le secteur Atvb1, correspondant aux corridors de la trame verte et bleue situés dans la zone agricole
- et le reste de la zone A,

repérée au plan par leurs indices respectifs A, Ap, Atvb, Atvb1, et délimitées par un tireté.

### 4. Les zones naturelles

La zone N est une zone naturelle et forestière de protection stricte. Elle représente les secteurs, équipés ou non, à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et leur intérêt notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique.

La zone N est pourvue de plusieurs secteurs :

- le secteur Naer, zone naturelle correspondant à la piste de l'aérodrome de Pamiers-les Pujols,
- le secteur Nca, zone naturelle correspondant à la carrière d'extraction de granulats,
- le secteur NL, correspondant à des espaces verts, sportifs et de loisirs,
- le secteur Npv, correspondant au projet de ferme photovoltaïque,
- le secteur Ntvb, correspondant aux réservoirs de biodiversité,
- le reste de la zone N

repérées au plan par leurs indices respectifs N, Naer, Nca, Npv, Ntvb et délimitées par un tireté.

#### **▣ des éléments de sur-zonage**

##### 1. Emplacements réservés

Les emplacements réservés identifiés dans le PLU au titre de l'article L151-41 1° et 3° du code de l'urbanisme, visent à engager les démarches d'acquisitions foncières pour permettre la réalisation d'élargissement ou de création de voirie, de création de cheminements doux, etc.) et pour accompagner le besoin d'équipement de la commune. Le projet de PLU de Verniolle a appliqué 16 emplacements réservés.

##### 2. Les éléments de la trame patrimoniale bâtie et naturelle

Au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme, les éléments porteurs du patrimoine bâti ou paysager de la commune de Verniolle ont été identifiés (édifices tels que le presbytère, le château de Fiches, la ferme de Fontvives...).

Au titre de l'article L151-23 et de l'article L113-2 du code de l'urbanisme, les éléments de paysage et les éléments naturels protégés à préserver pour des motifs d'ordre écologique ont été identifiés. En complément des espaces agricoles et naturels faisant l'objet d'un zonage spécifique, ils constituent la déclinaison urbaine de la trame verte et bleue. Ce sont :

- les Espaces Boisés Classés (EBC) à conserver, à protéger ou à créer, définis au titre des articles L.113-1 et L.113-2 du code de l'urbanisme : la préservation du maillage de haies et d'alignements structurants (protection au titre de l'article L151.23) ou remarquables (EBC), ainsi que les arbres isolés remarquables (EBC) soit 7 700 mètres ainsi que 97 arbres isolés remarquables recensés,
- le réservoir de biodiversité (classement en zone Ntvb ; classement des bois en EBC),
- le pôle d'intérêt écologique (classement en Atvb),
- le maintien du corridor en bon état de la trame verte (classement en Atvb1),
- le renforcement du corridor dégradé de la trame verte (classement en Atvb1 ; priorisation de mesures de plantations de haies, bandes enherbées, création d'aménagements visant à atténuer les effets de coupure),
- la complétude du maillage existant par de nouvelles plantations de haies,
- la préservation des corridors SRCE de la trame bleue (classement en Atvb1 ; renforcement ou reconstitution des ripisylves),
- la protection des zones humides et des mares (5 mares recensées).

Les principes de la nature en ville participent également au respect et à la valorisation de la trame verte et bleue. A cet effet, un cahier de recommandations de la Nature en ville est annexé au dossier PLU.

La préservation des maurains identifiés sur le document graphique (3 881m) est également recherchée.

### 3. Les Périmètres de Mixité Sociale, au titre de l'article L.151-15 du code de l'urbanisme

Ce sont des secteurs dans lesquels un quota de logements sociaux est exigée. Pour toute opération supérieure ou égale à 800 m<sup>2</sup> de surface de plancher, il est exigé une production de 20% de logements locatifs sociaux.

### 4. Les Périmètres où s'appliquent les OAP

Il s'agit d'une pièce réglementaire du PLU qui vise à encadrer le développement de secteurs stratégiques nécessitant de faire l'objet d'une réflexion d'aménagement d'ensemble matérialisée par une OAP.

## 2.5 LES ANNEXES

Les annexes du PLU ont pour objectif de permettre à toute personne qui consulte le document d'urbanisme de disposer de toutes les contraintes opposables sur le sol, issues du PLU lui-même, du code de l'urbanisme ou de législations extérieures à l'urbanisme.

Il convient aussi de distinguer les annexes réglementaires du PLU, listées aux articles R 151-51 à 53 du code de l'urbanisme, des annexes que les auteurs de PLU peuvent ajouter à titre d'information pour une meilleure compréhension du document d'urbanisme, mais qui ne sont pas des annexes prévues par le code (cahier des recommandations architecturales, études...). Ces dernières n'ont

aucune valeur d'opposabilité. Seuls les éléments inclus dans la partie écrite ou les documents graphiques du règlement sont opposables aux tiers dans un rapport de conformité.

Le plan local d'urbanisme comporte en annexe :

- servitudes d'utilité publique,

Servitude aéronautique à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz :	Zone inondable
Servitudes de protection des monuments historiques : – Château de Fiches	Servitude relative aux chemins de fer :  Ligne de chemin de fer n°672000 de Portet-Saint-Simon à Puigcerda	
Servitude relative à l'établissement des canalisations électriques  Lignes SNCF : ligne 63KV : Ferrières-Foix-Portique du Vignoble Ligne 63 KV : Ferrières-Mercus-Tarascon-Ussat	Plan de prévention des risques naturels prévisibles	Arrêté contre le bruit
Ligne RTE : Ligne 63 KV : Lavelanet-Mercus-Tarascon Ligne 225 KV : Riveneuve-Tarascon	Servitudes attachées à l'alignement des voies : RD119 plan d'alignement	

- annexes sanitaires (notice technique et plans des réseaux eaux usées et eau potable),
- zonage d'assainissement,
- inventaire des zones humides (synthèse et plan),
- bois et forêt du code forestier,
- principaux risques sur la commune (plan de prévention des risques naturels du 6 mars 2006),
- classement des infrastructures terrestres,
- plan d'exposition au bruit,
- plans du Droit de Prémption et des Espaces Naturels Sensibles.

## 2.5 LES INCIDENCES DU PLU

Le PLU aura une incidence modérée à court terme sur la restauration de la qualité des eaux du Crieu même s'il a été conçu dans le souci d'alléger au maximum la charge en effluents de la STEP :

- classement en AUo des dents creuses de 0.4 à 0.6ha situés dans les tissus urbains desservis ;
- classement en AUo des extensions de l'urbanisation ;
- maintien en zone constructible des dents creuses et divisions parcellaires ;
- maintien en zone constructible des lots disponibles de la ZA d'Escoubétou 2 ;
- à partir de fin 2026, après la mise en service de la nouvelle STEP, le PLU aura un impact positif sur la qualité des eaux du Crieu.

Le PLU entraînera une assez faible perte de la biodiversité ordinaire avec la destruction de 1.4% d'habitats à enjeu très faible, 11.4% d'habitats à enjeu faible (essentiellement des jardins en zone U), de 0.2% d'habitats à enjeu assez faible, de 2.3% d'habitats à enjeu faible à fort. Aucune destruction d'habitat à enjeu modéré.

Le PLU génèrera une faible perte de terres agricoles : (-1.1% de la SAU) ; la perte s'élève à 8.7ha (1.9Ha de terres labourées en friche ou non, 0.3ha de vigne, 6.6Ha de prés et pacages) ; l'impact est cependant limité en raison des faits suivants :

- Les terres agricoles impactées sont des sols à topographie plate, caillouteux et séchants, de potentialité agronomique médiocre,
- L'impact est réduit par rapport à l'ancien POS aujourd'hui caduc : le PLU consommera 40Ha d'espaces en moins que ne le prévoyait l'ancien POS,
- Le PLU intègre une nette densification : la densité moyenne de constructibilité est fixée à 20 logts/Ha ce qui limite d'autant la consommation d'espaces agricoles,
- Le PLU intègre la loi Climat et Résilience.

Le PLU aggravera légèrement la pollution atmosphérique et l'émission de gaz à effet de serre en accueillant une population nouvelle (estimée au maximum de 200 à 460 habitants selon que l'on inclut ou non la zone AUo), qui devrait générer une augmentation de 10 à 20% du parc automobile, avec pour conséquences principales l'augmentation des émissions de gaz carbonique, de monoxyde de carbone, de particules, de composés organiques volatils, de dioxyde d'azote. Les incidences peuvent être qualifiées d'assez faibles en raison des mesures prises par le PLU pour favoriser les déplacements doux.

En contre-partie, le PLU de Verniolle affiche les incidences positives suivantes :

- le réservoir de biodiversité (bosquets de las Garros) bénéficie d'un règlement spécifique (Ntvb), de même que le pôle d'intérêt écologique de la basse plaine de l'Ariège (Atvb) ; les corridors écologiques sont classés en zone Atvb1/Ntvb, avec un règlement contraignant visant à assurer une protection optimale,
- des mesures réglementaires de protection et de préservation des habitats les plus patrimoniaux (zones humides, mares, bois de chênes disséminés dans le territoire communal), ainsi que les ripisylves, haies, alignements, arbres isolés structurants et remarquables (classement en EBC) ; les haies et alignements structurants sont protégés au titre du L151.23,

- dans les tissus urbains, le principe de la Nature en ville est largement pris en compte (protection des haies, alignements, arbres isolés ; rédaction d'un cahier de recommandations en faveur de la Nature en ville),
- la préservation des sites et paysages urbain est mise en avant, ainsi que la sauvegarde du patrimoine bâti (mesures conservatoires au titre du L151.19 mises en place en faveur des maisons remarquables, petit patrimoine bâti, mairains ; règlement spécifique du bourg historique visant à préserver sa spécificité),
- le développement d'énergies renouvelables (création d'un parc photovoltaïque à l'emplacement d'une ancienne décharge communale ; création d'un autre parc photovoltaïque en partie flottant sur la partie de la carrière CMGO située à Verniolle),
- des objectifs d'amélioration des déplacements doux (OAP, emplacements réservés),
- les risques naturels et sanitaires sont pris en compte, ainsi que la limitation des nuisances sonores,
- la réduction de la pollution lumineuse est prévue à travers le règlement.

### **3. SUITE DE LA PROCEDURE D'ELABORATION DU PLU DE VERNIOLLE**

---

Au terme de son arrêt, le projet de PLU sera, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme :

- soumis pour avis aux personnes publiques associées pendant trois mois (L153-16 du code de l'urbanisme)
- soumis aux organismes autorisés à en faire la demande, cités aux articles L153-17 et L132-12 du code de l'urbanisme

A la réception des avis, le projet de PLU de Verniolle sera soumis à l'enquête publique.

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a 1 mois (avec possibilité de report de délai) pour émettre son rapport et ses conclusions motivées.

Puis le PLU, éventuellement modifié pour tenir compte des avis et observations, pourra être approuvé par le conseil communautaire de L'agglo Foix-Varilhes.

---





département de l'ARIEGE  
COMMUNE DE  
**VERNIOLLE**

**REALISE PAR : bureau d'études ADRET**

26 Rue de Chaussas 31 200 Toulouse TEL : 05-61-13-45-44 FAX : 05-17-47-54-72  
E.Mail: [Adret.Environnement@wanadoo.fr](mailto:Adret.Environnement@wanadoo.fr)



# PLU

PLAN LOCAL D'URBANISME

**BILAN DE LA  
CONCERTATION**

## SOMMAIRE

<b>BILAN DE LA CONCERTATION</b> .....	3
<b>I – EXAMEN DU REGISTRE D'OBSERVATIONS</b> .....	5
1) <u>Observation de M. André DELPONTE</u> .....	5
2) <u>Observation de M. Roger LAFFITTE</u> .....	5
3) <u>Observation de M. Bernard POMIES</u> .....	6
4) <u>Observation de M. Bernard ROUBY</u> .....	6
5) <u>Observation de M. J. PUJOL LAFFONT</u> .....	7
6) <u>Observation de Mme Carole JANIS</u> .....	7
7) <u>Observation de M. Karim GHILACI</u> .....	7
8) <u>Observation de M. Paul DELPLA</u> .....	8
9) <u>Observation de M. et Mme Bertrand et Nathalie DUCROS</u> .....	9
10) <u>Observation de M. Gérard DEJEAN</u> .....	9
11) <u>Observation des conjoints BORNIER</u> .....	10
12) <u>Observation de M. Bernard PIC</u> .....	11
13) <u>Observation de Mmes Suzanne FOURES et Geneviève DUBARRY de LASSALLE</u> .....	11
14) <u>Observation de M. Gilles BAILLE</u> .....	12
15) <u>Observation de M. Didier SANS</u> .....	13
16) <u>Observation de M. Jean HONNORAT</u> .....	13
17) <u>Observation de MM. Numen et Luzbel MUNOZ</u> .....	13
18) <u>Observation de Mme Françoise MIR</u> .....	14
19) <u>Observation de M. Pascal SIADOUX</u> .....	17
20) <u>Observation de Mme Isabelle CLIQUOT</u> .....	18
21) <u>Observation de Mme Dominique VIALETES</u> .....	18
22) <u>Observation de M. Daniel GALES</u> .....	19
23) <u>Observation de M. Paul DELPLA</u> .....	20
24) <u>Observation de M. et Mme Eric PERRIN</u> .....	20
25) <u>Observation de M. Jean Pierre DUFFAUT</u> .....	21
<b>ANNEXE 1 : DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL FIXANT LA CONCERTATION</b> .....	23
<b>ANNEXE 2 : DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL AUTORISANT LA POURSUITE DE L'ELABORATION DU PLU</b> .....	30
<b>ANNEXE 3 : DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL CONCERNANT LE PADD</b> .....	34
<b>ANNEXE 4 : TRANSFERT DE COMPETENCE PLU A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PAYS FOIX VARILHES</b> .....	42
<b>ANNEXE 5 : DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL PRESENTANT LE PLU AVANT ARRET</b> .....	45
<b>ANNEXE 6 : ARRETE DE CLOTURE DE LA CONCERTATION</b> .....	50
<b>ANNEXE 7 : INFORMATION DU PUBLIC</b> .....	52
<b>ANNEXE 8 : REGISTRE D'OBSERVATIONS ET COURRIERS</b> .....	64

## BILAN DE LA CONCERTATION

### AVANT-PROPOS

La concertation de la population s'est déroulée tout au long de la révision du PLU de VERNIOLLE selon les phases suivantes :

- 1) Le 03/06/2010, le Conseil Municipal a prescrit le PLU de VERNIOLLE,
- 2) Le 15/12/2015, le Conseil Municipal a abrogé la délibération du 03/06/2010 compte tenu de l'évolution législative en matière d'urbanisme et d'environnement, a relancé la prescription de la révision du PLU, et a fixé les modalités de la concertation de la population en définissant les nouvelles orientations générales du PLU ; une délibération ouvrant la concertation a ainsi été rédigée (confer annexe) ; les modalités de la concertation portent sur :
  - Moyens d'information
    - × Affichage en mairie de la présente délibération prescrivant la révision du POS valant transformation en PLU et précisant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation, pendant toute la durée des études nécessaires à l'élaboration du projet,
    - × Une information ponctuelle pendant toute la durée de la révision (bulletin municipal et /ou bulletin d'information spécifique),
    - × La mise à disposition du dossier d'études à la mairie, aux heures et jours habituels d'ouverture, et ce tout au long de la procédure jusqu'à l'arrêt du projet de PLU,
  - Moyens offerts au public pour s'exprimer et engager le débat :
    - × Un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis à disposition du public tout au long de la procédure jusqu'à l'arrêt du projet, en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture,
    - × La tenue d'une réunion publique ouverte au débat sur les éléments présentés et permettant notamment d'échanger sur le diagnostic territorial, les enjeux identifiés, le projet communal (PADD) et les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) avant que le projet de PLU ne soit arrêté,
    - × : la possibilité d'envoi de courrier adressé à M. le Maire
- 3) Un registre d'observations a été mis à disposition du public en mairie à partir du 4 janvier 2016,
- 4) Les pièces composant le PLU ont été mis à disposition du public en mairie au fur et à mesure de leur avancée,
- 5) Le site internet de la commune de Verniolle a été doté d'un onglet dédié au PLU dans la section « Urbanisme » pour permettre l'information de la population au fur et à mesure de l'avancée du projet,

- 6) Le PADD a fait l'objet d'un premier débat qui s'est tenu le 23/02/2016,
- 7) Une première réunion publique a eu lieu le 25 mars 2016 à la salle des mariages de la mairie de Verniolle,
- 8) Le PADD a fait l'objet d'un deuxième débat en date du 02/07/2018,
- 9) Consécutivement à l'élection d'un nouveau conseil municipal en 2020, un nouveau bureau d'études (ADRET Environnement) a été désigné en février 2021 pour accompagner la commune dans l'élaboration de son PLU,
- 10) La commune a transféré la compétence urbanisme à la communauté d'agglomération Pays Foix Varilhes le 1<sup>er</sup> juillet 2021,
- 11) Le 27/10/2021, la commune a décidé par délibération de confier à la communauté d'agglomération Pays Foix Varilhes la poursuite et l'achèvement de la procédure d'élaboration du PLU engagée par la commune de VERNIOLLE (confer délibération du Conseil Municipal en annexe),
- 12) Le PADD a fait l'objet d'un troisième débat du Conseil Municipal le 08/09/2022 (confer délibération du Conseil Municipal en annexe) ; il a ensuite été mis à la disposition du public, avec registre d'observations,
- 13) Par délibération en date du 10/07/2023, le Conseil Municipal a émis un avis favorable au projet du PLU de la commune de Verniolle tel que présenté avant son arrêt par la communauté agglomération (confer délibération du Conseil Municipal en annexe),
- 14) Le journal municipal « la feuille d'Aulne » d'août 2023 a été consacré exclusivement à la présentation de la procédure d'élaboration du PLU et des orientations d'aménagement du PADD,
- 15) L'avant-projet de PLU a été présenté en réunion officielle aux services de l'Etat et personnes publiques associées à l'élaboration du PLU en Mairie de VERNIOLLE le 14/09/2023,
- 16) Entre temps, une réunion publique présentant l'avant-projet du PLU a eu lieu dans la salle des fêtes municipale le 13/09/2023,

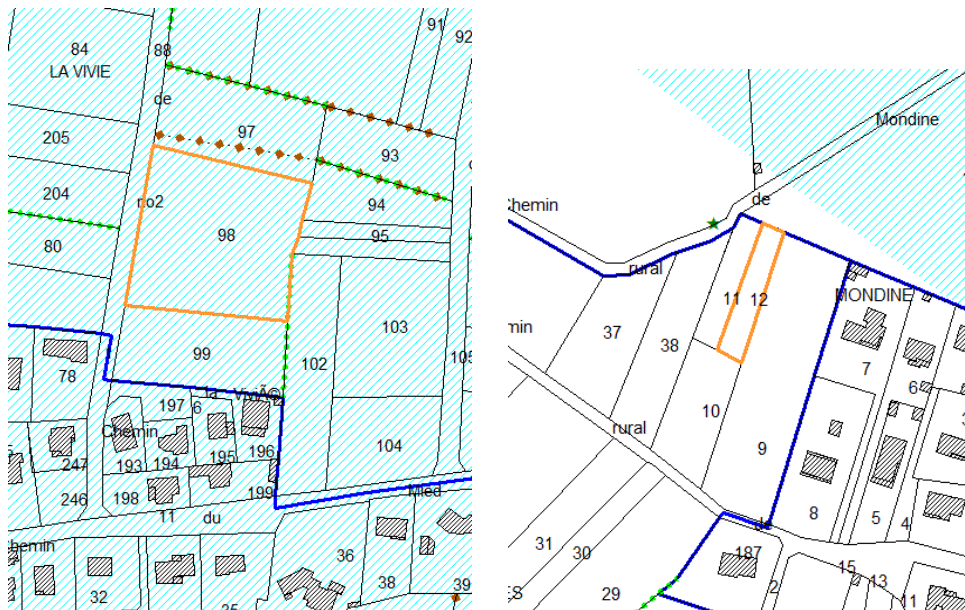
La présente note, rédigée le 13 octobre 2023, établit le bilan de la concertation à partir de l'examen du registre d'observations, des méls et courriers reçus par la Mairie.

## I – EXAMEN DU REGISTRE D'OBSERVATIONS

### 1) Observation de M. André DELPONTE

✓ non daté

→ M. DELPONTE désire que les parcelles ZA98 et AC12 soient rendues constructibles



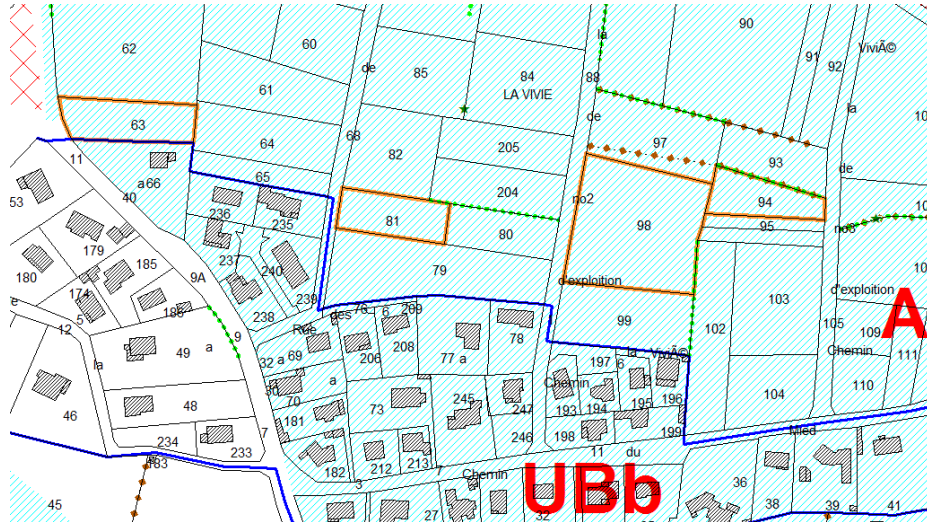
◆ Réponse de la CA<sup>1</sup> : La commune donne un avis défavorable au motif que ces parcelles sont situées en zone agricole, en dehors de la centralité du bourg.

### 2) Observation de M. Roger LAFFITTE

✓ 02/01/2016

→ M. LAFFITTE souhaite que la parcelle ZA81 soit classée en zone constructible

<sup>1</sup> CA : communauté d'agglomération Pays Foix Varilhes



◆ Réponse de la CA : La commune donne un avis défavorable au motif que cette parcelle est située en zone agricole.

### 3) Observation de M. Bernard POMIES

✓ 27/01/2016

→ M. POMIES souhaite que les parcelles ZA63 et 94 soient classées en zone constructible



◆ Réponse de la CA : La commune donne un avis défavorable au motif que ces terrains sont situés en zone agricole.

### 4) Observation de M. Bernard ROUBY

✓ non daté

→ M. ROUBY indique que l'article 10 du règlement de la 3<sup>ème</sup> modification du POS impose de construire des maisons à étage, le RDC étant réservé aux annexes

◆ Réponse de la CA : La commune précise que le règlement du PPR s'impose au règlement du PLU. Cependant, le règlement du PPR ne fait pas mention à cette obligation. Le règlement du PLU sera de ce fait modifié.

#### 5) Observation de M. J. PUJOL LAFFONT

✓ 27/05/2016

→ M. PUJOL LAFFONT souhaite que la circulation soit améliorée rue de Mounic.

◆ Réponse de la CA : La commune a demandé au CAUE de réaliser une étude portant sur la circulation et la sécurité des routes traversant le village de Verniolle. Cette étude, réalisée en 2021, précise : « *rue très étroite dans la traversée du village historique ; 1 ralentisseur a été réalisé au droit du cimetière. L'objectif est de sécuriser les déplacements piétons et de modérer la vitesse des véhicules → Création d'une voie partagée (zone 30) dans le centre historique ; réalisation de cheminements piétons (ou de trottoirs) en partie nord* ».

#### 6) Observation de Mme Carole JANIS

✓ 30/05/2016

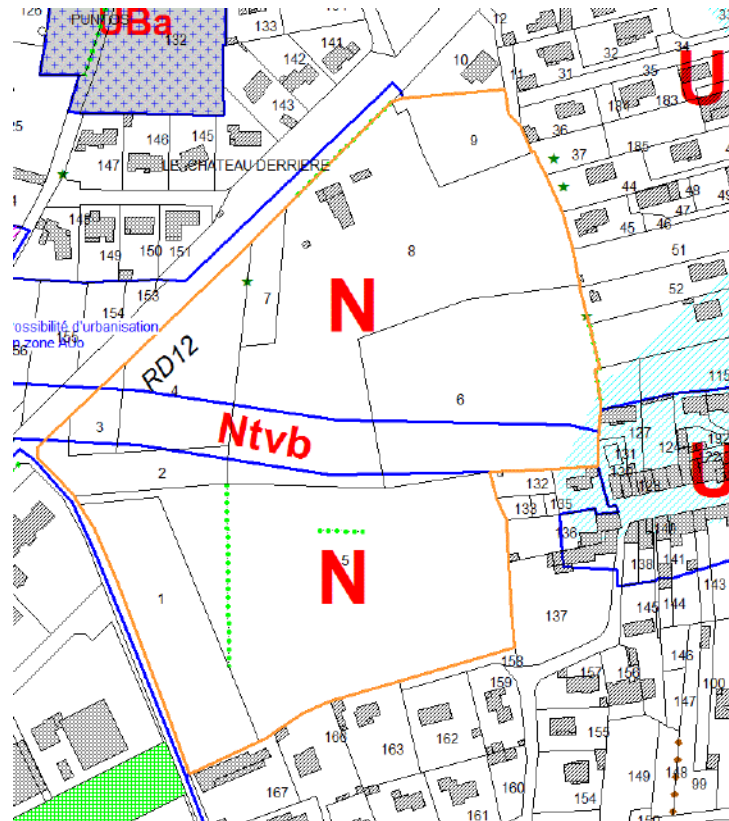
→ Mme JANIS demande une amélioration des trottoirs en centre ville : trottoirs inexistant ou trop étroits pour y circuler en poussette ou en fauteuil roulant ; elle suggère également de ne pas utiliser du béton désactivé pour leur réalisation.

◆ Réponse de la CA : La commune indique que l'étroitesse des rues du centre historique est liée à l'historique de Verniolle (selon Taillefer, *le village s'est formé autour d'un noyau central où l'étroitesse des rues et des maisons ne peut guère s'expliquer que par le souci d'économiser de la place à l'intérieur d'une enceinte fortifiée, qui n'était sans doute qu'une levée de terre entourée d'un fossé*). L'étude réalisée par le CAUE en 2021 propose des aménagements (ralentisseurs, plateau surélevé, cheminements piétons, zone 30...) pour y remédier ; le PADD reprend ces propositions.

#### 7) Observation de M. Karim GHILACI

✓ 26/07/2016

→ M. GHILACI propose, dans l'hypothèse où des équipements sportifs seraient réalisés à Sabarthès (parcelles AE1 à 9), la création d'un parking et de voies d'accès garantissant la tranquillité des résidents.

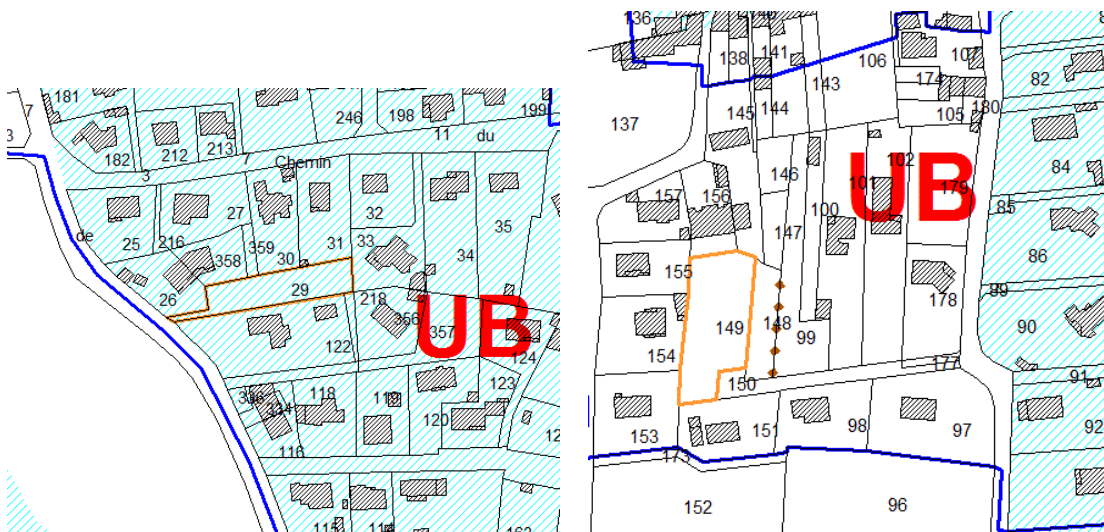


◆ Réponse de la CA : Ce projet n'est plus d'actualité.

### 8) Observation de M. Paul DELPLA

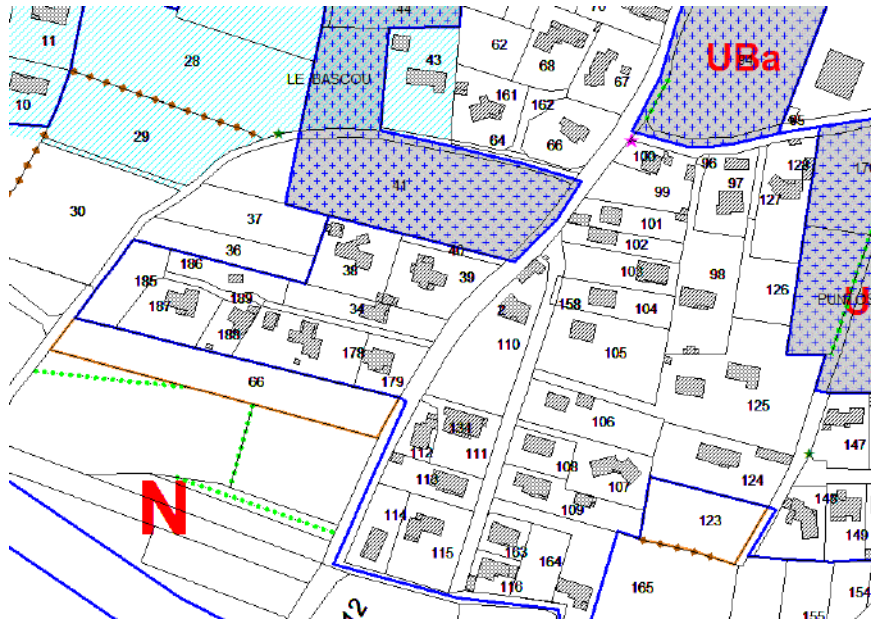
✓ 20/03/2017

→ M. DELPLA demande le classement en zone constructible des parcelles AC29, AE149, AD123, ZL66



◆ Réponse de la CA : Les parcelles AC29 et AE149 sont situées à l'intérieur du tissu urbain résidentiel ; elles sont constructibles.



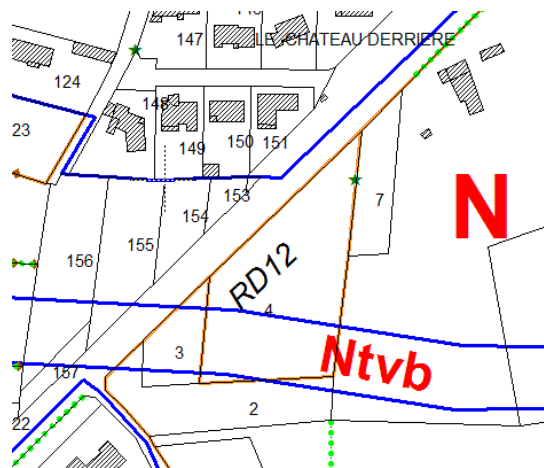


La parcelle ZL66 est localisée en extension des tissus urbains existants ; son urbanisation n'est pas possible compte-tenu des exigences de la loi Climat et Résilience. De plus, la parcelle AD123 n'est pas desservie par une voie carrossable et son urbanisation nécessite une extension du réseau d'électricité.

### 9) Observation de M. et Mme Bertrand et Nathalie DUCROS

✓ 19/06/2017

→ M. et Mme DUCROS souhaitent maintenir en zone ND du POS la parcelle AE4 et parcelles périphériques

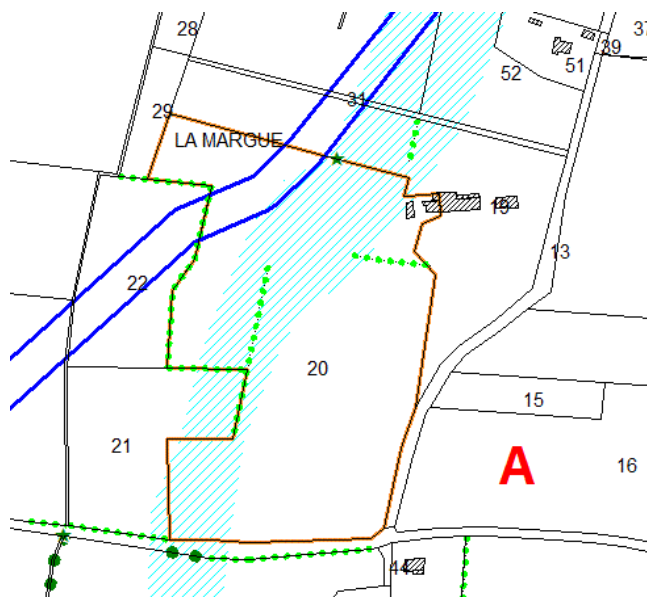


◆ Réponse de la CA : La commune précise que cette parcelle, ainsi que les parcelles voisines, sont classées en zone naturelle (N) du PLU.

### 10) Observation de M. Gérard DEJEAN

✓ 19/09/2017

→ M. DEJEAN demande le classement en zone urbaine de la parcelle ZE20 afin que la personne en charge de l'exploitation puisse habiter sur les lieux de l'exploitation.

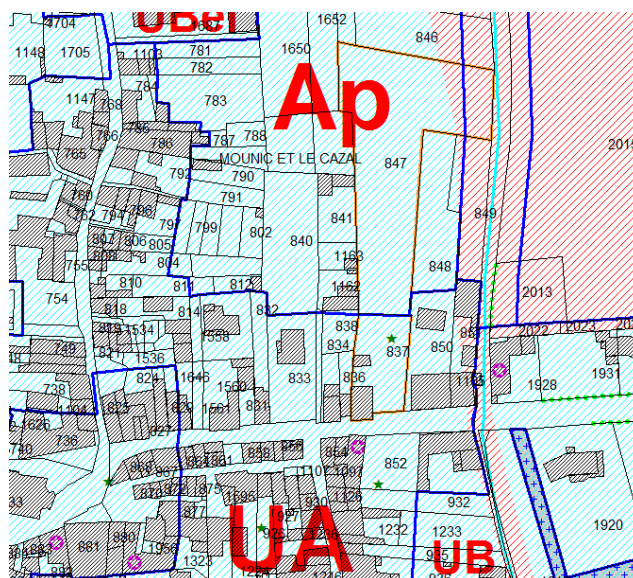


◆ Réponse de la CA : La commune précise que la parcelle ZE20 est située au cœur de la zone agricole. Le règlement indique que l'exploitant agricole peut y construire une maison d'habitation à condition qu'elle soit liée et nécessaire à l'activité agricole, et qu'il soit établi un lien de nécessité fonctionnelle (présence humaine permanente et rapprochée obligatoire) et géographique.

## 11) Observation des consorts BORNIER

✓ 14/09/2016

→ Les consorts BORNIER demandent le classement en zone urbaine des parcelles A837 et 847, actuellement classées en 3 zones au POS (IINA, NB, NC)

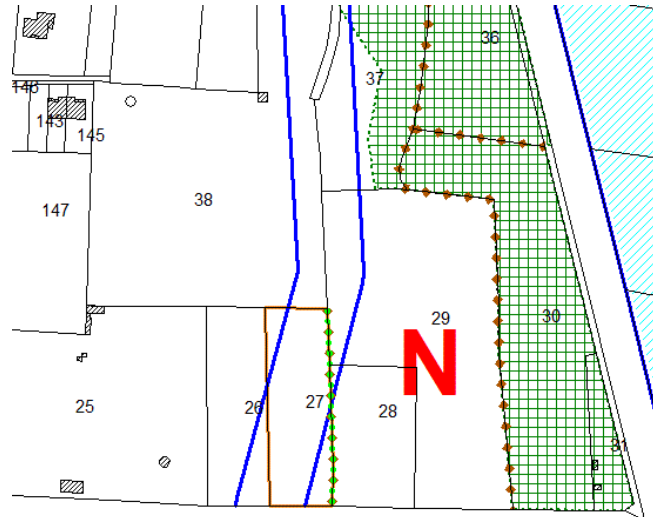


- ◆ Réponse de la CA : La parcelle A837 est située dans le bourg historique, et est classée à ce titre en zone UA. La parcelle A847, située en arrière plan, est en zone agricole protégée pour des raisons paysagères (Ap).

## 12) Observation de M. Bernard PIC

✓ 10/02/2017

→ M. PIC demande le classement en zone urbaine de la parcelle AA27

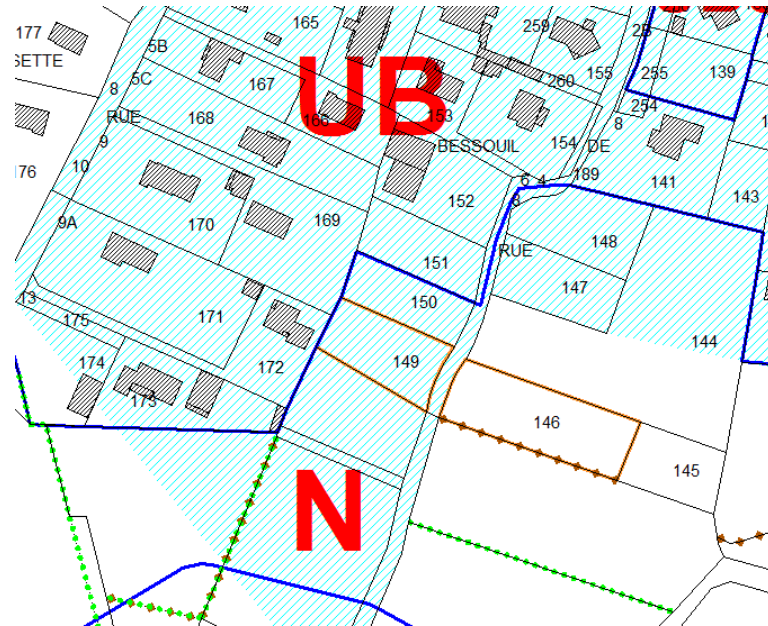


- ◆ Réponse de la CA : La commune donne un avis défavorable au motif que cette parcelle est située en zone naturelle, au niveau d'un corridor écologique de la trame verte.

## 13) Observation de Mmes Suzanne FOURES et Geneviève DUBARRY de LASSALLE

✓ 01/05/2017

→ Mmes FOURES et DUBARRY demandent le classement en zone urbaine des parcelles AB146 et 149

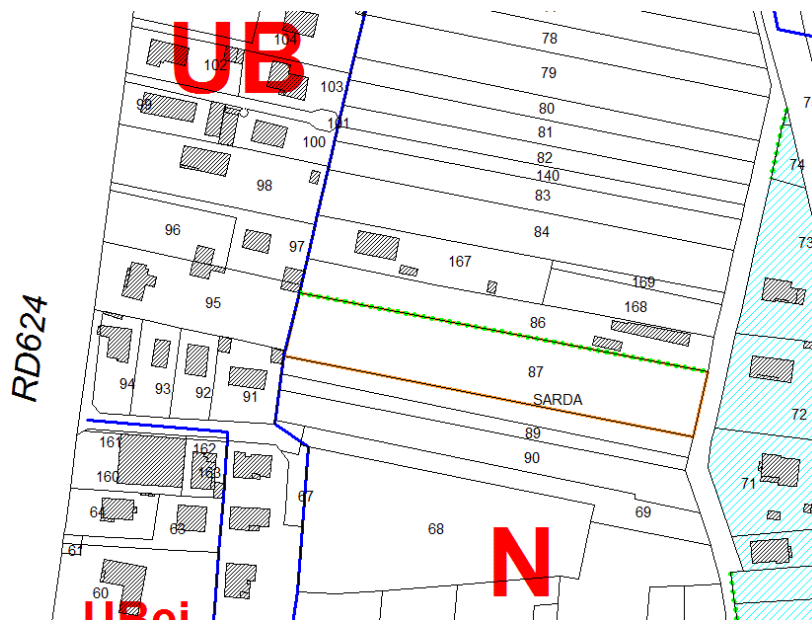


◆ Réponse de la CA : La commune donne un avis défavorable au motif que ces parcelles sont situées en zone naturelle, en dehors des tissus urbains existants.

#### 14) Observation de M. Gilles BAILLE

✓ 01/10/2018

→ M. BAILLE demande le classement en zone urbaine de la parcelle AA87



◆ Réponse de la CA : La commune donne un avis défavorable au motif que cette parcelle est située en zone naturelle, en dehors de la centralité du bourg.

## 15) Observation de M. Didier SANS

✓ 18/12/2021

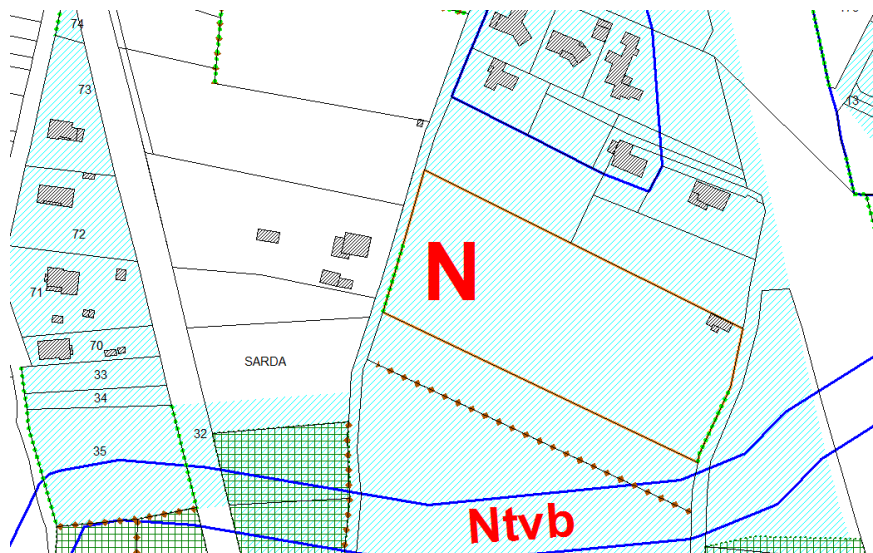
M. SANS souhaite que les parcelles ZA147 et 148 soient classées en zone constructible

◆ Réponse de la CA : La commune indique qu'il y a une erreur de section cadastrale car ZA ne concerne pas le Sabarthes comme le dit M. SANS dans son courrier. La parcelle ZA 148 appartient à la commune et correspond à une partie de la STEP. Il s'agit peut-être de la section AE mais les n° de parcelles mentionnées correspondent à d'autres propriétaires et sont en partie urbanisées. M. SANS est propriétaire de la parcelle non bâtie AE n°152 en limite de la zone constructible du Sabarthes

## 16) Observation de M. Jean HONNORAT

✓ 16/04/2022

→ M. HONNORAT souhaite que la parcelle ZL18 soit classée en zone constructible



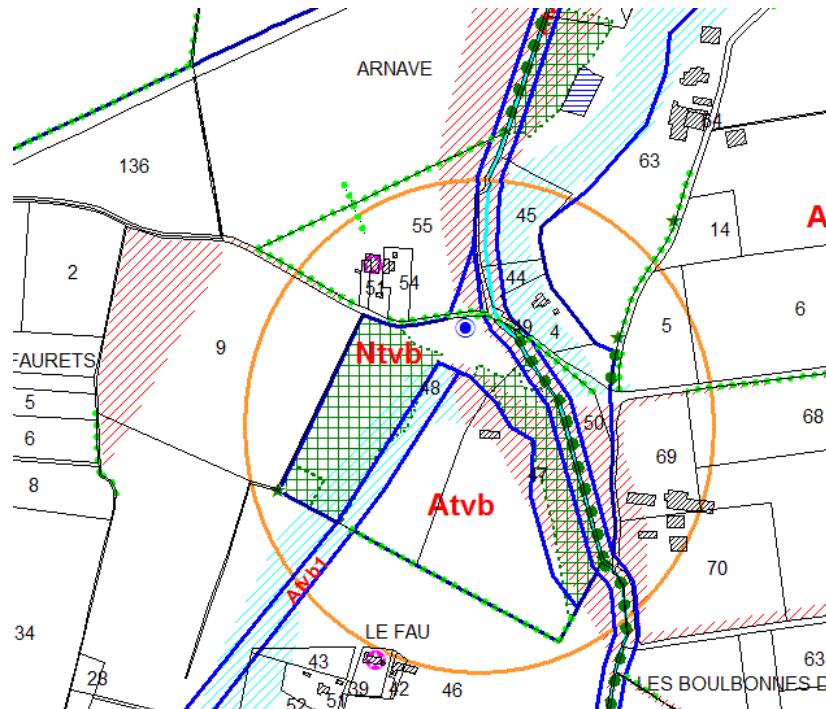
◆ Réponse de la CA : La commune donne un avis défavorable au motif que cette parcelle est située en zone naturelle, en dehors de la centralité du bourg.

## 17) Observation de MM. Numen et Luzbel MUNOZ

✓ 19/09/2022

→ MM. MUNOZ indiquent que leur propriété, située au lieu-dit « le Fau », est soigneusement entretenue depuis son achat il y a près de 30 ans (pâtures à chevaux ; création de bois, plantation de haies, creusement d'étangs, remise en état de sources). Dans le PADD, leur propriété est reconnue d'intérêt écologique, mais ils ne veulent pas qu'une nouvelle réglementation entraîne

des contraintes à leur égard ; ils s'opposent donc à ce classement et souhaitent simplement bénéficier de la même classification que les terres agricoles environnantes.

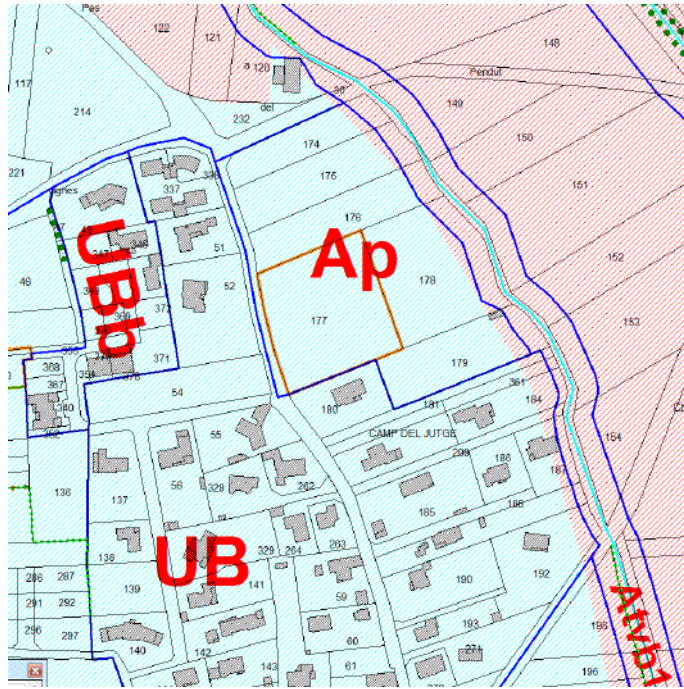


◆ Réponse de la CA : La commune précise qu'une partie des terrains concernés est incluse dans la Znieff de type 1 « Bosquets de Las Garros à La Pradasse et aérodrome de Pamiers - les Pujols », et que l'autre partie est située à l'intérieur de la Znieff de type 2 « Basse plaine de l'Ariège et de l'Hers ». Le classement en zones Atvb/Ntvb a pour objectif de prendre en compte la richesse en biodiversité de ce secteur, situé de part et d'autre du ruisseau de Fau, et qui correspond également à un réservoir de biodiversité et à un corridor écologique, conformément au Grenelle de l'Environnement et aux prescriptions du SCOT (P1 : relative à l'identification de la trame verte et bleue ; P2 : classement des espaces agricoles relatifs à la TVB ; P6 : identification des cœurs de biodiversité ; P7 : identification des pôles d'intérêt écologiques ; P8 : transcription des réservoirs de biodiversité dans les documents d'urbanisme ; P9/P10 : transcription des corridors écologiques de la TVB dans les PLU).

## 18) Observation de Mme Françoise MIR

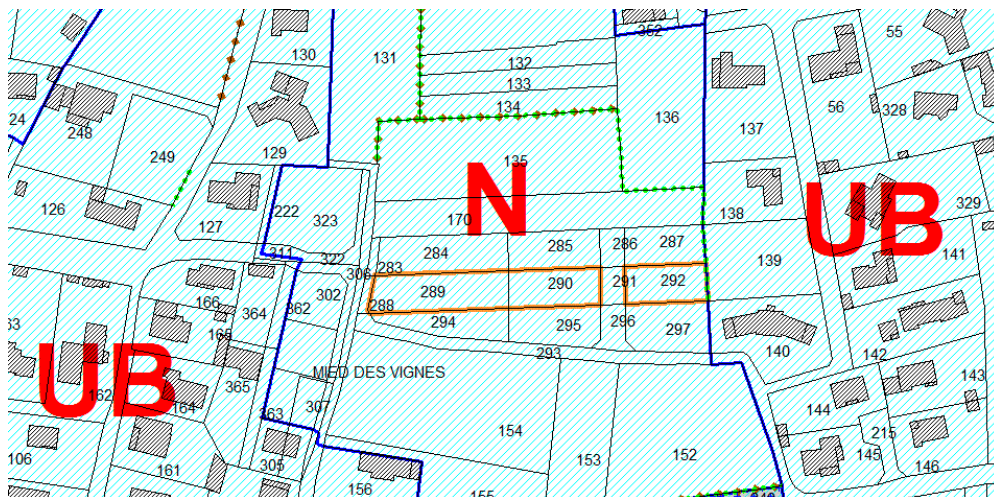
✓ 25/09/2023

→ Mme MIR demande le classement de la parcelle AC177 en zone constructible



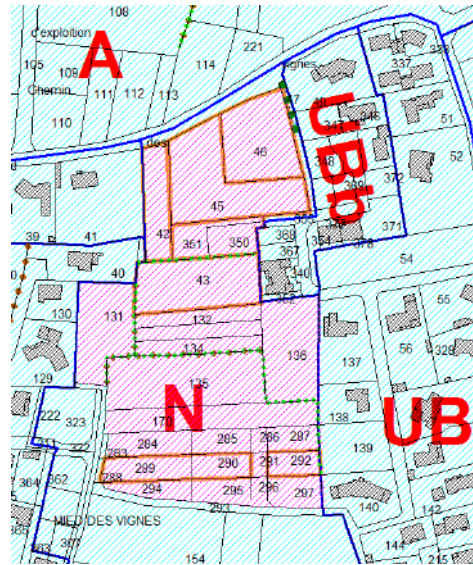
◆ Réponse de la CA : La commune donne un avis défavorable au motif que cette parcelle, située entre la rue du Pigeonnier et le ruisseau de la Galage de Fontanet, est cultivée et déclarée à la PAC. Le fait qu'elle soit classée en zone agricole protégée est destinée à éviter la construction de bâtiments agricoles, qui constitueraient un point noir paysager.

→ Mme MIR demande le classement des parcelles AC289, 290 et 292 en zone constructible



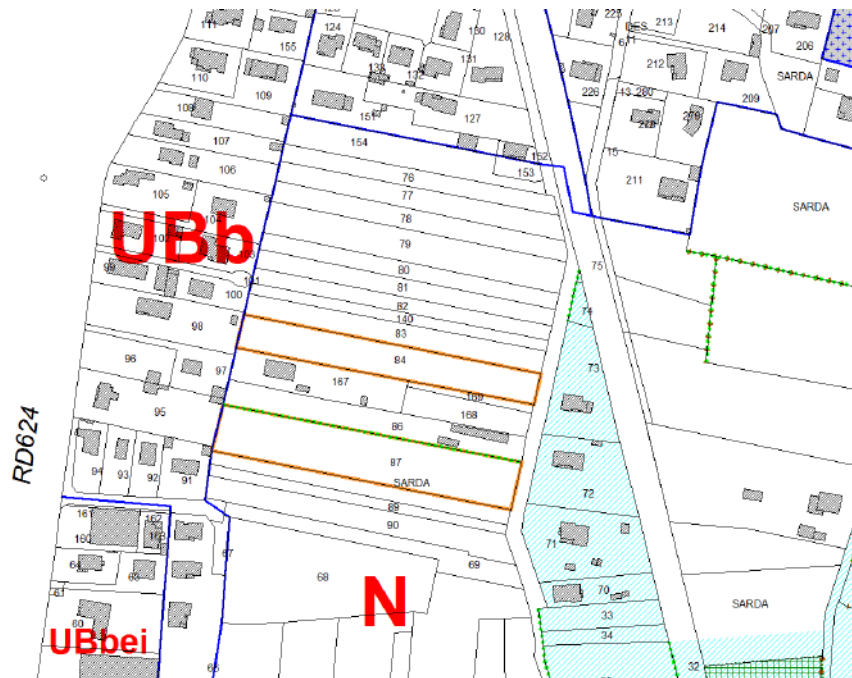
◆ Réponse de la CA : La commune donne un avis défavorable au motif que ces 3 parcelles sont situées en zone naturelle, dans une coulée verte qu'elle souhaite préserver, entre 2 zones urbaines. La collectivité a effectivement engagé une réflexion avancée sur l'urbanisation de ce secteur, mais c'était il y a 17 ans (en 2006) : entre temps, le code de l'urbanisme a profondément évolué (loi Alur, Grenelle de l'environnement, loi Climat et Résilience) afin d'éviter un étalement urbain, de réduire drastiquement la consommation

d'espaces et de préserver la biodiversité. De plus, plusieurs demandes concernent ce secteur de « Mied des Vignes » pour une surface de l'ordre de 1.1ha. Pour une meilleure cohérence, leur urbanisation devrait être regroupée dans une zone plus vaste, soit 2.8ha (hachuré fuschia).



L'urbanisation de cette zone se ferait par conséquent au détriment des zones à urbaniser prévues dans le projet de PLU : la commune a fait le choix d'urbaniser dans des secteurs différents, en dehors de la coulée verte

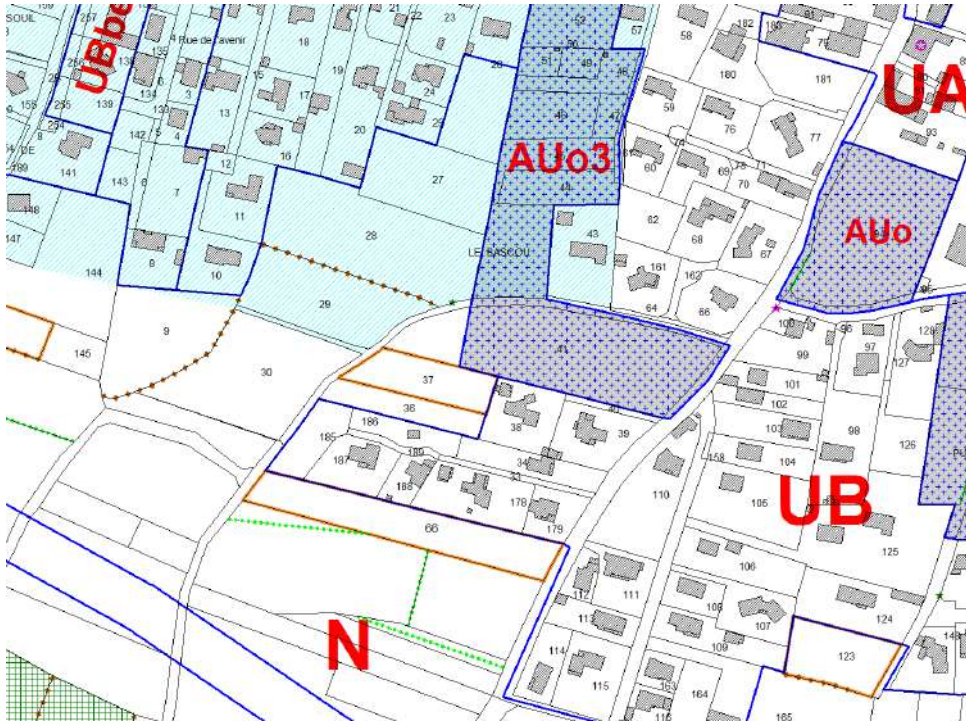
→ Mme MIR demande le classement de la parcelle AA84 en zone constructible



◆ Réponse de la CA : La commune donne un avis défavorable au motif que cette parcelle est située en zone naturelle, en dehors de la centralité du bourg.



→ Mme MIR demande le classement de la parcelle AD37 en zone constructible



◆ Réponse de la CA : La commune donne un avis défavorable au motif que cette parcelle est située en zone naturelle, le choix de la commune s'étant porté sur l'urbanisation de la majeure partie de la parcelle AD41, située au nord (classée en AUo3) ; la prise en compte de cette parcelle, ainsi que de la partie non constructible de la parcelle AD41 totalise une surface de 0.3ha, et compromettrait la compatibilité du futur PLU avec la loi Climat et Résilience.

## 19) Observation de M.Pascal SIADOUX

✓ 27/09/2023

→ M. SIADOUX demande d'apporter les modifications suivantes au règlement du PLU dans le secteur Nca :

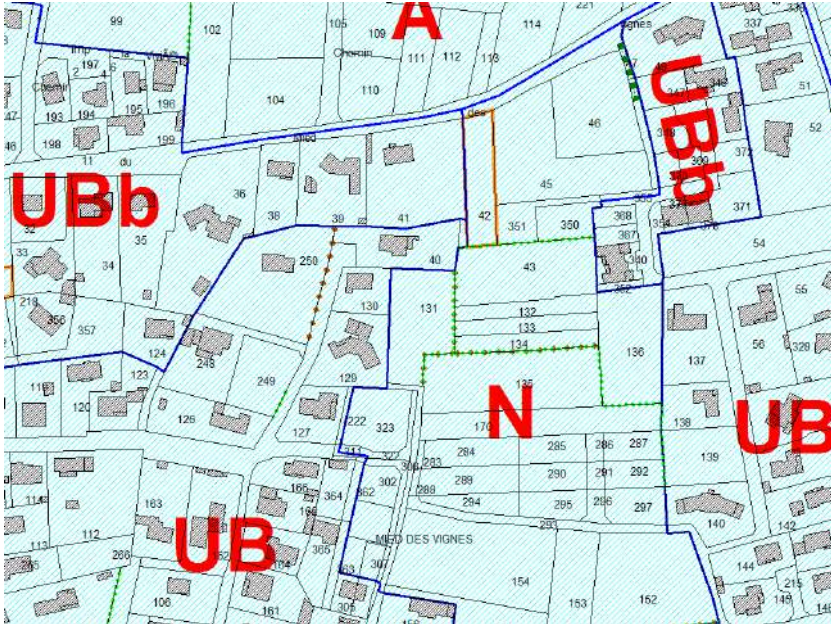
- les installations, affouillements et exhaussements nécessaires à l'extraction de granulats,
- dans le cadre de la remise en état du site après extraction, les constructions, y compris les installations classées, à condition qu'elles soient destinées à la production d'énergie renouvelable et les équipements à leur fonctionnement,
- les constructions, installations, affouillements et exhaussements nécessaires au fonctionnement des services publics.

◆ Réponse de la CA : La commune modifie le règlement en modifiant le deuxième alinéa dans les termes souhaités par M. SIADOUX

## 20) Observation de Mme Isabelle CLIQUOT

✓ 27/09/2023

→ Mme CLIQUOT demande le classement de la parcelle AC42 en zone constructible



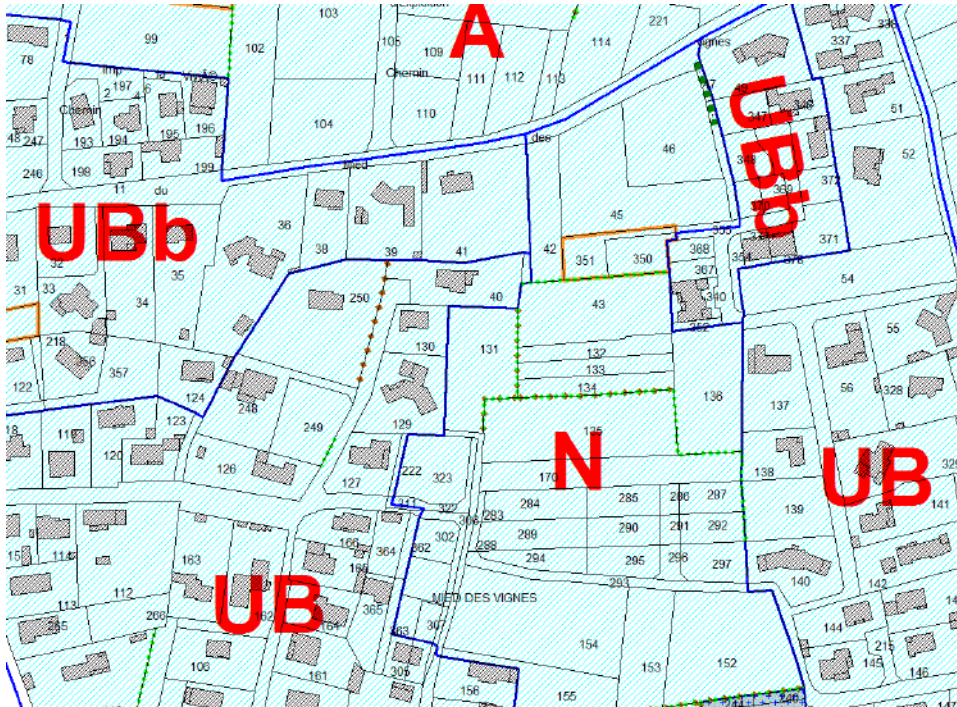
◆ Réponse de la CA : La commune donne un avis défavorable au motif que cette parcelle est située en zone naturelle, dans une coulée verte qu'elle souhaite préserver, entre 2 zones urbaines. De plus, plusieurs demandes concernent ce secteur de « Mied des Vignes » pour une surface de l'ordre de 1.1ha. Pour une meilleure cohérence, leur urbanisation devrait être regroupée dans une zone plus vaste, soit 2.8ha (hachuré fuschia).

L'urbanisation de cette zone se ferait par conséquent au détriment des zones à urbaniser prévues dans le projet de PLU : la commune a fait le choix d'urbaniser dans des secteurs différents, en dehors de la coulée verte

## 21) Observation de Mme Dominique VIALETES

✓ 27/09/2023

→ Mme VIALETES demande le classement des parcelles AC350 et 351 en zone constructible

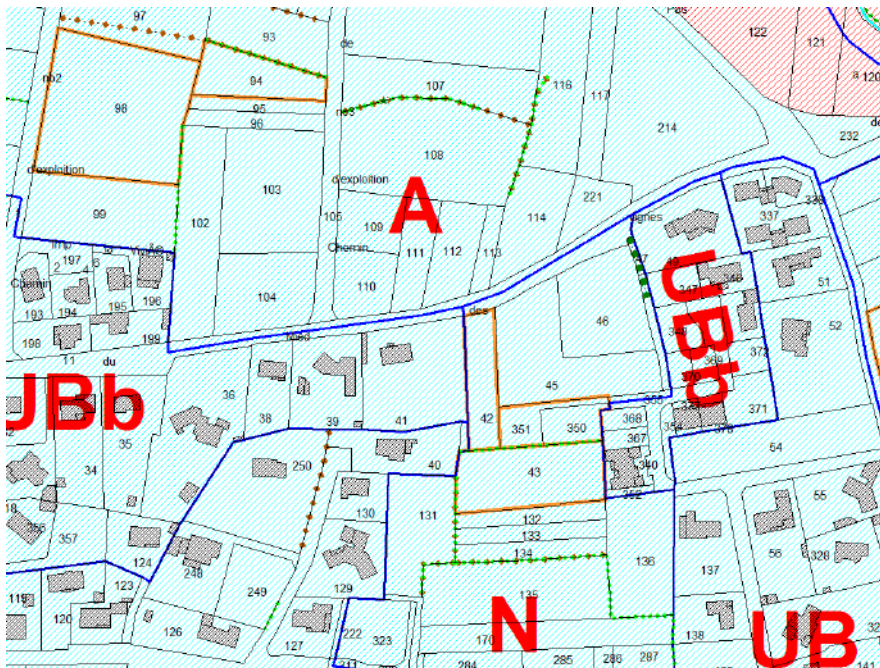


- ◆ Réponse de la CA : La commune donne un avis défavorable au motif que ces 2 parcelles sont situées en zone naturelle, dans une coulée verte qu'elle souhaite préserver, entre 2 zones urbaines.

## 22) Observation de M. Daniel GALES

✓ 02/10/2023

→ M. GALES demande le classement de la parcelle AC43 en zone constructible.

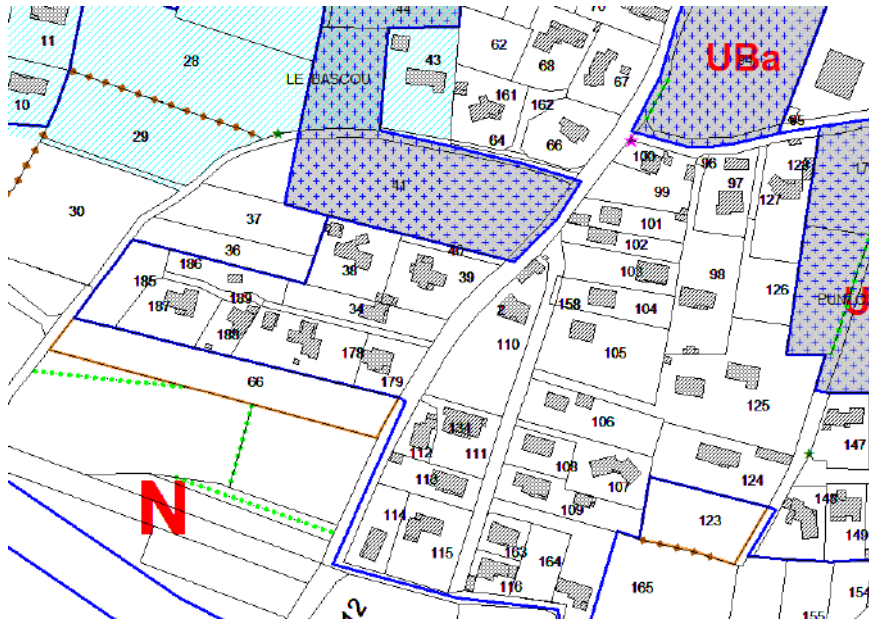


- ◆ Réponse de la CA : La commune donne un avis défavorable au motif que cette parcelle est située en zone naturelle, dans une coulée verte qu'elle souhaite préserver, entre 2 zones urbaines.

### 23) Observation de M. Paul DELPLA

✓ 05/10/2023

→ M. DELPLA adresse un dossier de 23 pages au commissaire enquêteur dans lequel il demande le classement de la parcelle AD123 en zone constructible.



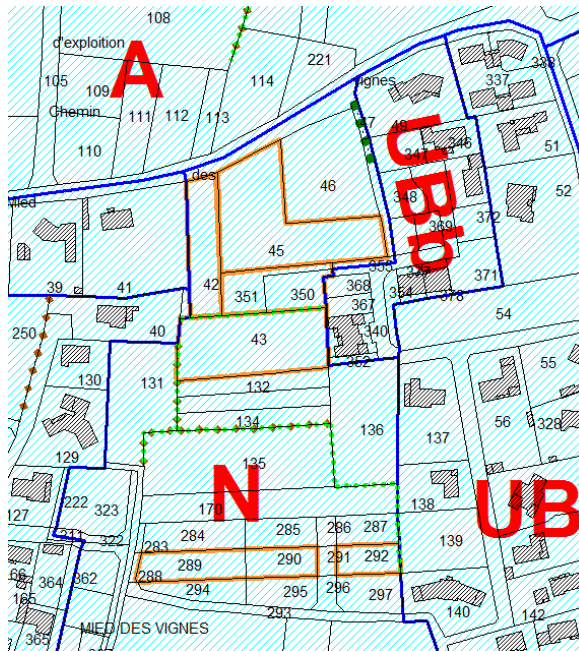
- ◆ Réponse de la CA : La demande de M. DELPLA avait déjà été émise lors de la concertation du public en 2017 (voir ci-avant). La commune précise que la parcelle AD123 n'est pas desservie par une voie carrossable et son urbanisation nécessite une extension du réseau d'électricité. La commune ajoute que le PLU n'est pas encore arrêté et que M. DELPLA devra réitérer son observation auprès du commissaire enquêteur lorsque l'enquête publique aura été ouverte, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Pour rappel, le projet de M. DELPLA réside dans la construction de 3 lots ; il a déposé un certificat d'urbanisme (Cub) le 22/12/2022, qui a été refusé le 25/04/2023, ainsi qu'une demande de Déclaration Préalable Lotissement le 17/04/2023, qui a été refusée le 04/07/2023.

### 24) Observation de M. et Mme Eric PERRIN

✓ 06/10/2023

→ M. et Mme Eric PERRIN demandent le classement de la parcelle AC45 en zone constructible



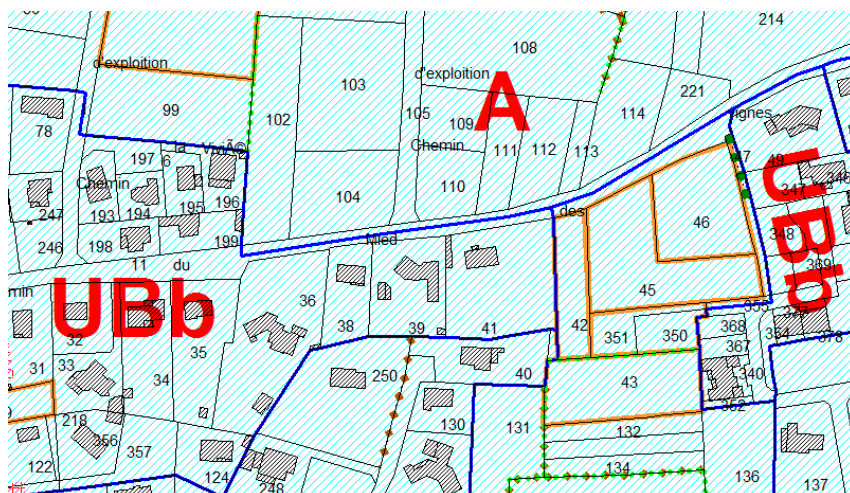
◆ Réponse de la CA : La commune donne un avis défavorable au motif que cette parcelle est située en zone naturelle, dans une coulée verte qu'elle souhaite préserver, entre 2 zones urbaines. De plus, plusieurs demandes concernant ce secteur de « Mied des Vignes » pour une surface de l'ordre de 1.1ha. Pour une meilleure cohérence, leur urbanisation devrait être regroupée dans une zone plus vaste, soit 2.8ha (hachuré fuschia).

L'urbanisation de cette zone se ferait par conséquent au détriment des zones à urbaniser prévues dans le projet de PLU : la commune a fait le choix d'urbaniser dans des secteurs différents, en dehors de la coulée verte

## 25) Observation de M. Jean Pierre DUFFAUT

✓ 11/10/2023

→ M. Jean Pierre DUFFAUT demande le classement de la parcelle AC46 en zone constructible



♦ Réponse de la CA : La commune donne un avis défavorable au motif que cette parcelle est située en zone naturelle, dans une coulée verte qu'elle souhaite préserver, entre 2 zones urbaines. De plus, plusieurs demandes concernent ce secteur de « Mied des Vignes » pour une surface de l'ordre de 1.1ha. Pour une meilleure cohérence, leur urbanisation devrait être regroupée dans une zone plus vaste, soit 2.8ha (hachuré fuschia).

L'urbanisation de cette zone se ferait par conséquent au détriment des zones à urbaniser prévues dans le projet de PLU : la commune a fait le choix d'urbaniser dans des secteurs différents, en dehors de la coulée verte

## **ANNEXE 1: DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL FIXANT LA CONCERTATION**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

009-210903324-20151215-20151234-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/12/2015  
Affichage : 24/12/2015

**COMMUNE DE VERNIOLLE**  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 15 DECEMBRE 2015**

DELIBERATION n°2015-112			
Nombre de membres afférents au conseil	Nombre de membres en exercice	Membres ayant pris part à la délibération	Suffrages exprimés : 15 Abstentions/nul : 0
19	19	13	
Date d'affichage de la convocation : 10/12/2015			

Par suite d'une convocation en date du 10 décembre 2015, les membres composant le Conseil municipal de Verniolle se sont réunis à la Mairie de Verniolle le 15 décembre 2015 à 18h30 sous la présidence de Monsieur Numen MUÑOZ, maire,

ETAIENT PRESENTS AU DEBUT DE LA SEANCE : MUÑOZ Numen, DELORD Jean-Louis, AUTHIÉ Nathalie, GUIOTTE Serge, ACRICHE Hervé, CAROL Martine, FEGEL Pascal, MUÑOZ Cédric, AUBRY Jeanne, CHINAUD Brice, ROGGERO Gérard, MARIE Marie-France, BOUDEAUD Josiane,  
Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L.2121-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

A l'ouverture de la Séance, M. le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée les pouvoirs écrits de voter en leur nom, donnés par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, à l'un de leurs collègues, en exécution de l'article L 2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales : Lionel OLIVIER a donné pouvoir à Numen MUÑOZ ; Christiane VIDAL a donné pouvoir à Nathalie AUTHIÉ ;

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : Anne DUPUY à 19h50 (au cours du débat sur le point n°10 - maison située 7 place Adelin Moulis – changement de destination du logement – autorisation de dépôt d'une demande de déclaration préalable)

DEPART EN COURS DE SEANCE : Martine CAROL à 20h00 (au cours du débat sur le point n°10 - maison située 7 place Adelin Moulis – changement de destination du logement – autorisation de dépôt d'une demande de déclaration préalable)

ABSENTS : FLEURY Nadia ; REDONDO Hendrika ; PEDOUSSAT Robert ;

Le maire ayant ouvert la séance et fait l'appel nominal, il a été procédé, en conformité avec l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil. Monsieur Jean-Louis DELORD est désigné pour remplir cette fonction.



**OBJET : PRESCRIPTION DE LA REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS VALANT TRANSFORMATION EN PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) – DEFINITION DES OBJECTIFS POURSUIVIS ET DES MODALITES DE LA CONCERTATION – ANNULATION DE LA DELIBERATION DU 3 JUIN 2010**

**I – EXPOSÉ DES MOTIFS CONDUISANT A L'ANNULATION DE LA DELIBERATION DU 3 JUIN 2010 PRESCRIVANT LA REVISION DU P.O.S ET SA TRANSFORMATION EN P.L.U**

La commune est dotée d'un plan d'occupation des sols approuvé le 23 mars 1987 qui n'est plus adapté aux besoins



communaux. La révision de ce plan d'occupation des sols en plan local d'urbanisme prescrite le 3 juin 2010 par le conseil municipal, n'est pas achevée à ce jour.

La mise en compatibilité obligatoire du plan local d'urbanisme avec le SCoT approuvé le 10 mars 2015, conduit la municipalité à reconsidérer les objectifs initiaux définis dans la délibération du 3 juin 2010.

D'autre part, la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 met fin aux POS encore en vigueur, le 1er janvier 2016 ce qui induit un retour au règlement national d'urbanisme. Si la procédure de révision du POS en PLU est engagée avant le 31 décembre 2015, le POS existant continuera de s'appliquer jusqu'à l'approbation du PLU qui devra toutefois intervenir avant le 27 mars 2017.

Par ailleurs, une nouvelle procédure, issue de la loi dite Grenelle II, comme l'évaluation environnementale est devenue applicable à l'élaboration des plans locaux d'urbanisme. Désormais, lorsque les études du document d'urbanisme (Programme d'Aménagement et de Développement Durable - P.A.D.D.) sont suffisamment avancées, la commune doit saisir l'Autorité Environnementale (A.E.) de la compétence du Préfet du département (article R.121-14-1- II du code de l'urbanisme) déterminant si le futur Plan Local d'Urbanisme sera soumis ou non à la procédure d'évaluation environnementale. Avec cette dernière disposition, dans le cas où le document serait soumis à cette évaluation le contenu rédactionnel des plans locaux d'urbanisme, notamment le rapport de présentation, est donc complété, notamment par :

- l'explication des choix retenus pour établir le PADD au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement,
- la définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan pour suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées,
- la définition des effets de sa mise en oeuvre ainsi que des enjeux environnementaux de la zone considérée et un résumé non technique. Enfin, l'entrée en vigueur de la Loi Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové du 24 mars 2014, dite Loi ALUR, a induit un certain nombre de modifications, tant sur le contenu des documents d'urbanisme, que sur les procédures à mettre en oeuvre et leur mode d'élaboration.

Le document en cours de révision devant être mis en compatibilité avec le SCOT de la Vallée de l'Ariège, la loi Grenelle 2 et la loi ALUR afin de respecter l'ensemble des évolutions réglementaires et législatives intervenues depuis la prescription de la révision par délibération du 3 juin 2010, il convient d'annuler cette dernière délibération et prescrire une nouvelle révision du P.O.S valant transformation en P.L.U.

## II. RAPPEL DES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ELABORATIONS ET REVISIONS DES PLANS LOCAUX D'URBANISME :

- Le P.L.U. doit être compatible avec l'ensemble des documents de planification, comme le schéma de cohérence territoriale de la Vallée de l'Ariège approuvé le 10 mars 2015

- Le renforcement du rôle du porter à connaissance (P.A.C.) du Préfet

Le Porter à connaissance est le moyen pour l'Etat de transmettre à la Commune l'ensemble des normes et servitudes publiques qui s'imposent à elle et doivent être transcrites dans les documents d'urbanisme locaux. Il pourra avoir lieu en continu.

- Les modalités d'association des personnes publiques sont assouplies

D'une part, les services de l'Etat sont associés à l'élaboration ou à la révision du P.L.U. uniquement à l'initiative du Maire ou à la demande du Préfet (articles L 123-7 et L 123-18 du Code de l'Urbanisme).

D'autre part, l'association des personnes publiques autres que l'Etat s'effectue par consultation, à leur demande, au cours de l'élaboration du projet de P.L.U. (article L 123- 8) et le plan arrêté leur sera soumis pour avis, dans la limite de leurs compétences propres (article L 123-9).

- La concertation préalable est renforcée

Les enjeux et les modalités de la concertation prévue à l'article L 300-2 du Code de l'Urbanisme doivent être définis dans la délibération instituant l'élaboration ou la révision du P.L.U. La concertation doit se dérouler tout au long de la procédure.

• La définition d'un Projet d'Aménagement et de Développement Durable : le P.A.D.D.

Elément majeur du P.L.U., il doit être l'expression d'un véritable projet de développement du territoire communal, validé préalablement à l'adoption du P.L.U. Le P.A.D.D. doit définir, à l'issue d'un diagnostic argumenté, les orientations d'urbanisme et d'aménagement requises, suite à un Débat d'Orientations en conseil municipal. Il repose notamment sur le respect de trois principes fondamentaux :

- équilibre entre aménagement et protection,
- mixité sociale et fonctionnelle,
- respect de l'environnement,

en s'appuyant sur les documents cadres de planification (SCOT, P.L.H., P.D.U.).

• Le débat préalable sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (article L.123-9 du code de l'Urbanisme)

Un débat devra avoir lieu au sein du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement au plus tard 2 mois avant l'examen du projet de P.L.U.

### III – MOTIFS ET OBJECTIFS POUR LA REVISION DU P.O.S VALANT TRANSFORMATION EN P.L.U

Dans le cadre de l'élaboration ou de la révision, la loi précise aussi que cette révision doit être motivée, être basée sur les objectifs de la collectivité, être organisée et s'accompagner de l'ouverture d'une concertation dont les modalités sont à définir par la collectivité.

#### III-A : LES MOTIFS DE LA REVISION

Il est proposé que la commune de Verniolle conduise une procédure de révision du P.O.S valant transformation en P.L.U pour deux raisons majeures :

- la volonté municipale d'adapter ou refondre le parti d'aménagement général du territoire, en concordance avec les prescriptions du SCOT de la Vallée de l'Ariège
- la nécessité d'intégrer les évolutions législatives et réglementaires intervenues depuis la 3<sup>ème</sup> révision simplifiée et la 4<sup>ème</sup> modification du 15 janvier 2009

#### III-B : LES OBJECTIFS DE LA COMMUNE POUR LA REVISION

La définition des principaux objectifs du projet communal se déploie autour des 12 axes forts suivants :

- Prévoir un développement urbain en corrélation avec la position stratégique de la commune au sein de l'armature territoriale et compatible avec les prescriptions du SCOT en matière de consommation foncière ;
- Prendre en compte les problématiques de l'assainissement pour prioriser les secteurs à urbaniser ;
- Valoriser l'identité villageoise de la commune et définir des zones de développement urbain organisées,
- Reconquérir le centre-bourg
- Encourager la mixité sociale et intergénérationnelle en favorisant une offre de logements diversifiés ;
- Favoriser les mobilités douces, vers les équipements publics et les zones d'activités ;
- Préserver l'activité agricole
- Préserver et valoriser l'environnement naturel
- Valoriser les éléments patrimoniaux et environnementaux qui fondent l'identité de la commune.
- Mener une réflexion sur les points d'insécurité routière, notamment aux abords de la route départementale n°29.
- Accompagner le développement économique (zone d'activité intercommunale au sud de la commune notamment)
- Soutenir les activités touristiques (sentiers de randonnée, etc.).

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

VU :

- l'article L 123-19 du code de l'urbanisme ;
- les articles L 123-1 et suivants et R 123-1 et suivants du code de l'urbanisme ;
- l'article L 300-2 du code de l'urbanisme.
- le Plan d'Occupation des Sols communal approuvé par délibération du 23 mars 1987, révisé dernièrement par délibération du 15 janvier 2009, et modifié dernièrement par délibération du 15 janvier 2009,
- l'obligation résultant de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme de délibérer sur les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation associant, pendant toute la durée de la révision du POS valant transformation en PLU, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

**APRES EN AVOIR DELIBERE,**

Article 1<sup>er</sup> :

DECIDE de prescrire la révision du Plan d'occupation des Sols (P.O.S) valant transformation en Plan Local d'Urbanisme (P.L.U), sur l'ensemble du territoire communal conformément aux dispositions des articles L123-13 et R 123-15 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

Article 2 :

APPROUVE les objectifs ci-dessus exposés au point III-B ;

Article 3 :

DECIDE l'ouverture de la concertation en application de l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme, selon les modalités suivantes :

➤ Objectifs de la concertation :

- Associer au projet de révision du P.O.S valant transformation en P.L.U, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées
- Recueillir leurs observations

➤ Durée de la concertation :

- Cette concertation se déroulera pendant toute la durée de la révision du projet de PLU.

À l'issue de cette concertation, M. le Maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de PLU.

➤ Modalités de la concertation :

○ Moyens d'information :

- Un affichage en mairie de la présente délibération prescrivant la révision du P.O.S valant transformation en P.L.U et précisant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation, pendant toute la durée des études nécessaires à l'élaboration du projet
- Une information ponctuelle pendant toute la durée de la révision (bulletin municipal et/ou bulletin d'information spécifique)
- La mise à disposition d'éléments sur le site internet de la commune, au fur et à mesure de l'avancée du projet
- La mise à disposition du dossier d'études à la mairie, aux heures et jours habituels d'ouverture, et ce tout au long de la procédure jusqu'à l'arrêt du projet de P.L.U

○ Moyens offerts au public pour s'exprimer et engager le débat :

- un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis à

disposition du public tout au long de la procédure jusqu'à l'arrêt du projet, en mairie aux jours et heures habituels d'ouverture

- la tenue d'une réunion publique ouverte au débat sur les éléments présentés et permettant notamment d'échanger sur le diagnostic territorial, les enjeux identifiés, le projet communal (PADD) et les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) avant que le projet de P.L.U ne soit arrêté
- la possibilité d'envoi de courrier adressé à Monsieur le Maire

Article 4 :

**RAPPELLE** les modalités d'association suivantes avec les personnes publiques associées :

- les Services de l'État seront associés à l'élaboration du projet de révision du P.O.S valant transformation en P.L.U conformément à l'article L123-7 du Code de l'Urbanisme ;
- Les personnes publiques, autres que l'Etat seront consultées à leur demande au cours de l'élaboration du projet de révision du P.O.S valant transformation en P.L.U conformément à l'article L123-8 du Code de l'Urbanisme

Article 5 :

**AUTORISE** le principe d'un avenant au marché conclu avec l'agence d'urbanisme AUSV chargée des études d'élaboration de la révision du P.O.S et sa transformation en P.L.U afin de tenir compte des études complémentaires

Article 6 :

**SOLLICITE** de l'État, pour les dépenses liées à la révision du POS valant transformation en PLU, une dotation, conformément à l'article L121-7 du Code de l'Urbanisme ;

Article 7 :

**DEMANDE** que les services de la délégation départementale des territoires soient mis gratuitement à disposition de la commune de Verniolle pour assurer la conduite de la procédure de révision du P.O.S valant transformation en P.L.U conformément à l'article L.121-7 du code de l'urbanisme

Article 8 :

**DIT** que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice 2015 et le ou les exercices suivants.

Article 9 :

**ANNULE** la délibération du conseil municipal en date du 3 juin 2010 portant révision du P.O.S et sa transformation en P.L.U

Article 10 :

**PRECISE** que conformément aux articles L123-6 et L121-4 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera transmise à la Préfète, et notifiée :

- aux Présidents du conseil régional et du conseil départemental ;
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture ;
- au Président du syndicat mixte du Schéma de Cohérence Territoriale de la Vallée de l'Ariège
- au Président de la communauté de communes du canton de Varilhès.

Conformément à l'article L.123-6 du code de l'urbanisme et dans les conditions prévues à l'article L 111-8 du même code, à compter de la publication de la présente délibération, l'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.

Conformément à l'article R123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans La Dépêche du Midi édition Ariège. Chacune de ces formalités de publicité précisera le ou les lieux où le dossier peut être consulté.



ADOPTÉ à l'unanimité

Pour extrait conforme au registre,  
Le Maire,  
Numen MUÑOZ



acte certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de sa  
publication le ....., de sa notification le  
.....et de sa transmission en Sous-Préfecture  
le.....

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai

## **ANNEXE 2 : DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL AUTORISANT LA POURSUITE DE L'ELABORATION DU PLU**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

009-210903324-20211027-2021288-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/11/2021

Affichage : 04/11/2021

## COMMUNE DE VERNIOLLE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 27 OCTOBRE 2021

Délibération n°2021-67		
Nombre de membres afférents au conseil : 19	Nombre de membres en exercice : 19	Date d'affichage de la convocation : 21 octobre 2021
TOTAL VOTANTS : 17 = 14 Conseillers présents + 3 Représentés - 0 Non participation		
TOTAL VOIX EXPRIMEES : Pour : 17 + Contre : 0		Abstention : 0

Par suite d'une convocation en date du 21 octobre 2021, les membres composant le Conseil municipal de Verniolle se sont réunis à la salle du conseil municipal de la mairie, place de la République à Verniolle le 27 octobre 2021 à 18h30 sous la présidence de Mme Annie BOUBY, maire,

ETAIENT PRESENTS AU DEBUT DE LA SEANCE : BOUBY Annie, DUPUY Didier, BERGES Sylvie, ROUBY Bernard, ROGGERO Gérard, RAMOS Patrick, PERRON Sylvie, GHILACI Karim, EYCHENNE Hervé, DUCAROUGE Jérémy, DUFRESSE Audrey, DEJEAN Aurélie, SANCHEZ Emmanuelle, MUÑOZ Cédric, Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L.2121-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR : A l'ouverture de la séance, Mme la Présidente a déposé sur le Bureau de l'Assemblée les pouvoirs écrits de voter en leur nom, donnés par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, à l'un de leurs collègues, en exécution de l'article L 2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales : PAULY Geneviève a donné pouvoir à EYCHENNE Hervé, LOZANO Karine a donné pouvoir à BOUBY Annie, AUTHIÉ Nathalie a donné pouvoir à SANCHEZ Emmanuelle ;

ABSENTS : MUÑOZ Numen, TREFEL Jean-Marc,

Madame le maire ayant ouvert la séance et fait l'appel nominal, il a été procédé, en conformité avec l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil. M. Karim GHILACI est désigné pour remplir cette fonction.

**OBJET : AUTORISATION DE LA COMMUNE DE VERNIOLLE POUR LA POURSUITE DE LA PROCEDURE D'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PAYS FOIX-VARILHES**

Madame Annie BOUBY, Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames  
Messieurs,

Par délibération du 3 juin 2010, le conseil municipal a prescrit la révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme (PLU). Depuis l'engagement des études, le SCOT de la vallée de l'Ariège a été approuvé et de nouvelles lois (Grenelle 2 et ALUR) sont venues ajouter des prescriptions dans l'élaboration des PLU.

Compte tenu de l'évolution des objectifs arrêtés en 2010, le conseil municipal a dans sa séance du 15 décembre 2015 abrogé sa précédente délibération du 3 juin 2010 et relancé la prescription de la révision du POS valant transformation en PLU en définissant les nouveaux objectifs d'aménagement et les modalités de concertation avec la population.

Par délibération du 9 décembre 2020, le conseil municipal a approuvé le protocole transactionnel avec le groupement conjoint Geostudio - Ectare - Lacointa chargé des études pour l'élaboration du PLU afin de

constater la résiliation amiable du marché. Un nouveau bureau d'études, ADRET Environnement a été retenu par délibération du 24 février 2021 pour accompagner la commune dans l'élaboration de son PLU.

Le transfert de la compétence PLU à la communauté d'agglomération Pays Foix Varilhes à effet du 1<sup>er</sup> juillet 2021 n'interdit pas la poursuite de la procédure d'élaboration engagée par la commune. En effet, l'article L. 153-9 alinéa 1 du Code de l'Urbanisme dispose que : « *L'établissement public de coopération intercommunale [...] peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence. Lorsque la procédure a été engagée par une commune, l'accord de celle-ci est requis. L'établissement public de coopération intercommunale se substitue de plein droit à la commune ou à l'ancien établissement public de coopération intercommunale dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence* » ;

Les enjeux de développement de la commune de Verniolle impliquent la poursuite des études d'élaboration du document d'urbanisme.

Il est précisé que la commune conserve sa compétence pour instruire et délivrer les autorisations d'urbanisme.

J'ai donc l'honneur, Mesdames, Messieurs, si les conclusions de ce rapport recueillent votre accord, de vous demander de bien vouloir :

- Autoriser la communauté d'agglomération Pays Foix Varilhes à poursuivre la procédure d'élaboration du PLU de Verniolle

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU :

- le code général des collectivités territoriales ;
- le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants ;
- l'article 136 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi ALUR ;
- la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté modifiant l'article L.153-9 du code de l'urbanisme ;
- la délibération du conseil municipal n°2015-112 en date du 15 décembre 2015 ayant prescrit la révision du plan d'occupation des sols valant transformation en plan local d'urbanisme ;
- la note explicative de synthèse adressée aux membres du conseil municipal en même temps que la convocation individuelle,

CONSIDERANT :

- qu'au 30 juin 2021, la commune en était au stade de la prescription de l'élaboration du PLU et un débat portant sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables proposées de la révision du POS en Plan Local d'Urbanisme engagée s'est tenu
- que depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021, conformément à l'article 136 de la loi ALUR, l'agglo Foix-Varilhes est compétente en matière de « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » ;
- que ce transfert de compétence n'interdit cependant pas la poursuite de la procédure d'élaboration / de modification engagée par la commune. En effet, l'article L. 153-9 alinéa 1 du Code de l'Urbanisme dispose que : « *L'établissement public de coopération intercommunale [...] peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence. Lorsque la procédure a été engagée par une commune, l'accord de celle-ci est requis. L'établissement public de coopération intercommunale se substitue de plein droit à la commune ou à l'ancien établissement public de coopération intercommunale dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence* » ;
- qu'il appartient au conseil municipal de délibérer afin de donner son accord à l'agglo Foix-Varilhes pour la poursuite de la procédure d'élaboration du PLU de la commune de Verniolle
- qu'en cas de refus, la commune renonce à la poursuite et à l'achèvement de la procédure qu'elle ne peut conduire elle-même compte tenu du transfert de compétence ;



ENTENDU LES OBSERVATIONS DE :

- M. DUPUY : il précise que l'équipe municipale élaborera ce PLU jusqu'à son terme conjointement avec la communauté d'agglomération
- M. MUÑOZ : il s'interroge sur la prise de connaissance par le nouveau bureau d'étude des travaux (diagnostic ...) précédemment réalisés par Geostudio. Mme le maire confirme qu'Adret Environnement a été destinataire de l'ensemble des documents élaborés depuis le début de la procédure d'élaboration du PLU.

APRES EN AVOIR DELIBERE

VOTE : Pour : 17 - Contre : 0 - Abstention : 0

- Article 1 : DECIDE de confier à la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes la poursuite et l'achèvement la procédure d'élaboration du PLU engagée par la commune de Verniolle.
- Article 2 : PRECISE que l'équipe municipale participera conjointement à l'élaboration du PLU jusqu'à son terme.
- Article 3 : AUTORISE madame le maire à transmettre et signer tous documents tendant à l'application de la présente délibération.
- Article 4 : DECIDE de transmettre la présente délibération à Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération pays Foix-Varilhes ;

Pour extrait conforme au registre,  
Le Maire,  
Annie BOUBY

acte certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de sa  
publication le ....., de sa notification le .....,  
.....et de sa transmission en Préfecture le.....



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai

## **ANNEXE 3 : DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL CONCERNANT LE PADD**



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

009-210903324-20220908-202252-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/09/2022

Publication : 16/09/2022

## COMMUNE DE VERNIOLLE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 8 SEPTEMBRE 2022

Délibération n° 2022-50		
Nombre de membres afférents au conseil : 19	Nombre de membres en exercice : 19	Date d'affichage de la convocation : 30 août 2022
TOTAL VOTANTS : 18 = 12 Conseillers présents + 6 Représentés - 0 Non participation		
TOTAL VOIX EXPRIMEES : Pour : 18 + Contre : 0		Abstention : 0

Par suite d'une convocation en date du 30 août 2022, les membres composant le Conseil municipal de Verniolle se sont réunis à la mairie, place de la République à Verniolle le jeudi 8 septembre 2022 à 18h30 sous la présidence de Mme Annie BOUBY, maire,

ETAIENT PRESENTS AU DEBUT DE LA SEANCE : BOUBY Annie, DUPUY Didier, BERGES Sylvie, ROUBY Bernard, ROGGERO Gérard, PAULY Geneviève, PERRON Sylvie, LOZANO Karine, DEJEAN Aurélie, AUTHIÉ Nathalie, SANCHEZ Emmanuelle, MUÑOZ Cédric,

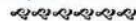
Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L.2121-17 du Code général des collectivités territoriales.

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR : A l'ouverture de la Séance, Mme la Présidente a déposé sur le Bureau de l'Assemblée les pouvoirs écrits de voter en leur nom, donnés par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, à l'un de leurs collègues, en exécution de l'article L 2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales : RAMOS Patrick a donné pouvoir à ROGGERO Gérard, GHILACI Karim a donné pouvoir à BERGES Sylvie, EYCHENNE Hervé a donné pouvoir à DUPUY Didier, DUCAROUGE Jérémy a donné pouvoir à PAULY Geneviève, MUÑOZ Numen a donné pouvoir à MUÑOZ Cédric, TREFEL Jean-Marc a donné pouvoir à BOUBY Annie ;

ARRIVEE EN COURS DE SEANCE : DUFRESSE Audrey à 18h53 (pendant l'examen de la délibération n° 2022-50),

DEPART EN COURS DE SEANCE : DUFRESSE Audrey à 20h39, (au cours du débat sur la délibération n° 2022-50),

Madame le maire ayant ouvert la séance et fait l'appel nominal, il a été procédé, en conformité avec l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil. M. Bernard ROUBY est désigné pour remplir cette fonction.



**OBJET : DEBAT PORTANT SUR LES ORIENTATIONS GENERALES DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES DANS LE CADRE DE L'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE VERNIOLLE**

Madame Annie BOUBY, Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames

Messieurs,

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est un outil réglementaire au service de la vision politique de développement de notre territoire. En effet, il permet fixer les orientations de la commune en matière d'urbanisme à travers des règles de construction.

Au sein de ce document cadre, le **Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)**, est la clef de voute qui permet de fixer les orientations stratégiques du développement urbain.

Expression du projet global de la commune pour l'aménagement de son territoire, le P.A.D.D. est aussi un cadre de cohérence interne du P.L.U. A ce titre, il est un guide pour élaborer les règles d'urbanisme transcrites dans les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que dans le règlement écrit et graphique du P.L.U.

Le P.A.D.D. constitue également un cadre de référence dans le temps dans la mesure où ses orientations ne pourront être fondamentalement remises en cause sans que de nouvelles réflexions ne soient menées préalablement.

La commune de Verniolle a prescrit par délibération du 15 décembre 2015 la révision du plan d'occupation des sols valant transformation en plan local d'urbanisme.

Un premier débat s'est tenu le 23 février 2016 au sein de l'assemblée municipale sur les orientations générales du PADD qui exposait les cinq axes essentiels du projet à savoir :

- 1 - des objectifs démographiques et de consommation foncière avec une population supplémentaire d'ici 20 ans de 695 habitants
- 2 - des orientations économiques avec notamment le renforcement du pôle d'activités Delta Sud
- 3 - des orientations sociales en proposant une offre d'habitat plus diversifiée
- 4 - des orientations environnementales et paysagères en optimisant le renouvellement et le réinvestissement urbain, en poursuivant la valorisation du centre bourg, en préservant et révélant les caractéristiques du patrimoine naturel et agricole, en réduisant les pollutions, en prenant en compte les nuisances et les risques
- 5 - une stratégie de développement urbain avec une volonté d'articulation du bourg avec les développements pavillonnaires par l'intermédiaire de pôles de quartier.

Un nouveau débat déclinant les orientations générales du PADD du futur PLU s'est tenu dans la séance du conseil municipal du 2 juillet 2018 à partir de 2 axes d'aménagement et d'urbanisme, à savoir :

#### AXE 1. PRESERVER LES GRANDES COMPOSANTES DES CONTINUITES AGRICOLES ET ECOLOGIQUES

- 1.1 Soutenir l'agriculture
- 1.2 Conserver les espaces de transitions écologiques

#### AXE 2. COMPOSER UN PROJET URBAIN HARMONIEUX

- 2.1 Structurer le développement urbain
- 2.2 Greffer les nouvelles opérations au bourg
- 2.3 Accompagner le développement économique
- 2.4 Structurer le pôle économique

Suite au changement de bureau d'études chargé d'accompagner la commune dans l'élaboration de son PLU et à l'élection d'une nouvelle assemblée en 2020, sur la base du nouveau rapport de présentation établi par ADRET Environnement, la commission municipale Urbanisme a travaillé sur les orientations générales du PADD.

Selon l'article L.151-5 du code de l'urbanisme, le PADD répond à plusieurs objectifs :

- *il définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;*
- *il fixe les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune. Il ne peut prévoir l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers que s'il est justifié, au moyen d'une étude de densification des zones déjà urbanisées, que la capacité d'aménager et de construire est déjà mobilisée dans les espaces urbanisés.*

Les orientations du PADD doivent être soumises en débat au sein du conseil municipal au plus tard 2 mois avant l'examen du projet du PLU conformément à l'article L 123-9 du code de l'urbanisme.

La Communauté d'agglomération, compétente en matière de documents d'urbanisme depuis le 1er juillet 2021, a choisi d'achever la procédure d'élaboration du PLU de Verniolle, prescrite par délibération du conseil municipal de Verniolle datant du 15 décembre 2015. Ainsi, par délibération du 27 octobre 2021, le conseil municipal de Verniolle a autorisé la Communauté d'agglomération Pays Foix Varilhes à achever la procédure.

Depuis, la Communauté d'agglomération Pays Foix Varilhes a décidé d'élaborer un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) pour l'ensemble de son territoire.

Le choix d'achever la procédure d'élaboration du PLU de Verniolle est confirmé afin de permettre à la commune de Verniolle de bénéficier d'un document d'urbanisme adapté jusqu'à l'approbation du PLUi. En effet, le Règlement National d'Urbanisme (RNU) s'applique à Verniolle depuis le 27 mars 2017.

La poursuite de la procédure d'élaboration nécessite une actualisation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) débattu par le conseil municipal de Verniolle les 23 février 2016 et 2 juillet 2018 ;

L'article L.153-12 du code de l'urbanisme prévoit que :

*Un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L. 151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme.*

*Lorsque le plan local d'urbanisme est élaboré par un établissement public de coopération intercommunale, le débat prévu au premier alinéa du présent article au sein des conseils municipaux des communes membres est réputé tenu s'il n'a pas eu lieu au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme.*

Considérant que le projet de PADD mis à jour, présenté en commission Urbanisme les 1<sup>er</sup> et 28 juin 2022, est prêt à être soumis au débat en conseil municipal, il est proposé au Conseil municipal de débattre des orientations générales du PADD au vu de la présentation qui suit :

#### PRESENTATION DU PADD :

La commune de Verniolle souhaite marquer et conforter son rôle de pôle de vie au sein de l'espace communautaire tout en traduisant des principes de complémentarité et de solidarités territoriales. La volonté de mise en valeur de son patrimoine et de son cadre de vie est au cœur du projet de territoire. Concernant le territoire, un SCOT est exécutoire et un PLUi est en cours d'élaboration ; le PLU de Verniolle constituera ainsi un document transitoire.

Au travers de son Projet d'Aménagement et de Développement Durables, la commune de Verniolle entend porter une attention particulière sur les grandes orientations déclinées de la manière suivante :

#### **- LA PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL ET LA GESTION DES RISQUES**

Plusieurs actions fondamentales structurent cet axe :

↳ Préservation des principaux milieux naturels de la commune : réservoir de biodiversité (Znieff des bosquets de Las Garros, hors aérodrome), et du pôle d'intérêt écologique (Znieff basse plaine de l'Ariège) : dans ces milieux naturels, des mesures réglementaires sont prises, notamment en termes d'occupations et utilisations du sol admises afin d'assurer leur protection. Préservation des principaux bois et des zones humides.

↳ Préservation des corridors écologiques de la trame bleue (ruisseaux) identifiée par le SRCE. Préservation des haies et alignements remarquables, des ripisylves et des arbres isolés remarquables. Préservation des haies structurantes (hors peuplements purs de robiniers). La commune encourage le renforcement du réseau de haies existantes par des plantations complémentaires, en concertation avec les propriétaires et acteurs concernés.

↳ Préservation des zones humides, y compris les mares.

↳ Préservation / amélioration de la qualité des eaux du Crieu et des ruisseaux secondaires. Cet objectif passe obligatoirement par une solution à apporter au traitement des eaux usées (reconstruction d'une station d'épuration avec exutoire dans le Crieu, ou solution alternative).

☞ Prise en compte du Plan de Prévention des Risques, dont le règlement s'impose au PLU de Verniolle.

☞ Prise en compte des risques technologiques.

#### - LA PRESERVATION DES ESPACES AGRICOLES

☞ Maintien de l'activité agricole passant par la préservation des espaces à vocation agricole. L'objectif consiste dans la pérennisation d'une zone agricole fonctionnelle, notamment en limitant au plus près le développement des mitages, source de conflits d'usages, et en prévoyant les extensions de l'urbanisation dans la continuité immédiate du bourg, sans toutefois interdire a priori les changements d'activité.

☞ Les terrains à forte plus-value agricole (sols irrigués, sols drainés) devront être prioritairement préservés dans la mesure du possible, en cohérence avec les objectifs de développement urbain, et selon le principe de développement durable.

#### - LA PRÉSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE BÂTI ET PAYSAGER

Plusieurs idées majeures structurent cet axe :

☞ Préservation de la typicité urbaine du bourg ancien et des 2 hameaux historiques. Préservation et valorisation du bâti patrimonial. Création d'un secteur agricole à forte sensibilité paysagère entre le bourg et le ruisseau de la Galage. Réalisation d'un règlement visant à maintenir la typicité du bâti ancien dans le bourg et dans le terroir agricole.

☞ Prise en compte du monument historique (château de Fiches).

☞ Protection du petit patrimoine bâti.

☞ Possibilité de changement de destination d'un nombre limité de bâtiments d'intérêt patrimonial, situés dans le terroir agricole et qui ne sont pas susceptibles de compromettre l'activité agricole.

☞ Protection paysagère des ripisylves (notamment celle du Crieu), et des principaux bois (hors taillis de robiniers, qui présentent un caractère invasif dans le territoire communal).

☞ Protection et amélioration de la nature en ville (alignements et arbres isolés dans le bourg et le long de la RN20 ; plantations paysagères de la zone d'activité d'Escoubétou 2 dans le prolongement de celles réalisées dans Escoubétou 1 ; parcs d'accompagnement des châteaux et maisons de maître).

#### - LE DÉVELOPPEMENT URBAIN MAÎTRISÉ ET HARMONIEUX DE LA COMMUNE

☞ En dépit de la baisse démographique constatée ces dernières années, en partie liée à l'obsolescence de la station d'épuration (STEP) qui a pénalisé la dynamique du rythme de la construction résidentielle, la commune de Verniolle retient un objectif d'augmentation démographique de 0.7% par an, en cohérence avec la projection démographique du PLH. Cet objectif est justifié par l'attractivité économique de la commune (avec notamment la création récente de la zone d'activités Escoubétou 2), mais aussi par la situation géographique privilégiée de Verniolle, située dans l'axe stratégique central du périmètre SCOT.

☞ La commune s'engage résolument dans une politique de développement raisonnable, les extensions de l'urbanisation prévues par le PLU respectant la loi Climat et Résiliences en les encadrant sur la base d'une consommation d'espaces de l'ordre de 4Ha, programmés sur le moyen ou long terme, et dont l'échelonnement dans le temps est d'ores et déjà prévu.

☞ L'urbanisation de la commune devra favoriser la centralité du bourg conformément au SCOT. A contrario, l'urbanisation devra être maîtrisée afin d'éviter un phénomène d'étalement urbain. Globalement, l'urbanisation de la commune devra se poursuivre dans les dents creuses des tissus urbains existants (en prenant également en compte les possibilités de division parcellaire), dans un objectif de densification ; par contre, l'extension des mitages devra être proscrite pour des raisons ayant trait au paysage, à la consommation d'espaces agricoles, à des problématiques de réseaux et de transport... En plus des dents creuses, l'urbanisation de la commune se fera également par des extensions urbaines à travers les zones à urbaniser (AU).

#### - LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (INDUSTRIE, ARTISANAT, COMMERCE)

Les ambitions de développement sont résumées ci-après :

Les principales actions sont destinées à conforter le développement industriel (zone d'activités d'Escoubétou) et commercial (zone de Graussette) de Verniolle dans la continuité des préconisations portées par l'ORT : poursuite de l'observatoire du commerce ; inscription des conditions de développement du commerce dans le PLU, limitant et organisant les possibilités de développement commercial sur la périphérie ; modernisation et développement des activités existantes ; la zone commerciale de Graussette, même si elle manque un peu de dynamisme, est très bien positionnée, fait sens, et doit être maintenue.

Afin de pérenniser les activités commerciales existantes et limiter le développement de pôles commerciaux périphériques et intermédiaires, le PLU a identifié :

- une zone de centralité commerciale dans le centre-bourg, dans laquelle le règlement interdira le changement de destination de commerces existants en garage ou en logement, et autorisera l'implantation de nouvelles cellules commerciales ;
- des espaces intermédiaires identifiés et maîtrisés, c'est-à-dire des tissus urbains pourvus de commerces de proximité ne faisant partie ni de la Zacom1, ni de la centralité commerciale, et dans lesquels les activités commerciales sont autorisées et la création de nouveaux commerces est permise. En dehors du périmètre de centralité commerciale et des espaces intermédiaires, la création de nouveaux commerces sera interdite.

#### - L'AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE ET LA PRISE EN COMPTE DES ENJEUX MOBILITE-TRANSPORTS ET CLIMATIQUES

Politique de sécurisation des points durs de circulation (avenue de la Halte, avenue des Pyrénées, avenue du Plantaurel, avenue des monts d'Olmes, rue de Mounic...) par la création de ralentisseurs, la création de plateaux surélevés, l'aménagement d'accotements, la création de liaisons douces.

Nouvelle ligne de transport en commun entre Verniolle, Varilhès, le CHIVA et Foix à raison de 6 allers-retours par jour.

Concernant le stationnement des véhicules, Verniolle s'attachera à améliorer le stationnement dans le centre-bourg en préservant le stationnement existant (intérieur-extérieur), ainsi qu'en aménageant un ou plusieurs espaces de stationnement en coeur de village

la commune prévoit la création de liaisons douces visant notamment à relier le centre-bourg aux zones d'activités

Les équipements publics seront progressivement améliorés (rénovation de l'aire de jeux pour jeunes enfants ; création d'un city park ; projet à long terme d'une salle des fêtes en remplacement du foyer rural...). Par ailleurs, la commune envisage la création d'un service type « bistrot de pays » visant à renforcer le lien social.

Création d'un parc photovoltaïque au sol sur une ancienne décharge communale.

Le projet de PADD est joint dans son intégralité au présent rapport.

J'ai donc l'honneur, Mesdames, Messieurs, d'ouvrir le débat sur les orientations du PADD qui ne sera pas soumis au vote, la tenue de ce débat étant formalisée par une délibération qui en rapportera les termes, et à laquelle sera annexé le projet de PADD.

#### *Retranscription des échanges :*

M. ROUBY souhaite que l'on fasse état de la lutte contre le développement de l'ambrosie.

M. MUÑOZ propose de recenser le parc des Verniollais au titre du patrimoine naturel à protéger. M. DUPUY insiste sur la nécessité à bien délimiter le périmètre du parc pour ne pas bloquer le développement de projets futurs.

Mme BERGES souligne le risque de spéculation foncière sur les rares terrains ouverts à l'urbanisation avec l'application de l'objectif ZAN (zéro artificialisation nette).

M. DUPUY rappelle qu'on ne peut pas répondre à toutes les attentes des citoyens. Sur la prise en considération de la mixité dans les projets d'aménagement, il entend ne pas concentrer celle-ci uniquement au centre du village. Enfin, il exprime sa préférence pour une capacité de développement modérée de la commune.

Au regard du cadre de vie, M. ROUBY demande que le code de bonnes pratiques de l'aérodrome de Pamiers Les Pujols soit inscrit au PADD afin de l'améliorer et de réduire les nuisances.

Mme le Maire rappelle que le PADD ne représente qu'une première étape dans l'élaboration du PLU. Les orientations d'aménagement et de programmation, la rédaction des règlements écrit et graphique exigent encore un travail soutenu. Elle invite le maximum d'élus à s'impliquer dans la construction de ce document d'urbanisme car la physionomie du village est en jeu.

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU :

- le Code général des collectivités territoriales,
- le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-5 et L.153-12,
- la délibération du conseil municipal du 15 décembre 2015 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme de Verniolle,
- la délibération du conseil municipal du 27 octobre 2021, autorisant la Communauté d'Agglomération Pays Foix Varilhes à achever la procédure,
- le projet d'aménagement et de développement durables tel qu'il est annexé à la présente délibération et la présentation qui en a été faite ci-dessus,
- la note explicative de synthèse adressée aux membres du conseil municipal en même temps que la convocation individuelle, conformément à l'article 4 du règlement intérieur du conseil municipal

CONSIDERANT :

- que le projet d'aménagement et de développement durables définit conformément à l'article L.151-5 du code de l'urbanisme :
  - 1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
  - 2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune. Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.
- que deux débats sur les orientations générales du PADD sont intervenus les 23 février 2016 et 2 juillet 2018 en Conseil municipal. Depuis cette date, les modifications des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain suite à l'actualisation de l'analyse de la consommation des espaces naturels agricoles et forestiers, l'évolution de l'échéance du PLU, et enfin la modification du projet d'aménagement suite à un changement de municipalité intervenu en 2020 sont les motifs pour lesquels un nouveau débat du PADD est nécessaire.
- Que le diagnostic du territoire de la commune et la démarche de concertation engagée ont permis de dégager des enjeux sur la base desquels le PADD va se fonder,
- Que les orientations générales du PADD du futur PLU s'articulent autour de 6 orientations :

- 1 - la protection du patrimoine naturel et la gestion des risques,
- 2 - la préservation des espaces agricoles,
- 3 - la préservation et la mise en valeur du patrimoine bâti et paysager,
- 4 - le développement urbain maîtrisé et harmonieux de la commune,
- 5 - le développement économique (industrie ; artisanat ; commerce)
- 6 - l'amélioration du cadre de vie et la prise en compte des enjeux mobilités-transport et climatiques

Au terme des échanges, le CONSEIL MUNICIPAL de Verniolle :



Article 1<sup>er</sup> : DONNE ACTE de la présentation des orientations générales du PADD puis de la tenue, en séance plénière, d'un débat sur les orientations générales du PADD du plan local d'urbanisme de Verniolle en application de l'article L.153-12 du code de l'urbanisme ;

Article 2 : DIT que le PADD dont il a été débattu est annexé aux présentes ;

Article 3 : DIT que la tenue du débat est formalisée par la présente délibération.

Pour extrait conforme au registre,  
Le Maire,  
Annie BOUBY



acte certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de sa publication le ....., de sa notification le ..... et de sa transmission en Préfecture le.....

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai

**ANNEXE 4 : TRANSFERT DE COMPETENCE PLU A LA  
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PAYS FOIX  
VARILHES**



MAIRIE de VERNIOLLE

Verniolle, le 13 juillet 2021

Monsieur Dominique DELBOS  
ADRET Environnement  
26 rue de Chaussas  
31200 Toulouse

Objet : transfert de la compétence PLU

Monsieur,

Je tiens à porter à votre connaissance le transfert de la compétence PLU à la communauté d'agglomération Pays Foix Varilhes depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021.

Conformément à l'article 5211-17 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la communauté d'agglomération Pays Foix Varilhes se substitue à la commune de Verniolle au marché d'études pour l'élaboration du PLU conclu le 26/02/2021 avec votre bureau d'études. À ce titre, « les contrats transférés sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties ».

Comme prévu par les différentes dispositions du CGCT, « la substitution de personne morale aux contrats conclus par les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant ». La seule exigence procédurale est d'informer les cocontractants de cette substitution : c'est l'objet du présent courrier.

Il se peut que la communauté d'agglomération vous propose de conclure un avenant pour formaliser la substitution et en préciser les modalités.

Je ne manquerai pas de revenir vers vous pour préciser les nouvelles modalités de collaboration pour la poursuite des études.

Je vous communique les coordonnées de la communauté d'agglomération Pays Foix Varilhes :

- Adresse : 1A, avenue du général de Gaulle - 09000 FOIX
- Téléphone : 05 34 09 09 30
- Interlocuteur : M. Cyrille JACOB (c. [jacob@agglo-pfv.fr](mailto:jacob@agglo-pfv.fr))

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire  
Annie BOUBY





**ANNEXE 5 : DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL PRESENTANT LE  
PLU AVANT ARRET**



Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

009-210903324-20230710-2023182-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/07/2023

Publication : 13/07/2023

## COMMUNE DE VERNIOLLE EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 10 JUILLET 2023

Délibération n° 2023-55		
Nombre de membres afférents au conseil : 19	Nombre de membres en exercice : 19	Date d'affichage de la convocation : 6 juillet 2023
TOTAL VOTANTS : = 13 Conseillers présents + 5 Représentés - 0 Non participation		
TOTAL VOIX EXPRIMEES : Pour : 18 + Contre : 0		Abstention : 0

Par suite d'une convocation en date du 6 juillet 2023, les membres composant le Conseil municipal de Verniolle se sont réunis à la mairie, place de la République à Verniolle le lundi 10 juillet 2023 à 18h30 sous la présidence de Mme Annie BOUBY, maire,

ETAIENT PRESENTS AU DEBUT DE LA SEANCE : BOUBY Annie, DUPUY Didier, ROUBY Bernard, ROGGERO Gérard, PAULY Geneviève, PERRON Sylvie, EYCHENNE Hervé, LOZANO Karine, AUTHIÉ Nathalie, SANCHEZ Emmanuelle, MUÑOZ Cédric,  
Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L.2121-17 du Code général des collectivités territoriales.

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR : A l'ouverture de la Séance, Mme la Présidente a déposé sur le Bureau de l'Assemblée les pouvoirs écrits de voter en leur nom, donnés par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, à l'un de leurs collègues, en exécution de l'article L 2121.20 du Code Général des Collectivités Territoriales : Sylvie BERGES a donné pouvoir à Bernard ROUBY, Jean-Marc TREFEL a donné pouvoir à Annie BOUBY, Karim GHILACI a donné pouvoir à Gérard ROGGERO ; Jérémy DUCAROUGE a donné pouvoir à Geneviève PAULY ; Numen MUÑOZ a donné pouvoir à Cédric MUÑOZ

ARRIVEES EN COURS DE SEANCE : DEJEAN Aurélie à 18h35 (pendant l'examen du rapport n°1 de l'ordre du jour - délibération n°2023-42) ; DUFRESSE Audrey à 18h44 (pendant l'examen du rapport n°4 de l'ordre du jour - délibération n°2023-45) ;

ABSENT : RAMOS Patrick,

Madame le maire ayant ouvert la séance et fait l'appel nominal, il a été procédé, en conformité avec l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil. Monsieur Bernard ROUBY est désigné pour remplir cette fonction.

### RAPPORT N° 14 : PRESENTATION DU PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME DE VERNIOLLE AVANT ARRET - AVIS

Madame Annie BOUBY, Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames  
Messieurs,

La procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme de Verniolle initiée par délibération du 15 décembre 2015 arrive enfin au stade de l'arrêt du projet.

La caducité du plan d'occupation des sols au 27 mars 2017, la lenteur du bureau d'études chargé de produire les différents documents composant le plan local d'urbanisme ont conduit la nouvelle équipe municipale à résilier amiablement le marché d'études pour poursuivre la procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme

avec l'agence d'urbanisme Adret Environnement en vue de disposer d'un document d'urbanisme de portée stratégique et réglementaire qui traduit son propre projet de territoire.

Au 1<sup>er</sup> juillet 2021, l'Agglo Foix Varilhes s'est vu transférer la compétence de l'élaboration des documents d'urbanisme. Par délibération du 27 octobre 2021, le conseil municipal a autorisé la communauté d'agglomération Pays Foix Varilhes à poursuivre la procédure d'élaboration du PLU de Verniolle.

Le PLU apporte des réponses adaptées aux enjeux soulevés à travers les principales pièces qui le composent (PADD, OAP, zonage, règlement écrit), dans le respect des dispositions réglementaires et légales qui s'imposent : lois Grenelle, ALUR, PLH, Climat et Résilience etc...et en cohérence avec les politiques conduites à l'échelle du schéma de cohérence territoriale de la vallée de l'Ariège.

Vous avez été destinataires le 21 juin dernier de l'ensemble du dossier comprenant :

- un rapport de présentation
- le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)
- les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)
- le règlement graphique
- le règlement écrit
- des annexes

Ce dossier est également consultable en mairie. Une réunion publique sera organisée le 13 septembre prochain à destination des habitants. Cette réunion aura notamment pour objet de présenter la traduction réglementaire des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et des OAP.

Même si la communauté d'agglomération est devenue le maître d'ouvrage dans la procédure d'élaboration du PLU de Verniolle puisque, juridiquement, elle prend le relais pour les actes de procédure, je souhaite que l'assemblée municipale émette un avis sur ce document qui porte sur le développement de notre commune.

J'ai donc l'honneur, mes Chers Collègues, si les conclusions de ce rapport recueillent votre accord, de vous demander de bien vouloir :

- émettre un avis consultatif sur le projet de plan local d'urbanisme communal préalablement à son arrêt par le conseil communautaire

Madame le Maire présente à l'assemblée Monsieur DELBOS de l'agence ADRET Environnement chargé d'élaborer le PLU et invite ce dernier à développer les principaux axes d'aménagement et de développement de la commune. Ceux-ci s'articulent autour de :

- 1 - la protection du patrimoine naturel et la gestion des risques
- 2 - la protection des espaces agricoles
- 3 - la préservation et la mise en valeur du patrimoine bâti et paysager
- 4 - le développement urbain maîtrisé et harmonieux de la commune
- 5 - le développement économique (industrie, artisanat, commerce)
- 6 - l'amélioration du cadre de vie et la prise en compte des enjeux mobilité-transports et climatiques

L'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation est intrinsèquement liée à la mise en conformité de la station d'épuration. Le SMDEA s'est engagé à construire une nouvelle station d'épuration dont la mise en service est programmée pour l'année 2026.

M. DELBOS aborde ensuite les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) sectorielles. Elles exposent la manière dont la commune souhaite valoriser ou aménager certains quartiers ou secteurs à enjeux dans le respect du PADD.

A la suite de cet exposé, M. DUPUY souhaite des précisions sur l'articulation de l'ouverture à l'urbanisation des zones AU.

Mme DEJEAN s'interroge sur le caractère définitif du projet de PLU qui vient d'être présenté. M. DELBOS met l'accent sur la nature d'avant-projet du dossier qui doit recevoir les remarques des personnes publiques associées (la Préfecture (représentant les services déconcentrés de l'Etat), la Région, le Département, le syndicat mixte du SCOT, la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre des Métiers, la Chambre d'Agriculture, et l'Agglo Foix Varilhes). Une réunion publique se tiendra en septembre dans le cadre de la concertation obligatoire avec la population. Au regard de la procédure, l'arrêt du projet de PLU par l'Agglo devrait intervenir au dernier trimestre de l'année concomitamment à l'arrêt du bilan de la concertation. Puis l'ensemble des Personnes publiques associées auront un délai de 3 mois pour faire leurs observations. Ensuite une enquête publique se déroulera pendant un mois au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2024 à la suite de laquelle l'Agglo approuvera le PLU après examen du rapport établi par le commissaire-enquêteur.

M. DUPUY rappelle que le PLU a une durée de vie de 10 ans environ, durée variable en fonction des évolutions législatives. Ce document n'est pas figé et peut faire l'objet de modification ou révision simplifiées afin de s'adapter aux besoins dictés par l'intérêt général.

M. ROUBY fait le constat des nombreuses contraintes à l'urbanisation dans certains secteurs (protection des moraines notamment).

Avant d'ouvrir le débat, l'assemblée remercie M. DELBOS pour la clarté de son intervention. Ce dernier quitte ensuite la séance.

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

##### VU :

- la délibération du conseil municipal du 15 décembre 2015 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme de Verniolle,
- la délibération du conseil municipal du 27 octobre 2021, autorisant la Communauté d'Agglomération Pays Foix Varilhes à achever la procédure,
- le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable tenu en séance du conseil municipal du 8 septembre 2022
- le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable tenu en séance du conseil communautaire du 21 septembre 2022
- le dossier complet du projet de PLU avant arrêt télétransmis aux élus le 21 juin 2023
- la note explicative de synthèse adressée aux membres du conseil municipal en même temps que la convocation individuelle, conformément à l'article 4 du règlement intérieur du conseil municipal




##### CONSIDERANT :

- que la compétence en matière de plan local d'urbanisme est exercée depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021 par la communauté d'agglomération Pays Foix Varilhes
- que par délibération du 27 octobre 2021, le conseil municipal de Verniolle a autorisé la Communauté d'agglomération Pays Foix Varilhes à achever la procédure d'élaboration de son PLU,
- qu'en application de l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales, « les décisions du conseil d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette commune ».

APRES EN AVOIR DELIBERE,  
VOTE : Pour : 18 - Contre : 0 - Abstention : 0

Article unique : Emet un AVIS FAVORABLE au projet de plan local d'urbanisme de la commune de Verniolle tel que présenté avant son arrêt par la communauté d'agglomération



<p>Le Maire Annie BOUBY</p>  	<p>Le secrétaire de séance Bernard ROUBY</p> 
---	--

Acte certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de sa publication le .....,  
de sa notification le.....et de sa transmission en Préfecture le.....

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai

## **ANNEXE 6 : ARRETE DE CLOTURE DE LA CONCERTATION**



## Arrêté portant clôture de la concertation dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme de Verniolle

Le président de L'agglo Foix-Varilhes,

Vu les dispositions des articles L.103-2 et suivants du code de l'urbanisme ;

Vu l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil municipal de Verniolle en date du 15 décembre 2015, relative à l'ouverture de la concertation réglementaire de la procédure d'élaboration de son plan local d'urbanisme et définissant les modalités de la concertation ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2021 portant modification des statuts et actant le transfert de plein droit de la compétence PLU, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale figurant au titre des compétences obligatoires en application de l'article L5216-5 du code général des collectivités territoriales, au 1er juillet 2021 à L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil municipal de Verniolle en date du 27 octobre 2021 sollicitant la poursuite de la procédure d'élaboration du PLU de Verniolle, auprès de l'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 10 novembre 2021 relative à la poursuite par la communauté d'agglomération des procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux engagées avant le transfert de compétence, notamment pour l'élaboration du plan local d'urbanisme de Verniolle ;

Considérant que la phase de concertation a pour objet de porter à la connaissance du public les orientations d'aménagement et de développement du projet de plan local d'urbanisme et de mettre en mesure le public d'exprimer ses attentes et préoccupations et de présenter des observations ou propositions ;

Considérant que la date de clôture de la concertation doit être portée à la connaissance du public ;

### ARRÊTE

**Article 1 :** La concertation ouverte conformément à la délibération du 15 décembre 2015 précitée sera clôturée au **19 octobre 2023 à 12h00**.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la commune de Verniolle et de L'agglo Foix Varilhes.

**Article 3 :** Le directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision.

**Article 4 :** Une copie du présent arrêté sera adressée à madame Le Maire de Verniolle.

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

A Foix le 11 octobre 2023,

Pour extrait conforme

Le Président,

Thomas Fromentin



*Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

### ANNEXE 7 : INFORMATION DU PUBLIC

**LE MAS-D'AZIL**

• **Pompes Funèbres E. Focas** 05 61 69 22 02 - 05 61 69 23 20  
Chambre funéraire, 11 rue des Saules et après mise en bière. Organisation d'obsèques. Adresses funéraires, 7171, Marbrerie, Toulouze - 05 61 69 22 02 - 05 61 69 23 20.

**MAZERES**

• **Pompes Funèbres Sannac** 05 61 69 22 02  
Organisation complète d'obsèques, chambre funéraire, transport de corps avant et après mise en bière. Contrôle obsèques, Chemin de Tournou, 05270 Mazerès - Permanence 7/7 24 h/24 - 05 61 69 22 02.

**PAMIERES**

• **Pompes Funèbres Jérôme**  
Organisation complète d'obsèques, après toutes chambres funéraires. Transport de corps avant et après mise en bière. Contrôle obsèques, 10230 Pamiers, Permanence 7/7 24 h/24 - 05 61 69 22 02.

• **Pompes Funèbres Marbrerie Legoux** 05 61 69 22 02  
Moyens funéraires, Organisation d'obsèques, transports de corps avant et après mise en bière, Contrôle obsèques, Marbrerie, Entretien sépultures, Souvernes, 3, rue R-Soule - Permanences 14 7/24, 7/7 - 05 61 69 22 02.

• **Pompes Funèbres Sannac** 05 61 69 22 02  
Organisation complète d'obsèques, chambre funéraire, Transports de corps avant et après mise en bière. Contrôle obsèques, 9 route de Mirepech, 08 100 Pamiers, Permanence 7/7 24 h/24 - 05 61 69 22 02.

**SEIX**

• **Pompes Funèbres Rivas** 05 61 69 22 02  
Transport de corps, Organisation complète d'obsèques, Possibilité chambre funéraire. Travaux d'entretien administratif. Seix, 05 61 69 22 02 - Maserat 05 61 69 22 02.

**SAINT-GIRONS**

• **Pompes Funèbres Roger Boncompagni** 05 61 69 22 02  
Transport de corps avant et après mise en bière, Organisation complète d'obsèques, Chambre funéraire, Contrôle obsèques, marbrerie et armoire - 05 34 14 32 25 - Fax: 05 34 14 32 26.

• **Pompes Funèbres du Couserans - Damien Souquet** 05 61 69 22 02  
Chambre funéraire, Organisation complète d'obsèques, Transport de corps avant après mise en bière, en France et étranger, Articles funéraires, Marbrerie, Contrôle obsèques, Permanences 24h/24 et 7/7, 20 bis, Allée Pierre-Séverin - 05 61 69 22 02 - 05 31 11 05 06.

• **Pompes Funèbres JMC Gaminetti** 05 61 69 22 02  
Organisation complète d'obsèques, chambre funéraire, Transport de corps avant et après mise en bière, Contrôle obsèques, Articles funéraires, marbrerie, gravure - 05 61 69 22 02 - 05 61 69 22 02.

**TARASCON**

• **P.F. Haut-Arlège • P.F. Alcaniz-Fournis Hauts-Arlège** 05 61 69 22 02  
Organisation complète des obsèques, chambre funéraire, transport de corps avant et après mise en bière, Contrôle obsèques, Articles funéraires, marbrerie, gravure - 05 61 69 22 02 - 05 61 69 22 02.

**VARILLES**

• **Funérailles** 05 61 69 22 02  
Organisation complète des obsèques, transport de corps avant et après mise en bière toutes destinations. Articles funéraires, marbrerie, Entretien sépulture, Chambre funéraire à Fax: 2A, Petit-Fac, hameau de Saint-Faust-de-Juria, Permanence 7/7 24 h/24 - 05 61 69 22 02.

• **Pompes Funèbres Sannac**  
Organisation complète d'obsèques, chambre funéraire, Transport de corps avant et après mise en bière. Contrôle obsèques, 7, avenue Louis-Saint, Permanence 7/7 24 h/24 - 05 61 69 22 02.

**PARTICULIERS, pour transmettre vos carnets : 7 jours sur 7**  
- Tél. (n° Azur, prix d'un appel local) : 0 810 815 800 (14h/19h)  
- Fax: 05 67 50 64 27 (appel en 05)  
- Adresse mail: service.consoms@ladepeche.fr  
- Par courrier: Carrels de La Dépêche du Midi  
Avenue Jean-Baylet - 31095 Toulouse Cedex 9  
Pour tous renseignements : 05 66 11 37 77 (14h/19h)

**SAVERDUN**

Mme Marie-Germaine BOUSQUIE, son épouse ; M. Denis BOUSQUIE, son fils, Sandrine, son épouse et leurs filles, Eve et Clotilde ; Mme Agnès BOUSQUIE-CAUVILLE, sa fille, Francis, son épouse et leurs filles, Anais et Jeanne ; Mme Vve RAYMOND, sa sœur et sa famille ; Mme Vve MAILLER, sa sœur et sa famille ; Mme Vve SALVÈRES, sa sœur et sa famille ; Mme FERRADOLI, sa sœur et sa famille ; les familles MOZIÈRES, BERDEL, DELPECH et CABRIOL, ont le plaisir de vous faire part du décès de

**Monsieur François BOUSQUIE** DR "Filo", survenu le dimanche 27 décembre 2023, à l'âge de 84 ans. La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 30 décembre 2023, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Saverdun, suivie de l'inhumation au cimetière du champs de Mars. Le présent avis tient lieu de faire-part.

S'inscrire : FF Sannac, Pompes Funèbres Sannac, 11 rue des Saules, 31200 Toulouse.

**Simone ANEL**

survenue à l'âge de 86 ans. Les obsèques religieuses seront célébrées le mercredi 30 décembre 2023, à 15 heures, en l'église des Baudis, suivies de l'inhumation au cimetière. Adresse du deuil: Chambre Funéraire du Couserans Damien Souquet Allée Pierre Séverin 08200 Saint-Girons.

Le présent avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

S'inscrire : FF du Couserans, Chambre Funéraire Saint-Girons, 101, avenue de la Poste.

sera célébrée le mercredi 30 décembre 2023, à 10 h 30, en l'église de Campagne-sur-Arize, suivie des remerciements au cimetière de la même commune.

Si les hommes pensaient à partir quel-quefois. Qu'il nous faut deux mourir, et que même les fros. Ne peuvent aller de la mort à la puis-sance. Ils pensent-ils en leur cœur un peu de patience.

Pierre DE RONSAARD (1924-1981).

**JULES FRANCS** après la publication du présent avis.

LES obsèques religieuses auront lieu le mercredi 14 novembre 2023, à 10 heures, en l'église de CALAN, diocèse de Toulouse. Le présent avis tient lieu de faire-part.

**AVIS PUBLICS**

**AVIS AU PUBLIC**

**Maire de la Tour-du-Crieu**

Préscription de la révision du Plan local d'Urbanisme

Par délibération en date du 15 décembre 2023, le conseil municipal de la Tour du Crieu a décidé de prescrire la révision du Plan local d'Urbanisme (PLU) en conformité avec les dispositions de la loi Grenelle II et les dispositions du Schéma de Cohésion Territoriale de la vallée de l'Arage (SCoT) l'Université de Toulouse commu-nale.

Cette délibération est consultable en mairie de la Tour du Crieu et peut être consultée sur le site de la commune. Elle sera affichée en mairie pendant un mois.

**AVIS AU PUBLIC**

**COMMUNE DE VERNIOLLE**

Préscription de la révision du plan d'occupation des sols (POS) transformatrice en plan local d'urbanisme

Par délibération en date du 15 décembre 2023, le conseil municipal de VERNIOLLE (Ariège) a décidé de prescrire la révision du plan d'oc-pu-sion des sols (POS) transformatrice en plan local d'urbanisme (PLU) en conformité avec les dispositions de la loi Grenelle II et les dispositions du Schéma de Cohésion Territoriale de la vallée de l'Arage (SCoT) l'Université de Toulouse commu-nale.

Cette délibération est consultable en mairie de Verniolle aux jours et heures d'ouverture habi-tuels. Mention de cette décision sera affichée en mairie pendant un mois.

**Je passe ma petite annonce dans LA DEPECHE LADEPECHE.fr**

Par téléphone : N° Indigo 08 20 8218 27 (0,29 € TTC / MN)

Règlement CB  
Lundi au Jeudi : 8h30/18h30  
Vendredi - Samedi : 9h/17h30

Par internet : [www.ladepeche.fr](http://www.ladepeche.fr)  
Règlement CB  
24h/24

Par courrier : O2 Pub Annonces Classées  
7, rue Roger Camboulives  
31100 TOULOUSE  
Règlement Chèque à l'ordre : Occitane de Publicité

**AVIS AU PUBLIC**

**Mise à jour des marchés publics en temps réel sur le site de : [ladepeche-marchespublics.fr](http://ladepeche-marchespublics.fr)**

**CONTRÔLE DE LÉGALITÉ**

**PUBLICITÉ DES DÉCISIONS PRISES RELATIVES AU P.L.U**

**Commune : VERNIOLLE**

ETAPES	NATURE DE L'ACTE	DATE	PARUTION PRESSE (titre du journal et date)	DATE D'AFFICHAGE EN MAIRIE
Prescription de la révision du POS en PLU	Délibération du conseil municipal de Verniolle	15/12/15	LA DEPECHE DU MIDI EDITION ARIEGE 29/12/2015	24/12/2015

Fait le 17.03.2016

Signature du Maire

Le Maire,  
Numen MUÑOZ



2, RUE DE LA PRÉFECTURE – PRÉFET CLAUDE ERIGNAC - B.P. 40087 – 09007 FOIX CEDEX  
STANDARD 05.61.02.10.00 - TÉLÉCOPIE 05.61.02.74.82 - SITE INTERNET : <http://WWW.ariège.pref.gouv.fr>

**VERNIOLLE**  
"Un Village où il fait Bon Vivre"

Actualités - Informations - Mes démarches - La Mairie - Vivre à Verniolle - Contact - Recherche par Thème

Accueil - Bienvenue - Consulter le PLU

## Consulter le PLU

La révision du PLU est engagée  
Un registre est ouvert à cet effet à la mairie et peut être consulté et annoté par la population.  
La délibération du conseil municipal du 15/12/2015 qui définit les objectifs et les modalités de la concertation avec la population ainsi que les développements sont à consulter ci-dessous :

## Les articles du PLU

Pour consulter un article : cliquer sur le nom.

- 01-Délibération 2015-112 - prescription de la révision du POS en PLU
- 02- RAPPORT DE PRESENTATION PLU VERNIOLLE (mis en ligne le 28/09/2022)
- 03-PADD Verniolle débattu en conseil municipal le 18/02/2016
- 3.1- Délibération 2016-08 du 23/02/2016 - débat sur le PADD
- 04- PADD Verniolle débattu en conseil municipal le 02/07/2018
- 4.1- Délibération 2018-46 du 02/07/2018 - débat sur le PADD
- 05- PADD Verniolle débattu en conseil municipal le 08/09/2022 (mis en ligne le 28/09/2022)
- 5.1- Délibération 2022-50 du 08/09/2022 - débat sur le PADD

Dossier de concertation PLU Verniolle avant arrêté :

- 2- RAPPORT DE PRESENTATION\_PLU VERNIOLLE
- 3.1 PADD PLU VERNIOLLE\_v9
- 3.2 OAP PLU VERNIOLLE\_v9
- 4.1 PLAN DE ZONAGE PLU VERNIOLLE
- 4.2 RÈGLEMENT PLU VERNIOLLE\_v2
- 4.3 REGLEMENT DU PAZ ESCOUBETOU
- 5.1.1.1 Notice AEP PLU VERNIOLLE
- 5.1.1.2 PLAN AEP PLU VERNIOLLE
- 5.1.2.1 Notice ASSAINISSEMENT PLU VERNIOLLE\_ARRET
- 5.1.2.2 PLAN ASSAINISSEMENT COLLECTIF PLU VERNIOLLE
- 5.1.3 Notice ORDURES MENAGERES PLU VERNIOLLE
- 5.2.1 LISTE SUP PLU VERNIOLLE
- 5.2.2 PLAN DES SERVITUDES\_PLU VERNIOLLE
- 5.3.1 PLAN PPR PLU VERNIOLLE
- 5.3.2 PPR VERNIOLLE\_reglement
- 5.4 CAHIER RECOMMANDATIONS NATURE EN VILLE PLU VERNIOLLE
- 5.5.1.- ZNIEFF Type 1 bosquets de las Garros et aérodrome Parniers les Pujols
- 5.5.2.- ZNIEFF Type 2 Basse plaine Ariège et Hers
- 5.6 CAHIER RECOMMANDATIONS BIOCLIMATISME PLU VERNIOLLE
- 5.7 AP 01-07-2016 carrière BGO Vanhès-Verniolle
- 5.8 ARRETE PREFECTORAL INFRASTRUCTURES SONORES\_PLU VERNIOLLE
- 5.9- ARRETE PREFECTORAL LUTTE CONTRE LES AMBROISIES\_PLU VERNIOLLE

Article mis à jour le 22.06.2023

Contact  
Formulaire de contact

Agenda

Suivez-nous !

Verniolle, notre village  
967 followers

Réunion Publique autour du PLU  
Mercredi 13 Septembre à 18h30 au Foyer Rural

Verniolle, notre village  
1 122 followers · 8 septembre  
(DECHETS FORTS)  
La déchèterie de Verniolle sera fermée ce vendredi 8 septembre jusqu'à mardi 9 septembre. Merci de votre compréhension.

Verniolle, notre village  
11 428 abonnés

Soyez attentifs si vous pratiquez

n°11

# LA FEUILLE D'AULNE

## SPECIAL PLU

Lettre d'Information du Plan Local d'Urbanisme

Août 2023



Sommaire

Protection du patrimoine naturel et la gestion des risques

La protection des espaces agricoles

La préservation et la mise en valeur du patrimoine bâti et paysager

Le développement urbain maîtrisé et harmonieux de la commune

Le développement économique ( Industrie, Artisanat, Commerces)

L'amélioration du cadre de vie et la prise en compte des enjeux mobilité-  
transports et climatique

## Réunion publique

**MERCREDI 13 SEPTEMBRE**

à 18h30 au Foyer Rural

## Editorial

La municipalité de Verniolle a fait le choix dès 2020, comme elle s'y était engagée de reprendre le Plan Local d'Urbanisme et de l'amener à son terme, même si la communauté d'agglomération prenait peu de temps après la compétence PLU. Pourquoi ?

- Pour avoir une connaissance approfondie et partagée des différents atouts de la commune traduits dans un diagnostic complet sur le plan de l'agriculture, de l'économie de l'habitat groupé ou dispersé, du vivre ensemble dans la commune...
- Pour envisager à partir de là une extension équilibrée et raisonnée de la commune en tenant compte de tous les paramètres.
- Pour sortir d'un règlement national d'urbanisme qui ne permet pas d'avoir une vision globale et objective du développement de la commune et ne tient pas compte de tous les paramètres cités.
- Pour être accompagné par un cabinet d'étude neutre qui se pencherait exclusivement et objectivement sur notre commune.

Bien sûr, le PLU de Verniolle sera ensuite intégré au PLUI-H de la communauté d'agglomération. Comme le PLUI-H, il devra répondre à des exigences extérieures que sont les règlements en matière d'urbanisme dictés par l'Etat, la loi Climat et Résilience, la région Occitanie (SRADDET), le SCOT (schéma de Cohérence territoriale) et le PLUI-H lui-même.

Une fois toutes ces exigences posées, les élus ne sont pas seuls pour définir leur vision de la commune. Des personnes publiques associées (PPA) sont consultées et donnent leurs avis sur les différents sujets les concernant : la DDT (direction départementale des territoires) les chambres consulaires : la Chambre d'agriculture, la chambre de commerce et d'industrie, le SMDEA...

Les habitants sont consultés grâce à :

- Une réunion publique qui a eu lieu le 25/03/2016
- Un registre à la disposition des habitants en mairie,
- Une nouvelle réunion publique qui aura lieu le 13 septembre 2023 au foyer rural,
- Une enquête publique dont les dates ne sont pas encore fixées.

Editeur : Commune de Verniolle Place de la République 09340 Verniolle. Représentée par son maire : Annie Bouby.  
Directeur de la publication : Annie Bouby. Responsable de la rédaction : Audrey DUFRESSE. Dépôt administratif : archives départementales.  
Imprimé par nos soins et distribué par les membres du Conseil Municipal. Ne pas jeter sur la voie publique.

## Notre projet commun, notre territoire de demain

La commune de Verniolle a prescrit par délibération du 15 décembre 2015 l'élaboration de son plan local d'urbanisme. Ce document exprime le projet de la collectivité en matière d'aménagement du territoire et comprend les dispositions qui régiront demain l'occupation des sols.

Aujourd'hui, la commune de Verniolle est régie par les dispositions générales du Règlement National d'urbanisme depuis la caducité de son Plan d'occupation des sols intervenue le 27 mars 2017.

Suite au transfert de la compétence en matière d'élaboration des documents d'urbanisme intervenu en juillet 2021, la poursuite de l'élaboration du PLU de Verniolle a été confiée à l'Agglo Foix-Varilhes

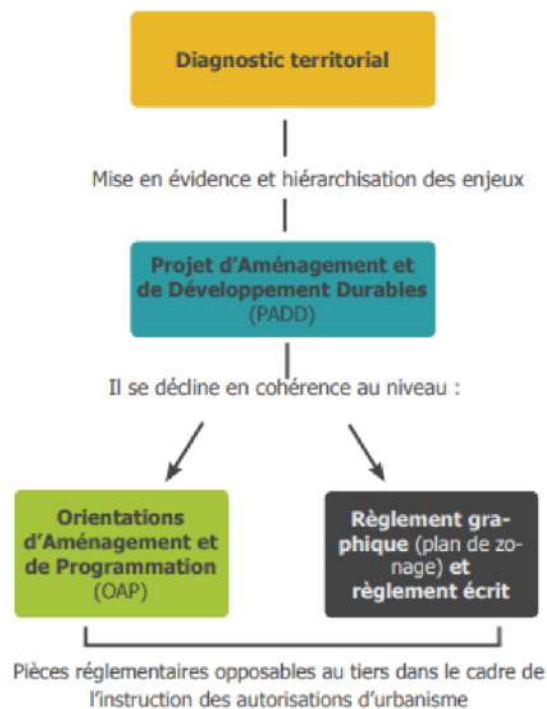
Le bureau d'études ADRET Environnement conduit les études depuis le début de l'année 2021.

Après une phase de travail consacrée au diagnostic territorial, la définition des enjeux et des orientations d'aménagement a été étudiée.

Ces orientations sont retranscrites dans une pièce du PLU, clef de voûte du document d'urbanisme : le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Expression du projet politique porté par les élus, il présente les orientations stratégiques en matière d'aménagement du territoire.

Les orientations choisies par les élus et traduites dans le PADD s'inscrivent dans un cadre législatif et réglementaire (loi Grenelle, loi ALUR, Loi Climat et Résilience...) et dans une logique supra-communautaire, notamment structurée par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Vallée de l'Ariège, document pivot pour dessiner notre PLU. C'est à partir du PADD que seront élaborées les pièces réglementaires (zonage, règlement écrit, orientations d'aménagement et de programmation) qui guideront, au quotidien, les projets économiques, d'habitat, de déplacements, de valorisation de l'environnement... L'élaboration de ces pièces réglementaires s'est déroulée sur l'année écoulée : 2022- 2023

Le conseil municipal a débattu dans sa séance du 8 septembre 2022 la définition des enjeux et des orientations d'aménagement de demain. Ce débat a également été tenu au sein du conseil communautaire de l'Agglo Foix Varilhes le 21 septembre 2022. Le projet est maintenant prêt à être arrêté, avant la phase de consultation des PPA (Personnes publiques associées) et l'enquête publique.





## I- LA PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL ET LA GESTION DES RISQUES

Le milieu naturel de la commune de VERNIOLLE revêt une surface réduite (hors prés et pacages, les landes et les bois ne couvrent que 8% de la superficie de la commune) mais cette relative indigence est compensée par sa qualité, reconnue à travers la présence de deux ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique) : 1 ZNIEFF de type I (Bosquets de Las Garros à La Pradasse et aérodrome de Pamiers-les-Pujols), et 1 ZNIEFF de type II (Basse plaine de l'Ariège et de l'Hers). D'autre part, la commune est située à 0.6km à l'est de l'Ariège et à 4.2km à l'ouest de l'Hers vif, qui sont 2 cours d'eau faisant partie du site Natura 2000.

Le PLU comprend :

- **La préservation des principaux milieux naturels de la commune** : réservoir de biodiversité (Znieff des bosquets de Las Garros, hors aérodrome), et du pôle d'intérêt écologique (Znieff basse plaine de l'Ariège) : dans ces milieux naturels, des mesures réglementaires sont prises, notamment en termes d'occupations et utilisations du sol admises afin d'assurer leur protection. Préservation des principaux bois et des zones humides. Dans les tissus urbains et les extensions de l'urbanisation prévues dans le PLU, un cahier de recommandations en faveur de la Nature en ville est annexé au PLU pour favoriser la biodiversité ordinaire dans les jardins d'accompagnement du bâti.
- **La préservation des corridors écologiques de la trame bleue** (ruisseaux) identifiée par le schéma régional de cohérence écologique (SRCE).
- **La préservation des corridors écologiques à enjeu local de la trame verte.**
- **La préservation des haies et alignements remarquables, des ripisylves et des arbres isolés remarquables.**
- **La préservation des haies structurantes** (hors peuplements purs de robiniers). La commune encourage le renforcement du réseau de haies existantes par des plantations complémentaires, notamment dans les enclaves naturelles insérées dans les tissus urbains, en concertation avec les propriétaires et acteurs concernés.
- **La préservation des zones humides, y compris les mares.**
- **La préservation / amélioration de la qualité des eaux du Crieu et des ruisseaux secondaires.** Cet objectif passe obligatoirement par une solution à apporter au traitement des eaux usées et leur rejet sur le Crieu : le SMDEA a opté pour la reconstruction d'une station d'épuration de Verniolle avec exutoire dans le Crieu
- **La prise en compte du Plan de Prévention des Risques Naturels**, dont le règlement s'impose au PLU de Verniolle.
- **La prise en compte des risques technologiques.**



## II- LA PROTECTION DES ESPACES AGRICOLES



La protection des espaces agricoles constitue un enjeu fort dans cette commune de la basse plaine de l'Ariège, caractérisée par des sols à bonnes potentialités agronomiques, largement valorisés par l'irrigation. (la surface agricole utilisée représente 72% du territoire communal). Il est donc primordial de maintenir l'activité agricole en passant par la préservation de ces espaces.

L'objectif consiste dans la pérennisation d'une zone agricole A fonctionnelle, notamment en limitant le plus possible le développement des mitages, et en prévoyant les extensions de l'urbanisation dans la continuité immédiate du bourg, sans toutefois interdire a priori les changements d'activité.



## III- LA PRÉSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE BÂTI ET PAYSAGER

Située au cœur de la plaine de l'Ariège, VERNIOLLE possède un patrimoine bâti et paysager qu'il convient de préserver. Le document prend en compte ces éléments par :

- **La préservation de la typicité urbaine du bourg ancien et des 2 hameaux historiques**
- **La préservation et valorisation du bâti patrimonial.** Création d'un secteur agricole à forte sensibilité paysagère entre le bourg et le ruisseau de la Galage. Réalisation d'un règlement visant à maintenir la typicité du bâti ancien dans le bourg et dans le terroir agricole.
- **La prise en compte du monument historique** (château de Fiches).
- **La protection du petit patrimoine bâti.**
- **La possibilité de changement de destination d'un nombre limité de bâtiments d'intérêt patrimonial,** situés dans le terroir agricole et qui ne sont pas susceptibles de compromettre l'activité agricole.
- **La protection paysagère des ripisylves** (notamment celle du Crieu), et des principaux bois (hors taillis de robiniers, qui présentent un caractère invasif dans le territoire communal).
- **La protection et amélioration de la nature en ville** (alignements et arbres isolés dans le bourg et le long de la RN20 ; plantations paysagères de la zone d'activité d'Escoubétou 2 dans le prolongement de celles réalisées dans Escoubétou 1 ; parcs d'accompagnement des châteaux et maisons de maître).



## IV- LE DÉVELOPPEMENT URBAIN MAÎTRISÉ ET HARMONIEUX DE LA COMMUNE

Située à environ 7Km au sud de Pamiers et 16 Km au nord de Foix, Verniolle est une commune de l'axe stratégique central du territoire SCOT. Elle constitue avec Varilhes, la porte d'entrée de la Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes, via l'échangeur Delta Sud.

L'urbanisation doit prendre en compte les prescriptions du SCOT, ainsi que la loi Climat et Résilience, adoptée en août 2021, qui impose pour les 10 prochaines années une consommation totale d'espace au plus égale à la moitié de celle observée sur les 10 années précédentes (soit 7 ha).

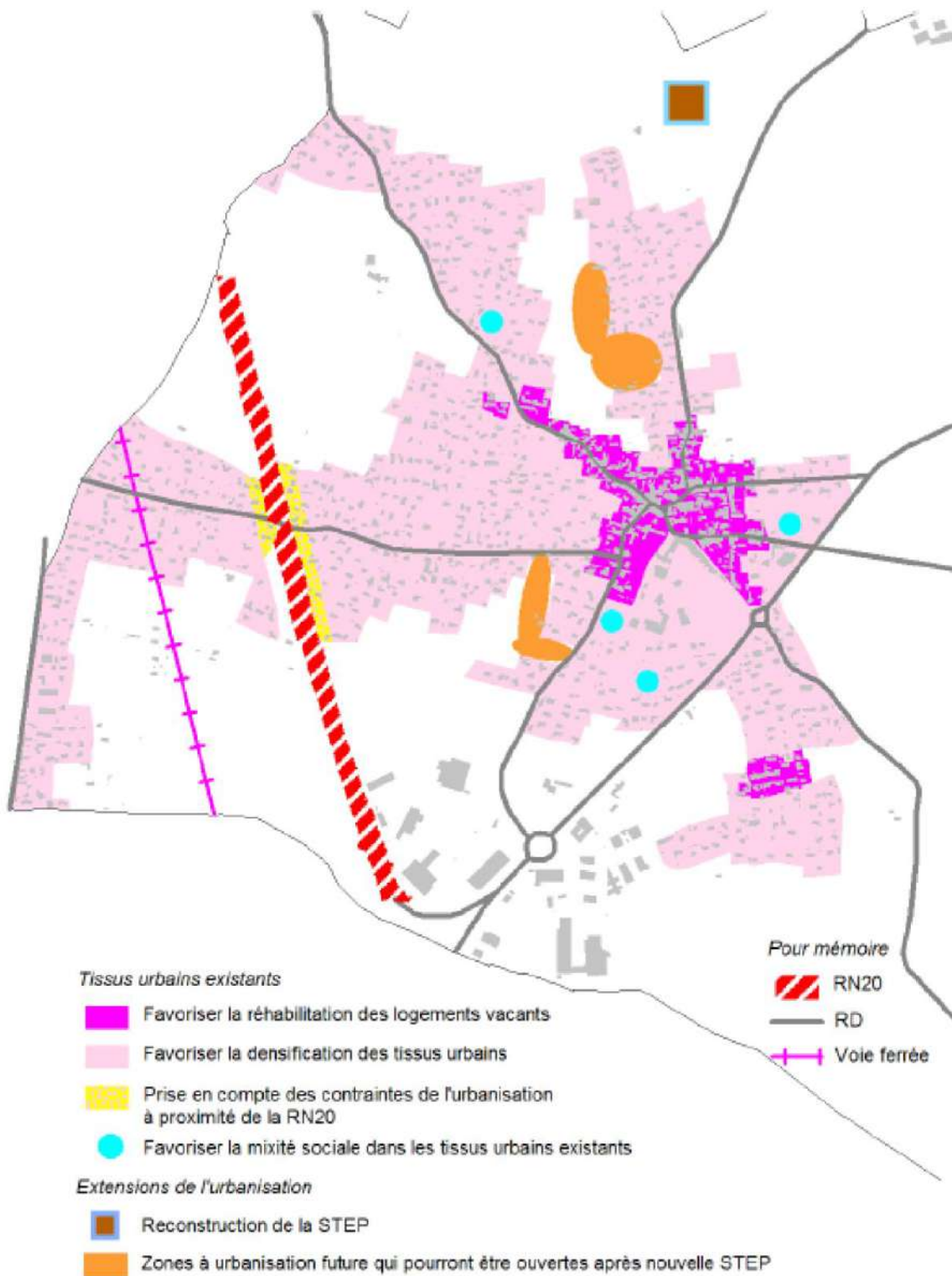
En dépit de la baisse démographique constatée ces dernières années, en partie liée à l'obsolescence de la station d'épuration (STEP) qui a pénalisé la dynamique du rythme de la construction résidentielle, la commune de Verniolle retient un objectif d'augmentation démographique de 0.7% par an, en cohérence avec la projection démographique du programme local de l'habitat (PLH). Cet objectif est justifié par l'attractivité économique de la commune (avec notamment la création récente de la zone d'activités Escoubétou 2), mais aussi par la situation géographique privilégiée de Verniolle, située dans l'axe stratégique central du périmètre du SCOT. En raison de la problématique de la STEP, dont la reconstruction pourrait être réalisée à moyen terme, la durée de vie du PLU est portée à 15 ans (2037). Les extensions de l'urbanisation prévues par le PLU respectent la loi Climat et Résilience en les encadrant sur la base d'une consommation d'espaces de l'ordre de 4Ha, programmés sur le moyen ou long terme. Ce faisant, la commune s'engage résolument dans une politique de développement raisonnable.

La commune s'inscrit dans une démarche volontaire visant à favoriser l'offre de logements locatifs, en mettant l'accent sur l'objectif d'équilibrer géographiquement cette offre entre le centre-bourg et sa périphérie, constatant qu'aujourd'hui cette offre est largement concentrée au niveau du coeur du village. L'urbanisation de la commune devra favoriser la centralité du bourg conformément au SCOT.

Le principe de la reconstruction de la STEP a été acté par le SMDEA, gestionnaire du réseau d'eaux usées. Dans l'attente de sa réalisation (prévue pour fin 2026), la totalité des zones à urbaniser de plus de 1 hectare seront fermées à l'urbanisation, ainsi que les dents creuses de 0.4 à 0.6ha desservies par le réseau d'assainissement collectif.

L'objectif de modération de consommation d'espaces agricoles et naturels, affiché par la commune consiste à augmenter la densité à 20 Logements/Ha en moyenne dans les zones à urbaniser et les grosses dents creuses conformément à la prescription du SCOT (P31), ce qui permettra d'augmenter la densité urbaine des trois quarts.





## LE DEVELOPPEMENT URBAIN MAITRISE ET HARMONIEUX

## V – LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (INDUSTRIE, ARTISANAT, COMMERCE)

Verniolle partage avec Varilhes le parc d'activités Delta Sud, un des pôles économiques les plus importants de la Basse Ariège, et qui s'inscrit dans les dynamiques économiques régionales (labellisé par la Région Occitanie Zones Economiques).

Les principales actions sont destinées à conforter le développement industriel (zone d'activités d'Escoubétou) et commercial (zone de Graussette) de Verniolle dans la continuité des préconisations portées par l'Opération de Revitalisation de Territoire : poursuite de l'observatoire du commerce ; inscription des conditions de développement du commerce dans le PLU, limitant et organisant les possibilités de développement commercial sur la périphérie ; modernisation et développement des activités existantes ; la zone commerciale de Graussette, même si elle manque un peu de dynamisme, est très bien positionnée, fait sens, et doit être maintenue.

Afin de pérenniser les activités commerciales existantes et limiter le développement de pôles commerciaux périphériques et intermédiaires, le PLU a identifié une zone de centralité commerciale dans le centre-bourg, dans laquelle le règlement interdira le changement de destination de commerces existants.

## VI – L'AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE ET LA PRISE EN COMPTE DES ENJEUX MOBILITE-TRANSPORTS ET CLIMATIQUES

Le développement urbain de VERNIOLLE est accompagné par un rééquilibrage portant sur la qualité de vie, la mobilité et les enjeux climatiques.

Politique de sécurisation des points durs de circulation (avenue de la Halte, avenue des Pyrénées, avenue du Plantaurel, avenue des monts d'Olmes, rue de Mounic...) par la création de ralentisseurs, la création de plateaux surélevés, l'aménagement d'accotements, la création de liaisons douces.

Sur la commune de Verniolle, le Plan Déplacements du SCOT porte principalement sur l'extension du service de bus avec la création de 2 arrêts : l'un à l'entrée de la zone d'activités Escoubetou et l'autre, en terminus, sur la place Adelin Moulis.

Création d'un parc photovoltaïque d'une puissance de 999 KwC sur une ancienne décharge communale.

Après les étapes de diagnostic et de construction des orientations stratégiques, il convient de procéder à la traduction opérationnelle du projet de PLU

### • Des orientations stratégiques aux dispositions réglementaires :

Le PLU a été imaginé comme un outil au service de l'aménagement durable et du développement équilibré de l'ensemble du territoire. Expression du projet politique porté par les élus, son objectif est de traduire un projet d'aménagement que portera la commune à l'échelle des 15 prochaines années.

La traduction opérationnelle du projet de PLU doit permettre la production des pièces réglementaires du PLU :

- le règlement graphique (plan de zonage),
- le règlement écrit
- les Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Ce sont ces pièces qui s'appliqueront au quotidien en matière d'instruction des autorisations d'urbanisme (permis,...). Ce travail de traduction réglementaire constitue la dernière étape d'élaboration du projet avant le 1er vote du conseil communautaire, programmé fin septembre 2023.

Au travers du règlement graphique, le PLU découpe le territoire en plusieurs types de zones : les zones urbaines «U», les zones à urbaniser «AU», les zones naturelles «N» et les zones agricoles «A». Ces zones sont ensuite déclinées en sous-secteurs afin de répondre aux spécificités du territoire.

Le règlement écrit fixe les règles applicables à l'intérieur de chaque zone et sous-secteur (les occupations et utilisations du sol, la hauteur et l'implantation des constructions,...).

Les orientations d'aménagement et de programmations (OAP) précisent les conditions d'aménagement de secteurs définis comme stratégiques au travers de dispositions relatives à la desserte, aux formes urbaines, à la préservation d'éléments paysagers,...

## LE ZONAGE : COMMENT CA MARCHE ?

Le plan de zonage divise le territoire en zones et sous-secteurs dans lesquels l'occupation des sols est soumise à des réglementations différentes, c'est-à-dire que chaque zone correspond à une entité particulière dans laquelle s'appliquent des règles propres à chacune. Il s'agit au travers du zonage de penser au développement du Saintois d'un point de vue global et non pas uniquement en termes de délimitation des zones constructibles ou non sur chaque commune. En effet, pour définir le zonage il est indispensable de prendre en compte la dimension intercommunale dans un esprit de cohérence. Ainsi dès son élaboration, il s'agit de s'interroger sur :

OÙ VONT POUVOIR S'INSTALLER LES SERVICES ET LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ?

QUELS SERONT LES ESPACES NATURELS ET LES ZONES AGRICOLES PRÉSERVÉES ?

OÙ VAIS-JE POUVOIR CONSTRUIRE ?

ZOOM SUR

## LES 4 CATÉGORIES DE ZONES

ZONE  
**U**

**Les zones urbaines** : ce sont les zones urbanisées dans lesquelles on retrouve par exemple les cœurs de villages, l'habitat pavillonnaire, l'habitat collectif, les grandes demeures ou châteaux, les hameaux, les équipements publics et commerces ou encore les zones d'activité économique.

ZONE  
**N**

**Les zones naturelles** : elles sont identifiées pour veiller à les préserver étant donné leur intérêt naturel ou paysager. Il s'agit par exemple des secteurs boisés, de jardins ou d'espaces de loisirs en extérieur.

ZONE  
**A**

**Les zones agricoles** : ce sont les zones relatives aux espaces agricoles à préserver et pouvant même revêtir des qualités paysagères importantes.

ZONE  
**AU**

**Les zones à urbaniser** : elles sont identifiées comme des zones de développement futur (plus d'informations en pages 6 et 7).

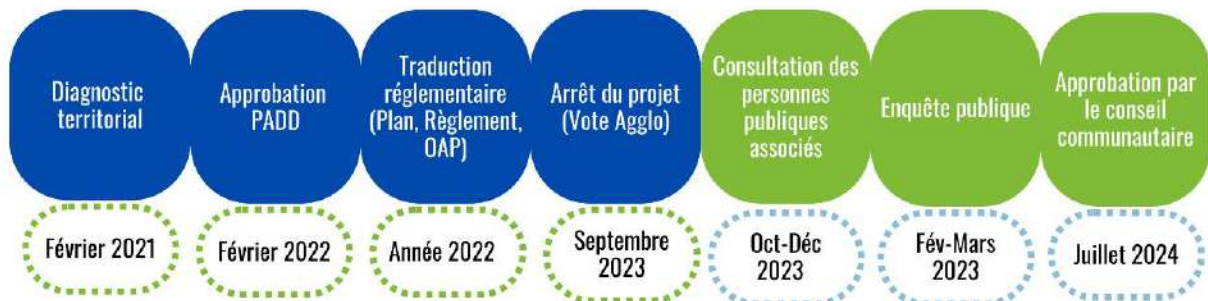
Ces 4 zones sont elles-mêmes découpées en sous-secteurs.

Où en sommes nous ?

Nous en sommes ici

### Concertation préalable

### Phase administrative



### Comment s'exprimer ?

- Un registre d'observation est disponible en mairie (envoi par courrier possible)
- Des réunions d'échanges et de concertation
- Une réunion publique s'est d'ores et déjà tenue sur le diagnostic territorial le 25 mars 2016.
- Une autre réunion se tiendra le 13 septembre 2023 au foyer rural. La possibilité pour les habitants et acteurs du territoire de formuler leurs observations, questions et contributions par courrier ou par mail à la Commune à l'attention de Madame le Maire :
  - par courrier – Mairie, place de la République 09340 Verniolle
  - par courriel – verniolle.mairie@wanadoo.fr
- Le maire et les élus sont et resteront également de véritables relais auprès desquels la population pourra recueillir des informations relatives au PLU.
- Le dossier d'avancement des études sur l'élaboration du PLU est consultable sur le site internet de la mairie : **verniole.fr/mes démarches/urbanisme/consulter le PLU**



Commune de Verniolle



L'agglo Foix Varilhes

## CLOTURE DE LA CONCERTATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE VERNIOLLE

Par délibération en date du 15 décembre 2015, le conseil municipal de Verniolle a décidé de prescrire l'élaboration du plan local d'urbanisme en définissant les modalités de concertation.

Suite au transfert à la communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes de la compétence « plan local d'urbanisme de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale » au 1<sup>er</sup> juillet 2021, le conseil municipal de Verniolle a sollicité L'agglo Foix-Varilhes pour la poursuite de la procédure d'élaboration de son plan local d'urbanisme (PLU).

L'arrêté en date du mercredi 11 octobre 2023 fixe la date de clôture de la concertation au **19 octobre 2023 à 12h00** afin de permettre à l'établissement public d'analyser et de prendre en compte l'ensemble des contributions du public, qui sera synthétisé dans le bilan de la concertation.

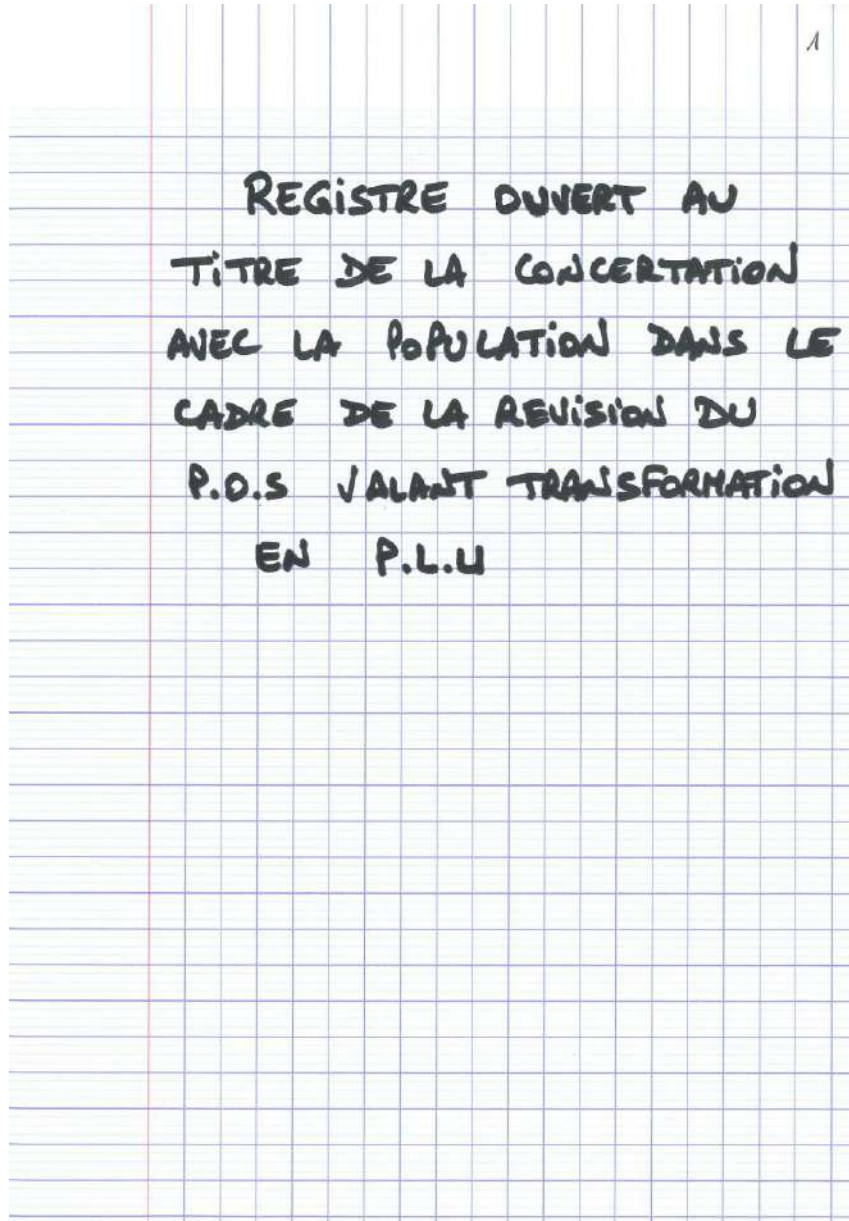
Avant la date de clôture, le public peut faire connaître ses observations dans un registre ouvert à cet effet à la mairie de Verniolle, place de la République à Verniolle. Il peut également les adresser par écrit à l'attention de Monsieur le Président de la communauté d'agglomération Pays Foix Varilhes sous couvert de Madame le Maire de Verniolle, Mairie, place de la République, 09340 Verniolle.

Les observations peuvent également se faire par courriel à l'adresse suivante : [verniolle.mairie@wanadoo.fr](mailto:verniolle.mairie@wanadoo.fr)

Par ailleurs toutes les informations relatives au déroulement de la concertation du PLU de Verniolle peuvent être consultées sur le site internet dédié : [www.verniolle.fr](http://www.verniolle.fr)

À l'issue de la concertation, les observations recueillies feront l'objet d'un bilan qui sera présenté au conseil communautaire et pourra être consulté par toute personne le désirant au siège de la communauté d'agglomération ainsi qu'en mairie de Verniolle et sur les sites internet [www.agglo-foix-varilhes.fr](http://www.agglo-foix-varilhes.fr) et [www.verniolle.fr](http://www.verniolle.fr)

## ANNEXE 8 : REGISTRE D'OBSERVATIONS ET COURRIERS

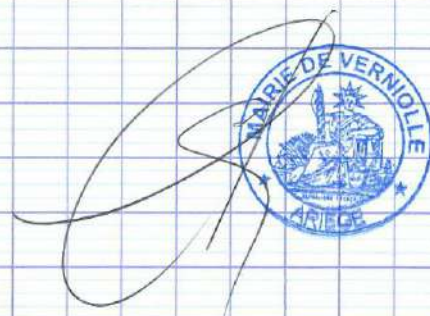




2

LE PRESENT REGISTRE  
CONTENANT 192 PAGES  
A ÉTÉ COTÉ ET PARAPHÉ  
PAR NOUS, NUMEN MUÑOZ,  
MAIRE DE VERNIOLLE

A Verniolle, le 4 JANVIER 2016




3

M<sup>me</sup> DELPONTE André desire voir  
mes 2 parcelles devenir construct.  
no des parcelles ZA 98  
AC 12.

Cordialement.

M<sup>me</sup> Del Ponte André



Monsieur POMIÉS Bernard : 0561 74 23 45  
Terrain Route de Pamiès ZA 63 1838 m<sup>2</sup>  
Chemin Hied de Vignes ZA 94  
Le savoir ou en est l'ausquête publique  
Les 2 parcelles → fr souhaitent qu'elles  
soient constructibles

Venu 27 Janvier 2016 → voudrait savoir s'il y a  
possibilité de passer ou constructible

Adresse : 27 rue des Pyrénées 31180 ST GENIES  
BEUVE

Le POS Verniolle : 3<sup>e</sup> modification impose  
dans l'article UB 10 "Hauteur des constructions"  
de construire des maisons à étage en zone UB,  
le rez de chaussée étant réservé aux annexes (garages,  
celliers...).

Je demande que cette contrainte soit supprimée dans  
le PLU et remplacée par une surélévation d'environ  
80 cm à 100 cm et que l'on puisse construire  
en rez de chaussée.

ROUBY Bernard 06 23 67 09 97

27 mai 2016 - Amélioration de la circulation Rue de Léonie  
T. PUDOL URGENT.

30 mai 2016 Amélioration des trottoirs en centre ville.  
trottoirs inexistants ou trop étroits pour y  
circuler en poussette ou en fauteuil roulant.  
Une suggestion pour de nouveaux trottoirs : ne  
pas les faire avec des petits cailloux en  
relief, comme c'est le cas actuellement  
→ pas agréable du tout pour bébé!  
Carole JANIS

Installation d'un dos d'âne / ralentisseur  
au début de la Rue de la République  
Carole JANIS.

16 juillet 2016 A. GHILACI Karim  
20 Place du Sabarthès  
05 61 68 92 54

Dans l'hypothèse où des équipements  
sportifs seraient édifiés au Sabarthès (secteurs  
AE 4 à AE 9) il serait judicieux de prévoir  
un parking et des voies d'accès qui garantissent  
la tranquillité des résidents. De même les voies  
de circulation devraient éviter d'asperger les  
zones habitables. Merci

4

20/03/2017. MR DELPLA Paul 1 et 3 rue de l'Eglise à Verniolle  
 Je demande la possibilité de passer en zone constructible  
 les terrains : AC n°29 Avenue de Premiers  
 AE n°149 au Sabarthes  
 AD n°123 Rue de Punks.  
 qui sont tous entourés de Raisons.  
 - De plus serait il de mettre en zone constructible  
 le terrain ZL n°66 Escoubertou.  
 Vous en remerciant d'avance



19/06/2017

M. M<sup>me</sup> DUCROS Bertrand & Nathalie 1 rue du 19 mars 1962  
 Nous souhaitons maintenant en zone ND les parcelles au lieu-dit  
 "Demi-le Châprou" (espace protégé), parcelle AE 4 et parcelles  
 périphériques. Cet espace borde des habitations et mérite d'être  
 préservé en l'état. Vous remerciant pour l'attention apportée à  
 notre requête. Cdt,



19/09/2017

M<sup>r</sup> DEJEAN Gérard demeurant  
 à La Margue à Verniolle  
 Je demande la possibilité de passer  
 la zone : ZE 20 à La Margue  
 en zone constructible.  
 Afin que la personne en charge de  
 l'exploitation puisse habiter sur les  
 lieux de l'exploitation.  
 Vous remerciant pour l'attention apportée à  
 notre requête. Cordialement.



27/09/2023 M<sup>me</sup> VIALLETES Dominique JOS Imposée  
Palais 31860 LABARTHE/LÈZE

les parcelles AC n° 351 et 350  
sont classées en zone naturelle ZN hors  
elles comportent des constructions et doivent  
être réclassées en zones urbanisées  
Vous remerciant pour l'attention que vous  
porterez à cette requête. Cordialement

02/10/2023 GALES Daniel 16 Rue de Sourives 09340  
VERNIOLLE

La parcelle AC 43 (référence 09.332.AC.43)  
Ch du Mied des vignes 09340 VERNIOLLE  
est classée en zone naturelle ZN hors  
elle comporte des constructions tout autour.  
Je souhaiterais que cette parcelle soit  
reclassée en zone urbanisée.

Vous remerciant par avance pour l'attention que  
vous porterez à cette requête.  
Bien cordialement

05/10/2023 Remis ce jour Jeudi 05 Octobre 2023 une pochette  
de couleur rouge - Contenant 6 groupes de feuilles  
pour un total de 23 jours  
Destinataire : Commissaire Enquêteur.  
Vous en remerciant bonne réception.  
Signé : Paul Delfa:

6/10/2023 M et Mme PERIN Eric 7 rue des Heuriers  
09340 VERNIOLLE

Les parcelles AC 350, 351, 355, 370  
étaient des parcelles urbanisées (lotissement  
LAM), nous demandons que la parcelle  
AC 45, mitoyenne de ces parcelles, puisse  
être classée en zone naturelle, soit relevant  
en zone urbanisée.

Vous remerciant pour l'attention portée  
à notre demande.  
Cordialement

11.10.2023 M DUFFAUT Jean-Pierre 3 rue de Griouster  
31500 Toulouse

Dans le projet de PLU, la parcelle ac 46 dont  
je suis propriétaire est prévue en zone naturelle.  
Cette parcelle est quasi mitoyenne avec la  
parcelle urbanisée ac 49, et les parcelles  
ac 347 et ac 348 du lotissement LAM et  
est bordée au nord par un trottoir. Aussi  
je demande que cette parcelle soit considérée  
en zone constructible ou en zone à urbaniser  
dans le PLU.

Vous remerciant pour l'attention portée à  
ma requête.  
Cordialement

M. Roger LAFFITTE  
1, Rue Emile Roux  
09120 Varilhes  
Tél. : 05.61.69.41.89

**MAIRIE DE VERNIOLLE**  
**M. Le Maire**

Place de la République  
09130 Verniolle

ARRIVÉ LE

04 JAN. 2016

MAIRIE DE VERNIOLLE

Varilhes,  
Le 2 Janvier 2016

Objet :  
Révision du Plan d'occupation des sols

Monsieur,

J'ai pris connaissance de l'avis Public de révision du Plan d'occupation des sols, publié dans la Dépêche.

Avec mon frère, Jacques Laffitte, Je suis copropriétaire de la parcelle Référence cadastrale : La Vivié, N° 81, située sur votre commune.

Dans le cadre de la révision du plan d'occupation des sols et sa transformation en plan local d'urbanisme, je demande à ce que cette parcelle puisse être intégrée dans les domaines constructibles

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, mes sincères salutations

Roger LAFFITTE



Po /Consorts BORNIER Pierrette, Florence, Nathalie  
22 rue Jean Baptiste Lulli  
30100 ALES  
☎ 04.66.30.12.65  
✉ [nathalie.combes30@orange.fr](mailto:nathalie.combes30@orange.fr)  
[flo.lozere@orange.fr](mailto:flo.lozere@orange.fr)

Alès, le 14/09/2016

ARRIVÉ LE

19 SEP. 2016

VERNIOLLE

Monsieur le Maire

Hôtel de Ville  
Place de la République

09340 VERNIOLLE

Lettre recommandée avec avis de réception n° A12971039569

**Objet :**

Demande modification de zone du futur P. L. U.  
Parcelles cadastrées section A n° 837 – 847

**P. J. :**

1 Plan avant-projet d'opération d'ensemble

Monsieur le Maire,

Nous sommes propriétaires indivis (succession en cours) des parcelles cadastrée section A n° 837 et 847 sises lieu-dit « Mounic et le Cazal » qui sont actuellement divisées en trois zones du POS (IIA – NB – NC).

Je vous précise que notre terrain se trouve actuellement desservi par tous les réseaux nécessaires pour des constructions à usage d'habitation.

De plus, cette propriété se situe au cœur du village, elle est limitrophe à un grand nombre de terrains supportant des constructions anciennes et récentes.

C'est dans le cadre de la modification en cours de votre Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisation que je vous sollicite pour modifier le zonage de notre propriété en la classant en zone unique urbaine ce qui permettrait de réaliser une opération d'ensemble en cohésion avec l'urbanisation actuelle du cœur du village.

Je me permets de vous transmettre un avant-projet d'opération d'ensemble qui pourrait être réalisé après cette modification de zonage.

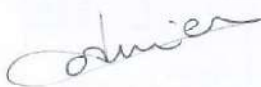
Dans l'attente de vous lire et avec mes remerciements par avance,

Je reste à votre disposition et vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

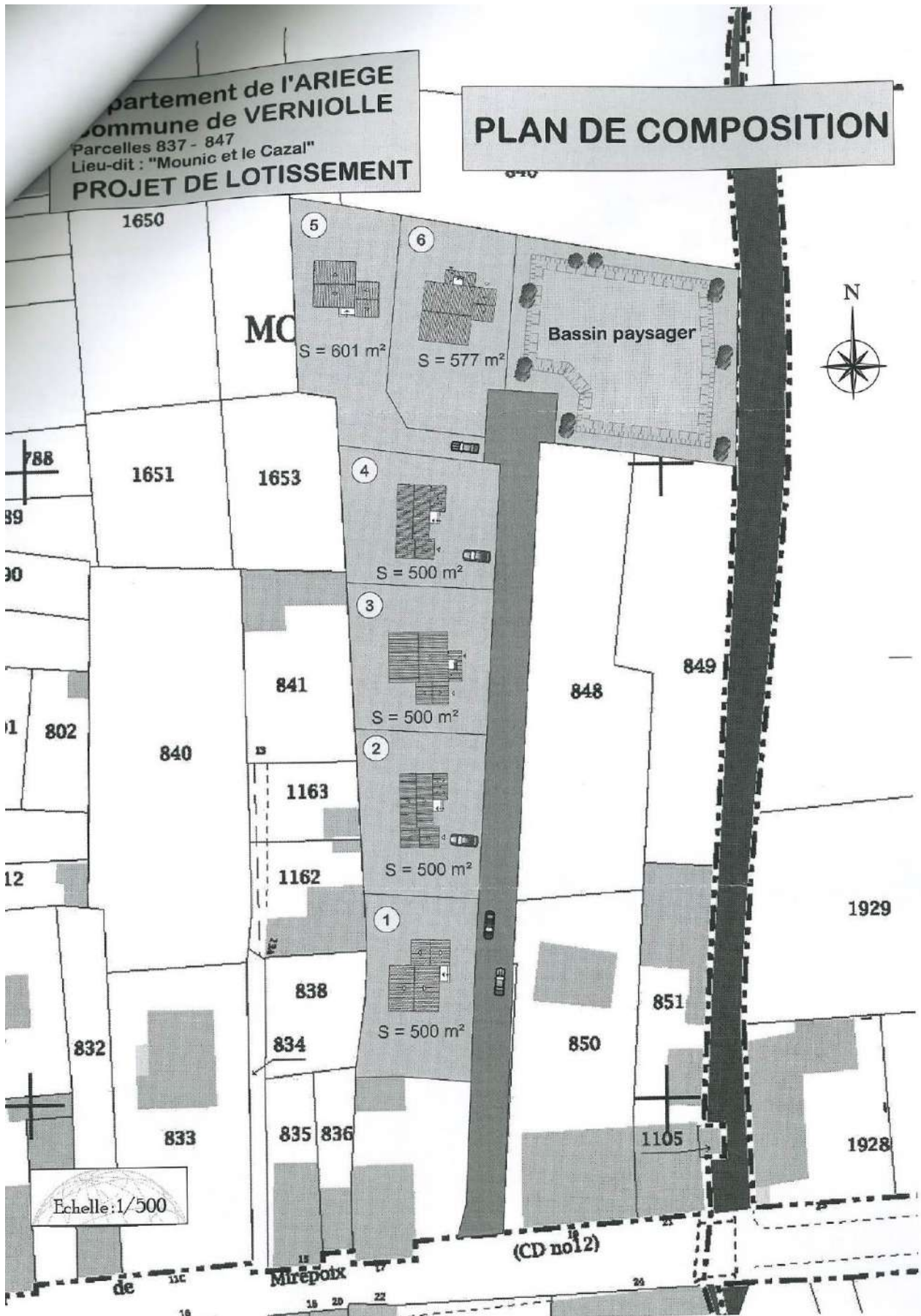
P. BORNIER

F.BORNIER

N. COMBES







Bernard Pic  
140 av des Pyrénées  
09100 St Jean du Falga  
TEL 06 70 06 28 49

Le 10-2-17

Monsieur,

Propriétaire de la parcelle AA 27  
sur la commune de Verniolle je serais  
d'accord et intéressé qu'elle devienne  
constructive.

Veuillez agréer Monsieur, mes sincères  
salutations



ARRIVÉ LE

10 MAI 2017

MAIRIE DE VERNIOLLE

Madame Suzanne Fourès  
EHPAD Le Château  
4, route des Monts d'Olmes  
09340 Verniolle

MAIRIE de VERNIOLLE  
Place de la République  
09340 Verniolle

Mme Geneviève DUBARRY de LASSALLE  
11 rue Edmond Roger  
75015 Paris

A L'ATTENTION DE MONSIEUR LE MAIRE  
Objet : demande de viabilisation

Verniolle, le 1<sup>er</sup> mai 2017

Lettre R avec AR

Monsieur le Maire,

Dans le cadre de la phase actuelle d'étude du prochain Plan Local d'Urbanisation concernant la commune de 09340 Verniolle, nous souhaitons exprimer notre souhait de voir viabiliser la zone comprenant deux parcelles que nous possédons en indivision.

Il s'agit des parcelles 146 Et 149 de la section AB du plan cadastral de Verniolle, qui sont traversées par la Route de Ritde.

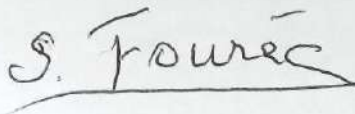
Cette zone est déjà en partie construite de part et d'autre de la route de Ritde jusqu'à hauteur de nos parcelles. Chacune de nos parcelles jouxte soit une habitation (parcelle n. 149) soit un site d'activité (parcelle n. 146).

Dans ces conditions, nous estimons qu'il serait justifié de prévoir le prolongement de la viabilisation jusqu'aux parcelles susmentionnées. En l'occurrence, cela pourrait permettre l'installation de personnes actives ou désireuses de créer une activité professionnelle indépendante, au bénéfice de la commune de Verniolle.

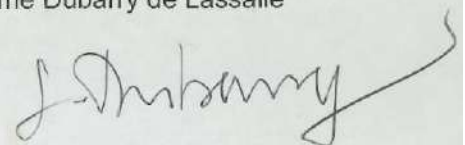
Nous nous tenons à la disposition des services de la mairie pour toutes précisions et vous remercions par avance de la suite que vous voudrez bien donner à notre requête.

Veuillez agréer, Monsieur le maire, nos salutations distinguées.

Madame Fourès



Madame Dubarry de Lassalle



ARRIVÉ LE

- 5 OCT. 2018

MAIRIE DE VERNIOLLE

Mr BAILLE Gilles  
55 bis route de Balma  
31130 PIN BALMA  
Tél : 06 17 77 50 36

Mr LE MAIRE et Mr GIUSTI  
MAIRIE  
Place de la République  
09340 VERNIOLLE

Pin Balma, le 01 octobre 2018

Références :

Identifiant parcelle 332 AA 0087  
Chemin du Falga – Lieu-dit Sarda  
Section D n° 279

Messieurs,

Je fais suite à l'entretien de mon épouse, du 17 septembre dernier en votre mairie, avec Monsieur Le Maire.

L'objet de ce rendez-vous était le terrain en référence et le projet à venir de son placement en zone verte. Je souhaite vous confirmer et signifier mon profond désaccord avec cet état de fait. En effet, pour rappel, ce terrain avait été placé en statut de constructible au point qu'il y a quelques années, la Mairie que vous représentez avait effectué des travaux d'assainissement financés et que tous les riverains à l'identique de moi-même avons donné notre accord pour le passage en bordure de nos terrains.

Quelle logique ou des dépenses de contribuables avaient été engagées pour ces travaux pour aujourd'hui une volte-face via une décision partisane sur ce secteur et très discutable et arbitraire envers les propriétaires concernés (pour rappel, tout l'environnement est construit).

Je vous remercie par avance de l'attention portée à ma demande quant à une révision de votre position (qui est bien une décision locale de la Mairie) dont je n'ai jamais été informée et que je conteste formellement. Je me réserve toute action pouvant faire valoir mes droits devant un fait accompli que je subis quant à un préjudice financier important.

Restant à votre entière disposition, recevez Messieurs, mes cordiales salutations



Gilles BAILLE

Mr SANS Didier  
1A place du Sabarthès  
09340 VERNIOLLE

ARRIVÉ LE  
23 DEC. 2021  
MAIRIE DE VERNIOLLE

A Verniolle le 18/12/2021,

Madame le Maire,

Dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme, je souhaiterais que les parcelles dont je suis propriétaire, ZA 147-148 derrière le château au Sabarthès, soient classées en zone constructible.

Dans tous les cas, je souhaite que cette demande d'urbanisation soit inscrite dans le PLU, notamment lors de phase évolutive.

Veillez agréer, Madame le Maire, mes plus sincères salutations.

Didier SANS

messenger pro

about:blank

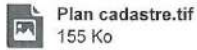
## CU Ops

Jean Honnorat <jean.honnorat@sfr.fr>

samedi 16 avril 2022 à 20:00 réception

À : verniolle.mairie

Cc : honnorat 1 michèle

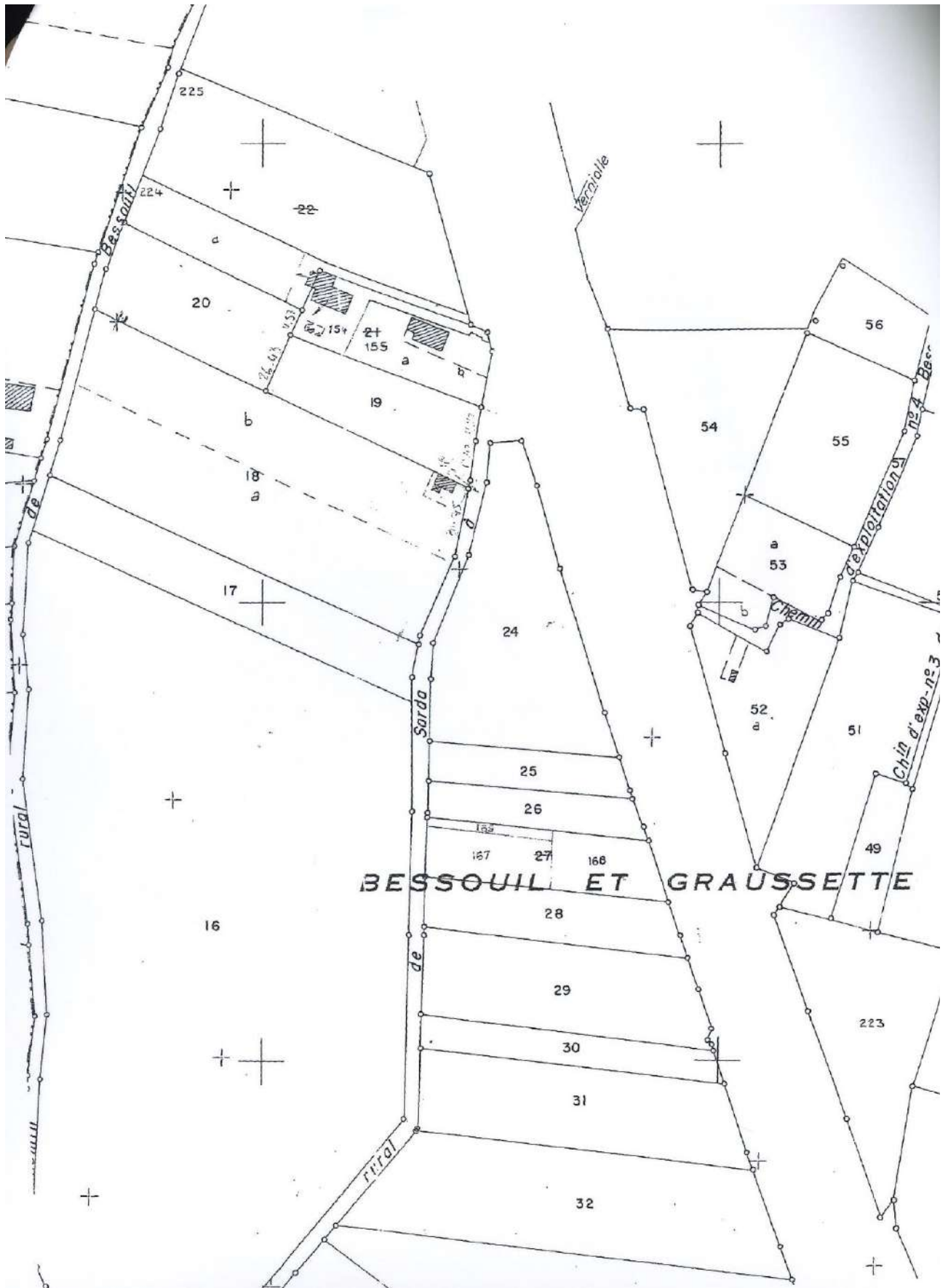


Sur les conseils de Mme la Maire lors de notre notre entretien de cette semaine, au nom de mon beau-père Gérard Remaury, je reviens vers vos services pour l'émission d'un **certificat d'urbanisme opérationnel** dans l'optique d'un reclassement en zone constructible la parcelle ZL 18 (pièce jointe)

Je me tiens à votre disposition pour tout complément d'information  
En vous remerciant

PS Je vous confirme la position de mon beau-père concernant la cession possible de son terrain avec hangar mitoyen avec le château d'eau en cas de classement de la parcelle 18 en constructible

**Jean HONNORAT**  
06 38 28 00 01



Numen MUÑOZ

5 avenue de Pamiers « Mondine »

09340 Verniolle

Verniolle le 19 septembre 2022

Madame la Maire Annie Bouby

Monsieur le Secrétaire Général Jean Jacques Giusti

Monsieur Delbos BET Adret

Madame, Messieurs

A la lecture du PADD et de la carte de la page 8, nous formulons les observations suivantes :

Au lieu-dit le Fau (en face de la ferme d'Arnavé), nous avons acquis, mon frère et moi, il y a près de trente ans douze hectares de terres agricoles.

Ces terres à l'époque étaient en friches et laissées à l'abandon suite à de fortes pluies qui avaient empêché la récolte du maïs. Le terrain était complètement défoncé, en particulier la partie haute sur environ 8 ha. Le reste était envahi par des genêts.

Ce terrain, lors du partage de la propriété Bareilles, nous a été proposé à l'achat par la SAFER car les trois agriculteurs riverains intéressés par les bonnes terres de plaine ne souhaitaient pas acquérir ces 12 ha qui ne pouvaient plus être exploités en l'état.

Nous avons donc acheté ce terrain pour y élever nos chevaux. Nous avons construit 2 hangars pour les abriter et ranger notre matériel agricole.

Nous avons remis en état 8ha de prairies dont nous récoltons l'herbe.

Nous avons débroussaillé le reste en contournant chaque pousse d'arbre.

Aujourd'hui, 2 magnifiques bois remplacent les friches. Nous avons creusé 2 étangs et remis en état plusieurs sources qui les alimentent.

Nous avons planté des haies (environ 1 km).

Depuis près de trente ans, nous entretenons ce lieu devenu une réserve de chasse et qui est pour nous « un petit paradis ».

Nous avons entièrement clôturé cette propriété en laissant la clôture suffisamment haute pour que la faune (sangliers, chevreuils, lièvres ...) puisse circuler librement tout en empêchant nos chevaux de s'échapper.

Nous sommes très honorés qu'à travers ce document d'urbanisme, notre propriété soit reconnue d'intérêt écologique, cela prouve que nous avons agi dans le bon sens. Ceci est le résultat de notre volonté, de notre détermination et de nos efforts. Nous ne voudrions qu'une nouvelle réglementation entraîne des contraintes à notre égard.



Notre crainte nous semble justifiée car nous sommes en zone agricole et rien n'est proposé pour les terres environnantes jadis entourées de haies et d'arbres disparus et arrachés suite au remembrement.

Pourquoi, ne pas inciter et accompagner les agriculteurs à replanter des haies afin de favoriser le renouvellement de la biodiversité ?

Nous craignons qu'avec cette classification « prise en compte du pôle d'intérêt écologique » des contraintes sur notre propriété nous soient imposées, alors que nous avons eu un comportement vertueux.

Dans le doute, nous nous opposons à ce classement qui nous paraît ennuyeux et souhaitons simplement bénéficier de la même classification que les terres agricoles environnantes.

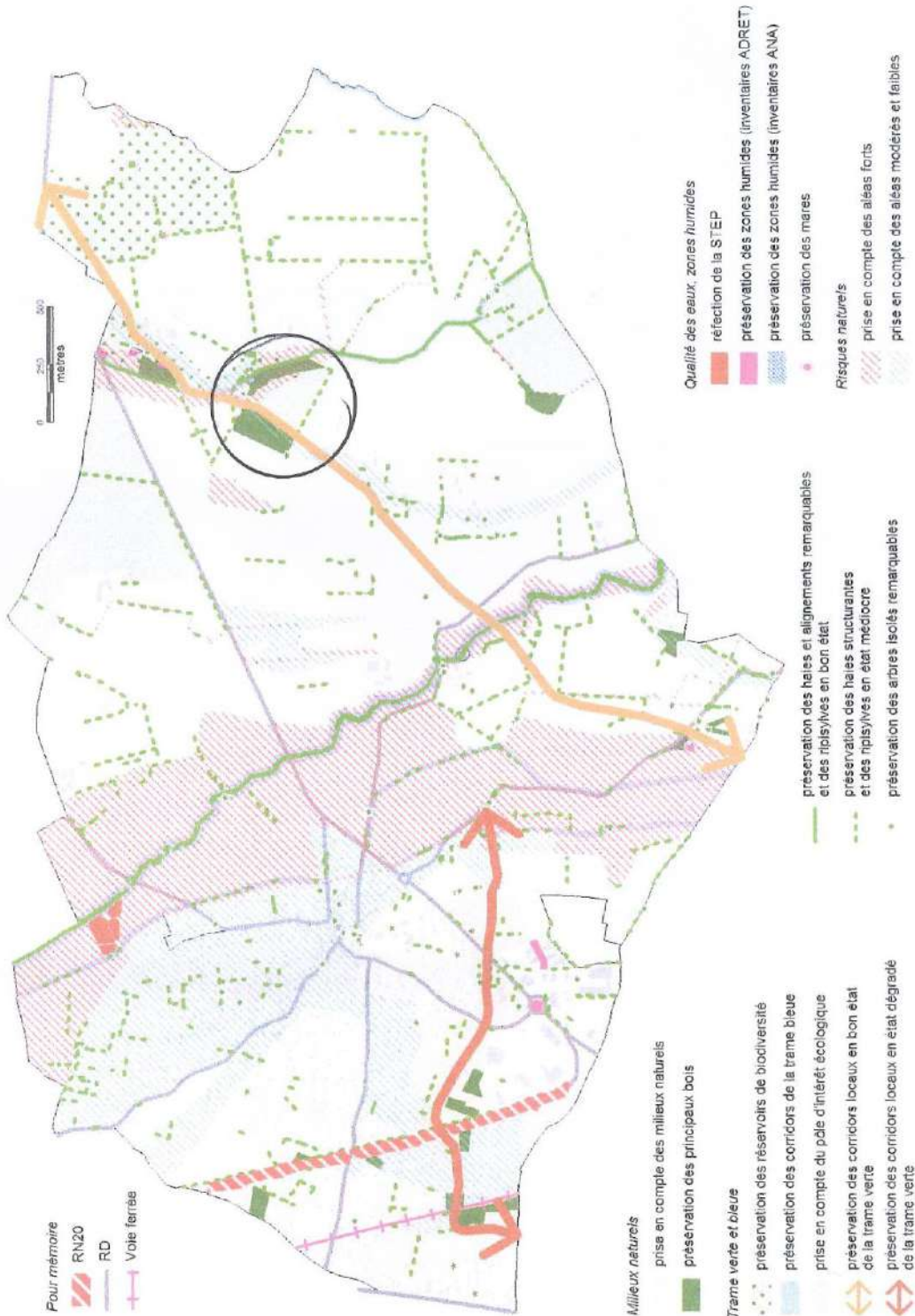
Souhaitant que nos remarques soient prises en considération, nous vous prions de recevoir, Madame, Messieurs, nos cordiales salutations.

Pour Numen et Luzbel MUÑOZ

Numen MUÑOZ



Bureau d'études d'aménagement ADRET Environnement - 26 rue de Chaussas 31 200 Toulouse  
 Tél : 05-61-13-45-44 fax : 05-17-47-54-72 - courriel : Adret.Environnement@wanadoo.fr - site web : www.adret.org



LA PROTECTION DU PATRIMOINE NATUREL ET LA GESTION DES RISQUES

messagerie pro

about:blank

## Révision du PLU - Consultation publique - Remarque sur le règlement zone Nca

Pascal SIADOUX <[pascalriadoux@yahoo.fr](mailto:pascalriadoux@yahoo.fr)>

mercredi 27 septembre 2023 à 11:41 réception

À : [verniolle.mairie@wanadoo.fr](mailto:verniolle.mairie@wanadoo.fr)

**SNC SIADOUX**  
**Route de Péloque**  
**09700 SAVERDUN**

Bonjour Monsieur Giusti,

Suite à notre entretien téléphonique, voici les modifications que nous souhaitons apporter au règlement de la zone Nca, qui concerne les terrains dont nous sommes propriétaires :

secteur Nca :

- les installations, affouillements et exhaussements nécessaires à l'extraction de granulats,
- dans le cadre de la remise en état du site après extraction, les constructions, y compris les installations classées, à condition qu'elles soient destinées à la production d'énergie renouvelable et les équipements nécessaires à leur fonctionnement,
- les constructions, installations, affouillements et exhaussements nécessaires au fonctionnement des services publics.

S'il le faut, nous sommes disposés à venir sur place à la Mairie pour rédiger cette demande sur le registre,

Vous remerciant par avance, cordialement,

Un cogérant,

Pascal SIADOUX  
06 09 87 58 21

Mme Isabelle CLIQUOT née PAILLAS

20 Rue Lafayette

31850 BEAUPUY

06 87 43 42 46

Isabelle.cliquot@gmail.com

ARRIVÉ LE

27 SEP. 2023

MAIRIE DE VERNIOLLE

Beaupuy, le 24/09/2023

Objet : Demande de modification du zonage du terrain situé Rue du Mied des vignes - Verniolle

Madame le Maire,

Je suis propriétaire du terrain situé Rue du Mied des Vignes, cadastré sous la section AC 42. Ce terrain est actuellement classé en zone N dans le PLU en cours de révision (voir document N°1 ci-joint).

Je sollicite par la présente votre bienveillance pour procéder à la modification du zonage de ce terrain et le faire passer en zone constructible. En effet, je considère que le classement actuel de mon terrain est inadapté pour les raisons suivantes :

- Mon terrain a un accès direct sur la rue du Mied des Vignes (voir photo ci-jointe).
- Mon terrain est entouré de constructions récentes sur la partie gauche qui se trouvent également dans la zone N (voir photo ci-jointe). D'autres constructions anciennes sont contiguës du côté droit de mon terrain.
- Ce terrain m'a été transmis en héritage par mes parents et afin d'en faire bénéficier mes enfants, je souhaiterais réaliser une construction d'une habitation individuelle.

Je vous remercie de prendre en considération ma demande et de soumettre la modification du PLU à l'avis des autorités compétentes. Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

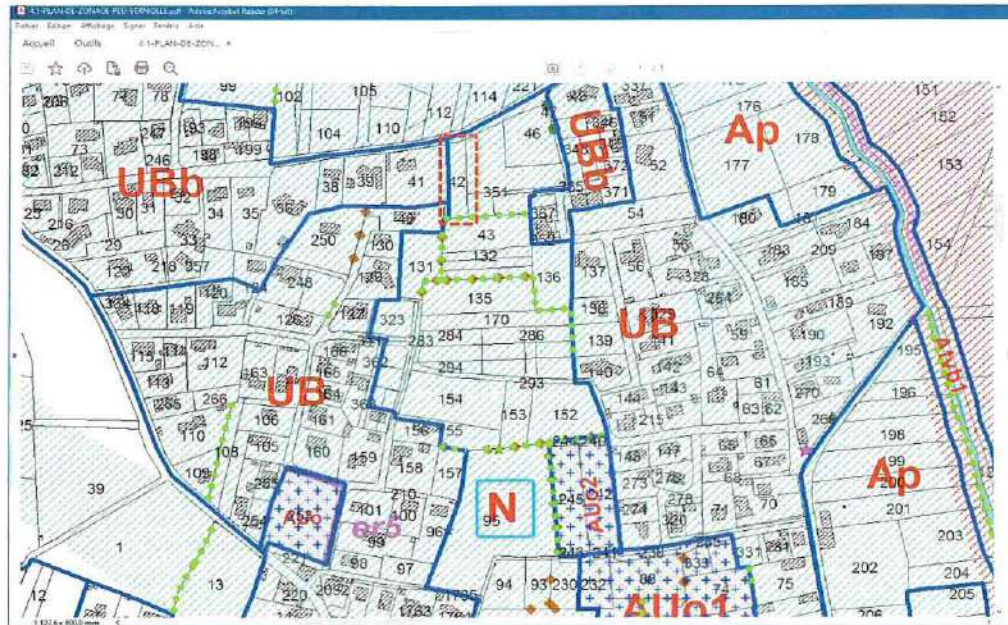
Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Isabelle CLIQUOT

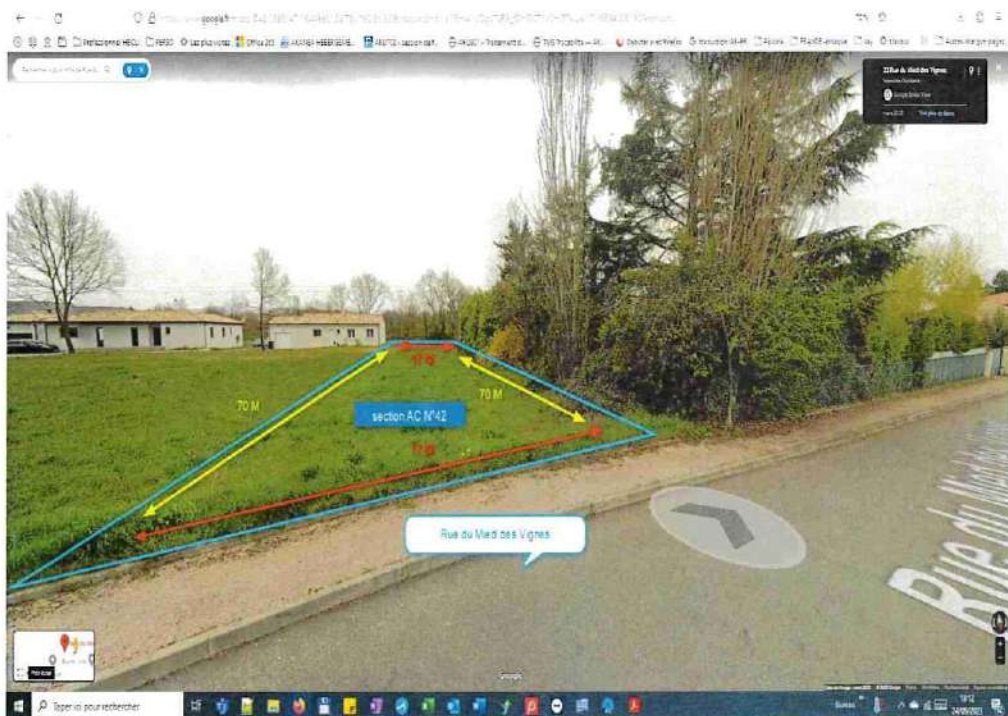


6323110090060.024242

Document N°1



Photo



503021.0003640000.094.012

27/09/2023 M<sup>me</sup> VIALLETES Dominique JOS Imposée  
Parcelle 31860 LABARTHE / LEZ

les parcelles AC n° 351 et 350  
sont classées en zone naturelle ZN sous  
elles comportent des constructions et doivent  
être réclassées en zones urbanisées  
Vous remerciant pour l'attention que vous  
porterez à cette requête. Cordialement



## Observations dans le cadre de la concertation relative au PLU de Verniolle

MIR Françoise née BARRAU  
Savole  
Route de Gaudiès  
09270 Mazeres

06.08.64.52.69  
Francoisecmir@gmail.com

Suite à réunion publique du 13 septembre 2023, J'appelle votre attention sur le fait que ce projet d'intérêt général engendrerait la quasi dévalorisation de mon petit patrimoine laborieusement constitué par mes ascendants.

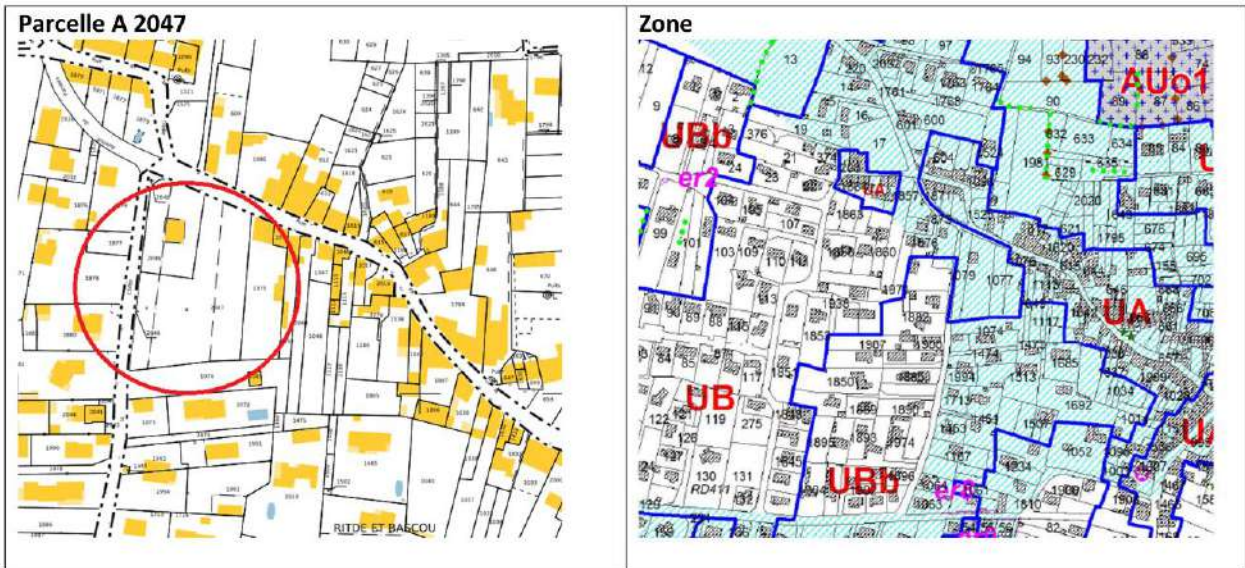
Il s'agit pour la plupart de petites parcelles disséminées sur le territoire communal.

En voici, ci-après, le détail suivi de mes observations au regard de chaque parcelle :

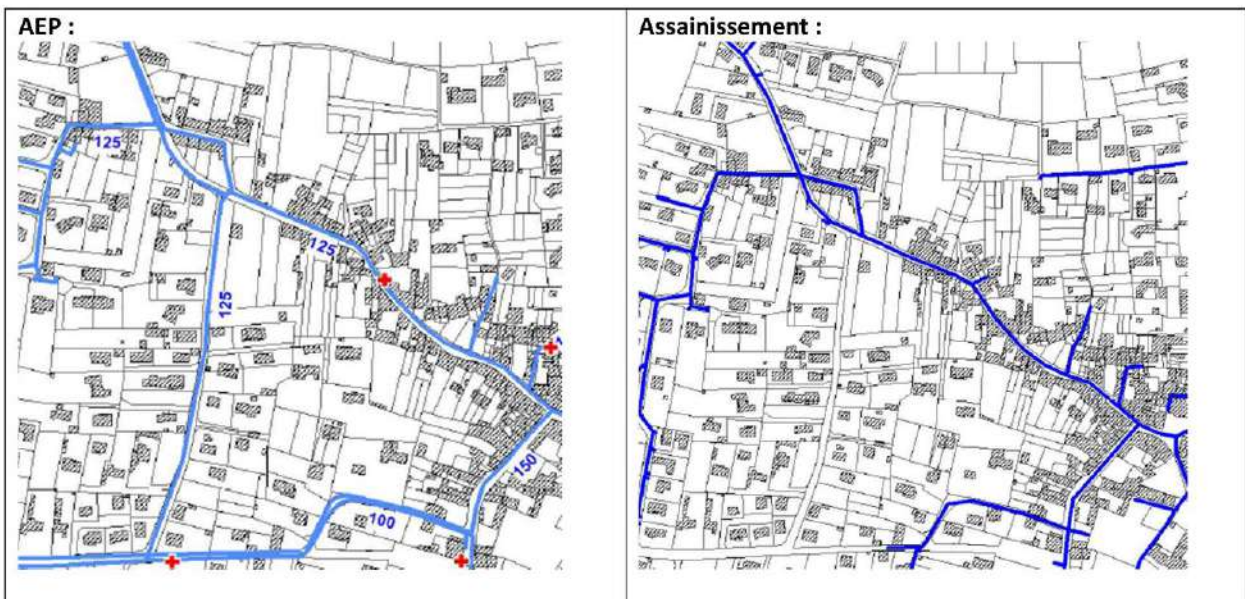
Section	numero	m2	Lieu dit	adresse	Remarque
A	2047	3254	Ritde et Bascou	Rue de la République	
AA	84	3422	Sarda	Chemin du Falga	Indivision
AA	140	1142	Sarda	Chemin du Falga	
AC	94	1514	Mied des vignes	Chemin de Penjaqua	
AC	177	5352	Camp del Jutge	Chemin du Pigeonnier	Distance à la Galage : 54 m
AC	289	845	Mied des vignes		
AC	290	564	Mied des vignes		
AC	292	500	Mied des vignes		
AD	37	1947	Le Bascou	Chemin des acacias	
ZA	149	2874	Camp del Jutge	Chemin du Pendut	
ZB	57	19764	Trigueboire	Chemin du Moulin à Vent	
ZD	1	18168	Margaillet	Voie communale de Verniolle à Margaillet	
ZL	54	5049	Bessouil et Graoussette	Chemin d'exploitation n°4 De Bessouil	
ZL	93	2137	Escoubetou	Route de Varilhes	

### Secteur Rue de la République : Pour mémoire RAS

Ma parcelle A 2047 située à proximité du centre du village est desservie par les équipements publics de distribution d'eau potable et d'assainissement collectif, ce qui justifie son classement en zone UB du PLU.



Extraits de plans du PLU réseau Alimentation en eau potable et assainissement :





### Secteur Sarda :

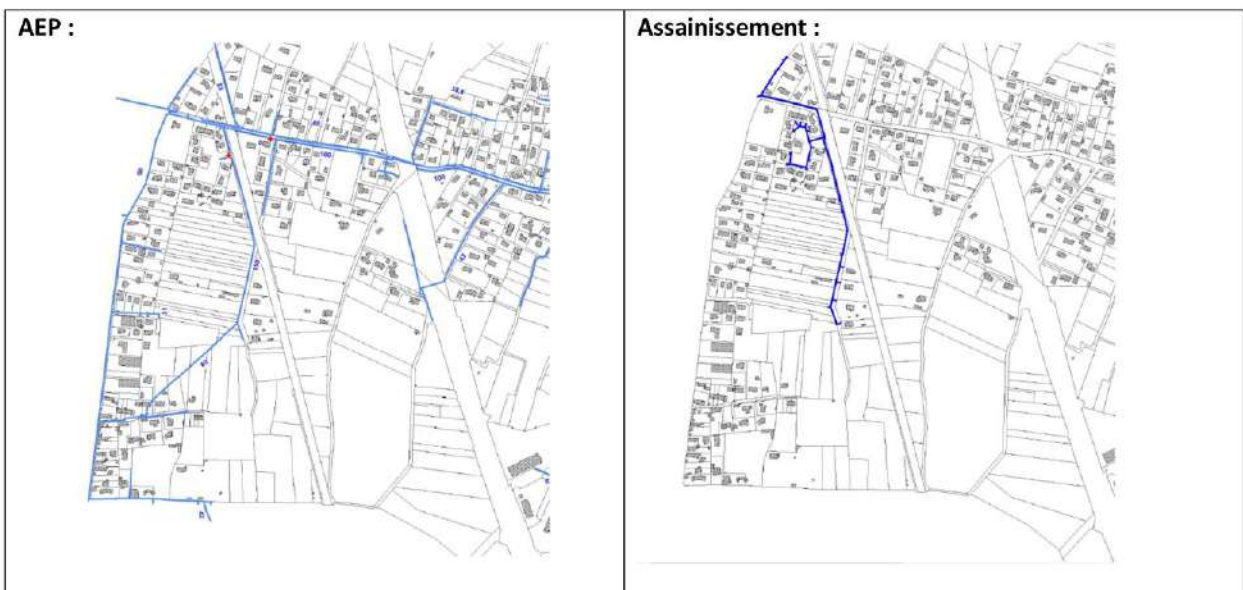
Les parcelles AA 84(indivision 50%) et 140 situées en zone blanche du PPR sont desservies par les équipements publics de distribution d'eau potable (d'un diamètre confortable 150) et d'assainissement collectif.

Le 12 octobre 2006, la commune nous a soumis une convention pour autorisation de passage des réseaux, la voirie est bitumée et dispose également des autres équipements publics (téléphone, éclairage public...) (cf photo street View ci-dessous).

Les deux parcelles seraient classées en zone N du projet PLU alors que les parcelles limitrophes sur trois côtés de la parcelle AA 84 sont construites.



Extraits de plans du PLU réseau Alimentation en eau potable et assainissement :





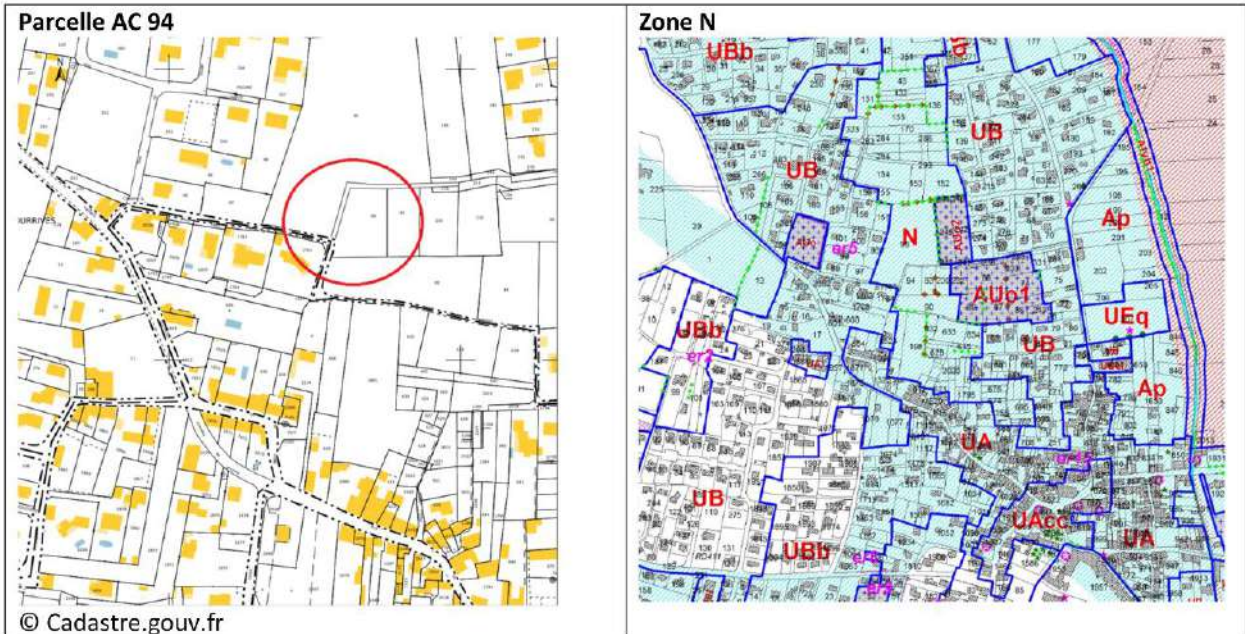
© Google Street View

### Secteur Penjaqua :

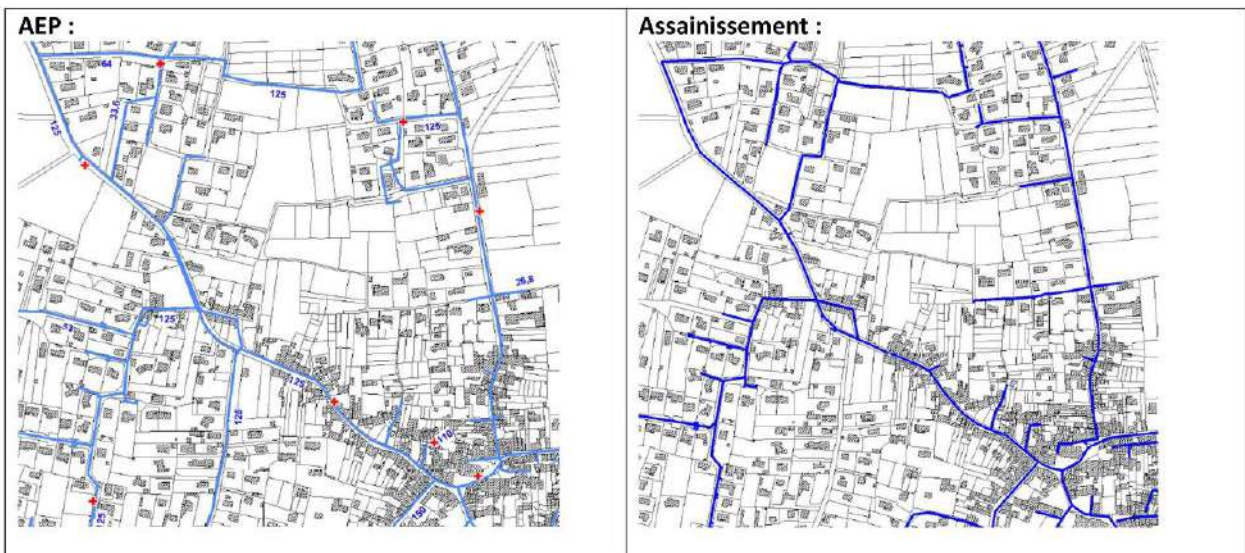
La parcelle AC 94 supportant un taillis est située en zone bleue du PPR.

Elle n'est pas desservie par les équipements publics (AEP, Assainissement).

Son classement en zone N du PLU ne me paraît pas incohérent (puisqu'il s'agit d'un endroit boisé) bien que situé à proximité de zones UB et AUo1.



Extraits de plans du PLU réseau Alimentation en eau potable et assainissement :



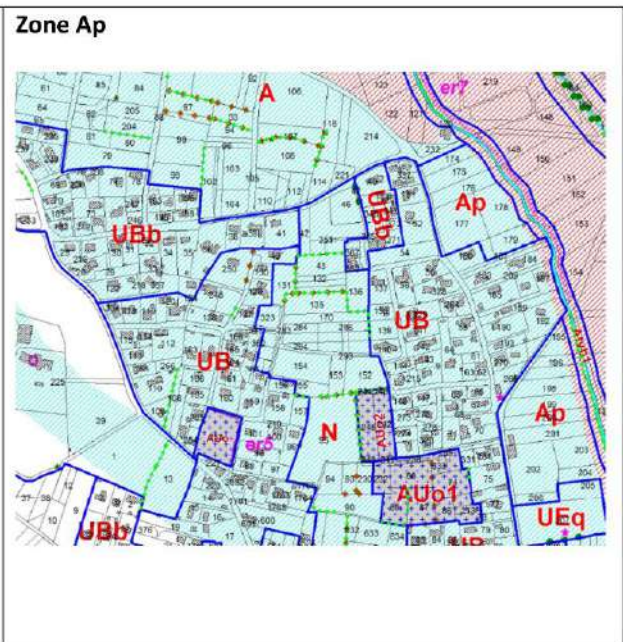
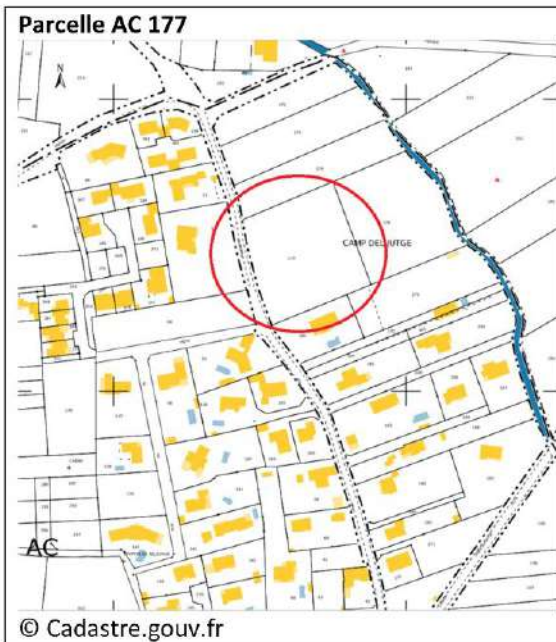
### Secteur Pigeonnier :

La parcelle AC 177 est desservie par les équipements publics de distribution d'eau potable (de diamètres confortables : 125 et 93.8) et d'assainissement collectif.

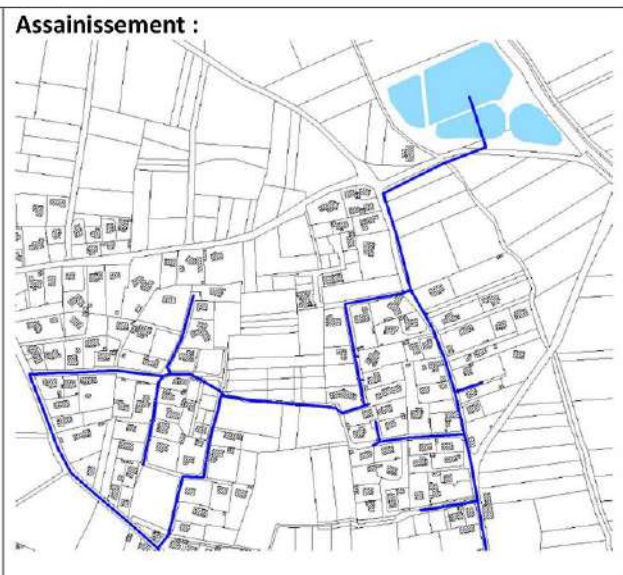
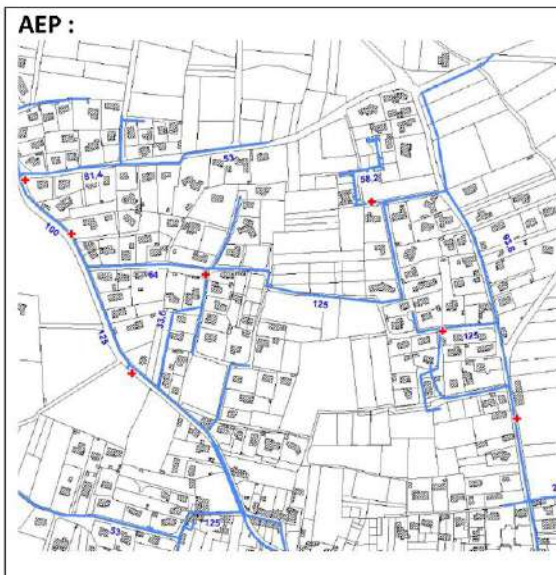
Elle serait classée en zone Ap du PLU correspondant aux secteurs agricoles à forte sensibilité paysagère.

Je souligne la proximité immédiate des zones UB construites dont la parcelle est limitrophe par deux côtés.

D'éventuels aménagements sur cette parcelle distante de 54 mètres au plus près de la Galage ne sauraient entâcher la forte sensibilité paysagère de ce secteur (ils resteraient plus éloignés de la Galage que nombre de constructions existantes y compris récentes).



Extraits de plans du PLU réseau Alimentation en eau potable et assainissement :





© Google Street View

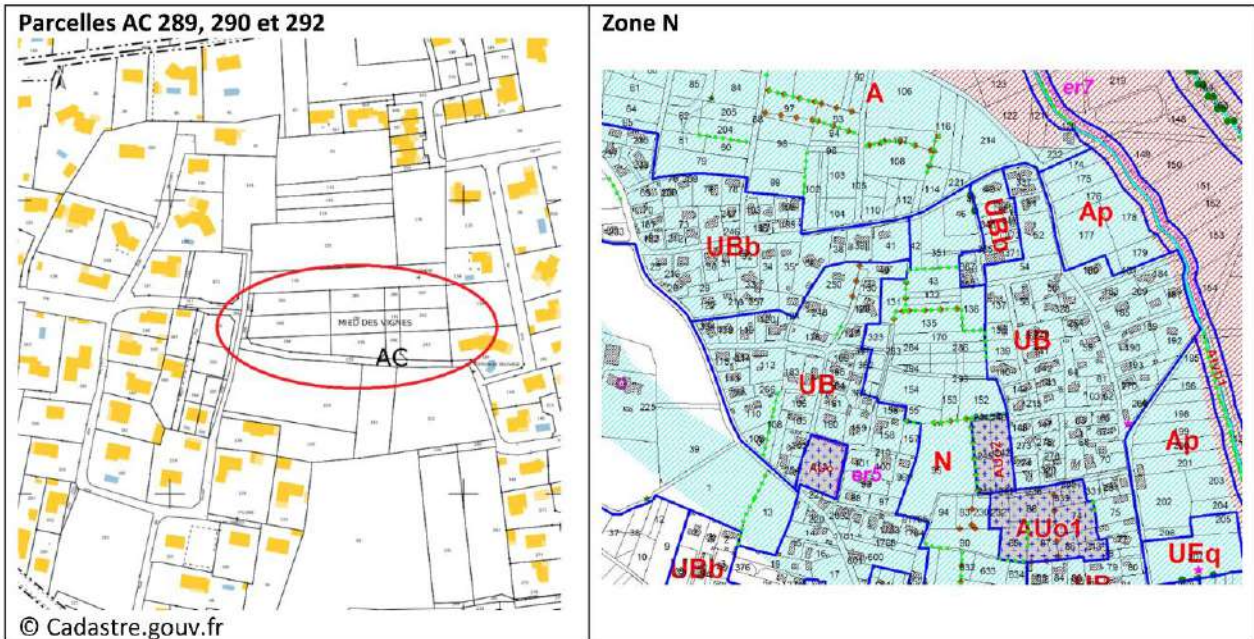
### Secteur Mied des Vignes :

Les parcelles AC 289, 290 et 292 sont desservies par les équipements publics de distribution d'eau potable (d'un diamètre confortable 125) et d'assainissement collectif.

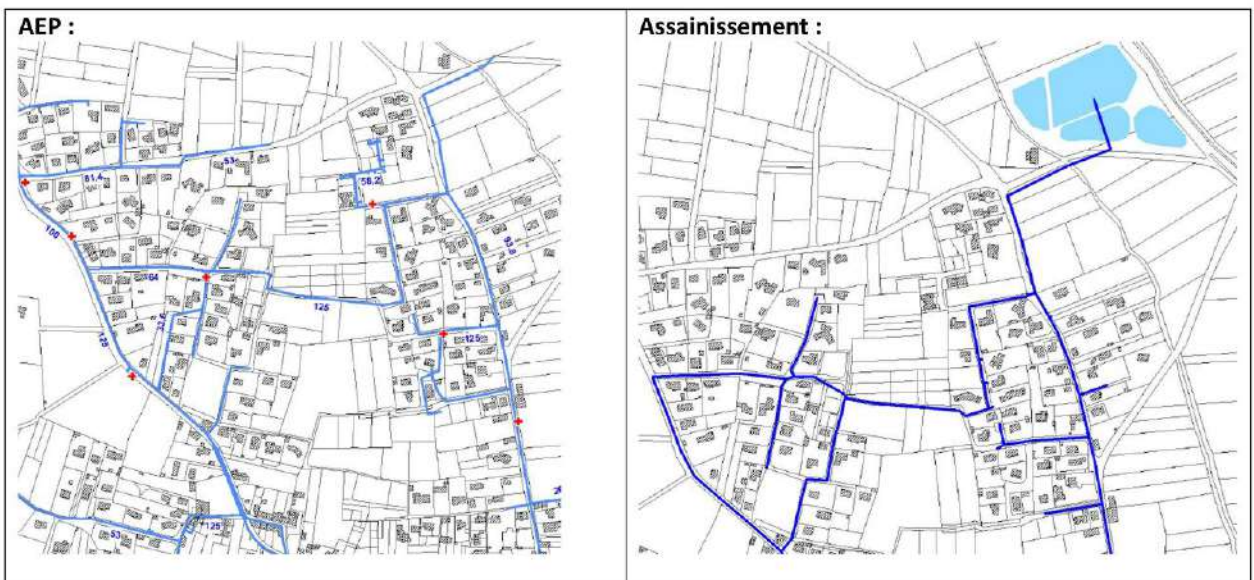
La collectivité avait d'ailleurs engagé une réflexion avancée sur l'urbanisation de ce secteur puisqu'elle avait provoqué la division des parcelles (engendrant ainsi des frais d'arpentage...) et en avait acquis une partie (AC 286,291,296) scindant la propriété initiale, ce afin de constituer les accès à cet embryon de lotissement.

Cf instauration d'un programme d'Aménagement d'Ensemble (P.A.E) (compte-rendu de réunion du 18 janvier 2006) et séance du conseil municipal du 28 mars 2006.

Les parcelles issues de ce découpage improductif seraient à l'avenir classées en zone N du PLU.



Extraits de plans du PLU réseau Alimentation en eau potable et assainissement :

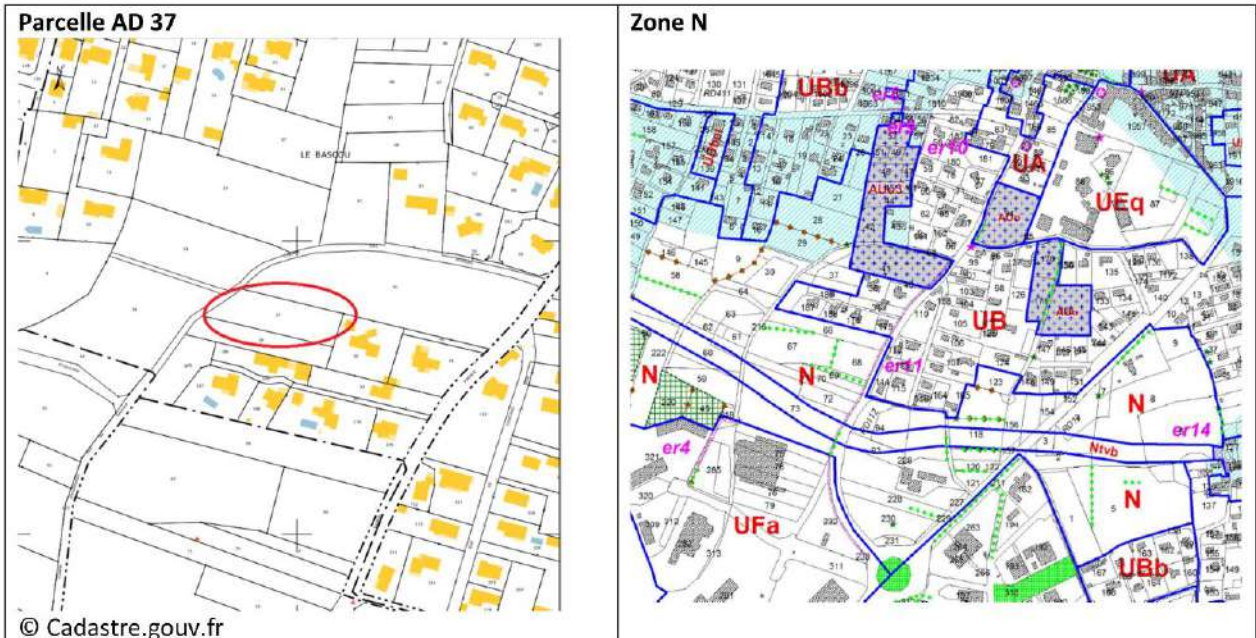


### Secteur Chemin des Acacias :

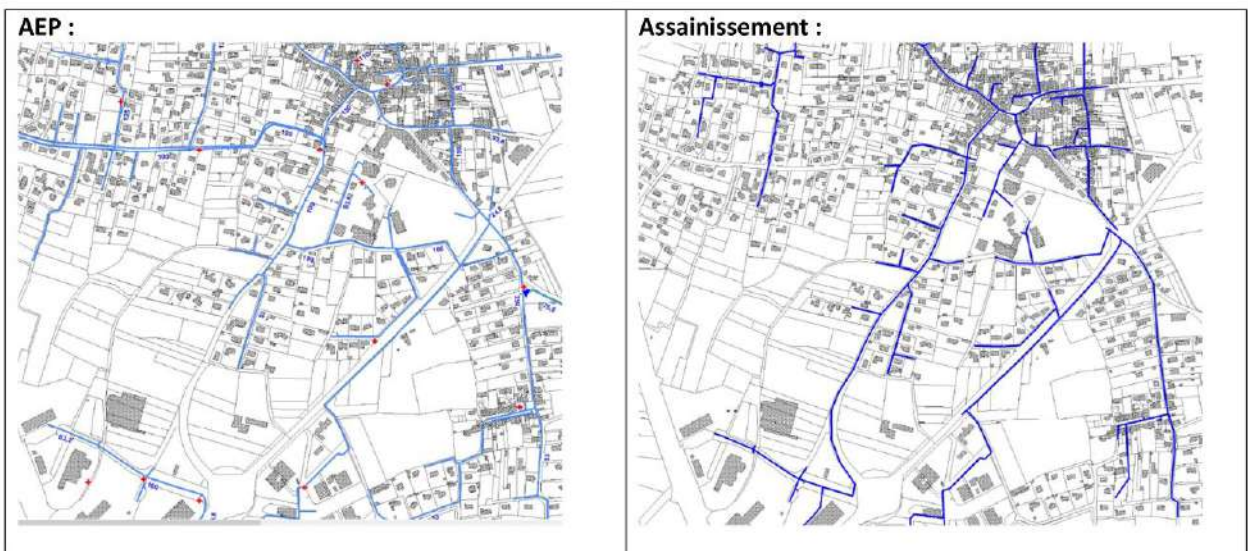
La parcelle AD 37 serait classée en zone N du PLU et ainsi laissée pour compte puisque cernée par les zones UB et AUo3.

Je remarque que la zone AUo3 est située en grande partie en zone bleue du PPR contrairement à ma parcelle AD 37 située en zone blanche.

Les équipements collectifs se trouvent à faible distance.



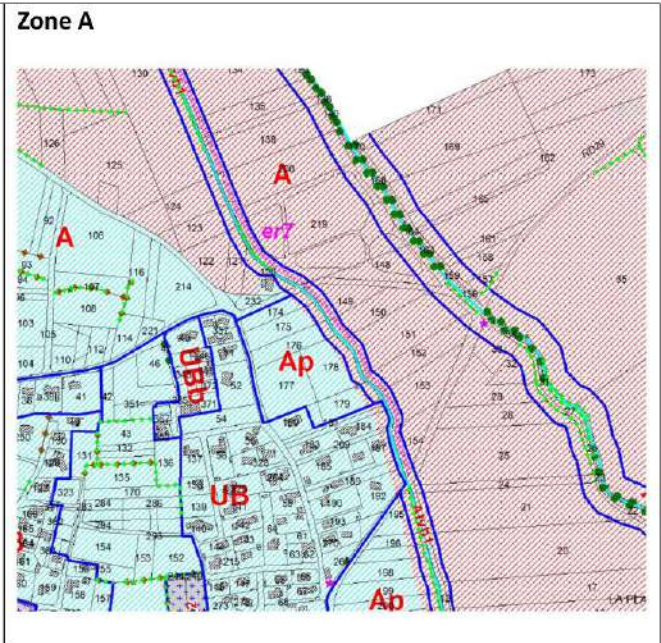
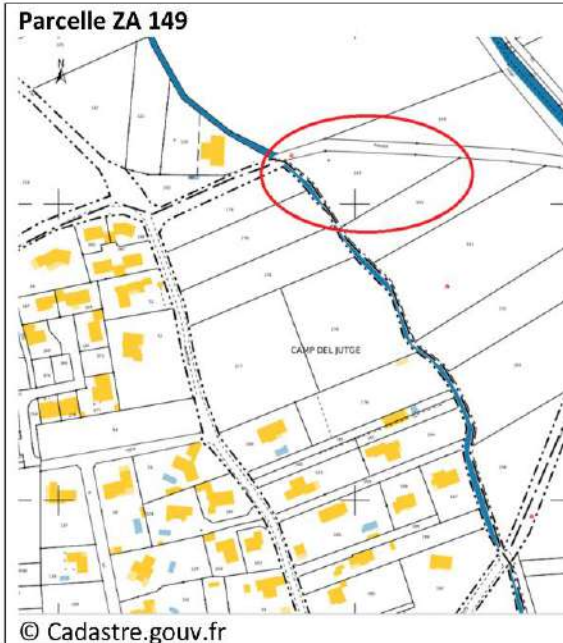
Extraits de plans du PLU réseau Alimentation en eau potable et assainissement :



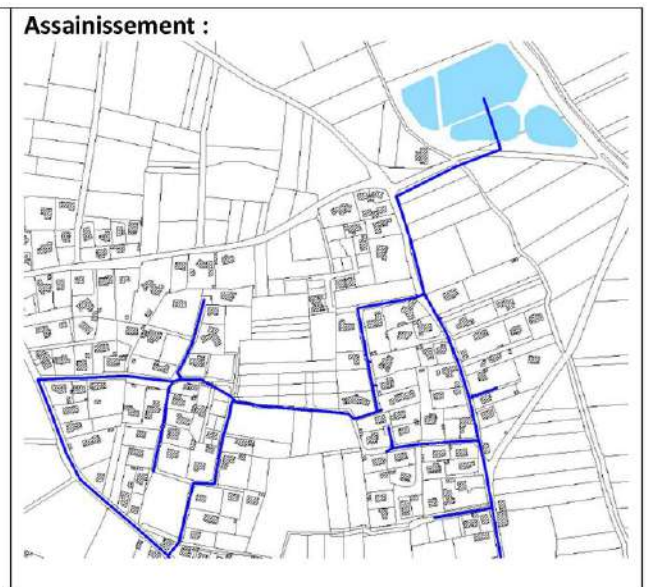
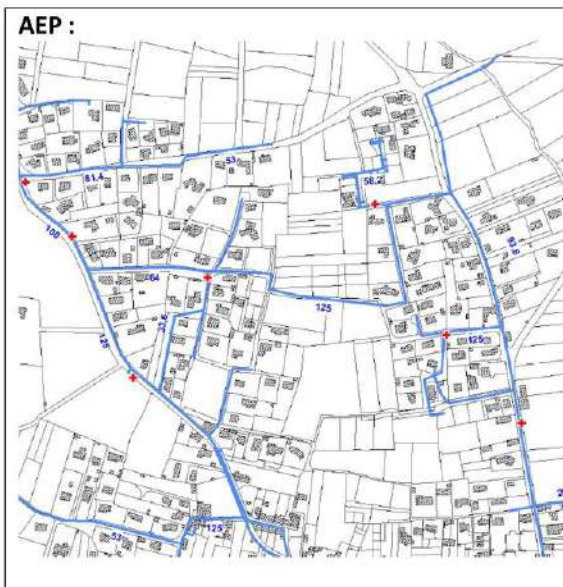
**Secteur Chemin du Pendut :**

Bien que desservie par les équipements publics car faisant face au lagunage, la parcelle ZA 149 est située en zone inondable.

Elle serait classée en zone A, ce qui me semble cohérent.



Extraits de plans du PLU réseau Alimentation en eau potable et assainissement :



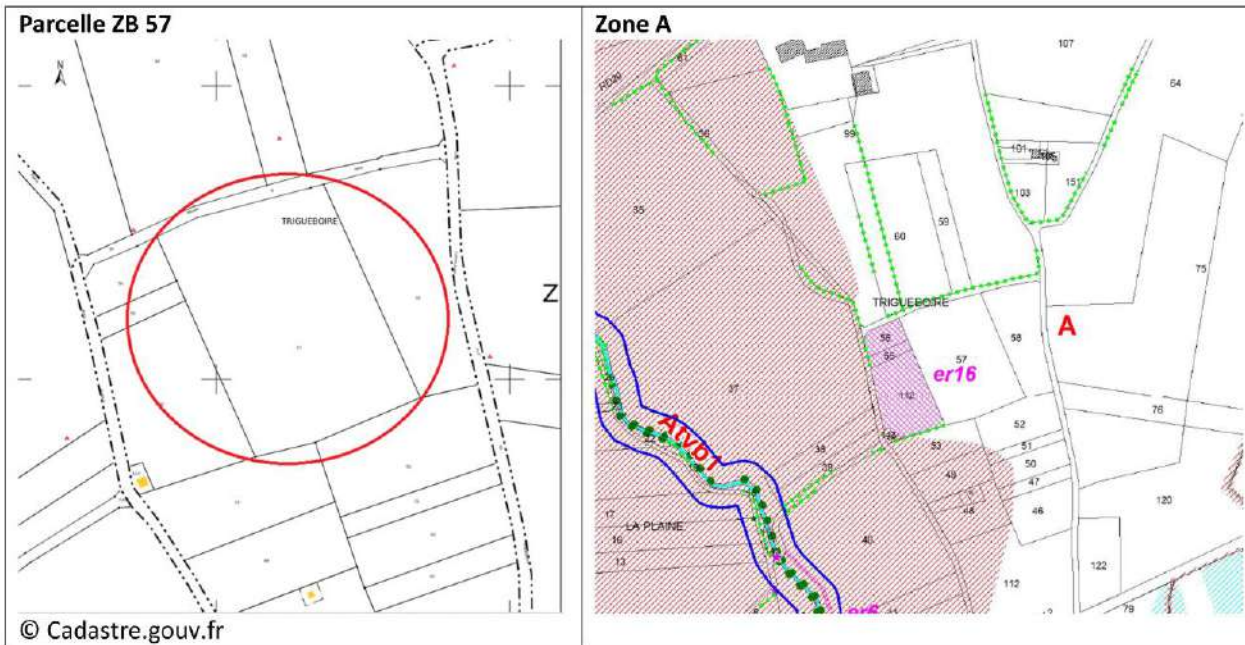


**Secteur Triguevoire :**

La parcelle ZB 57 est située à distance de l'agglomération.

Elle serait classée en zone A, ce qui me paraît également logique.

Je ne puis que regretter, tout en en comprenant l'intérêt collectif, le projet d'implantation de la future station d'épuration aux abords immédiats de ma plus grande parcelle.

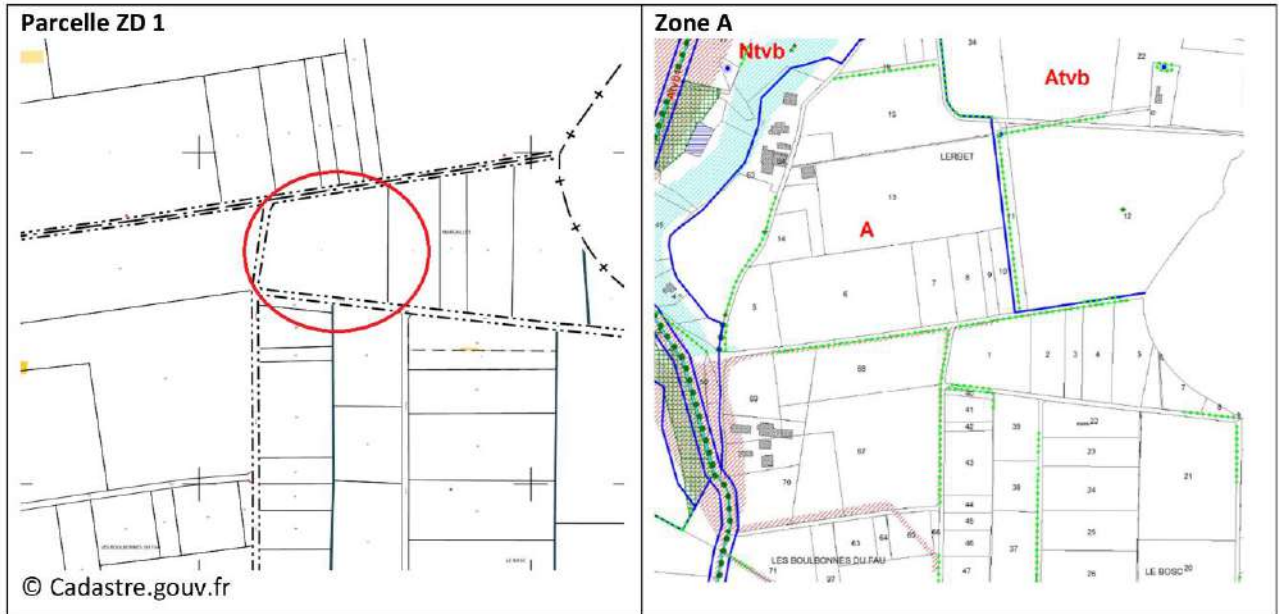


Extraits de plans du PLU réseau Alimentation en eau potable et assainissement :

<b>AEP :</b> néant	<b>Assainissement :</b> néant
-----------------------	----------------------------------

**Secteur Margaillet :**

La parcelle ZD 1 est située à une distance importante de l'agglomération.  
Elle serait classée en zone A ce qui me semble également cohérent.



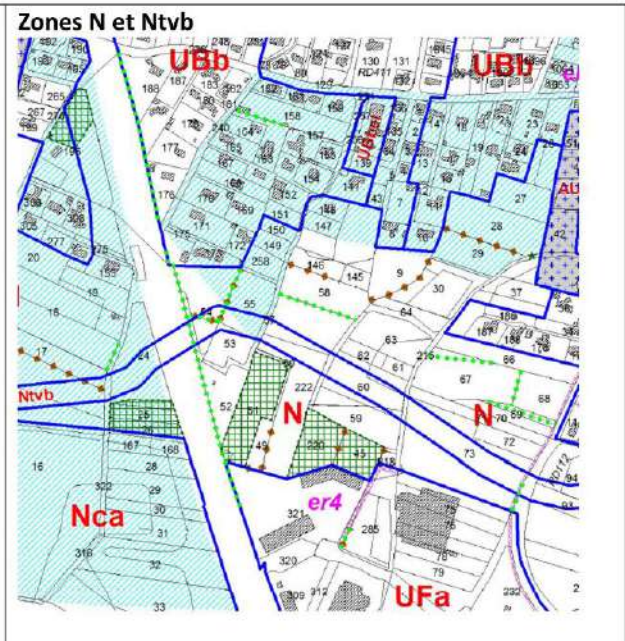
Extraits de plans du PLU réseau Alimentation en eau potable et assainissement :

<p><b>AEP :</b> Néant</p>	<p><b>Assainissement :</b> Néant</p>
-------------------------------	--

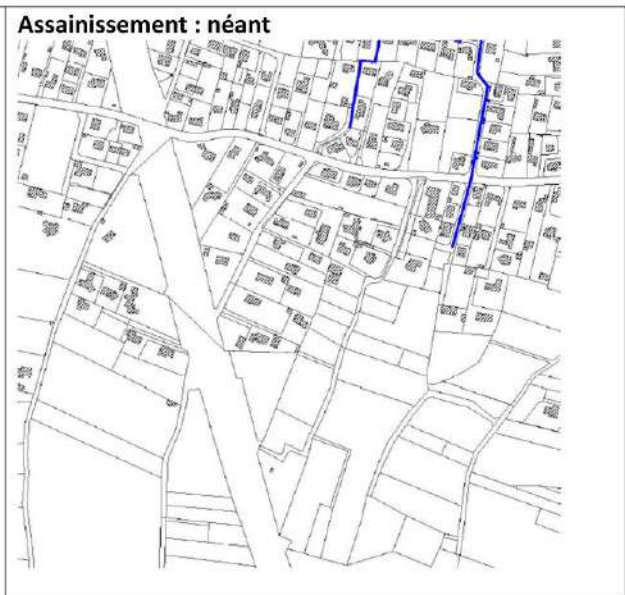
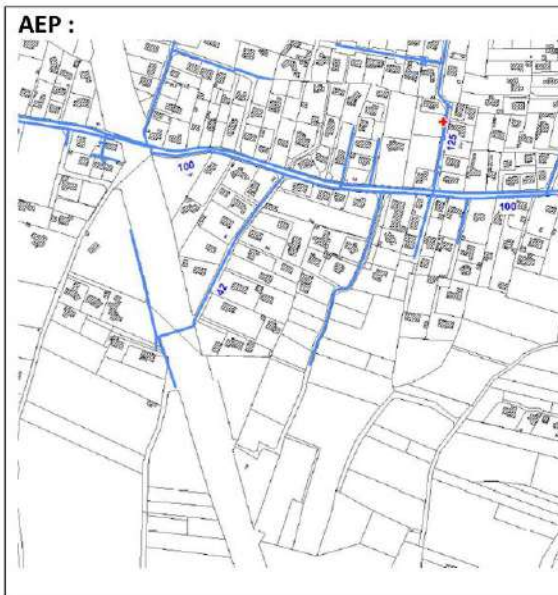
### Secteur Bessouil et Graussette :

La parcelle ZL 54 serait classée en zones N et Ntvb du PLU.

C'est encore une parcelle qui se voit privée de toute possibilité d'urbanisation alors que, compte tenu de l'échéance lointaine de réalisation de la nouvelle station d'épuration et de la proximité du réseau de distribution d'eau potable, le rattachement au moins de sa partie Nord à la zone UBb me semblerait cohérent.



Extraits de plans du PLU réseau Alimentation en eau potable et assainissement :



### Secteur Escoubetou :

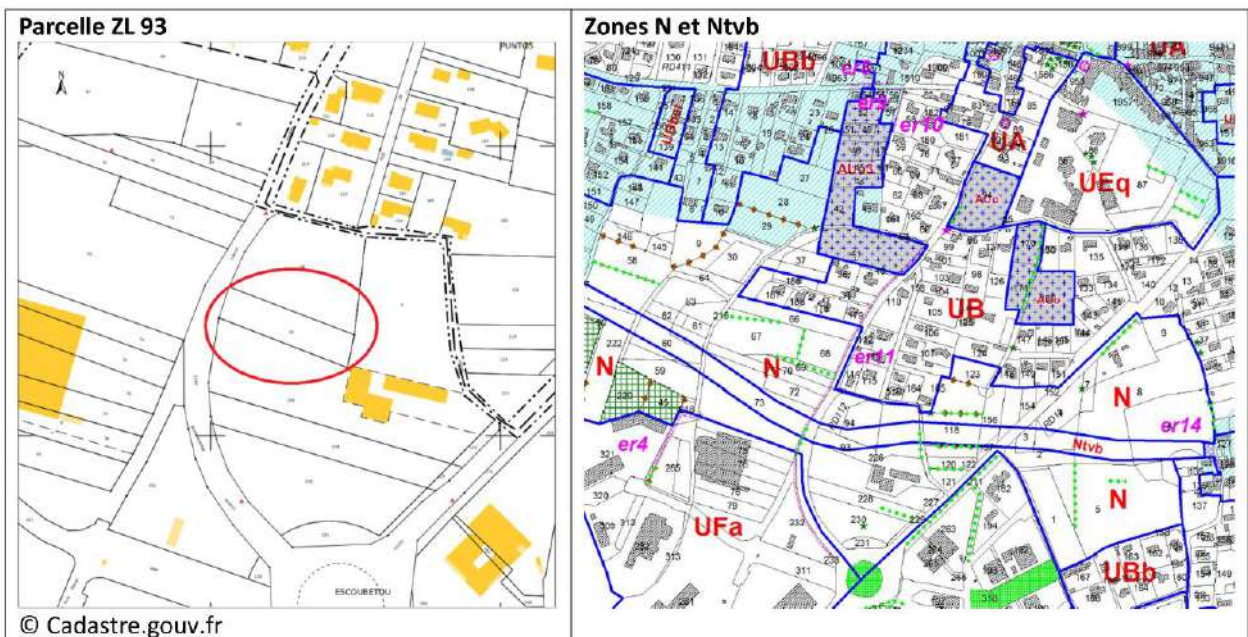
La parcelle ZL 93 subit le même sort que la précédente en étant classée en zones N et Ntvb du PLU.

Dans les deux cas, la zone Ntvb opère un « virage » inexplicable, impactant mes parcelles.

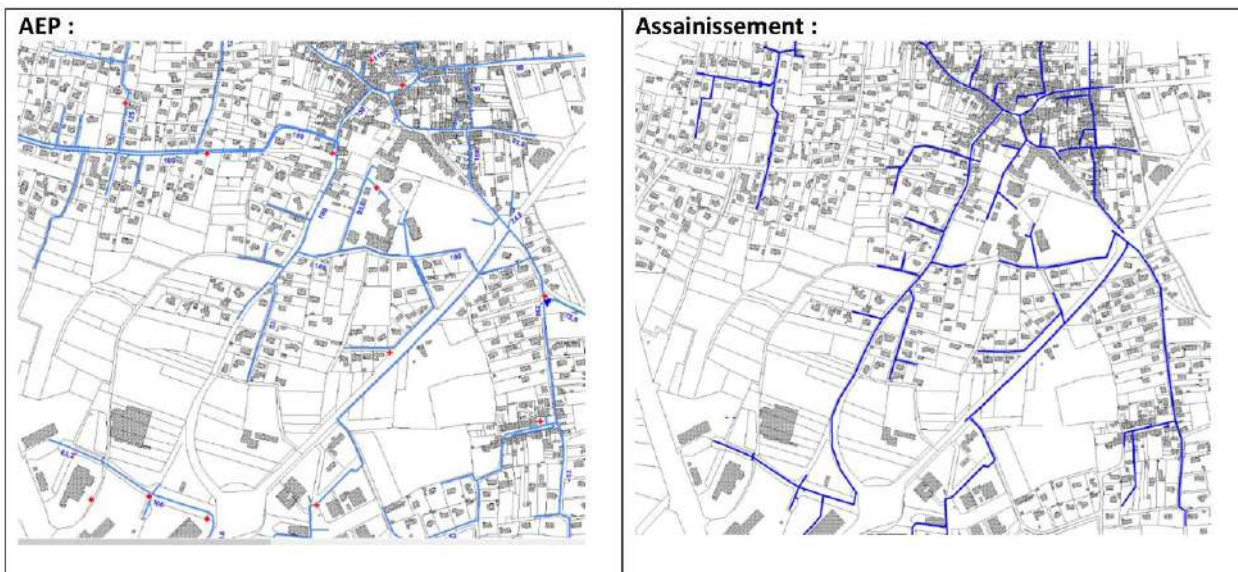
Je ne vois d'ailleurs pas l'intérêt de l'implantation de cette zone Ntvb limitée à son extrémité Est par des zones UA et UB et intersectant côté Ouest la quatre voies et la voie ferrée (le franchissement de ces obstacles générerait de coûteux investissements) : l'objectif des corridors écologiques de connexion entre des réservoirs de biodiversité ne me semble pas atteint.

Par ailleurs, la parcelle est desservie par le réseau d'assainissement collectif, le réseau de distribution d'eau potable se trouve à faible distance.

Je me permets de m'étonner du virage choisi pour cette zone Ntvb traversant précisément l'intégralité de cette parcelle ; une implantation plus rectiligne aurait semblé à tout le moins plus logique.



Extraits de plans du PLU réseau Alimentation en eau potable et assainissement :



## Conclusion

L'impact particulièrement pénalisant de ce projet sur la plupart de mes biens (au nombre de 14) me conduit à solliciter avec insistance le réexamen des parcelles suivantes en vue de leur classement dans une zone urbaine ou à urbaniser :

- 1 : AC 177 Camp del Jutge - Chemin du Pigeonnier,
- 2 : AC 289, 290 et 292 Mied des vignes
- 3 : AA 84 Sarda Chemin du Falga
- 4 : AD 37 Le Bascou Chemin des acacias

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 8 novembre 2023 à 18h30

**2023/158 Assemblées / Délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président – modification de la délibération du 15 décembre 2021**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	47	8	55	55	0	0

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Morgane Pommiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabillot (Crampagna), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

**2023/158****Assemblées / Délégation d'une partie des attributions du conseil  
communautaire au président – modification de la délibération du 15 décembre  
2021**

Rapporteur : le président

Vu l'article L5211-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) relatif au fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L5211-10 du même code relatif à la délégation d'attribution que le président et le bureau peuvent recevoir de l'organe délibérant ;

Vu les statuts de L'agglomération Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du 22 juillet 2020 portant délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président et au bureau ;

Vu la délibération du 7 juillet 2021 modifiant la délibération n°2040/040 du 22 juillet 2020 ;

Vu la délibération du 10 novembre 2021 relative à la modification du règlement intérieur des instances institutionnelles de L'agglomération Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du 15 décembre 2021 portant modification de la délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire au président ;

Considérant que le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant, à l'exception :

- Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances.
- De l'approbation du compte administratif.
- Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L1612-15.
- Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale.
- De l'adhésion de la communauté d'agglomération à un autre établissement public.
- De la délégation de la gestion d'un service public.
- Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 :** **APPROUVE** la modification de la délibération n°2021/127 du 15 décembre 2021.

**Article 2 :** **DÉLÈGUE** au président une partie des attributions du conseil communautaire :

Finances – achats – assurances

- Procéder aux achats publics, à la préparation, à la passation, à l'exécution et au règlement des marchés, contrats, accords-cadres et conventions de fournitures, de travaux, d'études, de prestations de services et de leurs avenants, d'un montant inférieur ou égal à 100 000 € HT.

- Prendre toute décision concernant les avenants qui n'entraînent pas une augmentation du contrat initial supérieure à 5% ainsi que les avenants sans incidence financière, les avenants de transfert, lorsque les crédits sont inscrits au budget pour les marchés, contrats, accords-cadres et conventions de fournitures, de travaux, d'études, de prestations de services, d'un montant supérieur à 100 000 € HT.

- Adhérer aux groupements de commandes, adopter, modifier, résilier les conventions constitutives de groupements de commandes en application des articles L2123-6 et suivants du code de la commande publique, ainsi que tout avenant et tout autre disposition y concourant.
- Déclarer sans suite toute procédure de passation de marché public ou accord cadre quel que soit le montant pour motif d'intérêt général.
- Adopter, modifier, résilier et autoriser la signature des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du code de la commande publique et les conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée.
- Déclarer infructueuse toute procédure de marché public ou accord-cadre quel que soit le montant, relancer une nouvelle procédure notamment sans publicité ni mise en concurrence conformément au code de la commande publique.
- Réaliser des emprunts destinés au financement des investissements prévus au budget sur la base d'un montant maximal autorisé par le conseil communautaire de 1 500 000 € et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures de risques de taux de change et de passer à cet effet les actes nécessaires.
- Réaliser et renouveler des lignes de trésorerie, sur la base d'un montant maximum de 1 500 000 €, procéder aux remboursements anticipés.
- Procéder aux placements temporaires d'excédents de trésorerie, conformément aux dispositions des articles L1618-2 et L2221-5-1 du CGCT.
- Autoriser, avant le vote du budget, le versement d'acomptes d'une subvention de fonctionnement dans le cadre d'une convention pluriannuelle, dans la limite de 25% du montant de la contribution attribuée l'année précédente, aux organismes concernés.
- Procéder aux réductions ou annulations de créances, de mandats, et aux admissions en non-valeurs et au remboursement de sommes recouvrées à tort par facturation des services publics pour tout montant inférieur ou égal à 10 000 €.
- Procéder à des avances de trésorerie du budget principal au budget annexe mobilité doté de l'autonomie financière, dans la limite du montant de la subvention d'équilibre voté par le budget principal de l'année n, et avant le vote du budget principal de l'année n, dans la limite de la subvention d'équilibre votée l'année n-1. A chaque fin d'exercice le montant de l'avance est remboursé par le budget annexe mobilité doté de l'autonomie financière au budget principal.
- Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de condition ni de charge.
- Créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services et en fixer les modalités de fonctionnement.
- Procéder au remboursement des frais indûment engagés par des tiers et/ou relevant de la responsabilité de L'agglo.

#### Ressources humaines :

- Adopter, modifier, résilier les conventions avec les organismes de formation pour la formation des agents et des élus de L'agglo.
- Adopter, modifier, résilier les conventions aux fins de recevoir des stagiaires.
- Adopter, modifier, résilier les conventions de mise à disposition d'agents et les conventions de mise à disposition de services.
- Adopter, modifier, résilier les conventions de transfert de compte épargne temps en cas de mutation.
- Adopter, modifier, résilier les conventions de coopération, de partenariat avec les organismes.
- Engager, par recrutement direct en tant que de besoin, des agents non titulaires à titre occasionnel, des saisonniers pour répondre aux nécessités de service dans les conditions fixées par la délibération afférente pour son renouvellement éventuel dans les limites fixées par le code de la fonction publique si les besoins du service le justifient et de charger le président de la constatation des besoins concernés ainsi que de la



détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature de leurs fonctions et leur profil.

- Adhérer auprès des organismes agréés pour la mise à disposition de volontaires en service civique et signer les conventions de mise à disposition et tout acte associé et prendre toute disposition y concourant.
- Solliciter les agréments nécessaires auprès des organismes agréés et signer les contrats d'engagement de service civique.
- Procéder à la mise en œuvre et au renouvellement des contrats aidés ainsi que tout avenant et prendre tout autre disposition y concourant.
- Établir, modifier, exécuter, signer tout type de règlement administratif, les règlements en matière de ressources humaines ainsi que tout autre document cadre y compris le document unique pour l'évaluation des risques professionnels, le règlement intérieur, le règlement de formation.

#### Patrimoine – domanialité :

- Passer, rectifier, annuler dans les formes établies en conformité avec le CGCT, des actes de vente, échange, partage, acceptation de dons et legs, acquisition, transaction y compris transaction administrative, pour des montants supérieurs à 100 000 € HT et inférieurs aux seuils européens applicables aux marchés de services et de fournitures.
- Adopter, modifier, résilier les conventions pour autorisation d'occupation du domaine public et/ou privé ainsi que les conventions de mise à disposition du domaine public ou privé et les conventions de mise à disposition de moyens.
- Adopter, modifier, les autorisations de bornages de propriété et de modification parcellaire, tous documents tendant au bornage, à la reconnaissance, à la division parcellaire des propriétés.
- Procéder à la conclusion, la modification, la résiliation et la révision du louage de choses ou de biens pour une durée n'excédant pas douze ans.
- Adopter, modifier, résilier les conventions d'autorisations de passage, portant éventuellement constitution de droits réels et fixation des indemnités afférentes.
- Adopter, modifier ou résilier les contrats, conventions et baux en tant que bailleur ou preneur de locaux et de leurs avenants, passés avec les tiers ou les collectivités territoriales, nécessaires au fonctionnement courant de L'agglo, dès lors que les crédits nécessaires, en dépenses, sont inscrits au budget.

#### Matières transverses :

- Passer, modifier, résilier les contrats d'assurance sous réserve des dispositions suivantes applicables en matière de commande publique, soit un montant maximal de 100 000 € HT.
- Procéder aux négociations amiables, approuver et signer les protocoles d'accord transactionnels en matière de contentieux ou de sinistre dont le montant est inférieur à 100 000 € HT.
- Accepter ou refuser les indemnités de remboursement d'assurance consécutives aux sinistres et régler les conséquences dommageables des sinistres ainsi que les franchises à la charge de L'agglo, quelle que soit la nature du sinistre.
- Désigner et saisir les avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts et en fixer la rémunération et honoraires et tous autres frais en découlant.
- Défendre L'agglo dans les actions intentées contre elle, ses représentants et ses agents, en demande comme en défense, en première instance comme à hauteur d'appel ou de pourvoi en cassation, devant toutes les juridictions judiciaires comme devant les juridictions administratives. Cette délégation de compétence s'étend aux dépôts de plaintes, avec ou sans constitution de partie civile, au nom de L'agglo ainsi que la représentation en justice.
- Établir, modifier, exécuter, signer les règlements intérieurs et d'utilisation des services et équipements.

- Établir, modifier, exécuter, signer les conventions et règlements, les avenants en matière d'habitat notamment concernant les aides à l'habitat privé, sans incidence financière.
- Déposer les réponses aux appels à projets et appels à manifestation d'intérêt auprès de tous les partenaires concernés.
- Demander des subventions aux divers partenaires financiers pour tout projet d'investissement et tout partenariat sur des opérations de fonctionnement.
- Attribuer, modifier retirer des aides à des porteurs de projets dans le cadre de dispositifs d'aide à l'amélioration de l'habitat privé approuvés en conseil communautaire : opération programmée d'amélioration de l'habitat - renouvellement urbain et programme d'intérêt général.
- Attribuer, modifier retirer les aides à l'immobilier d'entreprises en faveur du tourisme dans le cadre du partenariat établi avec le conseil départemental de l'Ariège.
- Déposer les demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens intercommunaux ainsi que toute demande modificative.
- Exercer, au nom de L'agglo pour un montant inférieur à 500 000 € HT, le droit de préemption défini par les articles L213-1 à L123-1-2 du code de l'urbanisme conformément aux articles L210-1 et L300-1 du même code.
- Adopter, modifier, résilier les conventions d'entretien avec des communes membres et leurs établissements publics du domaine privé et public de L'agglo.
- Adopter, modifier ou résilier les conventions, contrats et autres documents dans le cadre de l'organisation de manifestations dans lesquelles L'agglo est organisatrice ou partenaire ou pour organiser l'intervention des services intercommunaux.
- Adopter, modifier ou résilier les contrats et mises à disposition visant à l'utilisation des équipements, des matériels de L'agglo.
- Adopter, modifier ou résilier les conventions de prêt de matériel et de véhicule sans incidence financière.
- Adopter, modifier les procès-verbaux de mise à disposition dans le cadre des transferts de compétences avec les communes membres ou les syndicats mixtes ou toutes autres structures auxquelles L'agglo adhère ou a créé.
- Adopter, modifier, résilier les conventions de mise à disposition de toute nature.
- Adopter, modifier, résilier des conventions de partenariat, de coopération avec différents acteurs associatifs, professionnels ou institutionnels conformément aux compétences de L'agglo Foix-Varilhes, notamment en matière de petite enfance, enfance, jeunesse et en matière de culture, sports et solidarités, d'un montant inférieur ou égal à 100 000 € HT.
- Approuver les projets éducatifs, scientifiques, culturels et projets pédagogiques.
- Adopter et modifier les maquettes financières dans le cadre des dispositifs contractuels de partenariat avec l'État, la Région, le Département ou tout autre partenaire.
- Attribuer, modifier, retirer les aides individuelles à l'achat d'un vélo à assistance électrique neuf ou d'occasion, d'un vélo musculaire d'occasion ou pour l'installation d'un système d'électrification de vélo conformément au règlement d'attribution délibéré en conseil communautaire.

**Article 3 : CHARGE** le président, jusqu'à la fin de son mandat, par délégation, d'effectuer l'ensemble des opérations mentionnées à l'article 2.

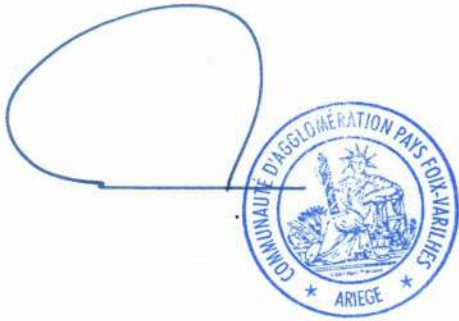
**Article 4 : RAPPELLE** que, lors de chaque réunion du conseil communautaire, le président rendra compte des attributions qu'il exerce par délégation du conseil communautaire.

**Article 5 : AUTORISE** le président à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'application de la présente délibération.

Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglomération Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 8 novembre 2023 à 18h30

**2023/159 Finances / Adoption du référentiel M57 à compter de 2024**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	47	8	55	55	0	0

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Morgane Pommiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabillot (Crampagna), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

**2023/159****Finances / Adoption du référentiel M57 à compter de 2024**Rapporteur : Paul Cayrol

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier ses dispositions financières et comptables ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs, et par extension aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

Vu l'avis favorable du comptable public à la mise en œuvre du droit d'option pour adopter le référentiel M57, en date du 28 septembre 2023 ;

Considérant que la nomenclature budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente, et présente la particularité de pouvoir être appliquée par toutes les catégories de collectivités territoriales ; que ce référentiel étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions, offrant ainsi une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires, notamment en termes de pluriannualité, de fongibilité, et de gestion des immobilisations ;

Considérant que la nomenclature budgétaire et comptable M57 a vocation à remplacer la nomenclature M14 à compter du 1er janvier 2024, pour l'ensemble des budgets à caractère administratif des entités publiques locales, sauf exceptions ponctuelles ;

Considérant ainsi que la nomenclature M57 s'appliquera au budget principal de L'agglo, ainsi qu'aux budgets annexes ateliers-relais et zones d'activités (24204), régis jusque-là par la nomenclature budgétaire et comptable M14, à l'exclusion du budget annexe mobilité qui demeurera régi par le référentiel M43 applicable aux services publics industriels et commerciaux (service de transport urbain de voyageurs) ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : AUTORISE** l'adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 développée pour le budget principal et les budgets annexes atelier-relais et zones d'activités de L'agglo Foix-Varilhes, à compter de l'exercice 2024.

**Article 2 : AUTORISE** le président à engager toute démarche et à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE FOIX  
RUE PIERRE MENDÈS FRANCE  
BP 90092  
09007 FOIX CEDEX

**Direction générale des Finances publiques**  
**Service de Gestion Comptable de Foix**  
rue Pierre Mendès France  
BP 90092  
09007 FOIX CEDEX  
Téléphone : 05 61 02 12 77  
Mél. : [sgc.foix@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:sgc.foix@dgfip.finances.gouv.fr)

POUR NOUS JOINDRE :

Jours et heures d'ouverture : sans RDV le matin du  
lundi au jeudi ; sur RDV les après-midi sauf les  
mardis et vendredis  
Affaire suivie par : Philippe CROUZIL  
Téléphone : 05 61 02 12 74  
Courriel : [philippe.crouzil@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:philippe.crouzil@dgfip.finances.gouv.fr)

MESDAMES ET MESSIEURS LES ÉLUS

Foix, le 28/09/2023

Objet : Avis du comptable public sur la mise en œuvre du droit d'option pour adopter le référentiel M57

Mesdames et messieurs les élus,

Votre collectivité est actuellement gérée comptablement selon le référentiel M14.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, elle devra basculer sous le référentiel M57.

En application du décret n° 2015-1899 du 30 décembre 2015, j'ai l'honneur de vous faire part de mon accord de principe sur l'adoption du référentiel M57 par droit d'option pour toutes les collectivités listées dans le tableau joint au présent courrier.

Dans le cadre de ce changement de référentiel, vous devez à présent prendre une délibération actant le passage au référentiel M57 au 1<sup>er</sup> janvier 2024, **en précisant si vous reprenez la version développée ou la version abrégée du référentiel**. Je vous remercie par avance de m'adresser un exemplaire de cette délibération une fois qu'elle aura été rendue exécutoire.

En application des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2005-1899 précité, le présent avis sera joint à la délibération.

Je me tiens à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prie d'agréer, Mesdames et Messieurs les élus, l'expression de ma considération distinguée.

Le comptable du SGC de FOIX  
Philippe CROUZIL

Philippe CROUZIL  
Inspecteur Divisionnaire  
des Finances publiques  
Chef de Poste  
SGC de FOIX

  
P. Crouzil



N° BC	Budget	Nomenclature
016-20	ARNAVE	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
030-20	AUZAT	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
080-20	CARLA-DE-ROQUEFORT	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
096-20	CHATEAU-VERDUN	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
100-00	VARILHES	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
100-01	CCAS DE VARILHES	M14 - 5 - CCAS, CIAS
101-00	ARTIX	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
105-00	CRAMPAGNA	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
108-00	GUDAS	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
108-01	LOGTS SOCIAUX - GUDAS	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
113-00	SAINT-BAUZEIL	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
114-00	SAINT-FELIX-DE-RIEUTORD	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
115-00	SEGURA	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
116-00	VENTENAC	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
134-20	GESTIES	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
139-20	L HOSPITALET PRES L ANDORRE	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
140-20	IGNAUX	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
143-20	ILLIER-ET-LARAMADE	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
189-20	MERENS-LES-VALS	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
192-20	MIGLOS	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
206-00	CELLES	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
208-00	FERRIERES-SUR-ARIEGE	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
211-20	MONTSEGUR	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
213-00	LOUBIERES	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
218-00	SAINT-JEAN-DE-VERGES	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
218-20	ORGEIX	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
220-00	SAINT-PAUL-DE-JARRAT	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
220-20	ORLU	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
220-22	LOTISSEMENT L'ESTAP-ORLU	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
221-00	SAINT-PIERRE-DE-RIVIERE	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
225-00	A F P DE SAINT PAUL DE JARRAT	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
227-00	SIVE DE BAULOU-VERNAJOUL	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
228-00	A F P DE SERRES SUR ARGET	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
229-00	SIVE BRASSAC-GANAC-ST-PIERRE	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
230-00	SIVE ST-JEAN - CRAMPAGNA - LOUBIERES	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
236-00	SI DEPART D'ENERGIE DE L'ARIEGE	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
242-00	CA PAYS FOIX - VARILHES	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
242-03	ATELIER RELAIS - CA PAYS FOIX VARILHES	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
242-04	ZONE ACTIVITE- CA PAYS FOIX VARILHES	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
242-50	CIAS L'AGGLO FOIX-VARILHES	M14 - 5 - CCAS, CIAS
247-00	ASSOC FONC PAST HT TARASCONNAIS	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
258-00	CCAS DE SAINT-JEAN-DE-VERGES	M14 - 5 - CCAS, CIAS
265-00	CCAS DE LOUBIERES	M14 - 5 - CCAS, CIAS
290-00	CIAS de la HTE ARIEGE	M14 - 5 - CCAS, CIAS
295-20	SIGUER	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
297-00	CC DE LA HAUTE ARIEGE	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
297-01	CUISINES ET CANTINES- CC HTE ARIEGE	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
297-02	PREST CNES MEMBRES - CC HTE ARIEGE	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
297-03	AMENGT ZAE- CC HTE ARIEGE	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
303-20	SURBA	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
303-50	CCAS DE SURBA	M14 - 5 - CCAS, CIAS
305-20	TABRE	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
306-20	TARASCON-SUR-ARIEGE	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
306-22	RÉGIE ANIMATION - TARASCON	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
306-50	CCAS TARASCON-SUR-ARIEGE	M14 - 5 - CCAS, CIAS
321-20	USSAT	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
332-50	CCAS DE VERNIOLLE	M14 - 5 - CCAS, CIAS
605-20	CC DU PAYS DE TARASCON	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
605-24	ATELIER - RELAI CC PAYS DE TARASCON	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
702-20	GROUPT SYND FOREST ET PAST ORGEIX ORLU	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
719-20	SYNDMC AMEGT RIVIERE DU VAL D'ARIEGE	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
758-20	SYNDM STATIONS SPORTS HTE ARIEGE	M14 - 3 - NOMENCLATURE DÉVELOPPÉE
903-20	A F P D'ORLU	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
904-20	AFP D'AX LES THERMES PETCHES	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS

Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le 14/11/2023

ID : 009-200067791-20231108-2023\_DC\_159-DE

906-20	ASSOC FONC PAST D'ORGEIX	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE	COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
907-20	ASSOC FONC PASTORALE LA SOULEILLA	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE	COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
908-20	AFP IGNAUX,LA SERRE ET LAS COSTE	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE	COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
919-20	ASSOC FONC PASTORALE DE LIEURAC	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE	COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
959-20	ASSOC FONC PAST DE MERCUS	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE	COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
960-20	ASSOC FONC PAST DE GENAT	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE	COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
961-20	ASSOC FONC PAST DE BEDEILHAC-AYNAT	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE	COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
963-20	AFP DE GESTIES	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE	COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
964-20	A F P DE LA PIQUE D'ENDRON	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE	COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
965-20	AFP DE SEM LE RANCIER	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE	COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
966-20	A F P AUZAT OLBIER	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE	COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
967-20	ASSOC FONC PAST D'AUZAT SALEIX	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE	COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS
971-20	AFP D'ASCOU	M14 - 1 - NOMENCLATURE SIMPLIFIÉE	COMMUNES DE MOINS DE 500 HABITANTS



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 8 novembre 2023 à 18h30

**2023/160 Finances / Attributions de compensation définitives pour 2023 et provisoires pour 2024**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	47	8	55	55	0	0

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Morgane Pommiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabilhot (Crampagna), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

**2023/160****Finances / Attributions de compensation définitives pour 2023 et provisoires pour 2024**

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la république et notamment son article 35 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, adopté par délibération du 24 mars 2021 ;

Vu le code général des impôts et notamment son article 1609 nonies C ;

Vu la délibération du 16 novembre 2022 portant modification de l'intérêt communautaire, et déclarant d'intérêt communautaire le Centre culturel Olivier Carol à Foix ;

Vu la délibération du 14 décembre 2022 approuvant les montants des attributions de compensation définitives pour 2022 et prévisionnelles pour 2023 ;

Vu le rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées (Clect) élaboré lors de sa séance du 10 juillet 2023 ;

Considérant que lorsqu'intervient un nouveau transfert de compétence, les attributions de compensation de chacune des communes doivent être respectivement diminuées ou majorées du montant net des charges qu'elles transfèrent ;

Considérant qu'il appartient à la Clect de procéder à l'évaluation de ces charges transférées, afin de permettre le calcul de ces attributions de compensation ; qu'à ce titre la Clect établit et vote un rapport détaillé sur les transferts de compétences, de charges et de ressources ;

Frais d'élaboration des PLU communaux :

Considérant que depuis sa prise de compétence au 1<sup>er</sup> juillet 2021 en matière de plan local d'urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale, L'agglo Foix-Varilhes prend en charge sur ses ressources propres les coûts liés à l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal intégrant le volet habitat (PLUi-H) ;

Considérant qu'a été acté le principe, dans le cadre de ce transfert de compétence, que les coûts d'élaboration ou de révision des documents d'urbanisme engagés par les communes antérieurement au transfert de compétence et poursuivies à la demande de ces dernières soient réglés par L'agglo puis mis à charge des communes via une retenue ponctuelle sur attributions de compensation ;

Considérant que dans ce cadre les frais constatés jusqu'au 31 décembre de l'année N servent à l'évaluation des charges annuelles N et des attributions de compensation N+1 ;

Considérant que, sur ce fondement, la Clect a évalué les charges nouvelles transférées à L'agglo en 2022 au titre de cette compétence :

- Commune de Cousa :	2 296,21 €
- Commune de Foix :	18 752,23 €
- Commune de Gudas :	753,99 €
- Commune de Montgailhard :	2 758,67 €
- Commune de Montoulieu :	692,79 €
- Commune de Varilhes :	17 445,42 €
- Commune de Verniolle :	9 008,30 €
- Soit, au total :	51 707,61 €

Centre culturel Olivier Carol et soutien à l'Adacfa :

Considérant que le centre culturel Olivier Carol a été transféré de la Commune de Foix à L'agglo Foix-Varilhes, par modification de l'intérêt communautaire de la compétence « équipements culturels et sportifs », au 1er janvier 2023 ;

Considérant les études techniques, organisationnelles et financières poursuivies préalablement au transfert de cet équipement, selon les principes directeurs suivants :

- En investissement : évaluation des dépenses et recettes sur l'ensemble des données financières disponibles (2001 à 2022), rapportées sur une seule année.
- En fonctionnement : évaluation des charges et ressources transférées sur les trois derniers exercices hors 2020 (crise Covid), soit les comptes administratifs 2019, 2021 et 2022, rapportées sur une seule année.

Considérant que le transfert de l'équipement s'accompagne du transfert des dépenses de personnel liées au bâtiment, ainsi que la charge de la subvention annuelle à l'Adacfa gestionnaire de la scène nationale l'Estive ;

Considérant que les données financières analysées ont permis à la Clect d'évaluer précisément une charge nette transférée :

- En investissement : 81 375,32 €
- En fonctionnement : 452 749,14 €
- Soit un total de : 534 124,46 €

Qu'ainsi un ajustement des attributions de compensations définitives pour 2023 doit d'être opéré, conformément au rapport de la Clect précité et joint en annexe ;

Attributions de compensation prévisionnelles pour 2024 :

Considérant les résultats de l'étude d'élaboration d'un schéma directeur de gestion des eaux pluviales urbaines à l'échelle du territoire, et le recensement du patrimoine communal affecté à cette compétence, assurés par L'agglo sur ses propres ressources ;

Considérant le coût de renouvellement unitaire par puit sec et par mètre linéaire de réseaux enterrés, ainsi que les taux de renouvellement annuels préconisés ;

Considérant qu'il est estimé que la charge d'investissement annuelle moyenne ainsi déterminée, s'élevant à environ 275 000 €, pourra donner lieu à perception de subventions, estimées forfaitairement à 25% du montant total des travaux hors taxes ;

Considérant qu'il est proposé que cette charge d'investissement annuelle, déduction faite des subventions, soit assurée pour moitié via des retenues sur attributions de compensation des communes, et pour moitié via le recours ultérieur à des fonds de concours ascendants activés uniquement en cas de nouveaux travaux sur la commune ;

Considérant ainsi l'estimation des montants à retenir au titre du transfert de la compétence pluvial urbain, et les attributions de compensation provisoire pour 2024 ;

### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : FIXE** les montants des attributions de compensation définitives pour 2023 et des attributions de compensation provisoires pour 2024 tel que présenté dans le tableau joint.

**Article 2 : PRÉCISE** que les charges retenues au titre des attributions de compensation provisoires pour 2024 concernent les PLU communaux et la gestion des eaux pluviales urbaines, en attente du rapport de la Clect.

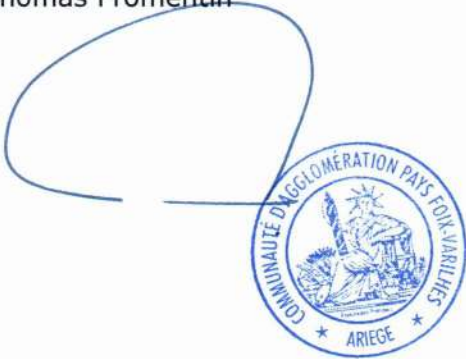
**Article 3 : INFORME** les communes membres de L'agglo Foix-Varilhes des montants des attributions de compensation prévisionnelles pour 2024 tel que présenté dans le tableau joint.

**Article 4 : AUTORISE** le président à engager toute démarche, à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

## Attributions de compensations définitives 2023 et prévisionnelles 2024

	AC 2022	2023			2024	
		AC prévisionnelles	Charges retenues	AC définitives	Estimation des charges à retenir*	AC prévisionnelles
Arabaux	19.750,00	19.750,00		19.750,00	168,96	19.581,04
Artix	-4.645,00	-4.645,00		-4.645,00	309,41	-4.954,41
Baulou	-53,00	-53,00		-53,00	217,91	-270,91
Benac	-1.726,00	-1.726,00		-1.726,00	1.752,69	-3.478,69
Le Bosc	-4.868,00	-4.868,00		-4.868,00	340,73	-5.208,73
Brassac	-1.678,00	-1.678,00		-1.678,00	1.730,84	-3.408,84
Burret	-2.454,00	-2.454,00		-2.454,00	31,62	-2.485,62
Calzan	-1.923,00	-1.923,00		-1.923,00	165,16	-2.088,16
Cazaux	-2.972,00	-2.972,00		-2.972,00	88,50	-3.060,50
Celles	-3.831,00	-3.831,00		-3.831,00	630,14	-4.461,14
Cos	-2.746,00	-2.746,00		-2.746,00	1.579,81	-4.325,81
Coussa	-9.038,00	-11.334,21	2.296,21	-11.334,21	2.780,61	-11.818,61
Crampagna	3.506,19	13.468,00		13.468,00	2.167,51	11.300,49
Dalou	-22.466,00	-22.466,00		-22.466,00	2.498,58	-24.964,58
Ferrières	184.103,00	184.103,00		184.103,00	5.620,26	178.482,74
Foix	1.991.439,00	1.449.292,91	552.876,69	1.438.562,31	575.516,35	1.415.922,65
Ganac	-18.948,00	-18.948,00		-18.948,00	3.354,40	-22.302,40
Gudas	-8.911,00	-9.684,50	753,99	-9.664,99	683,63	-9.594,63
L'Herm	980,00	980,00		980,00	411,24	568,76
Loubens	-12.747,00	-12.747,00		-12.747,00	952,98	-13.699,98
Loubières	-5.917,00	-5.917,00		-5.917,00	1.011,07	-6.928,07
Malléon	-1.839,00	-1.839,00		-1.839,00	206,11	-2.045,11
Montégut-Plantaurel	-17.269,00	-17.269,00		-17.269,00	1.519,31	-18.788,31
Montgailhard	-4.008,48	-7.190,00	2.758,67	-6.648,67	4.652,87	-8.542,87
Montoulieu	186.055,21	186.055,21	692,79	186.055,21	2.061,11	184.686,89
Pradières	-3.776,00	-3.776,00		-3.776,00	54,51	-3.830,51
Prayols	142.347,00	142.347,00		142.347,00	2.295,92	140.051,08
Rieux-de-Pelleport	104.101,00	104.101,00		104.101,00	3.929,75	100.171,25
St-Bauzeil	-3.162,00	-3.162,00		-3.162,00	52,27	-3.214,27
St-Félix-de-Rieuford	-14.833,00	-14.833,00		-14.833,00	2.218,33	-17.051,33
St-Jean-de-Verges	75.360,00	75.360,00		75.360,00	5.191,11	70.168,89
St-Martin-de-Caralp	-7.894,00	-7.894,00		-7.894,00	1.298,27	-9.192,27
St-Paul-de-Jarrat	280.068,00	280.068,00		280.068,00	6.254,69	273.813,31
St-Pierre-de-Rivière	-13.857,00	-13.857,00		-13.857,00	2.796,91	-16.653,91
Ségura	-7.909,00	-7.909,00		-7.909,00	1.454,99	-9.363,99
Serres-sur-Arget	-24.542,00	-24.542,00		-24.542,00	3.837,31	-28.379,31
Soula	-7.667,00	-7.667,00		-7.667,00	390,47	-8.057,47
Varilhes	189.342,00	173.316,66	17.445,42	171.896,58	11.911,83	177.430,17
Ventenac	-12.876,00	-12.876,00		-12.876,00	804,74	-13.680,74
Vernajoul	-4.853,00	-4.853,00		-4.853,00	2.803,88	-7.656,88
Verniolle	-34.556,00	-43.564,30	9.008,30	-43.564,30	2.761,37	-37.317,37
Vira	-8.979,00	-8.979,00		-8.979,00	521,64	-9.500,64
<b>TOTAL</b>	<b>2.904.107,92</b>	<b>2.340.638,77</b>	<b>585.832,07</b>	<b>2.329.048,93</b>	<b>659.029,79</b>	<b>2.255.851,21</b>

\* estimation indicative des charges à retenir, selon les données disponibles à la date du 25 octobre 2023 ; seule l'évaluation réalisée par la Clect dans son rapport annuel fera foi

[Tapez ici]

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 8 novembre 2023 à 18h30

**2023/161 Travaux / Voirie - Fonds de concours voirie – opérations sous mandat programme 2022 : répartition prévisionnelle**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	47	8	55	55	0	0

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Cousa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Morgane Pommiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabillot (Crampagna), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

**2023/161****Travaux / Voirie - Fonds de concours voirie – opérations sous mandat programme 2022 : répartition prévisionnelle**Rapporteur : Paul Cayrol

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5216-5 VI, modifié par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, qui permet aux communautés d'agglomération d'attribuer des fonds de concours à leurs communes membres ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2018/044 du 2 mai 2018 définissant l'intérêt communautaire des compétences exercées par L'agglo Foix-Varilhes, notamment en matière de voirie ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2017/158 du 20 septembre 2017 précisant les modalités d'attribution de fonds de concours pour la réalisation de travaux de voirie ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2022/089 du 29 juin 2022 approuvant la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour les grosses réparations sur les voiries communales dans les communes de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant la volonté de poursuivre et renforcer les solidarités et de forger une nouvelle dynamique territoriale, d'assurer une équité et une harmonisation des pratiques entre les communes, notamment en matière de réseaux de voirie ;

Considérant que, suite à la réforme du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) opérée en 2021, la participation communale est appelée pour le montant total des travaux réalisés sur la commune ; que L'agglo Foix-Varilhes verse concomitamment une subvention égale à la part de DETR correspondante, augmentée du montant du fonds de concours ; que les communes percevront in fine le FCTVA au titre des dépenses totales, en n+1 ou n+2 selon le régime de versement (plan de soutien de 2009/2010) ;

Considérant l'achèvement du programme de travaux de voirie du millésime 2022 et la notification de la DETR attribuée, en attente de perception du solde ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : APPROUVE** le tableau de répartition provisoire du programme de voirie 2022, tel qu'annexé à la présente délibération.

**Article 2 : STIPULE** que les mouvements comptables de clôture du programme de voirie interviendront postérieurement à la perception du solde de la DETR et à l'approbation du tableau de répartition définitive par délibération.

**Article 3 : PRÉCISE** que le versement de ces fonds de concours s'inscrit dans le cadre d'une opération sous mandat pour laquelle L'agglo Foix-Varilhes intervient en tant que maître d'ouvrage délégué.

**Article 4 : PRESCRIT** que les crédits soient engagés au chapitre 204 en dépenses et au chapitre 4582 en recettes du budget principal, et inscrits en restes à réaliser.

Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

**L'agglo Foix-Varilhes**  
**Voirie communale - Programme 2022**  
**Grosses réparations de chaussées sur la voirie communale**  
**Répartition financière prévisionnelle**

COMMUNES	A Montant HT des travaux réalisés	B TVA sur travaux réalisés	C Montant TTC des travaux réalisés	D Subvention DETR 29,98%	E Reste à charge TTC	F Participation de L'agglo	G Versement (L'agglo + 100% DETR)	H Appel de cotisation communale	I FCTVA commune	J Net commune
Arabaux	20.106,13 €	4.021,23 €	24.127,36 €	6.027,82 €	18.099,54 €	7.565,25 €	13.593,07 €	24.127,36 €	3.957,85 €	6.576,44 €
Artix	6.788,14 €	1.357,63 €	8.145,77 €	2.035,08 €	6.110,69 €	2.954,15 €	4.589,23 €	8.145,77 €	1.356,23 €	2.220,31 €
Baulou	21.167,60 €	4.233,52 €	25.401,12 €	6.346,05 €	19.055,07 €	7.964,64 €	14.310,69 €	25.401,12 €	4.166,80 €	6.923,63 €
Bénac	13.556,06 €	2.711,21 €	16.267,27 €	4.064,11 €	12.203,16 €	5.100,88 €	9.164,79 €	16.267,27 €	2.668,48 €	4.434,00 €
Le Bosc	14.525,85 €	2.905,17 €	17.431,02 €	4.354,85 €	13.076,17 €	5.465,58 €	9.820,43 €	17.431,02 €	2.859,38 €	4.751,21 €
Burret	35.702,19 €	7.140,44 €	42.842,63 €	10.703,52 €	32.139,11 €	13.433,51 €	24.137,03 €	42.842,63 €	7.027,91 €	11.677,69 €
Coussa	6.076,07 €	1.215,21 €	7.291,28 €	1.821,61 €	5.469,67 €	2.286,21 €	4.107,82 €	7.291,28 €	1.196,06 €	1.987,40 €
Crampagna	71.846,55 €	14.369,31 €	86.215,86 €	21.539,60 €	64.676,26 €	27.033,38 €	48.572,98 €	86.215,86 €	14.142,85 €	23.500,03 €
Ferrrières-sur-Ariège	47.075,18 €	9.415,04 €	56.490,22 €	14.113,14 €	42.377,08 €	17.712,77 €	31.825,91 €	56.490,22 €	9.266,66 €	15.397,65 €
Ganac	57.122,00 €	11.424,40 €	68.546,40 €	17.125,18 €	51.421,22 €	21.493,04 €	38.618,22 €	68.546,40 €	11.244,35 €	18.683,83 €
L'Herm	9.294,66 €	1.858,93 €	11.153,59 €	2.786,54 €	8.367,05 €	3.497,26 €	6.283,80 €	11.153,59 €	1.829,63 €	3.040,16 €
Loubens	10.115,96 €	2.023,19 €	12.139,15 €	3.032,76 €	9.106,39 €	3.806,29 €	6.839,05 €	12.139,15 €	1.991,31 €	3.308,79 €
Loubières	15.425,62 €	3.085,12 €	18.510,74 €	4.624,60 €	13.886,14 €	5.804,13 €	10.428,73 €	18.510,74 €	3.036,50 €	5.045,51 €
Malléon	13.219,21 €	2.643,84 €	15.863,05 €	3.963,12 €	11.899,93 €	4.973,93 €	8.937,05 €	15.863,05 €	2.602,17 €	4.323,83 €
Montégut-Plantaurel	34.010,36 €	6.802,07 €	40.812,43 €	10.196,31 €	30.616,12 €	12.796,93 €	22.993,24 €	40.812,43 €	6.694,87 €	11.124,32 €
Montgaillard	35.221,65 €	7.044,33 €	42.265,98 €	10.559,45 €	31.706,53 €	13.252,70 €	23.812,15 €	42.265,98 €	6.933,31 €	11.520,52 €
Montoufleu	31.912,22 €	6.382,44 €	38.294,66 €	9.567,28 €	28.727,38 €	12.007,47 €	21.574,75 €	38.294,66 €	6.281,86 €	10.438,05 €
Pradières	19.524,39 €	3.904,88 €	23.429,27 €	5.853,41 €	17.575,86 €	7.346,36 €	13.199,77 €	23.429,27 €	3.843,34 €	6.396,16 €
Prayols	34.021,45 €	6.804,29 €	40.825,74 €	10.199,63 €	30.626,11 €	12.801,10 €	23.000,73 €	40.825,74 €	6.697,05 €	11.127,96 €
Rieux-de-Pelleport	35.460,38 €	7.092,08 €	42.552,46 €	10.631,02 €	31.921,44 €	13.942,52 €	23.973,54 €	42.552,46 €	6.980,31 €	11.598,61 €
Sain-Jean-de-Verges	78.375,95 €	15.675,19 €	94.051,14 €	23.497,11 €	70.554,03 €	29.490,17 €	52.987,28 €	94.051,14 €	15.428,15 €	25.635,71 €
Saint-Martin-de-Caralp	5.157,15 €	1.031,43 €	6.188,58 €	1.546,11 €	4.642,47 €	1.940,46 €	3.486,57 €	6.188,58 €	1.015,17 €	1.686,84 €
Saint-Paul-de-Jarrat	64.721,25 €	12.944,25 €	77.665,50 €	19.403,43 €	58.262,07 €	24.352,38 €	43.755,81 €	77.665,50 €	12.740,25 €	21.169,44 €
Saint-Pierre-de-Rivière	49.792,49 €	9.958,50 €	59.750,99 €	14.927,79 €	44.823,20 €	18.735,20 €	33.662,99 €	59.750,99 €	9.801,55 €	16.296,45 €
Ségura	36.728,35 €	7.345,67 €	44.074,02 €	11.011,16 €	33.062,86 €	13.819,61 €	24.830,77 €	44.074,02 €	7.229,90 €	12.013,35 €
Soula	23.519,75 €	4.703,95 €	28.223,70 €	7.051,22 €	21.172,48 €	8.649,67 €	15.900,89 €	28.223,70 €	4.629,82 €	7.692,99 €
Varilhes	87.885,93 €	17.577,19 €	105.463,12 €	26.348,20 €	79.114,92 €	33.068,45 €	59.416,65 €	105.463,12 €	17.300,17 €	28.746,30 €
Ventenac	32.572,56 €	6.514,51 €	39.087,07 €	9.765,25 €	29.321,82 €	12.255,93 €	22.021,18 €	39.087,07 €	6.411,84 €	10.654,05 €
Vernajoul	54.663,13 €	10.932,63 €	65.595,76 €	16.388,01 €	49.207,75 €	20.567,96 €	36.955,87 €	65.595,76 €	10.760,33 €	17.879,56 €
Verniole	73.976,81 €	14.795,36 €	88.772,18 €	22.178,25 €	66.593,93 €	27.834,93 €	50.013,18 €	88.772,18 €	14.562,19 €	24.196,81 €
Vira	22.737,41 €	4.547,48 €	27.284,89 €	6.816,68 €	20.468,21 €	8.555,30 €	15.371,98 €	27.284,89 €	4.475,81 €	7.437,10 €
<b>TOTAUX</b>	<b>1.062.302,45 €</b>	<b>212.480,49 €</b>	<b>1.274.782,95 €</b>	<b>318.478,29 €</b>	<b>966.294,66 €</b>	<b>399.707,96 €</b>	<b>718.186,15 €</b>	<b>1.274.782,95 €</b>	<b>209.112,10 €</b>	<b>347.464,70 €</b>

Le Maire

Le Président de L'agglo Foix-Varilhes  
 Thomas Frognentin



Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le 14/11/2023

ID : 009-200067791-20231108-2023\_DC\_161-DE





**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 8 novembre 2023 à 18h30

**2023/162 Action cœur de ville / Opération de revitalisation de territoire - approbation de l'avenant n°3 à la convention-cadre pluriannuelle Action cœur de ville de Foix valant opération de revitalisation de territoire pour la période 2023-2026**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	47	8	55	55	0	0

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Morgane Pommiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabilhot (Crampagna), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

**2023/162****Action cœur de ville / Opération de revitalisation de territoire - approbation de l'avenant n°3 à la convention-cadre pluriannuelle Action cœur de ville de Foix valant opération de revitalisation de territoire pour la période 2023-2026**

Rapporteur : le président

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu le lancement du programme national Action cœur de ville (ACV) le 27 mars 2018 ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 19 septembre 2018 approuvant la convention-cadre pluriannuelle 2018-2025 ACV de Foix ;

Vu la signature de la convention-cadre ACV de Foix le 28 septembre 2018 ;

Vu la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (Elan) du 23 novembre 2018 qui crée l'opération de revitalisation de territoire (ORT) ;

Vu la transformation des conventions-cadres ACV en convention d'ORT à l'issue de la phase d'initialisation de dix-huit mois et notamment en convention d'ORT valant opération programmée d'amélioration de l'habitat - renouvellement urbain (Opah-RU) ;

Vu le comité de projet du 5 février 2020 approuvant les éléments constitutifs de l'avenant n°1 à la convention-cadre pluriannuelle ACV de Foix 2018-2025 relatif à l'ORT pour les communes de Foix, Varilhes et Verniolle et le principe d'intégration de la commune de Montgailhard dans le cadre d'un avenant ultérieur ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 4 novembre 2020 approuvant l'avenant n°1 à la convention-cadre pluriannuelle 2018-2025 ACV de Foix ;

Vu la signature le 18 décembre 2020 de l'avenant n°1 à la convention-cadre pluriannuelle ACV de Foix 2018-2025 valant convention d'ORT pour les communes de Foix, Varilhes et Verniolle ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 04 « Cohésion et solidarités territoriales » :

- l'objectif 43 « Favoriser une production de logements adaptés au renforcement de l'attractivité résidentielle, en veillant aux équilibres sociaux et en répondant aux besoins spécifiques » - action 101 « Proposer des programmes d'amélioration de l'habitat privé » ;
- l'objectif 46 « Renforcer l'attractivité et le développement de Foix, ville-centre de L'agglo » - action 109 « Déployer Action cœur de ville et l'opération de revitalisation de territoire » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 26 mai 2021 adoptant la convention d'Opah-RU 2021-2026 ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 26 mai 2021 approuvant l'avenant n°2 à la convention-cadre pluriannuelle ACV de Foix 2018-2025 relatif à la convention d'ORT valant Opah-RU et intégration de la commune de Montgailhard dans l'ORT ;

Vu la signature le 24 novembre 2021 de l'avenant n°2 à la convention-cadre pluriannuelle ACV de Foix 2018-2025 relatif à la convention d'ORT valant Opah-RU et intégration de la commune de Montgailhard dans l'ORT ;

Vu la prolongation du programme ACV pour la période 2023-2026 ;

Vu la volonté de la commune de Foix et de L'agglo Foix-Varilhes de poursuivre leur engagement dans le programme, signifiée par courrier à l'attention de la préfète de l'Ariège le 27 février 2023 ;

Vu le comité de projet du 31 août 2023 approuvant les éléments constitutifs de l'avenant n°3 à la convention-cadre pluriannuelle ACV de Foix valant ORT pour la période 2023-2026 ;

Vu l'avis du comité régional d'engagement en date du 13 octobre 2023 qui approuve les éléments constitutifs de l'avenant n°3 à la convention-cadre pluriannuelle ACV de Foix valant ORT pour la période 2023-2026 ;

L'avenant n°3 fixe le cadre pour le déploiement du programme ACV pour la commune de Foix pour la période 2023-2026. À travers cet avenant, la commune de Foix et L'agglomération Foix-Varilhes confirment leur engagement à poursuivre le déploiement du programme ACV démarré en 2018 et à répondre, dans leur plan d'actions, aux grandes orientations prioritaires définies au niveau national. L'État, Action Logement, l'Anah et la Banque des Territoires confirment également leur engagement à accompagner et soutenir financièrement les collectivités signataires dans la mise en œuvre du projet de redynamisation du territoire.

Depuis son lancement en 2018, le programme ACV porte l'objectif de (re)mettre habitants, commerces, services et activités dans les centres-villes, à lutter contre l'étalement urbain, à mieux réguler l'urbanisme commercial périphérique et à « rebâtir » une ville plus naturelle et résiliente. La prolongation du programme pour la période 2023-2026 a pour objet de renforcer l'action menée par les villes en réponse aux défis majeurs des transitions écologique, démographique et économique.

Les périmètres d'action pour la période 2023-2026 se substituent aux périmètres d'action définis dans les précédents avenants. Ils comprennent le centre-ville de Foix, dont le périmètre reste inchangé, et trois nouvelles zones : le quartier de la gare et deux entrées de ville (quartier du Capitany et Peysales). Les nouveaux périmètres identifiés pour la période 2023-2026 constituent des secteurs d'intervention de l'ORT. Cependant, l'extension du périmètre ORT aux entrées de ville doit veiller à préserver la politique de soutien au commerce dans les centres-villes. De ce fait, les secteurs d'intervention comprenant des entrées de ville :

- Sont distincts des secteurs d'intervention comprenant des centres-villes où des mesures dérogatoires en matière d'autorisation d'exploitation commerciales s'appliquent.
- Ne sont pas qualifiés de secteurs d'intervention comprenant un centre-ville.

Les financements et interventions mis en œuvre dans le cadre du volet habitat de la convention d'ORT sont poursuivis selon les modalités actuelles de contractualisation définies entre L'agglomération Foix-Varilhes et l'Anah dans le cadre de la convention d'Opah-RU signée en 2021, sur les secteurs d'intervention comprenant un centre-ville uniquement.

Un plan d'actions global pour la période 2023-2026 ainsi qu'un calendrier de réalisation sont définis. Les acteurs locaux, engagés dans le programme ACV, s'attachent, dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets, à conduire une politique vertueuse du point de vue de l'environnement et qui participe au rééquilibrage des dynamiques d'urbanisation entre le centre-ville et sa périphérie.

Les efforts conduits par la commune de Foix et L'agglomération Foix-Varilhes à travers notamment des actions de renouvellement et de recyclage urbains, participeront à la maîtrise de la consommation foncière. Le territoire s'engage à limiter l'effet de concurrence produit par le développement de lotissements pavillonnaires et l'implantation de surfaces commerciales en périphérie. Le PLU de la commune de Foix, approuvé en 2022, est compatible avec le SCoT et s'inscrit dans cette démarche de sobriété foncière tout comme le PLUi-H en cours d'élaboration, qui suivra les orientations du zéro artificialisation nette. Cette démarche devra encourager la reconquête des friches, l'occupation des locaux vacants, et analysera le risque concurrentiel que la création de

toute nouvelle zone commerciale pourrait porter au commerce de centre-ville dans une approche cohérente avec les dispositions de la loi Climat et Résilience.

Le présent avenant est soumis à l'avis du comité régional d'engagement et à l'approbation du conseil communautaire de L'agglomération Foix-Varilhes et des conseils municipaux des communes de Foix, Varilhes, Verniolle et Montgailhard.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : APPROUVE** l'avenant n°3 à la convention-cadre pluriannuelle Action cœur de ville de Foix valant opération de revitalisation de territoire pour la période 2023-2026.

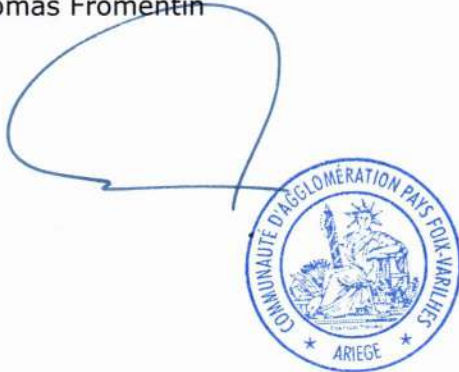
**Article 2 : AUTORISE** le président à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'application de la présente délibération.

**Article 3 : PRÉCISE** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglomération Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*



## ACTION CŒUR DE VILLE 2.0

# MISE EN ŒUVRE DE LA PHASE II DU PROGRAMME NATIONAL



Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le 14/11/2023



ID : 009-200067791-20231108-2023\_DC\_162-DE



**ACTION CŒUR DE VILLE 2.0**  
**MISE EN ŒUVRE DE LA PHASE II DU PROGRAMME NATIONAL**  
**FOIX-VARILHES-VERNIOLLE-MONTGAILHARD**

**ENTRE**

- La Commune de Foix représentée par sa Maire, Madame Marine Bordes ;
- L'agglo Foix-Varilhes représentée par son Président, Monsieur Thomas Fromentin.

ci-après, les « **Collectivités** bénéficiaires » ;

d'une part,

**ET**

- L'État représenté par le Préfet de l'Ariège, Monsieur Simon Bertoux ;
- La Caisse des Dépôts et Consignations représentée par son Directeur territorial de la Direction régionale Occitanie, Monsieur Olivier Livrozet ;
- Le groupe Action Logement représenté par son Directeur régional, Monsieur François Magne ;
- L'Agence Nationale de l'Habitat représentée par le Préfet de l'Ariège, Monsieur Simon Bertoux ;
- L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, représentée par le Préfet de l'Ariège, Monsieur Simon Bertoux ;
- Le Conseil régional Occitanie Pyrénées-Méditerranée, représenté par sa Présidente, Madame Carole Delga ;
- Le Conseil départemental de l'Ariège, représenté par sa Présidente, Madame Christine Téqui ;

ci-après, les « **Partenaires** financeurs » ;

**AINSI QUE**

- L'Établissement Public Foncier d'Occitanie, représenté par sa Directrice Générale, Madame Sophie Lafenêtre ;
- La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Ariège, représentée par sa Président, Madame Josiane Gouze-Fauré ;
- La Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Ariège, représentée par son Président, Monsieur Joseph Calvi ;
- L'Office Public de l'Habitat de l'Ariège, représenté par sa Présidente, Madame Marie-France Vilaplana ;
- Un toit pour tous, représenté par sa Présidente, Madame Marie-France Vilaplana.

d'autre part,

**Il est convenu ce qui suit.**



## Sommaire

Préambule .....	p4
Article 1. Engagement général des parties .....	p4
Article 2. Mise en place d'une gouvernance locale du programme Action cœur de Ville .....	p5
Article 3. Suivi du déploiement du programme Action cœur de ville .....	p6
Article 4. Définition des secteurs d'intervention pour la période 2023-2026.....	p6
4.1. Liste des secteurs d'intervention .....	p6
4.1.1 Le centre-ville .....	p6
4.1.2. Le quartier de la gare .....	p7
4.1.3. Les secteurs situés en entrée de ville .....	p8
4.2. Identification de chacun de secteurs d'intervention .....	p11
Article 5. Modification de la convention d'Opération de revitalisation du territoire (ORT) .....	p11
Article 6. Plan d'actions prévisionnel global et détaillé pour la période 2023-2026 .....	p12
Article 7. Objectifs et modalités d'évaluation des projets .....	p12
7.1. Calendrier .....	p12
7.2. Méthode .....	p12
7.3. Objectifs et questions évaluatives .....	p12
7.4. Indicateurs retenus .....	p12
Article 8. Validation de l'avenant .....	p13

## Annexes

- Annexe 1. Cartographie
- Annexe 2. Plan d'actions global 2023-2026 et calendrier prévisionnel
- Annexe 3. Bilan 2018-2022 du programme
- Annexe 4. Plan d'actions global 2018-2022
- Annexe 5. Fiches-actions 2023-2026



## Préambule

Le présent document fixe le cadre pour le déploiement du programme Action cœur de ville pour la ville de Foix, pour la période 2023-2026. Il se substitue à l'avenant de projet établi pour la période 2018-2022, dont il établit le bilan.

Depuis son lancement en 2018, le programme Action cœur de ville porte l'objectif de (re)mettre habitants, commerces, services et activités dans les centres-villes, à lutter contre l'étalement urbain, à mieux réguler l'urbanisme commercial périphérique et à « rebâtir » une ville plus naturelle et résiliente. La prolongation du programme pour la période 2023-2026 souhaite renforcer l'action menée par les villes en réponse aux défis majeurs des transitions écologique, démographique et économique.

Sur chacun des territoires du programme, le plan d'action Action Cœur de ville, au-delà de sa dimension intégratrice de différentes démarches et dispositifs à l'échelle locale, est l'occasion, en cohérence avec les objectifs du programme, d'œuvrer à un aménagement exemplaire du territoire, fondé sur le renforcement de l'attractivité de la ville-centre et son impact territorial. L'ambition est de faire des villes Action cœur de ville des territoires exemplaires en matière de sobriété foncière.

Les acteurs locaux, engagés dans le programme ACV, s'attacheront, dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets, à conduire une politique vertueuse du point de vue de l'environnement, et qui participe au rééquilibrage des dynamiques d'urbanisation entre le centre-ville et sa périphérie. Les efforts conduits par la ville de Foix et L'agglo Foix-Varilhes à travers notamment des actions de renouvellement et de recyclage urbains, participeront à la maîtrise de la consommation foncière. Le territoire s'engage à limiter l'effet de concurrence produit par le développement de lotissements pavillonnaires et l'implantation de surfaces commerciales en périphérie. Le PLU de la Ville de Foix approuvé en 2022 est compatible avec le SCoT et s'inscrit dans cette démarche de sobriété foncière tout comme le PLUi-H en cours d'élaboration, qui suivra les orientations du zéro artificialisation nette.

Cette démarche devra encourager la reconquête des friches, l'occupation des locaux vacants, et analysera le risque concurrentiel que la création de toute nouvelle zone commerciale pourrait porter au commerce de centre-ville dans une approche cohérente avec les dispositions de la loi Climat et Résilience.

Les spécificités de Foix et de son bassin de vie sont prises en compte dans le cadre du déploiement du programme ACV. Le cœur de ville bénéficie d'un patrimoine urbain exceptionnel, au croisement des époques, notamment médiévale. La valorisation de ce patrimoine, et la prise en compte des contraintes inhérentes à celui-ci, sont nécessairement intégrées dans ce déploiement opérationnel.

Foix et son bassin de vie sont également et pleinement un territoire de montagne, avec ses atouts, notamment touristiques et environnementaux, et ses contraintes – foncier limité, risques naturels (PPR).

## Article 1. Engagement général des parties

La signature du présent document confirme l'engagement de la ville de Foix et de L'agglo Foix-Varilhes à poursuivre le déploiement du programme Action cœur de ville (ACV) engagé depuis 2018 et à répondre, dans son plan d'actions, aux grandes orientations prioritaires définies au niveau national.

La signature du présent avenant confirme également l'engagement des partenaires financiers du programme – Etat, Action Logement, ANAH, Banque des Territoires – à accompagner et soutenir financièrement les collectivités signataires dans la mise en œuvre du projet de redynamisation territoriale décrit par la suite.

L'Etat mobilisera particulièrement le Fonds Vert et les dotations de soutien à l'investissement local (DSIL, DETR, FNADT). L'ANAH mobilisera ses financements dédiés aux travaux et à l'ingénierie dans le cadre des interventions sur l'habitat en centres anciens, Action Logement et la Banque des Territoires mobiliseront leurs dispositifs respectifs, spécifiquement dédiés au programme ACV.

Action Logement s'engage en faveur du logement et de la mobilité des salariés, pour soutenir l'emploi et la performance des entreprises et contribuer au développement de l'attractivité économique et à l'équilibre social des territoires. Action Logement souhaite s'inscrire dans l'Acte II du dispositif ACV et poursuivre son action sur le volet habitat à l'appui d'un financement dédié à la mise en œuvre des projets

de revitalisation, qui a eu un effet levier et qui a démontré son adéquation avec les spécificités des territoires sur l'acte I. La dynamique étant désormais lancée pour la revitalisation du centre des villes moyennes, l'intervention d'Action Logement évoluera vers une approche en lien avec les enjeux de transition écologique et de sobriété foncière, en accord avec la stratégie RSE et la politique de décarbonation du Groupe Action Logement, et par un resserrement sur le bâti en centre-ancien, cœur de cible du programme. Dans le cadre défini par la nouvelle directive relative aux financements dédiés au programme ACV 2023-2026, Action Logement financera les opérateurs de logements sociaux et privés pour les accompagner dans leur projet d'investissement sur des immeubles entiers, considérés comme stratégiques par la collectivité. Action Logement dédie à ACV 1Md € de la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC) au niveau national dans le cadre de la nouvelle convention quinquennale 2023-2027. Cet emploi s'inscrit dans le cadre de la mobilisation des enveloppes régionales et les éventuelles priorisations relèveront, le cas échéant, de la stratégie définie par les délégations régionales d'Action Logement.

Partenaire du programme ACV depuis son origine, la Banque des Territoires poursuit son engagement en faveur des projets dans les villes bénéficiaires par la mobilisation de moyens en ingénierie et par l'apport de financements (prêts et investissements) et leur sécurisation (consignations). La Banque des Territoires a souhaité que la prolongation du programme sur la période 2023-2026 soit priorisée vers la concrétisation des projets et la prise en compte des nouveaux enjeux auxquels sont confrontés les villes moyennes : la transformation écologique, le développement économique et commercial, les mutations démographiques. Elle élargit son intervention à celles des centralités complémentaires au centre-ville : quartiers de gare et entrées de ville. Elle veille également à accompagner le renforcement du potentiel d'innovation des villes moyennes, pour faire face à de nouveaux défis et être aux rendez-vous de la transition numérique et de la participation citoyenne. La Banque des Territoires mobilise ses moyens dans des conditions inchangées pour éviter toute rupture dans le déploiement des projets locaux. Elle les complète par un accompagnement renforcé des projets portant sur les thématiques de la sobriété foncière, la nature en ville, les entrées de ville et les quartiers de gare pouvant conduire à un accompagnement pluriannuel dans une démarche de sites pilotes.

La Région Occitanie s'associe à la démarche initiée et poursuivie par l'État au titre de ACV 2023-2026. Les projets sollicitant le soutien financier de la Région seront examinés sur la base des dispositifs d'intervention en vigueur à la date du dépôt des dossiers de demandes de subventions correspondants. Ils feront l'objet d'une analyse dans le cadre des dispositions fixées au titre du Contrat territorial Occitanie (CTO) 2022-2028, et dans la limite des disponibilités financières de la Région.

L'avenant couvre la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2026.

## **Article 2. Mise en place d'une gouvernance locale du programme Action Cœur de ville**

La ville de Foix et L'agglo Foix-Varilhes s'engagent à mettre en place la gouvernance locale adéquate pour conduire le projet Action coeur de ville en cohérence avec les priorités fixées au niveau national pour la période 2023-2026.

Les partenaires du programme s'engagent à participer activement à la gouvernance locale copilotée par la ville.

Dans ce but, une direction de projet ACV est identifiée, dont la mission principale est le suivi du déploiement du programme. Un modèle de fiche de poste figure en annexe du guide pratique du programme. La direction de projet a une capacité d'animation des différents services impliqués dans le projet ACV.

Elle organise le comité de projet local, au minimum deux fois par an, qui réunit, sous la coprésidence du maire de Foix et du président L'agglo Foix-Varilhes, les élus de la commune-centre et de l'intercommunalité et les services impliqués dans le dispositif opérationnel, le préfet de département ou son représentant, qui représente l'ANAH, ainsi que les représentants désignés par les financeurs (Banque des Territoires, Action Logement). Y sont également invités les services déconcentrés de l'Etat (Udap, etc.) et les partenaires locaux associés à la réalisation du projet ACV (direction territoriale de la SNCF etc.).

Les réunions du comité de projet local sont préparées en comité technique local qui réunit les membres du comité de projet local à un niveau technique.

Contact de la cheffe de projet :

Stéphanie Braquet  
Cheffe de projet Action Cœur de Ville  
[s.braquet@agglo-pfv.fr](mailto:s.braquet@agglo-pfv.fr), 09 74 19 74 99

### Article 3. Suivi du déploiement du programme Action cœur de ville

La ville de Foix et L'agglo Foix-Varilhes s'engagent à participer aux démarches mises en place par la direction du programme Action Cœur de ville (ANCT) pour suivre et valoriser le déploiement du programme (synthèses trimestrielles réalisées aux niveau national et régional ; newsletter ; publications ; interventions lors de colloques et événements nationaux...).

Dans ce but, la ville de Foix et L'agglo Foix-Varilhes réalisent un suivi régulier et précis du déploiement du programme à leur échelle.

Une fois le plan d'actions validé en comité de projet local et approuvé en comité régional des financeurs, la ville et L'agglo complètent par ailleurs le tableau collaboratif mis en place par la direction du programme Action Cœur de ville (ANCT) sur la plateforme de recensement des plans d'action ACV, qui couvre à la fois la période 2018-2022 et la période 2023-2026. Ce tableau est mis à jour a minima une fois par semestre, dès lors qu'une fiche action a été validée par les partenaires qui la pilotent, la financent ou la cofinancent et intégrée à l'avenant ACV.

Ce tableau collaboratif permet d'agrèger au niveau national des informations sur les actions programmées localement ; il n'a pas de valeur contractuelle pour l'engagement financier de l'Etat et des partenaires. Il permet d'avoir une vision nationale sur les types d'actions prévues par axe du programme.

### Article 4. Définition des secteurs d'intervention pour la période 2023-2026

Les périmètres d'action du programme Action Cœur de ville pour la période 2023-2026, définis dans cet article, se substituent aux périmètres d'action définis dans l'avenant de projet 2018-2022.

#### 4.1. Liste des secteurs d'intervention

##### 4.1.1. Le centre-ville de Foix

Le secteur d'intervention de Foix – Cœur de ville s'appuie sur, à la fois, des éléments patrimoniaux et architecturaux, les réalités économiques commerciales de centre-ville, les problématiques majeures en matière d'habitat et de requalification urbaine.

Ainsi, le secteur d'intervention s'intègre au sein de périmètres stratégiques déjà identifiés :

- Le quartier prioritaire de la ville.
- Le périmètre de sauvegarde du commerce.
- Le périmètre de protection au titre des monuments historiques.

Le quartier prioritaire de la ville (QPV – Quartier 2030) présente de forts enjeux notamment en matière d'habitat (sortie de vacance et d'insalubrité, opérations d'ensemble, accession/location...), et de maintien et de développement du commerce de proximité. Le secteur d'intervention répond à la nécessité de recentrer la politique de l'habitat sur le quartier prioritaire du centre-ancien, à travers les projets identifiés dans la convention ANRU, Action Cœur de Ville et l'OPAH-RU. À ce titre, les dispositifs de renouvellement urbain déployés sur la ville de Foix ont renforcé les engagements de chaque partenaire pour la réalisation d'opérations d'habitat s'inscrivant dans le projet du centre-ancien.

Le conventionnement mené avec l'Etablissement public foncier Occitanie (EPF) sur plusieurs îlots du cœur de ville scelle l'engagement de la ville en faveur de la mise en œuvre du projet de rénovation urbaine à travers la production d'un habitat de qualité et diversifié parfois en lien avec des cellules commerciales.

L'appareil commercial du centre-ville est concentré et organisé autour de quatre axes sur l'hyper-centre historique (rue Bayle/rue des Marchands, rue Labistour/rue de la Faurie, rue Delcassé, rue Lazéma et Allées de Villote). La ville a souhaité créer les conditions de développement du commerce et de l'artisanat afin de répondre aux problématiques propres au cœur de ville en instaurant un périmètre de sauvegarde du commerce pour maintenir la diversité de l'offre commerciale et artisanale, faciliter le remembrement commercial/artisanal, maintenir la commercialité sur les emplacements stratégiques, anticiper les transmissions d'entreprises, développer des circuits des métiers d'art tout en maîtrisant les implantations en zone intermédiaire et en périphérie. La mise en place du manager de centre-ville et de territoire, du périmètre de sauvegarde commerciale, d'un linéaire commercial... constituent des réponses réglementaires et opérationnelles aux enjeux de maintien et de développement du commerce de proximité.

Le secteur d'intervention ORT de Foix comprend l'hyper-centre historique selon sa morphologie médiévale ainsi que deux franges urbaines : l'une au sud des Allées de Villote et l'autre à l'est, au-delà de la rivière Ariège. Elles correspondent à l'extension de la ville au début du XIX<sup>ème</sup> siècle. Au sud se situent des emplacements stratégiques d'un point de vue commercial ainsi que des ensembles immobiliers à forts enjeux de reconversion pour de l'habitat, du service ou du commerce (la chapelle, le « garage Denamiel »). Sont exclus les faubourgs qui se sont développés dans la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, pour concentrer les dispositifs en faveur de l'habitat sur le centre-ancien. A l'est, sont intégrés les immeubles de part et d'autre du cours Bouychères jusqu'à l'hippodrome et du cours Irénée Cros, jusqu'aux premiers immeubles de la rue Sainte-Rapine qui souffrent d'une forte déqualification et qui dévalorisent l'entrée du centre historique, ainsi que les habitations de la rue Paul Sémard qui mène au pôle d'échanges multimodal.

Par ailleurs, le secteur d'intervention est intégralement inclus dans le périmètre de protection au titre des monuments historiques. La mise en place d'un site patrimonial remarquable (SPR) est à l'étude par L'agglo Foix-Varilhes et participera à la conservation, la restauration, la réhabilitation et la mise en valeur du patrimoine architectural, archéologique, artistique et paysager de la ville.

#### 4.1.2. Le quartier de la gare

Dans la continuité, du cœur de ville, le quartier de la gare est en pleine mutation. Qualifié de zone intermédiaire, il accueille des activités commerciales, artisanales et tertiaires ainsi qu'un habitat dense, qui se sont développés de chaque côté de la D919 (avenue du Général Leclerc). En voiture, il constitue le dernier point de passage avant l'arrivée dans le centre historique. Depuis la gare, il représente la porte d'entrée de la ville et la première image que perçoivent les visiteurs. Cependant, ce quartier souffre :

- Du flux important de véhicules journalier (14000 véhicules/jour en 2019).
- D'un développement commercial au coup-par-coup sur d'anciennes concessions ou d'anciens garages automobiles, inséré dans un bâti pavillonnaire des années 50-60, et ayant fait l'objet de peu d'attention en matière d'insertion architecturale et paysagère.
- De la présence de logements vacants et de la dégradation de certaines façades qui déqualifient le quartier.

Sa transformation progressive est pensée dans le respect de la mixité des usages et dans le souci d'une plus grande connexion avec le centre-ville et d'une plus grande intégration urbaine, paysagère et environnementale. En ce sens, il est interdit de développer de nouvelles surfaces commerciales à proximité de la gare afin de préserver les activités du centre-ville.

Ainsi, en 2019, la gare a été aménagée en pôle d'échange multimodal assurant la connexion entre différents modes de transports : train, voiture, car et bus, vélo, marche. Reliée à la voie verte Foix-Saint-Girons jusqu'au centre-ville depuis 2021, elle constitue aujourd'hui un véritable carrefour des mobilités. Afin de limiter l'usage de la voiture en centre-ville et de faciliter son accès depuis la gare, L'agglo-bus propose 44 allers-retours gratuits chaque jour, du lundi au samedi entre la gare et le centre de Foix (parvis des allées de Villote).

En 2022, afin de supprimer le stationnement longitudinal sur l'axe principal au profit de la liaison piéton-vélo (cf. étude pour la requalification des traversées Foix-Montgailhard-Saint-Paul-de-Jarrat), la ville de Foix a fait l'acquisition d'un terrain sur l'axe routier qu'elle a réaménagé en parking vert afin de faciliter le stationnement des clients des commerces et afin de servir de parking-relais voie verte, tout en requalifiant l'espace public.

Des services structurants sont présents comme le pôle social en cours de construction qui hébergera la Croix Rouge et l'accueil de jour. Cependant, la fermeture définitive de l'école élémentaire des Bruilhols en juillet 2023 pose la question du devenir de ce bâtiment. La réalisation d'une étude de programmation urbaine représenterait un outil d'aide à la décision adapté pour éviter l'apparition d'une friche dans ce secteur très urbanisé.

La transformation progressive du quartier et la demande croissante en logements suscitent un regain d'intérêt de la part d'investisseurs privés et de propriétaires qui engagent des travaux de réhabilitation d'immeubles et de maisons de ville, contribuant ainsi à sa reconquête et à sa requalification.

Si les actions entreprises par les pouvoirs publics et les porteurs de projets privés ont permis d'amorcer une mutation du quartier de la gare, les efforts engagés doivent se poursuivre avec le soutien technique et financier des partenaires du programme national.

#### 4.1.3. Les secteurs situés en entrée de ville

##### La philosophie de la « requalification des entrées de ville » à Foix

La ville de Foix et L'agglo ont exprimé leur souhait d'expérimenter le nouveau dispositif de « requalification des entrées de ville » et de bénéficier d'un soutien méthodologique, technique et financier sur-mesure, adapté à la situation de Foix. Ce dispositif, au niveau national, poursuit quatre objectifs, qui doivent s'adapter à la spécificité de chaque territoire :

- Favoriser le développement urbain selon le principe de la sobriété foncière et lutter contre l'artificialisation des sols.
- Embellir les entrées de ville en améliorant leur qualité architecturale, urbaine et paysagère.
- Accompagner les évolutions du secteur commercial et des modes de consommation.
- Diversifier les fonctions urbaines de ces zones, de la renaturation à la réindustrialisation.

##### La poursuite d'une politique économique commerciale équilibrée entre le centre-ville et la périphérie

Depuis 2015 et avec le soutien de la Chambre de commerce et d'industrie, la ville de Foix et L'agglo ont mis en place une politique commerciale qui s'appuie sur le recrutement d'un manager de centre-ville et de territoire dont la première mission de recherche, d'accueil, d'accompagnement et d'installation des porteurs de projets, concerne à la fois le centre-ville et la périphérie dans le but de maintenir la vocation commerciale de chacun des pôles et de garantir leur complémentarité et leur équilibre économique selon leurs spécificités. La philosophie locale de requalification des entrées de ville dans le cadre de ce dispositif respecte les principes suivants :

- Articulation et complémentarité avec le commerce de centre-ville, dans la continuité de la politique économique du territoire déjà en place.
- Anticipation des évolutions du secteur commercial et des modes de consommation.
- Sobriété foncière et réduction de l'artificialisation des sols, en cohérence avec le PLUi-H en cours d'élaboration et dans la logique du « zéro artificialisation nette ».
- Prise en compte de la transition écologique dans l'élaboration des projets comme par exemple, le développement des transports en commun (L'agglo-bus) et d'une mobilité décarbonée dans la liaison avec le centre-ville (voie verte).

Les actions menées dans le cadre du nouveau dispositif de requalification des entrées de ville ne devront pas concurrencer le centre-ville, notamment en matière d'attractivité commerciale et résidentielle. Ainsi, afin de servir les efforts qui ont été menés pour le retour et le maintien des activités commerciales et artisanales dans le centre-ancien, ainsi que pour le retour des habitants par la création de logements publics et privés de qualité, il est proposé de distinguer le périmètre d'ORT existant et les périmètres des entrées de ville, afin de concentrer les effets juridiques et financiers de l'ORT sur le centre-ville.

Des outils sont venus renforcer la politique de soutien au commerce de centre-ville :

- Le déploiement du fonds FISAC dans le cadre d'une opération de modernisation du commerce jusqu'à son terme en 2021.
- L'adaptation des documents d'urbanisme avec notamment la création d'un linéaire commercial et d'un périmètre de sauvegarde du commerce dans le centre-ville.
- La mise en place de contraintes en matière d'urbanisme avec l'interdiction de création de surfaces commerciales de moins de 300 m<sup>2</sup> sur les zones périphériques et l'interdiction de changement de destination d'habitat en commerce en zone intermédiaire.
- La mise en place de mesures de soutien financier aux commerces à travers différentes opérations (crise Covid et énergétique, achat local).

En complément, la mise en place de certaines opérations permet de suivre l'activité du centre-ville et de se doter d'outils de compréhension des logiques économiques et sociales. À titre d'exemples :

- La création d'un observatoire des locaux commerciaux pour faciliter la mise en relation des porteurs de projets avec les propriétaires de locaux commerciaux.
- L'installation de compteurs piétons afin d'avoir une meilleure connaissance de l'appareil commercial.
- La mobilisation des données Mytraffic, outil proposé par le programme national Action Cœur de ville, qui permet de mesurer les flux de fréquentation du centre-ville.

Un conventionnement pluriannuel entre L'agglo, la Chambre de commerce et d'industrie et la Chambre des métiers a été instauré pour mener un partenariat et un accompagnement des activités économiques sur-mesure.

Par ailleurs, Action cœur de ville 1.0 a permis la création de l'ORT et de ses outils en faveur du maintien et du développement du commerce de centre-ville et la mobilisation de la Caisse des dépôts et consignations autour d'études de programmation urbaine sur des îlots dégradés pour l'accueil d'activités commerciales et de services dans le centre-ancien. Les projets en cours se poursuivront dans le cadre du présent avenant et notamment le projet de l'ancien hôtel du tourisme inscrit dans « Réinventons nos cœurs de ville ».

La concentration des dispositifs d'ingénierie, techniques, juridiques et financiers sur le centre-ville et le suivi rapproché de l'activité des zones commerciales périphériques par la même équipe technique et politique ont facilité le dialogue avec les porteurs de projets et ont permis de réduire de façon significative la vacance commerciale du centre-ville tout en maîtrisant le développement des zones commerciales de périphérie.

### **Une politique de l'habitat différenciée entre le centre-ville et la périphérie**

Au cours de la phase de déploiement d'Action Cœur de ville 1.0, L'agglo a réalisé, avec le soutien de l'ANAH et du Conseil départemental de l'Ariège, une étude de pré-opérationnelle pour la mise en œuvre des nouveaux programmes de l'habitat. Le bilan du précédent programme d'Opah-RU a démontré ses limites et la nécessité de concentrer les efforts à la réussite de l'opération de rénovation urbaine du centre-ancien de Foix. Ainsi, une vigilance a été apportée sur ce secteur afin que les opérations d'habitat programmées demeurent non concurrentielles et complémentaires dans leurs programmes et temporalités de mises sur le marché. Par conséquent, à l'issue de cette étude, deux périmètres distincts ont été définis :

- Un périmètre d'intervention prioritaire relevant de l'Opah-RU avec des mesures renforcées. Il comprend le centre ancien de Foix ainsi que les centres-villes de Varilhes, Verniolle et Montgailhard. Ces secteurs font l'objet d'une convention ORT valant Opah-RU. Le volet renouvellement urbain permet de favoriser la revitalisation des centres-villes en menant conjointement des actions en faveur de l'espace public, du patrimoine, de la redynamisation commerciale, de la mobilité en complément de l'amélioration de l'habitat. Le centre ancien de Foix (ainsi que les communes signataires de l'ORT), au sein de ce périmètre d'intervention prioritaire, bénéficie des outils juridiques et fiscaux de l'ORT (exemples : Denormandie dans l'ancien, VIR, DIIF).

- Un périmètre d'intervention relevant du programme d'intérêt général (Pig) rénovation énergétique, offrant des possibilités de financements des opérations de réhabilitation de logements privés, en dehors du secteur prioritaire. Les entrées de ville, identifiées dans le présent avenant, bénéficient de ce programme.

D'autre part, le volet habitat d'Action Cœur de ville fait référence aux opérations immobilières portées par les deux bailleurs publics du territoire (Office public de l'habitat 09 et Scic Un toit pour tous) inscrites dans la convention de renouvellement urbain de la ville de Foix (Anru). La dureté foncière, l'état très dégradé des îlots à requalifier, la complexité des travaux dans un centre-ancien médiéval, les contraintes architecturales liées à la protection au titre des monuments historiques, leurs impacts sur le coût de réhabilitation demandent des efforts techniques et financiers conséquents de la part des bailleurs, des collectivités et des partenaires, mais indispensables à la reconquête du centre-ancien. Des financements exceptionnels (fonds friches par deux fois, DSIL, Action Logement) ont été mobilisés pour accompagner les projets phares de la convention Anru, qui se poursuivent, avec l'objectif de faire du centre-ancien de Foix un espace de vie aussi accueillant et agréable que sa périphérie ou les communes voisines.

### La question de l'intégration paysagère des entrées de ville et de leur restructuration

Très tôt, la question de la requalification des entrées de ville nord et sud s'est posée pour la ville de Foix et L'agglo. Le SCoT de la vallée de l'Ariège, approuvé en 2015, prescrit qu'au sein des documents d'urbanisme, soient inscrites les actions et opérations visant à valoriser et structurer les paysages d'entrées de ville et recommande d'opérer un traitement qualitatif de celles-ci avec une réglementation adaptée. Une étude pour la requalification du parc commercial de Peysales réalisée par la Cogemip en 2011 et actualisée par Artelia en 2018 rappelle la nécessité de travailler la mise en valeur paysagère de la zone. En 2019, le CAUE a réalisé une étude pour la requalification des traverses d'agglomération de Foix, Montgailhard et Saint-Paul-de-Jarrat, visant à rechercher une unité de traitement de la totalité du linéaire, en articulation avec l'élaboration des plans locaux d'urbanisme (PLU de Foix approuvé en 2022, PLUi-H en cours d'élaboration), depuis l'entrée nord de Foix jusqu'au hameau de Saint-Paulet à Saint-Paul-de-Jarrat en passant par l'entrée sud de Foix. En effet, cette traversée est soumise à de fortes contraintes : trafic intense (18 000 véhicules/jour), itinéraire de délestage du tunnel conduisant à augmenter le trafic au-delà de 30 000 véhicules/jour, chaussées calibrée à 6,50 mètres minimum, besoin en stationnement important découlant d'un tissu urbain mixte (présence de commerces, habitat, services, etc.), environnement architectural et paysager de très faible qualité, particulièrement dégradé par endroit, peu valorisant. Certains points potentiellement intéressants souffrent du trafic et de promiscuité avec la route et/ou du bâti déqualifiant.

Concernant l'entrée nord, quartier du Capitany, la ville de Foix a engagé des travaux de requalification des espaces publics avec une part importante d'aménagements paysagers sur une partie de la traversée d'agglomération, devant l'entrée du lotissement et la zone touristique desservant les deux hôtels, le camping et la base de loisirs qui a fait l'objet d'aménagements en 2021 pour plus de confort, une meilleure accessibilité et des nouveaux services (terrain de beach-volley, vestiaires, sanitaires). Un parking relais avec dalles enherbées a également été créé pour inciter à l'usage des transports en commun, en place depuis août 2022. Enfin, le mur anti-bruit construit autour du camping a été végétalisé pour une meilleure intégration urbaine et à contribué à faire obtenir au camping sa quatrième étoile, participant à la montée en gamme de l'offre d'hébergements touristiques. Un des projets phares de la ville pour les prochaines années est de prolonger la voie verte depuis la gare vers le quartier du Capitany, le long de la D919 et de la rivière Ariège, dans une logique de développement des mobilités douces entre le centre-ville et la périphérie et pour apporter une offre de loisirs nouvelle aux touristes et aux habitants. Ce projet permettrait de poursuivre la requalification de la traversée d'agglomération à l'appui des recommandations du CAUE. Enfin, en ce qui concerne le parc commercial et artisanal, un

état des lieux du foncier disponible est en cours et une réflexion globale sur l'accueil des activités, leur vocation et l'optimisation foncière va être engagée durant les trois prochaines années.

Concernant l'entrée sud, parc commercial de Peysales, l'étude Cogemip/Artelia portait sur les enjeux d'attractivité commerciale, les déplacements urbains, les espaces publics et sur les conditions de faisabilité du projet de réaménagement du parc dans son ensemble, en tenant compte des projets d'installation de nouvelles enseignes et de la requalification de friches ou locaux vacants. Un programme d'actions en plusieurs étapes (court terme et long terme) a été proposé et est déjà en œuvre : intégration d'une enseigne locomotive (Peugeot) pour créer une valeur ajoutée dans l'offre, déplacement des services publics au centre-ville, déplacement du futur Intermarché dans les anciens locaux du Crédit agricole, création d'un giratoire sur le barreau de Peysales pour désenclaver McDonalds et le futur Intermarché prévoyant la création de pistes cyclables. Ces opérations ont vocation à finaliser la mutation commerciale du parc, à améliorer les circulations en désenclavant le nord de la zone et en sécurisant les déplacements des vélos et des piétons et à créer une trame verte dans un souci de maintien de la biodiversité et des habitats.

### **La place des mobilités entre le centre-ville et sa périphérie**

La connexion entre le centre-ville de Foix et sa périphérie, mais aussi bien au-delà, entre Foix et les communes du territoire, est une priorité pour la ville de Foix et L'agglo. Le lancement du nouveau réseau de transports en août 2022, L'agglo-bus et le prolongement en projet de la voie verte jusqu'au quartier du Capitany permettent et permettront à terme d'offrir des possibilités nouvelles de déplacements, collectives, décarbonées et plus économiques pour les habitants.

Le nouveau réseau de transports en commun, L'agglo-bus, dessert le territoire à travers quatre lignes régulières. Son organisation a été pensée pour desservir les pôles de centralité que sont les centres-villes des communes principales, les gares, les quartiers fortement peuplés, le centre hospitalier et les zones d'activités économiques du territoire. Ainsi, le quartier du Capitany et le parc de Peysales sont desservis par la ligne 4 depuis le centre-ville de Foix. Six allers-retours sont assurés chaque jour, du lundi au samedi, en complément de l'offre des lignes régionales LiO 451 et 453 pour permettre aux usagers de se rendre sur leur lieu de travail ou dans les commerces. La ligne 1, depuis le centre-ville de Foix jusqu'à la commune de Verniolle au nord, dessert également le quartier du Capitany, avec vingt allers-retours par jour, du lundi au samedi également. Le cadencement entre les lignes permet de fluidifier les trajets en limitant le temps d'attente avant chaque changement.

La politique globale de développement et de promotion de l'usage du vélo (Plan vélo, création de pistes cyclables, installation d'abris-vélo, etc.) concourt à penser la mobilité autrement et faire évoluer les mentalités autour des pratiques du quotidien.

#### **4.2. Identification de chacun des secteurs d'intervention**

Le périmètre des secteurs d'intervention est précisé en annexe 1.

### **Article 5. Modification de la convention d'Opération de revitalisation du territoire (ORT)**

Le présent avenant vaut avenant modificatif de la convention d'Opération de revitalisation du territoire signée par la ville de Foix, L'agglo et les communes partenaires. À ce titre, les nouveaux périmètres identifiés pour la période 2023-2026 constituent des secteurs d'intervention de l'ORT. Le cas échéant, le présent avenant, doit faire l'objet d'une délibération de la ville de Foix, de L'agglo Foix-Varilhes et des communes partenaires individuellement signataires de l'ORT en cours de validité. Il est approuvé en comité de pilotage local puis en comité régional des financeurs ACV. Une instruction du Gouvernement aux préfets confirme les modalités de cette modification.

Cependant, l'extension du périmètre ORT aux entrées de ville doit veiller à préserver la politique de soutien au commerce dans les centres-villes. De ce fait, les secteurs d'intervention comprenant des entrées de ville :

- Sont distincts des secteurs d'intervention comprenant des centres-villes où des mesures dérogatoires en matière d'autorisation d'exploitation commerciales s'appliquent.
- Ne sont pas qualifiés de « secteurs d'intervention comprenant un centre-ville ».



Les financements et interventions mis en œuvre dans le cadre volet habitat de la convention d'ORT sont poursuivis selon les modalités actuelles de contractualisation définies entre L'agglo Foix-Varilhes et l'ANAH dans le cadre de la convention d'Opah-RU signée en 2021, sur les secteurs d'intervention comprenant un centre-ville uniquement.

## Article 6. Plan d'actions prévisionnel global et détaillé pour la période 2023-2026

Le plan d'actions global pour la période 2023-2026 ainsi que le calendrier prévisionnel de réalisation, est présenté en annexe 2.

## Article 7. Objectifs et modalités d'évaluation des projets

### 7.1. Calendrier

Au terme de la présente convention, la ville de Foix et L'agglo mèneront une évaluation du programme afin de mieux connaître les impacts du dispositif sur la revitalisation du cœur de ville. Toutefois, certaines données sont valorisées dans le bilan 2018-2022 du programme en annexe 3 et témoignent de ses résultats effectifs.

### 7.2. Méthode

La ville et L'agglo piloteront la démarche d'évaluation qui sera animée par la cheffe de projet Action cœur de ville. Toutefois, la fin du programme Action cœur de ville 2.0 coïncidera avec la fin de la convention de renouvellement urbain de la ville de Foix et le bilan à mi-parcours attendu en 2027 de la nouvelle Politique de la ville – Quartier 2030 (2024-2030). Dans un souci de mutualisation et parce que ces trois dispositifs s'articulent et se complètent, l'intervention d'un cabinet spécialisé en évaluation des politiques publiques pourrait être envisagé pour établir le bilan de ces trois programmes. Cette possibilité sera étudiée lors d'un comité de projet/pilotage commun, conformément à la gouvernance mise en place localement.

### 7.3. Objectifs et questions évaluatives

L'évaluation aura pour objectif d'analyser l'impact du programme et des actions menées au regard de chacun des axes stratégiques. Elle s'appuiera sur les questions évaluatives relatives à la pertinence du programme, son efficacité, son efficacité, sa cohérence interne et externe :

- En quoi la stratégie développée localement répond-elle aux problématiques du cœur de ville ?
- Les projets mis en place ont-ils permis de revitaliser le cœur de ville ? Est-il plus attractif aujourd'hui ?
- Les résultats constatés sont-ils à la hauteur des moyens humains et financiers engagés ?
- La gouvernance créée pour l'occasion a-t-elle facilité le dialogue et la coopération entre les acteurs du programme ainsi que la réalisation des actions ?
- L'articulation avec les autres politiques publiques a-t-elle été opérée ? A-t-elle permis de conforter la stratégie de redynamisation ?

### 7.4. Indicateurs retenus

L'évaluation sera réalisée à partir d'une grille d'indicateurs déclinés pour les cinq axes stratégiques. Certains seront communs au programme national et d'autres seront sélectionnés librement par le comité de projet et propres aux problématiques locales.

Le territoire prendra appui sur le *Guide des objectifs et des indicateurs mobilisables pour l'évaluation locale* proposé par l'Agence nationale de la cohésion des territoires. Ceux-ci seront définis durant la phase de cadrage, et transmis en complément d'un cahier des charges à un cabinet externe, le cas échéant.

## Article 8. Validation de l'avenant

L'avenant est adopté en conseil municipal et en conseil communautaire.

La ville de Foix et L'agglo Foix-Varilhes s'engagent à présenter l'avenant de projet Action cœur de ville au Comité régional des financeurs qui est chargé d'émettre un avis.

Un avis favorable du comité régional des financeurs est nécessaire pour pouvoir procéder à la signature de l'avenant par toutes les parties.

Une copie de l'avenant signé est transmise à la direction du programme Action cœur de ville à l'ANCT et aux signataires de l'avenant.

## Signatures

À Foix, le XX

**Ville de Foix**

**L'agglomération Foix-Varilhes**

**État**

Madame Marine Bordes  
Maire

Monsieur Thomas Fromentin  
Président

Monsieur Simon Bertoux  
Préfet

**Caisse des dépôts et  
consignations**

**Action Logement**

**Agence nationale de l'habitat**

Monsieur Olivier Livrozet  
Directeur régional  
**Agence nationale pour la  
rénovation urbaine**

Monsieur François Magne  
Directeur régional  
**Conseil Régional Occitanie  
Pyrénées/Méditerranée**

Monsieur Simon Bertoux  
Délégué territorial  
**Conseil départemental de  
l'Ariège**

Monsieur Simon Bertoux  
Délégué territorial

Madame Carole Delga  
Présidente

Madame Christine Téqui  
Présidente

**Établissement public foncier  
d'Occitanie**

**Chambre de commerce et  
d'industrie de l'Ariège**

**Chambre des métiers et de  
l'artisanat de l'Ariège**

Madame Sophie Lafenêtre  
Directrice générale

Madame Josiane Gouze-Fauré  
Présidente

Monsieur Joseph Calvi  
Président

**L'office public de l'habitat de  
l'Ariège**

**Un toit pour tous**

**Commune de Varilhes**

Madame Marie-France Vilaplana  
Présidente

Madame Marie-France Vilaplana  
Présidente

Madame Martine Esteban  
Maire

Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le 14/11/2023

ID : 009-200067791-20231108-2023\_DC\_162-DE



**Commune de Verniolle**

**Commune de Montgailhard**

Madame Annie Bouby  
Maire

Monsieur Michel Caux  
Maire



# Action cœur de ville - Foix

## Annexe 1

### Cartographie



## Périmètres d'intervention – FOIX Action cœur de ville 2023-2026

### Périmètres d'intervention - FOIX Action cœur de ville 2023-2026

#### Enjeux quartier du Capitany

- Requalification de la traverse
- Mobilités douces – connexion avec le centre-ville
- Densification économique

#### Enjeux quartier de la gare

- Requalification de la traverse
- Maîtrise du développement économique
- Mobilités douces – connexion avec le centre-ville

#### Enjeux zone commerciale de Peysales

- Restructuration de la zone
- Requalification de la traverse
- Intégration paysagère
- Mobilités douces – connexion avec le centre-ville

Linéaire entrée de ville



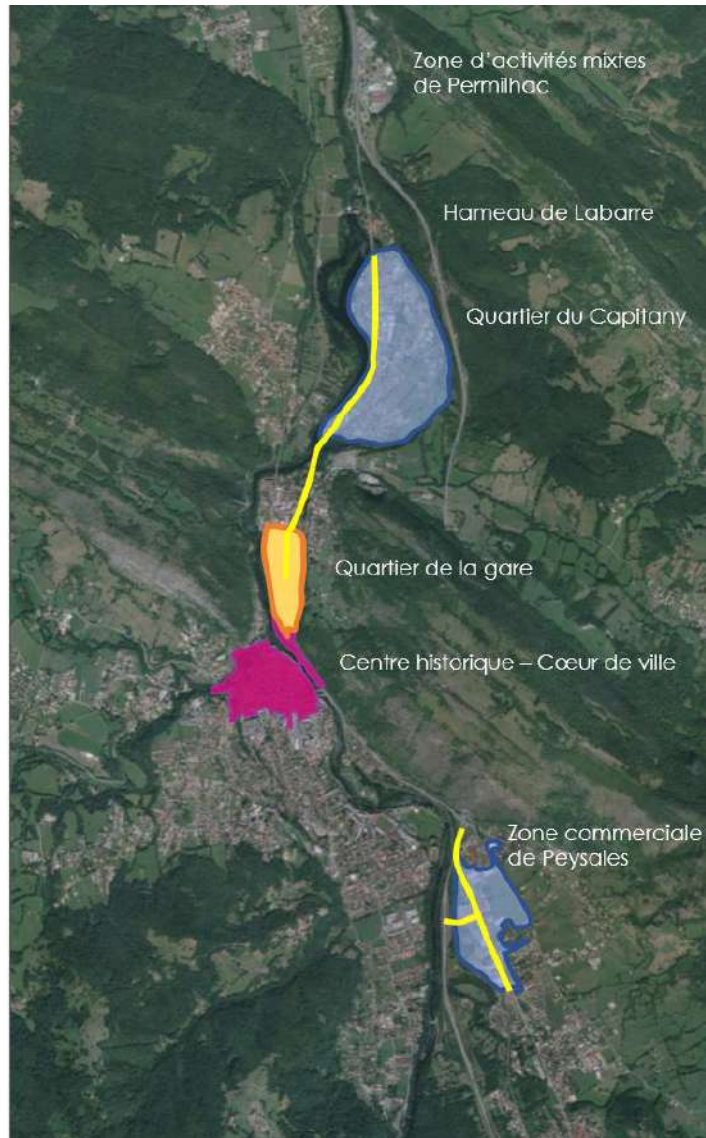
Périmètre d'ORT  
Centre-ville



Périmètre  
Entrée de ville



Périmètre  
Quartier de la gare





# Action cœur de ville - Foix

## Annexe 2

### Plan d'actions global 2023-2026





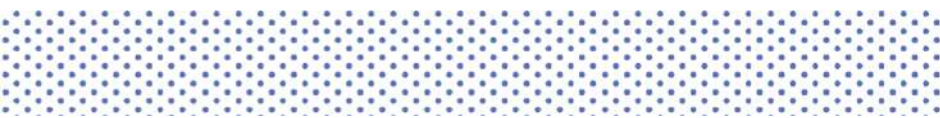




# Action cœur de ville - Foix

## Annexe 3

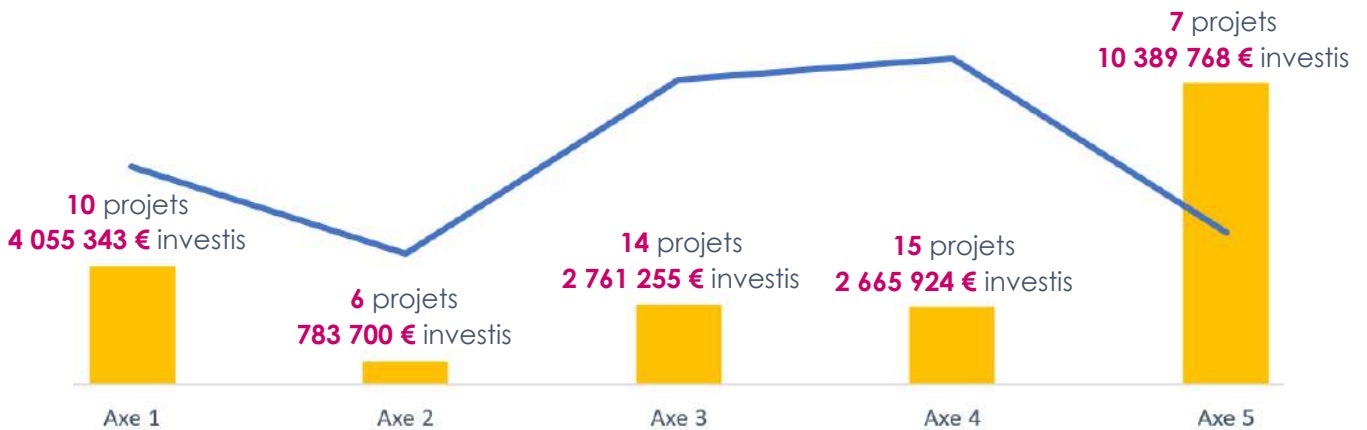
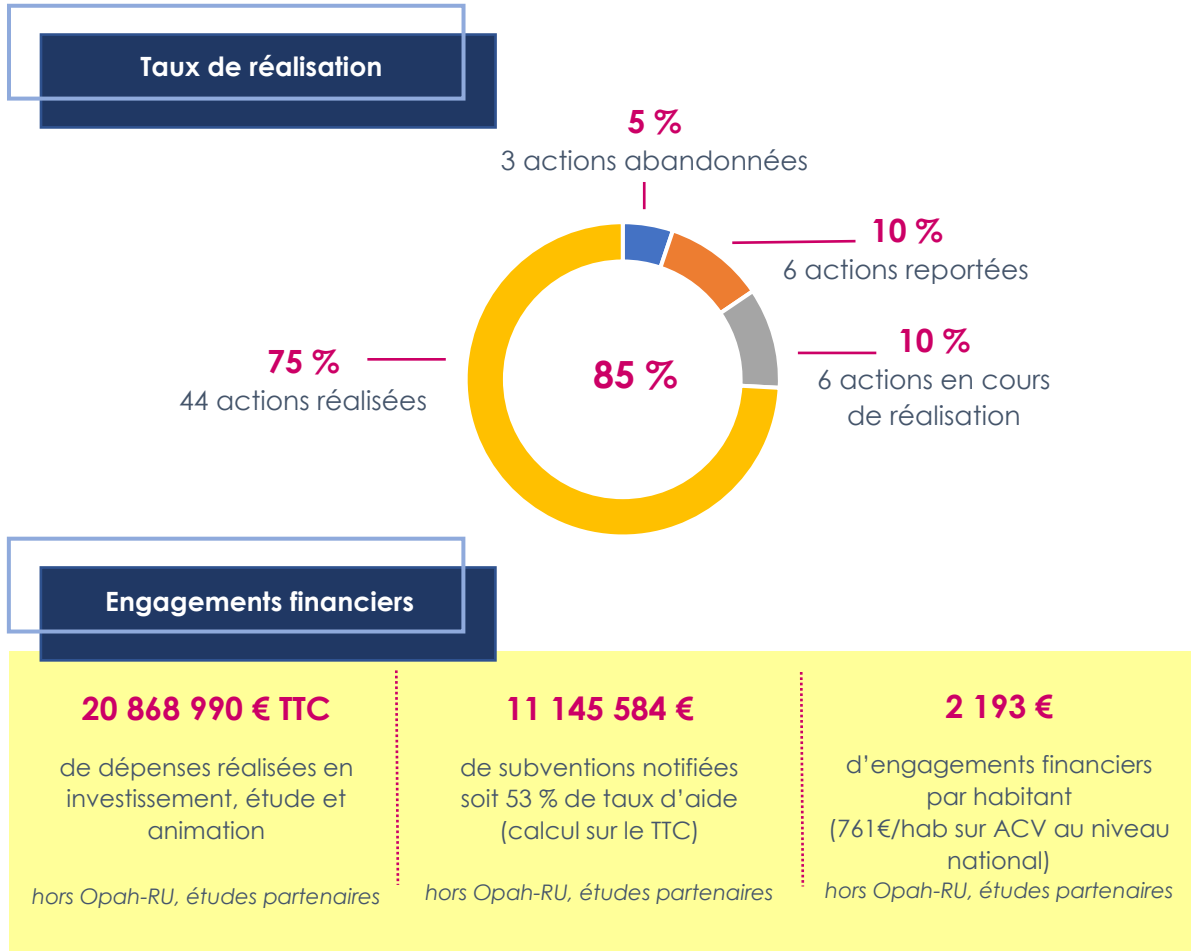
### Bilan 2018-2022 du programme



## 1. L'état d'avancement du programme d'actions 2018-2022

**50 actions ont été réalisées ou engagées** durant la période 2018-2022 dans le cadre du programme Action Cœur de ville autour de cinq priorités et thématiques transversales (transition écologique, concertation citoyenne, etc.) pour un total de **20 868 990 € d'investissements TTC**.

Sur l'ensemble du programme, 44 actions sont finalisées, 6 actions sont en cours de réalisation et 3 actions ont été abandonnées. En complément, 6 actions programmées en 2018-2022 ont été reportées à 2023-2026. Parmi ces 6 actions, 3 relèvent de l'axe habitat et 3 de l'axe espaces publics. Leur report est dû à la complexité des études relatives aux projets de restructuration lourde d'îlots dégradés pour de l'habitat et à la définition du programme pluriannuel de requalification des espaces publics qui a revu les priorités de réalisation.



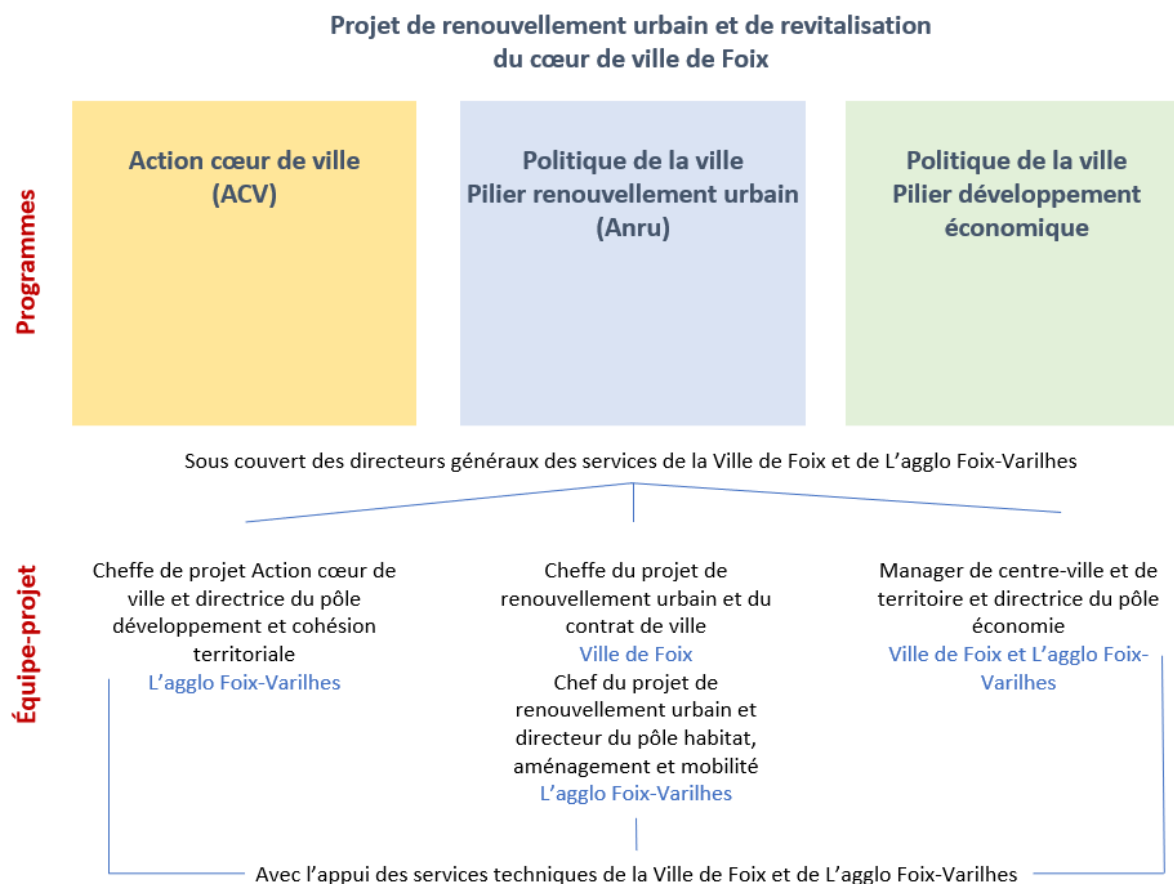
Le tableau global 2018-2022 des actions livrées, en cours et abandonnées est annexé au présent bilan (cf. annexe 4).

## 2. Les principes de la gouvernance et la mise en œuvre du programme

### 2.1. La création d'une équipe projet dédiée au projet de renouvellement et de redynamisation du cœur de ville

Une équipe-projet composée des techniciens de la Ville de Foix et de L'agglo Foix-Varilhes a été constituée à l'occasion du déploiement des programmes ACV et Anru. Elle est en charge de l'élaboration des documents-cadres et assure l'animation des programmes. **Sa mixité et sa pluridisciplinarité facilitent l'articulation entre les dispositifs et les projets.**

*Le schéma d'animation*



### 2.2. La mise en place d'une comitologie commune ACV/Anru

L'article 4 de la convention-cadre pluriannuelle 2018-2025 Action Cœur de Ville de Foix prévoit l'articulation et la fusion des instances de pilotage des différents dispositifs de renouvellement urbain. Ainsi, le premier comité technique ACV/Anru s'est déroulé le 15 octobre 2019 en présence de l'ensemble des partenaires des deux programmes. De même, la réunion de préparation de la revue de projet Anru et le comité de projet ACV validant les éléments constitutifs de l'ORT du 5 février 2019 se sont déroulés en présence des mêmes partenaires dans la logique d'une plus grande cohérence et une meilleure lecture de l'action publique. **Cette organisation a permis d'asseoir la gouvernance locale autour du projet de renouvellement urbain de la Ville de Foix, de mieux comprendre l'articulation et d'affirmer la complémentarité des deux programmes, d'optimiser les financements mobilisables et de renforcer l'intérêt des acteurs locaux.**

Durant le premier trimestre 2019, des revues de projets communes aux programmes ACV et Anru ont été organisées avec pour objectif de suivre l'état d'avancement des actions des deux programmes, de lever les freins rencontrés dans la mise en œuvre de certaines opérations, et de finaliser la convention Anru. Ces revues de projet ont réuni mensuellement la préfète, le maire de Foix, le président de L'agglo Foix-Varilhes, les services de la préfecture, de la direction départementale des territoires et de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine, ainsi que les services des opérateurs publics de l'habitat. **Ces rencontres ont permis de supprimer les obstacles juridiques, techniques, administratifs et**

**financiers des opérations d'habitat du Rival, de la Faurie et de Freycinet. L'engagement a été pris de réunir cette cellule autant de fois que nécessaire par la suite pour faciliter la réalisation des programmes.**

### 2.3. L'instauration des groupes de travail

Un comité technique a été mis en place. Il a vocation à préparer les comités de projets. Il s'est peu réuni au profit des groupes de travail.

Des groupes de travail ont été créés en complément des comités techniques. Ils se composent des techniciens représentant les structures partenaires du programme. Leur organisation se veut souple : un ordre du jour est transmis à l'ensemble des membres du comité technique. Chaque membre intéressé, concerné et disponible peut participer aux travaux, quel que soit son domaine d'activité. **Au sein de cette instance, les projets sont présentés et co-élaborés avec les partenaires. Les groupes de travail sont les garants de l'engagement pris par le territoire de mener le programme de façon transparente et participative.**

En complément, deux réunions mensuelles ont réuni entre 2018 et 2022 les services de la DDT, la cheffe de projet ACV et les deux chefs de projet Anru. **Ces rencontres avaient pour but de prévenir les difficultés rencontrées sur les projets, d'organiser le suivi de l'animation des programmes, d'observer une veille sur les dispositifs nationaux et de permettre leur traduction sur le territoire. Elles ont favorisé l'avancement des projets en permettant d'alerter chaque partie sur les moyens à mettre en œuvre pour garantir leur réussite.**

Enfin, les cellules habitat, pilotées par le directeur de l'habitat de L'agglo Foix-Varilhes et chef de projet Anru, en place depuis 2018, rassemblent les maîtres d'ouvrage et partenaires techniques du projet de renouvellement urbain/habitat sur le centre-ancien de Foix : la Ville de Foix et L'agglo, l'union départementale de l'architecture et du patrimoine, la direction départementale des territoires, l'Office public de l'habitat, la coopérative Un toit pour tous, l'Établissement public foncier Occitanie, Action Logement, l'opérateur de l'Opah-RU. Elles ont pour but de suivre l'avancement des projets habitat du périmètre de l'ORT portés par les opérateurs publics et privés dans le cadre de la convention Anru et de l'Opah-RU, en lien étroit avec la manager de centre-ville et de territoire. **Ces cellules permettent d'apporter toute l'attention nécessaire à la thématique du logement, la plus difficile à mettre en œuvre de par sa complexité juridique, technique et financière.**

Ces réunions ont été complétées par des points réguliers entre la Ville de Foix et L'agglo, et des réunions spécifiques à certains sujets avec les partenaires (ABF, architectes-paysagistes-conseils de l'État, EPF, Action Logement, Banque des territoires, etc.). Ce fonctionnement sera maintenu dans le cadre du programme Action cœur de ville 2.0.

### 2.4. Les différents avenants à la convention-cadre

Le déploiement du programme a été ponctué par l'instauration de l'opération de revitalisation de territoire (ORT) pour les Communes de Foix, Varilhes Verniolle et Montgailhard et la signature de deux avenants :

- Le 18 décembre 2020 : signature de l'avenant n°1 relatif à la mise en œuvre de la phase de déploiement du programme ACV et valant convention d'opération de revitalisation de territoire (ORT) pour les Communes de Foix, Varilhes et Verniolle, et ne valant pas Opah-RU.
- Le 24 novembre 2021 : signature de l'avenant n°2 relatif à la mise en œuvre de la phase de déploiement du programme ACV et valant convention d'opération de revitalisation de territoire (ORT) pour les Communes de Foix, Varilhes, Verniolle et Montgailhard, et valant Opah-RU.

À la suite de la mise en place de l'ORT, les représentants des Communes de Varilhes, Verniolle et Montgailhard ont intégré en 2021 le comité de projet et les groupes de travail du programme Action cœur de ville. **Cette nouvelle gouvernance permet aux quatre communes, et notamment la Ville de Foix qui fait figure de pilote sur le territoire, de partager leur expérience en matière de renouvellement urbain et de revitalisation du cœur de ville et de s'assurer de la cohérence et de la non-concurrence de leurs projets à l'échelle du bassin de vie.**

- À la suite de la mise en place de l'ORT, les représentants des communes de Varilhes, Verniolle et Montgailhard ont intégré en 2021 le comité de projet et les groupes de travail du programme Action cœur de ville. **Cette nouvelle gouvernance permet aux quatre communes, et notamment la Ville de Foix qui fait figure de pilote sur le territoire, de partager leur expérience en matière de renouvellement urbain et de revitalisation du cœur de ville et de s'assurer de la cohérence et de la non-concurrence de leurs projets à l'échelle du bassin de vie.**

### 3. La participation des partenaires du programme national

#### 3.1. Anah

L'Anah, avec Action Logement, participe aux côtés de la Ville de Foix et de L'agglo au développement d'une offre renouvelée et attractive de logements. Elle intervient au titre de :

- L'ingénierie par le financement d'études préalables et pré-opérationnelles et du poste de la cheffe du programme Action cœur de ville.
- L'aide aux travaux par le financement d'opérations sous maîtrise d'ouvrage privée dans le cadre de l'Opah-RU et d'opérations en recyclage sous maîtrise d'ouvrage publique.

#### Chiffres clés

**1 050 798 €** de subventions totales notifiées

221 326 € Opah-RU, étude et travaux  
 740 744 € Opérations maîtrise d'ouvrage publique  
 88 728 € Animation du programme ACV

Bénéficiaires : bailleurs privés et publics

**27**

logements créés ou  
réhabilités

**27**

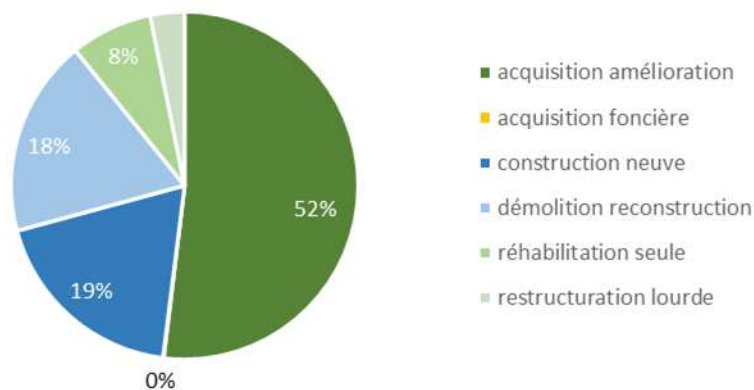
sorties de vacance

#### 3.2. Action Logement

Le bilan d'Action Logement pour la période 2018-2020 est disponible via le lien suivant : <https://www.calameo.com/read/0071184410a7ecf9e39cd>

Les produits de financement Action Cœur de Ville d'Action Logement ont permis sur la phase 2018-2022 du programme d'accompagner des opérations de logement majoritairement sur le bâti existant (63%) tel que détaillé ci-dessous.

63% d'opérations en intervention sur le bâti existant, tous parcs confondus (en nombre d'opérations)



Le 18 décembre 2020, la Ville de Foix et L'agglo Foix-Varilhes ont signé une convention tripartite avec Action Logement dont la vocation est de faire émerger des opérations de réhabilitation et de restructuration d'immeubles entiers de démolition-reconstruction ou de construction neuve, au service de la production d'une offre de logements qualitative en cœur de ville.

Cette intervention permet de soutenir de manière déterminante la diversification de l'offre en logements et des parcours résidentiels, en agissant sur trois types de parcs : le parc locatif social et intermédiaire, le parc locatif privé et l'accession sociale à la propriété. Composé d'un mix prêt et subvention, le financement permet une intervention sur-mesure pour déclencher des opérations emblématiques de

l'intervention en tissu ancien, dont les équilibres économiques sont particulièrement complexes et les contraintes techniques fortes, et constitue un réel levier de revitalisation urbaine.

Ce partenariat a permis le financement de 5 projets dans le périmètre prioritaire de l'ORT pour un total d'aides de 1 600 663 € (dont 2 opérations validées en 2023).

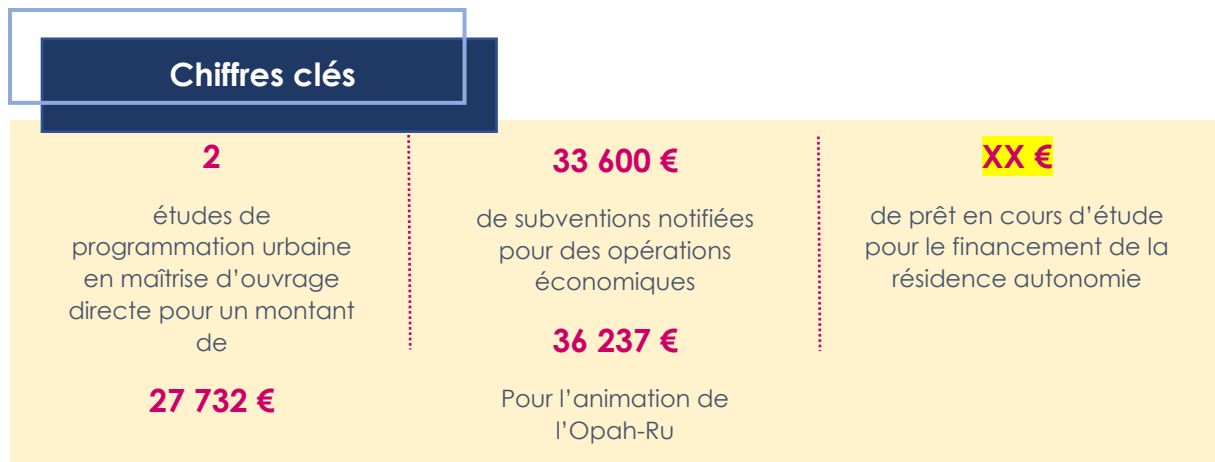


Pour la période 2023-2026, les financements évoluent pour accompagner la trajectoire bas carbone des maîtres d'ouvrage et rehausser les exigences environnementales des projets en amplifiant l'accent déjà mis sur l'intervention sur le bâti existant.

### 3.3. Caisse des dépôts et consignations

La Caisse des dépôts et consignations intervient dans le programme par une offre en investissement, en ingénierie et en prêt. Dans le cadre de ses dispositifs de soutien, elle a :

- Réalisé deux études de programmation urbaine en portage direct, pour la requalification de deux friches : l'îlot Denamiel et l'Hôtel du tourisme. Elles ont permis, pour la première opération, la poursuite des études par l'EPF et le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour l'acquisition et la création d'une activité économique de centre-ville, qui permettra l'installation d'une pharmacie et d'un pôle médical en 2024 ; pour la seconde opération, de préparer l'appel à manifestation d'intérêt Réinventons nos cœurs de ville pour la mobilisation d'un investisseur privé qui porterait une opération immobilière.
- Subventionné 2 opérations en faveur de la revitalisation du commerce de centre-ville : étude pour le maintien et le développement d'un cinéma de proximité Art et Essai dans le cœur de ville de Foix et schéma de développement économique de L'agglo Foix-Varilhes.
- Proposé une offre de prêts pour le financement de la résidence autonomie en cours d'étude par L'agglo Foix-Varilhes.
- Subventionné l'animation de l'Opah-RU pour la période 2021-2026.



### 3.4. Établissement public foncier Occitanie

Dans le cadre de la convention opérationnelle tripartite entre la Commune de Foix, L'agglo Foix-Varilhes et l'Établissement public foncier Occitanie (EPFO) signé le 3 octobre 2017 pour une durée de 8 ans et de ses avenants, l'EPFO intervient sur plusieurs îlots stratégiques du cœur de ville :

- Les îlots du Rival, de la Faurie et Gabriel Fauré pour des projets de création et réhabilitation de logements très dégradés.
- L'îlot Denamiel pour un projet de requalification d'un appareil commercial.

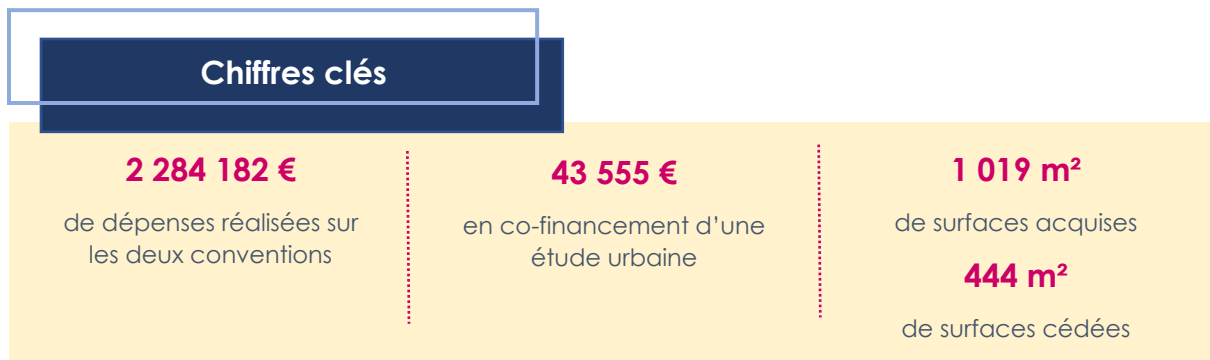
L'îlot Parmentier, pour le projet de construction de la résidence autonomie qui accueillera 34 logements, a fait l'objet d'une autre convention tripartite signée le 18 novembre 2020.

Il assure pour ces opérations les missions suivantes :

- Veille foncière (acquisition, gestion foncière des biens acquis, cession) et expertise en matière de procédures foncières.
- Ingénierie en matière d'études, réalisation de diagnostics fonciers stratégiques, cofinancement d'études pré-opérationnelles.
- Maîtrise d'ouvrage directe de travaux préparatoires à un aménagement ultérieur.
- Ingénierie financière d'appui aux opérations de logements sociaux (minoration du prix de vente).

L'intervention de l'EPFO a permis de faciliter la mise en œuvre des projets en sécurisant la maîtrise foncière, en débloquent certaines situations complexes par son offre de services sur-mesure et en ayant un effet levier sur la chaîne des acteurs de l'aménagement.

Dans le cadre du conventionnement l'EPFO réalise chaque année un compte-rendu d'activité faisant état de l'avancement des projets.



## 4. Les appels à projets



### 4.1. Graines de boss

En octobre 2019, la Ville de Foix et L'agglo ont manifesté leur intérêt à participer au concours de créateurs Graine de boss 2020, afin d'encourager et valoriser les initiatives entrepreneuriales. Cependant, deux aspects ont empêché son aboutissement :

- La crise de la Covid qui a masqué la visibilité du concours et a empêché un démarchage approfondi des porteurs de projets.
- La nécessité pour le territoire de porter financièrement sa participation faute de sponsors nationaux présents sur le territoire.

#### 4.2. Design Actif

La convention signée entre l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) au titre du programme Action cœur de ville et Paris 2024 répond à l'ambition commune de faire des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 les jeux de tous les territoires et de toute la population. Ce partenariat vise prioritairement à développer le « design actif » en France, concept innovant d'aménagement urbain pour encourager les mobilités actives et faciliter la libre et ludique activité physique en ville. Dans la continuité de sa labellisation Terres de jeux 2024, la Ville de Foix a souhaité bénéficier de l'accompagnement proposé par l'ANCT avec le concours de la Cité du Design de Saint-Étienne afin de questionner le sport, ses pratiques et sa représentation sociale, dans la ville.

Le diagnostic a permis de définir un parcours à partir des éléments identitaires de la Ville de Foix (histoire, urbanisme, environnement, pratiques sportives et culturelles), reliant le centre-ville au complexe sportif de l'Ayroule et marquant les points d'intérêt. Le jardin public de la Passéjade et la place Parmentier ont fait l'objet de propositions créatives qui tiennent compte de la spécificité des lieux pour favoriser l'inclusion. La création d'un parcours accessible au plus grand nombre s'appuie sur une charte d'aménagement urbain garante d'une cohérence esthétique, matérielle et informationnelle du parcours, la pose d'un mobilier urbain permettant de marquer un temps d'arrêt sur un point d'intérêt urbain et environnemental et l'installation d'une signalétique propre pour se repérer et habiller l'espace.

Ces propositions seront notamment étudiées dans le cadre du futur aménagement de la place Parmentier et de la liaison du Parc Bouychères au centre-ville.

#### L'exemple de la Place Parmentier



#### 4.3. Réinventons nos cœurs de ville

La consultation nationale Réinventons nos cœurs de ville a été conçue pour accompagner les projets de reconversion sur des sites devenus obsolètes ou restés vacants depuis de nombreuses années et pour impulser de nouveaux modes de production urbaine en favorisant le partenariat public/privé.

La Ville de Foix est lauréate de la session 2022 pour l'opération de requalification de l'ancien Hôtel du tourisme, immeuble classé prioritaire lors de l'étude de faisabilité RHI THIRORI réalisée en 2016. Sa situation contiguë à la route départementale à grande circulation, son implantation à flanc de falaise sur une parcelle étroite, les servitudes d'urbanisme (PPR chute de bloc), sa mono-orientation sont autant de contraintes qui pèsent sur un projet de restructuration en logements. L'étude de programmation urbaine réalisée par la Caisse des dépôts et consignations dans le cadre du programme Action Cœur de ville ouvre des perspectives quant au devenir de ce site emblématique. L'implantation d'activités tertiaires répondrait à une forte demande en bureaux dans le cœur de ville et à l'objectif de requalification de cette friche. La visibilité offerte par le réseau du programme national constitue une opportunité d'attirer des investisseurs privés pour porter une opération immobilière. Les différentes études de programmation et bâtementaire et le cahier des charges de l'appel à manifestations d'intérêt ayant été réalisés en 2021 et 2022, l'année 2023 verra la sélection d'un porteur de projet avec le soutien des acteurs locaux engagés (préfecture, DDT, Udap, CAUE, CCI). La réalisation en 2022 du catalogue national des sites retenus permettra sa diffusion auprès d'un large panel d'investisseurs potentiels.



Ce projet est un exemple de la complémentarité des outils et des dispositifs proposés par l'Agence nationale de la cohésion des territoires et les partenaires du programme en faveur de revitalisation des cœurs de ville.

#### 4.4. Au cœur des territoires

L'opération « Au cœur des territoires » a pour objectif l'ouverture de 100 antennes du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) dans les villes moyennes afin de renforcer l'offre de formation et d'enseignement supérieur dans les bassins de vie. En 2022, le Conseil départemental de l'Ariège a porté la candidature du territoire pour l'accueil d'une offre de formations en adéquation avec les besoins exprimés par les entreprises locales. Les services du CNAM seraient localisés au centre universitaire de l'Ariège dans une logique de mutualisation des espaces et du personnel. Un budget prévisionnel a été élaboré pour les trois premières années de fonctionnement, intégrant le soutien de la Caisse des dépôts et consignations. Au terme de ces trois années, le programme devra s'autofinancer.

Le Conseil départemental est en attente des résultats de la sélection des villes bénéficiaires.

**Occitanie**

**FOIX**  
Ancien hôtel du tourisme  
09 - Ariège

**LES ORIENTATIONS PROGRAMMATIQUES**

Réhabilitation d'un immeuble "ancien hôtel du tourisme" sous statut d'habitat.

- Nos atouts**
  - Contexte urbain**  
Foix, préfecture du département de l'Ariège, est la ville centre de l'agglomération de Foix-Varilhes (42 communes). Foix a été sa renommée autour de son histoire et de son patrimoine historique. La ville est inscrite dans deux dispositifs nationaux : Action cœur de ville et le nouveau programme national de renouvellement urbain - NPNRU (signature de la convention en septembre 2019) qui impliquent des engagements stratégiques pour une revitalisation et un développement équilibré et durable du territoire.
  - Notre site réinventons**
    - Présentation du site**  
Le n°2 Cours André Cros a été classé parmi les opérations prioritaires lors de l'étude de faisabilité « AMH-HHORI ». Cet ancien hôtel réhabilité en immeuble d'habitation est aujourd'hui vacant et fortement dégradé. Sa situation corrigée à la route départementale à grande circulation, son implantation à l'angle de foibles sur une parcelle étroite, les servitudes d'urbanisme (PPI, chute de bloc), son orientation mono-orientée sont autant de contraintes qui posent sur un éventuel projet de reconstruction en logements. Un arrêté d'inventaire avec l'intention d'habiter a été établi en 2010.
    - Intégration du bien**  
Il s'agit de réaffirmer l'édifice 1100m² de surface utile, être donné sa configuration mono-orientée et contre le montage. Le bâtiment peut se scinder en 3 types d'espaces :
      - Espace principal : avec lumière naturelle et volumes habitables ;
      - Espaces servants ;
      - Espaces de circulation.
  - Occupation actuelle**  
Vacant depuis plus de 5 ans.
  - Calendrier**  
Lancement de la première phase de FAP courant 2022. Livraison à préciser.

#### 4.5. Relocalisation de services centraux du ministère de l'Intérieur et de services de la direction générale des finances publiques

Dans le cadre des orientations fixées par le président de la République, le Gouvernement a engagé une démarche de relocalisation de services publics installés à Paris et dans les grands centres urbains vers des villes moyennes, péri-urbaines ou rurales, dans le but de redynamiser les territoires. La Ville de Foix s'est portée candidate en 2020 et 2022 pour accueillir les services de la direction générale des finances publiques et les services centraux du ministère de l'Intérieur avec le souhait d'accueillir de nouveaux emplois dans le cadre d'une relocalisation de services publics pérennes.

Aucune de ces deux candidatures n'a été retenue.

#### 4.6. Jardins partagés

Dans le cadre de sa politique d'action sociale, la Ville de Foix a souhaité créer un troisième jardin partagé pour permettre aux habitants du cœur de ville ne disposant pas de jardin à titre privé de cultiver un potager et de renforcer la cohésion sociale. Lauréate de l'appel à projets national paru en 2021, le jardin de l'Arget est aujourd'hui partagé par douze familles. Ce projet a été valorisé dans le guide *Pour la transition écologique* du programme Action Cœur de ville.

#### 4.7. Terres de jeux 2024

La Ville de Foix accueillera les canoéistes-kayakistes se préparant pour les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 dans le cadre de sa labellisation « Terre de Jeux 2024 ». Depuis octobre 2020, le stade d'eau-vive du Rebech est devenu le centre de préparation officiel des délégations internationales jusqu'en 2024. En 2025, la Ville de Foix accueillera une manche des championnats du monde sénior.

#### 4.8. Conseil en énergie partagé et contrat d'objectif territorial

L'agglomération Foix-Varilhes s'est engagée dans le dispositif de soutien à la création d'un poste de conseil en énergie partagé (CEP) mis en place par l'Ademe. Depuis août 2022, le conseiller accompagne la Ville de Foix et l'agglomération dans la réduction des consommations énergétiques, des dépenses et des émissions de CO<sub>2</sub> et le développement des énergies renouvelables. Le diagnostic énergétique pour la Ville de Foix a été présenté durant le premier semestre 2023. Il sera décliné en programme d'investissements pluriannuel afin de répondre aux objectifs du décret tertiaire.

Cette action s'inscrit dans la logique du contrat d'objectif territorial de l'Ademe, un dispositif d'accompagnement destiné à une meilleure prise en compte de la transition écologique dans les territoires, dont bénéficie L'agglo Foix-Varilhes depuis 2022. Les ambitions et les projets de L'agglo sont étudiés au regard des référentiels opérationnels énergétiques et d'économie circulaire. À l'issue de cet état des lieux qui sera finalisé en 2023, L'agglo pourra mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'amélioration de son action pour une société plus sobre et solidaire, créatrice d'emplois.

## 5. Les réalisations

### 5.1. De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat

#### 5.1.1. L'étude pré-opérationnelle et la nouvelle Opah-RU

Durant la phase de déploiement du programme Action Cœur de ville et afin de concourir aux orientations fixées dans son programme local de l'habitat (PLH) approuvé en 2019, L'agglo Foix-Varilhes a engagé des travaux en 2020 et 2021 lui permettant de réorienter et restructurer sa politique locale de l'habitat :

- L'évaluation des précédents dispositifs d'Opah-RU et de Pig sur les quatre années précédentes a permis de mettre en lumière les failles des précédents programmes : périmètres d'intervention non pertinents dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain, financements peu différenciés entre les deux programmes, accompagnement non ciblé sur les cœurs de villes.
- La réalisation d'une étude pré-opérationnelle sur l'ensemble du territoire intercommunal a démontré l'opportunité de recentrer l'action de L'agglo en faveur de la réhabilitation des cœurs de villes de quatre bourgs-centres de L'agglo (Foix, Varilhes, Verniolle et Montgailhard) et de disposer d'un outil « homogène » sur les 38 autres communes du territoire, davantage à destination de l'amélioration des logements des propriétaires occupants.

Ainsi, dans le cadre de la définition de l'Opah-RU, une attention particulière est portée à la réussite de l'opération de rénovation urbaine du centre-ancien de Foix en application de plusieurs principes :

- Re-imaginer un dispositif plus incitatif et diversifié, permettant un accroissement de l'activité de réhabilitation encadrée, notamment en direction des investisseurs bailleurs, la production de l'offre locative n'ayant atteint que 55% des objectifs fixés.
- Se recentrer sur un périmètre permettant d'intensifier l'action en faveur des centres anciens de Foix, Varilhes, Verniolle et Montgailhard, en prenant comme appui les périmètres d'opération de revitalisation du territoire (ORT).
- Renforcer les actions de prospection et mobilisation du parc vacant et du parc indigne ou très dégradé, de manière coordonnée avec les projets urbains de revitalisation et de requalification des centres anciens.
- Disposer d'un dispositif « unique et simple » sur l'ensemble du territoire, permettant une meilleure accessibilité des propriétaires bénéficiaires et une homogénéité de la politique locale d'amélioration de l'habitat.

Dans le périmètre ORT de Foix, l'Opah-RU 2021-2026 a pour objectifs le soutien de 75 logements dont 35 logements propriétaires bailleurs (PB) et 40 logements propriétaires occupants (PO) ainsi que le développement de nouvelles cibles : copropriétés, loyer intermédiaire (LOC 1), prime sortie de vacance. Au vu des projets en cours, au terme de la deuxième année, les objectifs pour les PB, qui constituent la cible principale, seront dépassés (16 contre 14). Les objectifs pour les PO ne seront quant à eux pas atteints.



## ZOOM Loc'Avantages

Le nouveau dispositif national Loc'Avantages porté par l'Anah est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Il stipule que les loyers sont fixés au niveau de la commune au regard du marché observé sur ladite commune en supprimant ainsi les modulations locales des niveaux de loyers. Ce nouveau dispositif a eu pour conséquence une moindre attractivité pour les investisseurs consécutive à une baisse mécanique du niveau des loyers sur la commune de Foix, seule commune de L'agglo éligible aux loyers intermédiaires (aujourd'hui LOC 1) dans le cadre de la convention Opah-RU signée le 21 septembre 2021.

A l'instar des aides apportées par L'agglo en complément des aides de l'Anah aux propriétaires bailleurs pour la réalisation de travaux d'amélioration de l'habitat pour les LOC 2 (anciens loyers conventionnés) et LOC 3 (anciens loyers conventionnés très social), L'agglo apportera une aide de 5% en complément de L'Anah pour les LOC 1 (anciens loyers intermédiaires sur la commune de Foix).

### 5.1.2. Les opérations sous maîtrise d'ouvrage publique

Au préalable, il convient de souligner l'importance et la nécessité du partenariat dans la sortie des projets complexes de recyclage d'îlots pour de l'habitat. L'engagement fort de l'Anah, d'Action Logement, de l'Établissement public foncier Occitanie et des services de l'État a permis d'accompagner au plus près les deux opérateurs de l'habitat du territoire (Office public de l'habitat 09 et Un toit pour tous) et de lever progressivement les freins à la réalisation des projets : dureté foncière, coût élevé des travaux, intégration architecturale, etc. Le Conseil départemental de l'Ariège, la Ville de Foix et L'agglo Foix-Varilhes se sont également fortement investies et ont démontré leur volonté de voir aboutir les projets en déplaçant leurs aides.

Cependant, le réinvestissement urbain au regard de la préservation du patrimoine suscite autant de passions que de crispations. Ces sujets seront d'autant plus présents à l'avenir du fait de l'évolution des contraintes environnementales qui posent la question de ce qu'il sera possible de faire en secteur protégé en matière de travaux, et du fait de la création à l'étude d'un site patrimonial remarquable (SPR). Ces nouvelles problématiques nécessiteront de rechercher collectivement des solutions pour satisfaire la réglementation et la revitalisation du cœur de ville.

#### L'îlot du Rival – 14, 16, 18, 20 rue du Rival

Maître d'ouvrage : Office public de l'habitat 09  
Projet : création de 12 logements locatifs sociaux

La requalification de cet îlot par la création de 12 logements locatifs sociaux (LLS) représente un enjeu majeur de cohésion sociale, de réhabilitation et de diversification de l'habitat. L'EPFO a procédé aux acquisitions en 2019 et 2020 et aux travaux de démolition en 2022, les études de faisabilité, du fait de l'état de

**Action Logement** : 203 539 €  
(subvention) + 474 926 € (prêt)  
**Anah RHI** : 487 496 €  
**Fonds friche** : 500 000 €  
**Conseil régional** : 36 000 €  
**Conseil départemental** : 120 000 €  
**L'agglo + Ville** : 240 000 €  
**EPFO** : minoration de 33 000 €/log  
soit 46% du prix de revient

dégradation des immeubles (arrêtés de péril et

d'insalubrité), ayant démontré la nécessité de les démolir (avec reconstruction du mur fronton). La participation de l'Anah au titre de la RHI, d'Action Logement, la décote foncière proposée par l'EPFO et la mobilisation du fonds friche ont permis d'équilibrer l'opération, en complément de la participation des collectivités. Les travaux de reconstruction seront réalisés en 2023 et 2024 après la cession du foncier par l'EPFO à l'OPH 09.



#### L'îlot Gabriel Fauré – 39, 41, 43 cours Gabriel Fauré

Maître d'ouvrage : Un toit pour tous  
Projet : création de 9 logements en accession sociale à la propriété

Cet ensemble immobilier situé sur l'axe principal de la commune est constitué de trois immeubles en friche dont deux font l'objet d'un arrêté d'insalubrité irrémédiable (n°39 et 41). Seul le rez-de-chaussée du n°43 est occupé par un restaurateur. Les études structurelle et de faisabilité ont conclu à la nécessité de démolir puis reconstruire les bâtiments, leur structure n'apportant pas de résistance suffisante pour un usage de logements. En 2019 et 2020, L'EPFO a procédé à l'acquisition foncière des n°39 et n°43. Le n°41 fera l'objet d'une procédure d'acquisition forcée (DUP). Actuellement, des discussions sont en cours avec l'architecte des bâtiments de France pour élaborer un projet en accord avec les contraintes patrimoniales et structurelles. L'obtention du fonds friches et les délais impartis pour engager les travaux impliquent un démarrage avant la fin 2024. Cependant, malgré les engagements des partenaires et les recettes attendues, l'opération ne parvient pas à l'équilibre financier. Le marché immobilier détendu et les surcoûts liés aux contraintes de chantier et patrimoniales entraînent un coût de revente inférieur au coût de revient.

Anru : 115 000 €  
 Anah RHI : 487 496 €  
 Fonds friche : 521 248 €  
 L'agglo + Ville : 180 000 €

L'étude « accession » réalisée par la Ville de Foix a pointé la nécessité de proposer une offre de type T3/T4 avec un extérieur et du stationnement pour attirer la clientèle locale. Cependant, les caractéristiques architecturales des immeubles du centre-ancien ne permettent pas toujours de répondre à ces attentes sans entraîner une hausse importante des coûts de réhabilitation. La question de l'accès à cette offre dans le centre-ancien est posée.

### L'îlot Freycinet ancienne imprimerie – Place Freycinet

Maître d'ouvrage : Office public de l'habitat 09  
 Projet : création de 4 LLS

Identifié dans le cadre du projet de renouvellement urbain, cet îlot, qui constitue une friche urbaine, a fait l'objet d'une étude de faisabilité pour la création de 4 logements sociaux. Le projet consiste en la déconstruction et la reconstruction de logements avec places de parking privées. Un permis de construire modificatif intégrant de nouveaux éléments de patrimoine a été déposé après le dépôt du permis initial et obtenu en août 2021.



Façade intérieure

Action Logement : 232 240 €  
 (subvention) + 99 532 € (prêt)  
 DSIL : 86 000 €  
 Conseil régional : 8 668 €  
 Conseil départemental : 40 000 €  
 L'agglo + Ville : 80 000 €

Les bâtiments, propriété de la Ville de Foix depuis 2016, sont en cours d'acquisition par l'OPH 09. Des financements exceptionnels du plan de relance (DSIL) et d'Action Logement, qui a déplafonné son aide dans le cadre de son dispositif Action cœur de ville, contribuent à l'équilibre de l'opération. Cependant, un recours contentieux contre le permis de construire initial en attente d'une décision de justice n'a pas permis le démarrage des travaux.

### La résidence autonomie

Maître d'ouvrage : L'agglo Foix-Varilhes  
 Projet : création de 35 logements

Afin de répondre à la demande en logements adaptés pour personnes âgées autonomes dans le sud de son territoire, L'agglo Foix-Varilhes, avec le soutien de la Ville de Foix (mise à disposition du foncier pour 1€ symbolique), a décidé la construction d'une résidence autonomie à Foix. Cette opération permettra la création sur une friche urbaine (immeuble de la rue Roger) de 34 logements pour seniors et d'un logement dédié à trois jeunes travailleurs ou étudiants conventionnés en plein centre-ville sur la place Parmentier. Ce projet répond à la double volonté de proposer une offre de logements adaptée et de participer à la revitalisation du centre-ville. La localisation du projet à proximité immédiate des commerces, des services et des loisirs du centre-ville permettra d'offrir aux résidents un cadre de vie accueillant et convivial au cœur d'un quartier animé, propice aux interactions sociales et favorable à la vie des commerces. Il contribuera également aux objectifs de création de logements locatifs conventionnés définis par la convention Anru. Son ouverture est prévue en septembre 2025. La Carsat a déjà notifié une aide de 400 000 € et la préfecture de Région une aide de 300 000 € de DSIL.



La requalification de la place Parmentier sera réalisée par la Ville de Foix à l'issue de la construction de l'équipement.

## ZOOM Création de 3 logements locatifs sociaux au 2, 4, 6 rue de la Faurie

### Résidence Jules Siegfried

Maître d'ouvrage : Office public de l'habitat 09  
 Projet : création de 3 LLS

En 2015, un incendie a ravagé trois immeubles du centre-ancien, créant un point noir dans une des rues les plus fréquentées de Foix. En 2018, l'Office public de l'habitat 09 a réalisé une étude de faisabilité pour la création de trois logements LLS aux étages et un commerce au rez-de-chaussée. En 2018, 2019 et 2020, l'EPFO a procédé aux acquisitions des immeubles qu'elle a ensuite cédés à l'opérateur. Un travail étroit entre le maître d'œuvre de l'OPH 09 et l'architecte des bâtiments de France a permis de réussir l'intégration architecturale du projet en respectant le caractère médiéval de l'îlot. Depuis mars 2023, les trois T3 entre 55 et 60 m<sup>2</sup> sont occupés. Ils disposent chacun d'une terrasse donnant sur une petite arrière-cour.

La résidence Jules Siegfried après les travaux – mai 2023



Anah : 345 780 €  
 État : 12 000 €  
 Conseil régional : 8 500 €  
 Conseil départemental : 30 000 €  
 L'agglo + Ville : 60 000 €  
 EPFO : minoration de 25 000 €/log  
 soit 55% du prix de revient

L'opération d'un montant de 960 000 € a été subventionnée par l'Anah, l'État, la Région, le Département, L'agglo et la ville pour une aide totale de 522 580 €. La cession du fonds de commerce à un restaurateur de la rue de la Faurie a permis d'équilibrer le plan de financement. Il s'agit de la première opération réalisée par l'OPH 09 dans le centre-ancien dans le cadre du projet de renouvellement urbain de Foix.

#### Chiffres clés

**63**

logements publics sociaux  
 créés ou en création

**28** sorties de vacance

**13,8 M € TTC**

investis dans des  
 opérations de recyclage  
 foncier pour de l'habitat

**Multi-partenariat**

OPH 09, Un toit pour tous,  
 EPFO, Anah, Anru, Action  
 Logement, préfecture, DDT,  
 Udap, Région, Département,  
 Ville, L'agglo

## L'immeuble dit du Greta (2023-2026)

Maître d'ouvrage : OPH 09  
Projet : création de 12 LLS

Actuellement propriété de la Ville de Foix, l'immeuble dit du Greta est occupé par l'accueil de jour qui s'installera dans le nouveau pôle social près de la gare en septembre 2023. Une étude de faisabilité est en cours pour la création de logements locatifs sociaux par l'OPH 09. D'une surface au sol de 400 m<sup>2</sup>, il se compose d'un rez-de-chaussée et de trois étages et présente un potentiel de création de 12 logements. Cette action est inscrite dans le programme ACV 2023-2026.

### 5.1.3. Le financement des projets d'habitat public : les aides du plan de relance de l'État

**1 107 000 €**

d'aides d'État  
exceptionnelles

La DSIL et le fonds friches ont représenté des opportunités particulièrement déterminantes pour le territoire puisqu'ils ont permis de financer trois opérations de requalification d'îlots dégradés pour de l'habitat. Ces aides exceptionnelles ont contribué à atteindre l'équilibre financier pour deux des trois opérations lauréates, la troisième étant toujours à l'étude.

- DSIL : 86 000 € obtenus sur le projet de l'îlot Freycinet.
- Fonds friches : 500 000 € obtenus sur le projet de l'îlot du Rival et 521 248 € obtenus sur le projet de l'îlot Gabriel Fauré.

### 5.1.4. Le « Denormandie » dans l'ancien

Le manque de disponibilité des données concernant le dispositif « Denormandie » ne permet pas d'établir l'impact de ce levier fiscal.

## 5.2. Favoriser un développement économique et commercial équilibré

### 5.2.1. Les dispositifs et les outils en faveur du commerce de centre-ville

Le dispositif de manager de centre-ville et de territoire en place depuis 2016, repose sur une réelle volonté politique et de mener un travail partenarial pour développer le commerce de proximité dans le centre-ville.

La politique économique du centre-ville vise à :

- Valoriser l'activité économique du territoire.
- Développer l'offre commerciale.
- Moderniser les commerces.
- Installer des franchises.

Depuis sept ans, ce pilotage permet de garantir la gestion durable et cohérente des implantations et d'assurer un bon équilibre de l'armature commerciale entre centre-ville et périphérie. L'observatoire en place depuis 2016 informe en temps réel sur les activités existantes et les locaux vacants. Cet outil facilite la rencontre entre l'offre et la demande en agissant directement sur le foncier et apparaît comme un outil d'aide à la décision en proposant des indicateurs de flux (nombre de clients/jour, coût du loyer/m<sup>2</sup>). Des compteurs-piétons ont été installés par la Ville de Foix en 2021 à des points stratégiques. Les données permettent de comprendre les habitudes de déplacements des usagers du centre-ville et de mesurer l'attractivité du centre-ville.

La mobilisation du Fisac à travers une opération collective en milieu rural (2016-2021) a permis de consolider l'activité commerciale et artisanale du centre-ville. 47 porteurs de projets ont pu bénéficier d'une subvention pour moderniser leur local commercial. Le fond a également soutenu des actions d'aménagement et d'équipements portés par la Ville de Foix pour améliorer la cadre dans lequel s'exercent les marchés et des actions d'animations commerciales et artisanales. La mise en place d'un nouveau fonds dédié à l'activité commerciale de centre-ville permettrait de consolider et de susciter de nouvelles installations.

**1** opération collective en  
milieu rural (Fisac)  
**42** commerçants soutenus  
**3,61 €** d'effet levier  
**945 470 €** investis  
**261 567 €** de subventions



Des actions d'animations commerciales et artisanales sont organisées par des associations d'artisans, culturelles, ou par l'association des commerçants pour dynamiser les commerces et favoriser l'attractivité du centre-ville. Par ailleurs, des opérations pilotées par la Chambre de commerce et d'industrie de l'Ariège et accompagnées par L'agglo Foix-Varilhes sont mises en place ponctuellement (City Foliz, Avantages Ariège en 2023). À titre d'exemple, City Foliz, une action « 100% pouvoir d'achat » organisée du 4 décembre 2020 au 5 février 2021, a rassemblé 116 commerçants générant un chiffre d'affaires de 32 468 €. Le plan de relance de L'agglo déployé durant la crise sanitaire a permis d'accompagner XX entreprises dont XX projets du centre-ville.

Les conditions de développement du commerce et de l'artisanat ont été prises en compte dans les documents d'urbanisme. La création d'un linéaire commercial permet de préserver l'appareil commercial des changements de destination des commerces en logements ou garages. L'instauration d'un périmètre de sauvegarde permet d'assurer une veille sur la vente des fonds de commerces et artisanaux. En complément, l'activité de commerce de proximité se trouve limitée en zone intermédiaire afin de ne pas concurrencer le centre-ville. Enfin, l'implantation de surfaces commerciales de moins de 300 m<sup>2</sup> n'est pas autorisée dans les zones commerciales périphériques.

Cette stratégie de développement économique et commercial s'appuie sur un décloisonnement des différentes fonctions du territoire : commerce, habitat, environnement, sécurité, tourisme, cadre de vie, etc. La transversalité des dispositifs facilite l'articulation entre les différentes opérations programmées dans le cœur de ville comme les projets de requalification d'ensembles immobiliers pour de l'habitat et/ou d'espaces publics. À titre d'exemple, l'aménagement de la rue Delcassé a été réalisé avec la participation et en concertation avec les commerçants. Le stationnement, le mobilier, l'accessibilité, etc. ont été pensés de façon à favoriser l'activité commerciale ; le partenariat autour de la reconstruction de l'îlot de la Faurie a permis la réservation du rez-de-chaussée pour une activité de restauration.

#### Installation d'un commerce dans un local commercial vacant – avant/après – 2021



La stratégie économique locale, le partenariat et les outils proposés par le programme Action Cœur de ville ont démontré leur complémentarité et leur efficacité en matière d'attractivité et de résorption de la vacance commerciale.

### Chiffres clés

**3,92 %**

taux de vacance commerciale en février 2023 contre 24,2 % en avril 2016

**700** emplois (contre 650 en 2016)

**255** activités contre 201 en 2016

**11** locaux vacants contre 64 en 2016

**8** remembrements

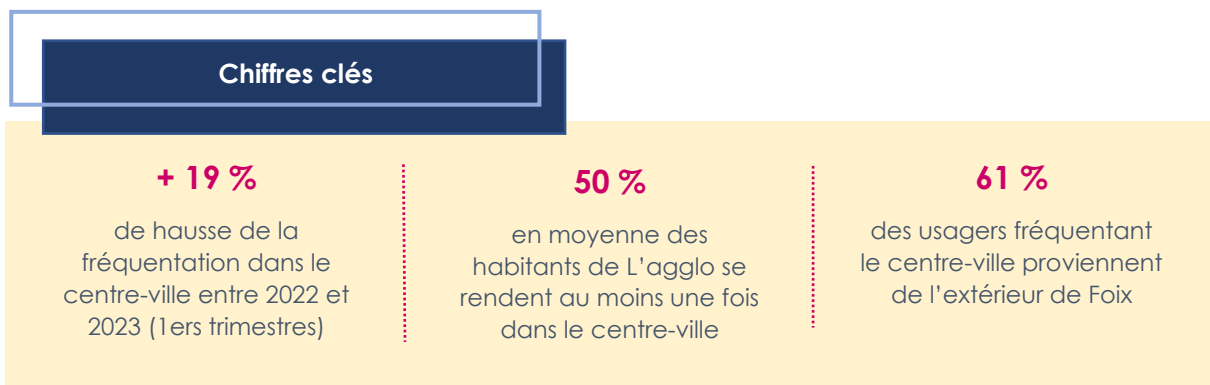
**785 m<sup>2</sup>** de surfaces concernées

## ZOOM L'observatoire des mobilités Mytraffic

L'observatoire des mobilités créé avec Mytraffic permet de suivre et d'analyser l'attractivité du centre-ville et de L'agglo à travers trois indicateurs de mobilité piétonne :

- Le taux de fréquentation.
- Le taux d'attractivité dans L'agglo.
- Le taux de provenance.

Le périmètre d'étude correspond au secteur d'intervention prioritaire d'Action Cœur de ville. Le visiteur est comptabilisé lorsqu'il rentre dans le périmètre et qu'il y reste au moins 15 minutes. Le taux d'attractivité est calculé sur la base du nombre d'habitants de L'agglo se rendant au moins une fois par mois dans le centre-ville. À titre d'exemple, entre janvier 2023 à mars 2023 (1<sup>er</sup> trimestre 2023), le centre-ville de Foix a comptabilisé 413 200 visiteurs. 60,9 % des visiteurs sont domiciliés en-dehors de la commune de Foix. L'indicateur de provenance extérieure mesure le nombre de personnes qui se rendent dans le centre-ville n'habitant pas à Foix. Cet indicateur, complémentaire du taux d'attractivité, permet de mesurer le rayonnement de Foix et de son centre-ville.



### 5.2.2. Les opérations économiques structurantes

Deux friches urbaines situées dans le périmètre prioritaire d'Action cœur de ville ont fait l'objet d'études de programmations réalisées par la Caisse des dépôts et consignations : l'îlot Denamiel et l'ancien Hôtel du tourisme. Ces études ont constitué des outils d'aide à la décision pour la Ville de Foix qui a mis en place (ou va mettre en place) un partenariat public/privé dans le cadre de recyclage d'îlots insalubres. De nouvelles activités économiques pourront s'implanter dans le cœur de ville grâce aux outils apportés par le programme Action Cœur de ville.

#### L'îlot Denamiel

L'îlot Denamiel est composé d'un immeuble de type hangar calibré pour le stationnement de cars. Il a accueilli une activité de transports jusqu'en 2012. Il occupe un emplacement stratégique d'un point de vue commercial et sa surface permet d'accueillir une à deux cellules commerciales en vue de conforter l'attractivité du centre-ville en matière. Sa localisation dans le périmètre de protection implique une vigilance sur le projet de requalification et la destination de la friche.

L'immeuble a été acquis par l'EPFO en 2019 pour un coût de 130 000 €. L'étude de programmation menée par la Caisse des dépôts et consignations a évalué la possibilité de créer des logements aux étages ; ce scénario n'a pas été retenu compte-tenu de la complexité technique et financière du projet. Le rachat de la parcelle mitoyenne à l'angle de la rue a également été étudiée pour une recombinaison urbaine d'ensemble, mais le prix du foncier et les indemnités liées au bail commercial engendraient des coûts non supportables pour l'opération. Le scénario retenu prévoit la revente de l'îlot à un opérateur privé pour l'installation d'un commerce avec la possibilité de créer des bureaux ou des logements à l'étage. Un appel à projets, lancé par la Ville de Foix en 2022, a permis de retenir un projet de création d'un pôle médical par un pharmacien de centre-ville. Ce pôle comprendra une pharmacie (déplacement de la pharmacie dont les locaux actuels s'avèrent sous-dimensionnés) et son logement de garde (256 m<sup>2</sup>), un cabinet médical pour des professionnels de santé (médecins, orthophoniste,



orthodontiste) avec secrétariat et salle d'attente (90 m<sup>2</sup>) et des espaces à louer pour des professionnels de santé (140 m<sup>2</sup>).

*Vues du projet dans le cadre de l'appel à projets – phase faisabilité avril 2022*



### L'ancien Hôtel du tourisme

L'ancien Hôtel du tourisme est un hôtel du XIX<sup>e</sup> siècle de 5 niveaux transformé en 30 appartements. Fermé depuis 2006, il a fait l'objet d'un arrêté d'insalubrité irrémédiable en 2010. Cet îlot a été classé parmi les opérations prioritaires lors de l'étude de faisabilité RHI-THIRORI réalisée par la Ville de Foix. Cette dernière en a fait l'acquisition en 2019 lors d'une vente aux enchères avec l'objectif de créer un parking silo de 100 à 150 places en entrées de ville pour offrir du stationnement aux habitants du centre-ancien. Inscrit dans la programmation Anru, ce projet ne sera finalement pas mis en œuvre.

L'étude de programmation urbaine réalisée par la Caisse des dépôts et consignations devait définir la nouvelle vocation du bâtiment. Elle s'est structurée autour de la réalisation d'un diagnostic architectural, urbain et paysager, la réalisation de scénarios de programmation avec des plans et une modélisation des espaces, un approfondissement des scénarios pressentis avec une estimation par poste de type esquisse, et un accompagnement opérationnel et juridique sur le montage d'une opération public/privé, le portage entièrement public ayant été rejeté. Le scénario retenu prévoit la création d'un pôle d'activités tertiaires qui pourrait voir le jour grâce au dispositif Réinventons nos cœurs de ville dans lequel s'inscrit cette opération. Les études bâtementaires complémentaires ayant été réalisées, l'appel à projets a été lancé en septembre 2023.

### La chapelle Saint-Jacques

La chapelle Saint-Jacques est un ancien lieu de culte qui a fait partie par la suite de l'ancien hôpital de Foix. Situé dans le cœur de ville de Foix, le long des allées de Villote, en face de la mairie, le bâtiment occupe un emplacement stratégique d'un point de vue urbain. Il comporte une chapelle et ses annexes au rez-de-chaussée, un appartement et des bureaux au 1<sup>er</sup> étage, des salles et des logements de fonction au 2<sup>nd</sup>. pour une surface totale de 1 090 m<sup>2</sup>. Certains éléments sont inscrits à l'inventaire des Monuments historiques. La Ville de Foix en a fait l'acquisition en 2021 dans le but de créer un tiers-lieu, un espace destiné à combiner activités économiques, culturelles et de services, dans le cadre d'un partenariat public/privé. Des études techniques, bâtementaires et d'inventaire du patrimoine ont été menées afin de connaître les possibilités d'aménagement et les éléments à protéger. Dans les prochains mois, une étude de programmation sera réalisée pour établir les possibilités d'aménagement et de transformation du site, dans le respect de son architecture.

## ZOOM Projet de création d'un cinéma multiplex

Le cinéma actuel, qui dispose aujourd'hui d'une salle de 141 places, a enregistré 20 000 entrées en 2018. Sa reprise la même année par un nouveau gérant et une adaptation de la programmation a permis d'atteindre 30 000 entrées par an. Cependant, la viabilité de l'exploitation ne peut être assurée sans une augmentation significative de cette fréquentation, qui nécessiterait a minima une seconde salle. Une étude de faisabilité pour la création d'un cinéma multiplex labellisé « Art et essai » dans le centre-ville menée par la Ville de Foix en 2018 a démontré que la création d'un cinéma de 3 à 4 salles serait adaptée au marché (bassin de clientèle), en tenant compte des cinémas existants sur les territoires voisins et plus particulièrement du projet de cinéma multiplex dans le centre-ville de Pamiers. Après l'étude des différentes options d'implantation, sa construction est prévue le long du Champ de Mars dans le secteur

prioritaire Action Cœur de ville, à proximité du centre aquatique, du pôle culturel, du Casino (locomotive commerciale) et des parkings (Champ de Mars et la Vigne), en lieu et place de la friche dite Hachaguer. La Ville de Foix a acquis le foncier par voie d'expropriation et le cèdera à L'agglo, qui porte le projet de construction. En 2022, L'agglo a contractualisé avec l'Agence régionale aménagement construction Occitanie (Arac) pour réaliser les études opérationnelles de réalisation. Un appel à projets a été lancé pour désigner l'exploitant du futur équipement.

Le cinéma participera au renforcement de l'attractivité du centre-ville. Les 80 000 à 84 000 entrées annuelles pressenties génèreront des flux supplémentaires en faveur des activités économiques du centre-ville. Le cinéma accompagnera la mutation du cœur de ville en favorisant l'émergence de nouvelles habitudes de consommation, l'installation de nouvelles activités, la création de projets culturels et participera à la requalification et à la dynamisation de tout un quartier.

### 5.2.3. L'ORT et le commerce

Les outils règlementaires de l'ORT en matière de commerce n'ont pas été mobilisés en raison de l'existence de certains d'entre eux préalablement à l'instauration du dispositif (droit de préemption urbain, etc.). Par ailleurs, la création d'activités soumises à CDAC reste très limitée. Des activités concurrentielles ne relevant pas de cette catégorie peuvent s'implanter sans que la collectivité puisse s'y opposer.

## 5.3. Développer l'accessibilité et les mobilités décarbonées

### 5.3.1. Le stationnement

La problématique du stationnement a fait l'objet d'une étude initiée en septembre 2019 qui s'est achevée en août 2021. Le diagnostic et les scénarios ont conduit à faire ressortir principalement un déficit de places de stationnement pour l'obtention d'un bon niveau de service.

Actuellement, le déficit constaté est de 80 places en période estivale et les jours de marchés. Dans les années à venir, 140 places devraient être supprimées par des aménagements de voirie et d'espaces publics et de nouveaux besoins seront à satisfaire du fait de l'accroissement de l'attractivité de la ville et du Château, et de la création de nouveaux services.

L'étude préconise :

- La réalisation d'un nouvel accès au parking de la Vigne pour faciliter son utilisation et éviter l'engorgement du centre-ville par le contournement des allées de Villote.
- Le réaménagement du parking de la Vigne par la création d'un parking en superstructure d'environ 200 places pour répondre aux besoins et pallier la suppression de stationnements.
- Le renforcement de l'offre de transport en commun entre la gare et le centre-ville pour optimiser l'offre de stationnements autour de la gare.
- Une extension de la zone payante avec une nouvelle tarification, pour mieux satisfaire les besoins en stationnement des visiteurs et offrir aux résidents une solution pour stationner plus aisément près de leur domicile.

Les préconisations de l'étude ont été mises en œuvre :

- Le contournement est en cours de réalisation (2023).
- L'étude de faisabilité pour la création du parking silo sera réalisée durant le second semestre 2023.
- Le renforcement de l'offre de transport en commun entre la gare et le centre-ville est effectif depuis le lancement de L'agglo-bus qui propose 45 allers-retours gratuits par jour entre la gare et le parvis.
- Enfin, la nouvelle tarification sera mise en place après la création du parking silo.

En complément, pour pallier la réduction des places de stationnement dans le cadre de la requalification de certaines rues, la Ville de Foix, en lien avec la requalification du parvis de L'agglo, a créé 22 places supplémentaires dans le prolongement du parking du Champ de Mars.



### ZOOM Pay by phone

En 2022, la Ville de Foix a mis en place le service Pay By Phone afin de faciliter la gestion du stationnement pour les usagers. Il permet de payer avec son mobile (ticket dématérialisé), de réduire ou de prolonger son temps de stationnement à distance et d'être averti par une notification quand le délai de stationnement arrive à son terme.

### 5.3.2. Les mobilités douces, l'intermodalité et le réseau de transport

Entre 2020 et 2023, la Ville de Foix est engagée des opérations successives en faveur des mobilités douces : elle a réalisé avec le Conseil départemental de l'Ariège la sécurisation et l'aménagement

de la voie verte (Saint-Girons/Foix) du pont de l'Écho au quartier des Bruilhol ; elle a poursuivi les travaux jusqu'à la gare puis sur le cours Irénée Cros afin de connecter la voie verte et la gare au centre-ville de Foix ; enfin, la ville prévoit de prolonger la voie de la gare jusqu'au camping du quartier du Capitany.

Le pôle d'échange multimodal autour de la gare, réalisé en 2017, permet d'améliorer et de faciliter son accès, y compris pour les personnes à mobilité réduite. Il favorise l'intermodalité entre les différents modes de déplacements et représente le véritable cœur des mobilités à partir duquel d'autres opérations ont été déclinées, pour relier le centre ancien à son environnement proche et aux équipements majeurs (voie verte, cours Irénée Cros).

Depuis, l'inauguration de la rue Delcassé, le périmètre de la zone de rencontre a été étendu à l'ensemble du centre-ancien, où cohabitent désormais les piétons et les véhicules de manière apaisée.



### ZOOM L'agglomération bus

L'agglomération a lancé en août 2022 un nouveau réseau de transport urbain et à la demande : L'agglomération bus. Déployé à l'échelle du territoire intercommunal, ce réseau dessert, grâce à quatre lignes régulières, le centre de Foix et le relie à l'ensemble des pôles générateurs de flux du territoire (gares, centres de formation, centre hospitalier, zones d'emplois). En complément, le transport à la demande permet aux habitants des communes du sud de L'agglomération de rejoindre le centre-ville de Foix (parvis et gare) deux fois par semaine.

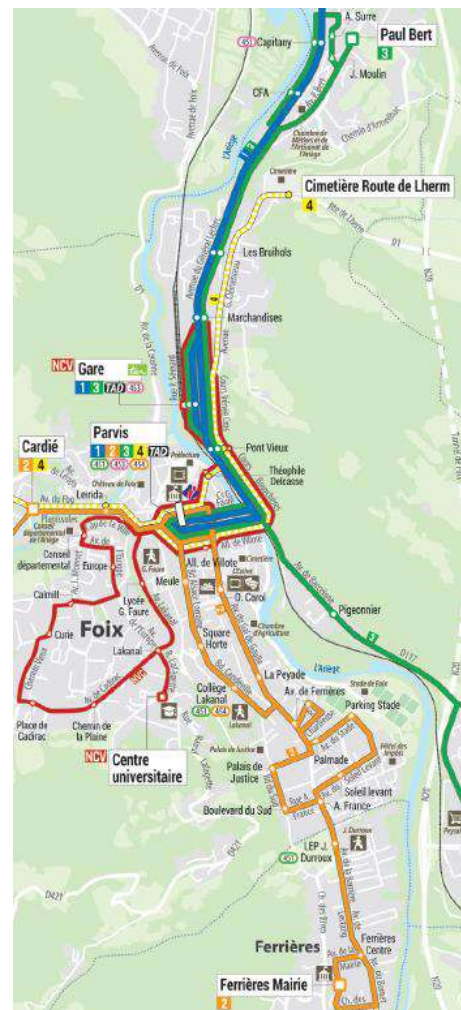
Afin de faciliter l'intermodalité avec les autres modes de transport, les horaires ont été spécialement adaptés aux grilles du train en gare de Foix (et Varilhes). Une desserte gratuite toutes les vingt minutes est proposée entre la gare de Foix et le Parvis pour l'ensemble des usagers.

Les arrêts du Parvis et des allées de Villote sont les plus fréquentés du réseau. Ils comptabilisent en moyenne 40% de la fréquentation du réseau.

Au regard du nombre de voyageurs, les objectifs de fréquentation sur l'ensemble du réseau en 2023 seront dépassés.

Le nouveau réseau de transport urbain :

- Participe au désengorgement du centre-ville en réduisant l'usage de la voiture et en apportant une réponse aux problématiques de stationnement.
- Facilite l'accès aux services et aux commerces.



- Favorise la réduction des dépenses des ménages dans les transports.
- Est une réponse dans la lutte contre le changement climatique en permettant la réduction des émissions de gaz à effet de serre et contribue à l'évolution progressive des modes de vie qui se veulent plus durables.

Une évaluation qualitative et quantitative de ses effets pourra être envisagée à l'issue de la délégation de gestion en cours.

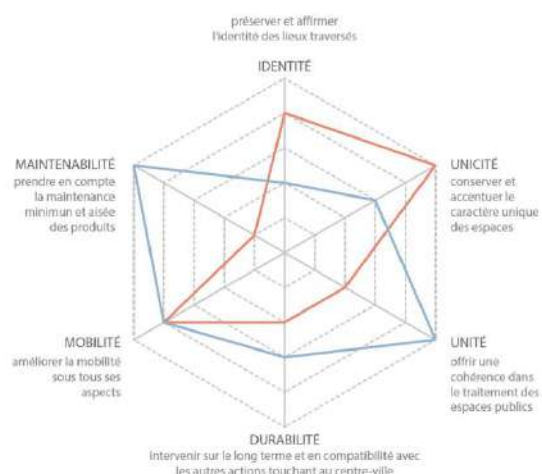


#### 5.4. Aménager durablement l'espace urbain, mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager

##### 5.4.1. La charte des espaces publics

La Ville de Foix s'est dotée d'un outil d'orientation et de référence, sans portée réglementaire, qui vise à fédérer et organiser une cohérence entre les différentes démarches et projets en cours sur la commune et à harmoniser les pratiques. Réalisée en 2020, la charte des espaces publics pose le cadre stratégique et opérationnel des futurs aménagements d'espaces publics. Les projets réalisés à la suite de cette étude répondent aux valeurs et aux objectifs fixés par la charte, la requalification de la rue Delcassé en étant l'illustration :

- Offrir un nouveau partage de l'espace public, en sécurisant les déplacements des modes actifs, tout en maintenant une accessibilité routière de la ville.
- Dynamiser la vie locale, en promouvant des espaces publics et des commerces, ainsi qu'en valorisant les activités culturelles, festives et sportives.
- Préserver et mettre en valeur la qualité du paysage et du patrimoine architectural et urbain de Foix, en créant des espaces conviviaux et rompre avec les profils routiers, minéraux de certains lieux.
- Intégrer une démarche de développement durable et soutenable en recherchant des solutions économiques adaptées à la commune.
- Améliorer la qualité et le confort d'usage de l'espace public (fontaine à proximité des jeux d'enfants...).



Ils s'appuient sur six principes directeurs qui servent de guide pour assurer une cohérence d'ensemble des aménagements, dans le temps et dans l'espace.

##### 5.4.2. Opérations d'aménagement des espaces publics

Dans la logique de la charte, la Ville de Foix a posé des principes garants de la cohérence et de l'organisation urbaine et prévoyant les possibilités de mutabilité et d'évolutivité. Ils impliquent :

- De garantir une démarche participative qui s'enrichit des échanges avec les différentes parties prenantes, au fur et à mesure des propositions des maîtres d'œuvre.
- De s'inscrire dans la durée tout en gardant une cohérence dans les actions envisagées (réponse en urgence, capacité d'anticipation, temps long de la fabrication de la ville).
- D'intégrer des capacités d'évolution en gardant une certaine souplesse pour intégrer les aléas.

Cette démarche a notamment pour ambition de réussir, dans un contexte budgétaire contraint, à produire des espaces publics de meilleure qualité.

L'aménagement des rues Vivier et Fenouillet, réalisé en 2022, et de la rue des Salenques, réalisé en 2023, sont les premières opérations issues de la charte.

## ZOOM Requalification de la traversée du cœur de ville Cours Irénée Cros, pont Vieux et rue Delcassé

La traversée du cœur de ville par le cours Irénée Cros, le pont Vieux et la rue Delcassé, est l'une des actions phares du projet de renouvellement urbain de la ville et est inscrite dans la convention Anru. La mutation de ces espaces participe au renouveau de la ville.

Le cours Irénée Cros (1) est lieu de passage intense qui joue un rôle essentiel dans l'armature urbaine depuis le nouvel aménagement de la gare SNCF en pôle d'échange multimodal. Il s'agit d'un espace contraint dans ses dimensions, avec un bâti riverain dense en alignement qui subit des nuisances sonores, de la pollution et qui périlclitait. Le pont Vieux (2), par ses aménagement peu qualitatifs (stationnement, manque de visibilité de la rivière Ariège), valorisait peu l'entrée du centre historique. La rue Delcassé (3), une des principales rues commerçantes du centre-ville, était très fréquentée par les véhicules qui l'utilisaient comme raccourci pour atteindre le cœur de ville. Les vitrines n'étaient pas mises en valeur et les piétons ne pouvaient pas déambuler en toute quiétude.

Schéma d'étude



Le projet global prévoyait :

- (1) La transformation d'une route à forte fréquentation en véritable espace public avec l'aménagement de la voie verte qui relie le centre historique à la gare.
- (2) La création d'un pont végétalisé pour valoriser l'entrée du centre historique et sa rue commerçante tout en créant une ouverture sur l'Ariège et une visibilité sur la ville médiévale.
- (3) La création d'une rue passante en espace apaisé (dans le cadre de la création d'une zone de rencontre sur l'ensemble du centre historique) et végétalisé, pour devenir un véritable espace public partagé, et lui rendre sa vocation commerçante.

Lancée en 2022, l'opération a été inaugurée le 24 juin 2023.

## Pont Vieux et rue Delcassé – juin 2023



## Remise du Prix spécial du jury – 23 juin 2023 et inauguration – 24 juin 2023



La réalisation de la rue Delcassé a été distinguée par les professionnels des travaux publics d'Occitanie qui ont décerné à la Ville de Foix le Prix spécial du jury au titre du patrimoine urbain. Par ailleurs, cette opération a été sélectionnée en juin 2023 pour participer au Trophée FACT (Fédération des acteurs du commerce dans les territoires) / Action Cœur de ville dans la catégorie « aménagement d'un espace public valorisant le commerce ».

### 5.4.3. La problématique des friches urbaines

8

friches faisant l'objet  
d'opérations de recyclage

Lors de la préparation à l'appel à manifestation d'intérêt relatif aux fonds de recyclage des friches déployé dans le cadre du plan de relance de l'État en novembre 2020, un certain nombre de friches anciennement affectées à des activités commerciales, de services, d'hôtellerie et d'habitat ont été recensées dans le cœur de Foix. Situées dans le quartier prioritaire de la ville ou dans le périmètre d'opération et

de revitalisation de territoire, la réhabilitation de l'ensemble de ces friches répond à un enjeu global de redynamisation du cœur de ville à travers plusieurs objectifs :

- Maîtriser et densifier le foncier.
- Accueillir de nouveaux habitants.
- Implanter de nouvelles activités commerciales, de services, hôtelières.
- Valoriser le patrimoine architectural.

Cependant, de nombreuses contraintes à la requalification ont été identifiées et freinent l'aboutissement des projets :

- Procédures d'acquisition complexes.
- Prix de vente ou de location non adapté au marché / absence de rentabilité de l'investissement.
- Pollution des sols et du bâti.
- Coût de la requalification élevé (contraintes patrimoniales, restructuration des immeubles, études et dépollution coûteuses).
- Contraintes architecturales.
- Contraintes urbaines.

Huit friches font l'objet d'opérations globales de requalification ou d'études :

- Pour de l'habitat : îlot de la Faurie, îlot du Rival, îlot Gabriel Fauré, îlot Freycinet (cf.5.1.2.).

- Pour du commerce et des activités tertiaires : îlot Denamiel, ancien Hôtel du tourisme (cf.5.2.2.), friche Hachaguer (cf.5.2.2.).
- Pour des activités mixtes : ancienne Chapelle Saint-Jacques (cf.5.2.2).

#### 5.4.4. L'opération façade

**70 000 €**  
 de subventions annuelles  
**80**  
 dossiers subventionnés entre  
 2018 et 2022

Cette opération portée par la Ville de Foix a pour but de participer à l'amélioration du cadre de vie en aidant certains propriétaires à rénover leurs façades dans des secteurs déterminés par la commune. Le périmètre d'application correspond au centre-ancien/cœur de ville.

La subvention accordée est de 40 % du coût total des travaux TTC plafonnés à 8000 €. Une subvention exceptionnelle pour une durée de 2 ans est accordée au taux de 50% (plafond 9 000 €) pour les rues du Rocher, du palais de Justice et des Chapeliers. Un déplafonnement exceptionnel peut être accordé (plafond de 15 000

€ maximum) concernant la rénovation des bâtiments remarquables décrit dans le diagnostic de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP).

Au regard de la hausse des demandes, le budget annuel de cette opération est passé de 50 000 € à 70 000 € par an.

#### 5.5. Constituer un socle de services



##### Le pôle jeunesse collaboratif

La construction du pôle jeunesse par L'agglomération Foix-Varilhes dans les faubourgs à proximité du centre aquatique, de la médiathèque, de la Scène nationale L'Estive, du skate-park et du futur cinéma, sur une zone très fréquentée par les jeunes, répondait à la nécessité de conforter la politique jeunesse en proposant un lieu adapté aux orientations et aux missions du

PAJIP et de ses partenaires dans l'accompagnement du jeune dans son parcours de vie et de sa famille. Inauguré en février 2022, il a fait l'objet d'une labellisation Nowatt par le Conseil régional Occitanie et accueille une œuvre contemporaine de Pierre Fisher réalisée dans le cadre du 1% artistique avec les jeunes du lycée Gabriel Fauré. Il reçoit aujourd'hui entre 50 et 80 jeunes par jour.

*Inauguration du pôle jeunesse collaboratif le 2 février 2022*



##### La médiathèque intercommunale

La médiathèque à Foix constitue la tête du réseau des médiathèques et ludothèques de L'agglomération Foix-Varilhes. En 2022, elle comptabilisait 3 210 inscrits. Le nombre d'inscrits a augmenté de 23% (700 nouveaux inscrits) et l'activité de 4% depuis l'élargissement des horaires le mercredi et le samedi initié en septembre 2021.

Par ailleurs, en 2021, L'agglomération Foix-Varilhes a signé avec la direction régionale des affaires culturelles (Drac) un contrat territoire lecture (CTL) pour une durée de trois ans. Le contrat poursuit trois

objectifs dont la modernisation du réseau pour plus d'attractivité à l'occasion de la prochaine rénovation de la médiathèque intercommunale à Foix. L'étude de programmation lancée en 2022 et finalisée en 2023 a permis de définir le contour du projet qui verra le jour en 2024. L'étude a été menée dans le cadre d'une large concertation qui a associé les services de L'agglo Foix-Varilhes, les partenaires et les habitants du territoire à travers un questionnaire et une réunion publique qui a notamment mobilisé le conseil de développement de L'agglo.



### Le centre universitaire : modernisation, Campus connecté et appel à projet « Au cœur des territoires » avec le Cnam

Le Conseil départemental de l'Ariège porte le projet de réhabilitation de l'ancienne École normale du centre universitaire de l'Ariège à Foix qui accueille aujourd'hui des salles d'enseignement, des bureaux et le service de restauration. Il s'agit de la dernière phase de restructuration du campus inscrit dans le contrat de plan État-Région (CPER) qui, avec la réhabilitation de ce bâtiment, disposera des conditions matérielles et fonctionnelles nécessaires au déploiement de son projet de formation et de recherche en répondant aux objectifs ci-dessous :

- Accueillir la nouvelle licence « Sociétés, Cultures et Territoires » et installer le Centre international des montages du Sud (CIMES).
- Adapter les espaces de travail et d'enseignement de l'Ecole Supérieure du Professorat et de l'Éducation (ESPE) à son organisation actuelle.
- Proposer de nouveaux lieux pour la vie étudiante (hall, salle polyvalente, cafétéria etc.).
- Moderniser la restauration en transformant le service à table en un système de restauration en self.

Ce projet vise à renforcer l'offre en formation supérieure en Ariège et conforter la Ville de Foix dans son rôle de pôle universitaire d'équilibre. Le centre universitaire accueille aujourd'hui plus de 400 étudiants, son objectif étant d'en accueillir 500, afin de garantir l'équilibre financier du site.

D'autre part, l'enjeu de la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur pour les lycéens ariégeois, qui, plus que d'autres, ont des difficultés à poursuivre leurs études, voire y renoncent, est au cœur de la démarche conjointe des collectivités locales et de l'université. L'installation du « Campus connecté » à Foix, dispositif mis en place par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation sur le centre universitaire de l'Ariège, est une réponse à l'enjeu de démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur et vise à mettre en synergie les atouts d'un campus universitaire de proximité avec le campus connecté pour en faire un véritable tremplin. Ce dispositif, qui accueille une quinzaine d'étudiants, permet de dépasser les difficultés de mobilité auxquelles les étudiants peuvent être confrontés et permettre à ces derniers de se former à distance en étant suivi par un coach.

L'appel à projets « Au cœur des territoires » dans le cadre d'Action Cœur de Ville constitue une autre opportunité de développer des formations universitaires en lien avec les besoins du territoire. Par exemple, la création d'une formation universitaire de technologie pourrait répondre à un besoin en main d'œuvre identifié par les entreprises locales du secteur de l'industrie. La candidature portée par le Conseil départemental de l'Ariège autour des collectivités et des acteurs de la formation et de l'enseignement supérieur va dans ce sens.



### France services

En 2022, la MSA a lancé une réflexion pour la création d'une France services dans le périmètre d'Action Cœur de ville à proximité immédiate du QPV. Après l'avis favorable du ministère en charge du déploiement des France services, elle a ouvert ses portes le 2 janvier 2023. Ce projet répond aux ambitions de l'État de faciliter l'accès des habitants du quartier prioritaire aux services publics.

En complément, la Ville de Foix a engagé les travaux de création du pôle social dans le quartier de la gare. Il accueillera la Croix rouge et l'accueil de jour qui occupent actuellement l'immeuble dit du Greta dans le cœur de ville. Son ouverture est prévue en septembre 2023. Il est à noter que cet immeuble fera l'objet d'une étude pour la création de logements sociaux (projet ACV 2023-2026).



## 6. La concertation citoyenne

### 7.1.1. Le conseil citoyen

La participation des habitants s'appuie sur le conseil citoyen, instance créée dans le cadre du contrat de Ville, en place depuis 2015. Le conseil citoyen, composé d'habitants et d'acteurs du quartier prioritaire de la ville qui s'inscrit dans le périmètre prioritaire d'Action Cœur de ville, est un partenaire à part entière, associé à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des contrats de ville. Très impliqué dans le projet de renouvellement urbain, il participe à la vie citoyenne du centre-ancien à différents niveaux :

- En complément des instances techniques et de pilotage de la politique de la ville, il a intégré en 2018 les comités et les groupes de travail de l'Anru et d'ACV. Il participe ainsi à l'élaboration et à l'évaluation des programmes et des projets.
- Il met en place des actions participant à la valorisation et à l'animation de la ville.
- Il communique auprès des citoyens le projet de renouvellement urbain de la ville.



### **ZOOM « Foix dans le miroir du temps : le pont Vieux »** Exposition créée par le conseil citoyen

Ce projet est né de la volonté de fuxéennes et fuxéens de faire vivre la mémoire de la ville autour de lieux ou d'événements anciens. Le conseil citoyen a alors constitué un groupe de travail dédié à l'emblématique Pont vieux. Des rencontres ont été organisées durant l'été 2021 pour recueillir le témoignage des habitants de Foix. A l'appui d'archives, d'articles et de photos, le conseil citoyen a réalisé une exposition qui retrace l'évolution de la ville autour du pont présentée au public du 4 au 14 mai 2022.

Cette exposition faisait écho aux travaux d'aménagement et de valorisation de l'entrée de ville par le cours Irénée Cros et la rue Delcassé.

Afin de renforcer la cohérence et l'articulation entre les réflexions communales et intercommunales, le conseil citoyen a intégré le conseil de développement de L'agglo, créé en 2019, par le biais d'un représentant.

### 7.1.2. La Maison du projet

La Maison du projet, située au Léo de Foix, a ouvert ses portes en 2020. Instaurée dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain, elle a vocation à permettre la co-construction du projet avec les habitants, avec trois objectifs :

- Progresser dans les modalités de démocratie locale.
- Assurer une meilleure conception urbaine et une meilleure appropriation du projet des changements en cours par les habitants.
- Impulser et renforcer la vie de quartier et favoriser les liens entre les habitants.

La Maison de projet se veut un lieu ouvert à tous. Elle accueille des permanences du conseil citoyen, un accueil café et un coin salon, des espaces d'exposition sur le projet de renouvellement urbain, et propose des salles de réunions et des ateliers numériques pour favoriser l'inclusion (programme conseiller numérique de l'ANCT).

### 7.1.3. La gestion urbaine de proximité

La politique de la ville a instauré la gestion urbaine de proximité (GUP) pour les quartiers prioritaires de la ville afin de favoriser le bon fonctionnement des quartiers et de mieux coordonner les actions de chacun. À Foix, depuis 2019, la GUP a renforcé les liens entre la ville, les habitants et les commerçants, dans le cadre d'un dialogue permanent et constructif :

- Concertation des habitants, des usagers et des commerçants lors d'aménagements d'espaces publics (opérations cours Irénée Cros/Delcassé, aménagement des places Pyrène, 8 mai, et Lazéma, aménagement des rues Salenques, Fenouillet, Vivier).
- Adaptation des chantiers au fonctionnement de la ville : arrêt des chantiers en période estivale ou de vacances pour préserver l'attractivité touristique et commerciale.

- Mise en place d'une communication spécifique sur la gestion des travaux lors de l'ouverture des chantiers.
- Concertation avec les commerçants sur les déroulés de chantiers et recherche de solutions pour en limiter l'impact (allongement de la gratuité du stationnement à une heure sur certains parkings, maintien des livraisons...).
- Réunions de travail et propositions d'actions concertées avec les représentants du conseil citoyen sur les questions de sécurité et de propreté urbaine.



.....



# Action cœur de ville - Foix

## Annexe 4

### Plan d'actions global 2018-2022



Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le 14/11/2023



ID : 009-200067791-20231108-2023\_DC\_162-DE

## Annexe 4. Plan d'actions global 2018-2022 - Action cœur de ville - Foix

Avenant	Sous axe	Titre du projet	Maître d'ouvrage	Coût total (TTC)	Conseil départemental	Conseil régional	État DETR	État DSIL	État autre	CDC	Action Logement	Anah	Autres	Date lancement	Date livraison	Etat d'avancement	
<b>Axe 1 - De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat</b>																	
2018-2022	1.1	Élaboration du programme local de l'habitat (PLH)	L'agglo Foix-Varilhès	84 000 €	21 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2018	2019	Action livrée	
2018-2022	1.1	Étude pré-opérationnelle programmes de l'habitat	L'agglo Foix-Varilhès	60 000 €	12 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 000 €	0 €	2020	2021	Action livrée	
2018-2022	1.2	OPAH-RU (2016-2021)	L'agglo Foix-Varilhès	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2018	2022	Action livrée	
2018-2022	1.2	OPAH-RU (2021-2026)	L'agglo Foix-Varilhès	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2021	2022	Action livrée	
2018-2022	1.2	Habitat : réhabilitation de Lafaurie / Travaux	Office public de l'habitat 09	960 000 €	30 000 €	6 500 €	0 €	0 €	12 000 €	0 €	0 €	345 780 €	60 000 €	2021	2023	Action livrée	
2018-2022	1.2	Habitat : réhabilitation du Rival et du Cours Gabriel Fauré / Travaux	Ville de Foix	104 293 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	43 455 €	2019	2021	Action livrée	
2018-2022	1.2	Habitat : réhabilitation du Rival / Acquisitions et travaux	Office public de l'habitat 09	2 822 050 €	120 000 €	0 €	0 €	0 €	521 600 €	0 €	0 €	203 539 €	394 964 €	240 000 €	2022	2025	Action en cours et financée
2018-2022	1.2	Habitat : réhabilitation du 6 rue du Rival / Travaux	Privé	Non connu	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2022	2022	Action en cours et financée	
2018-2022	1.2	Habitat : réhabilitation du 21,23 rue du Rival / Travaux	Ville de Foix	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-	-	Action abandonnée	
2018-2022	1.6	Construction d'une résidence autonomie à Foix / Étude de faisabilité	L'agglo Foix-Varilhès	25 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2019	2023	Action livrée	
<b>Axe 2 - Favoriser un développement économique et commercial équilibré</b>																	
2018-2022	2.1	Élaboration du schéma de développement économique	L'agglo Foix-Varilhès	60 200 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 100 €	0 €	0 €	0 €	2018	2019	Action livrée	
2018-2022	2.2	Commerce centre-ville : îlot Denamiel, rue de Sénateur Paul	Caisse des dépôts et consignations	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2021	2022	Action livrée	
2018-2022	2.2	Hôtel du tourisme / Étude de programmation urbaine	Caisse des dépôts et consignations	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2021	2022	Action livrée	
2018-2022	2.2	Chapelle Saint-Jacques / Acquisition	Ville de Foix	415 000 €	0 €	0 €	207 002 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2021	2021	Action livrée	
2018-2022	2.3	Manager de centre-ville et de territoire	L'agglo Foix-Varilhès	300 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	54 804 €	0 €	0 €	0 €	150 000 €	2018	2026	Action livrée	
2018-2022	2.6	Cinéma : étude pour le maintien et le développement du cinéma	Ville de Foix	8 500 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 500 €	0 €	0 €	0 €	2019	2019	Action livrée	
<b>Axe 3 - Développer l'accessibilité et les mobilités décarbonées</b>																	
2018-2022	3.1	Élaboration du Plan global de déplacement (PGD)	Syndicat SCot vallée de l'Arriège	125 000 €	25 000 €	0 €	0 €	0 €	75 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2018	2019	Action livrée	
2018-2022	3.1	Étude de faisabilité pour une AOM	Syndicat SCot vallée de l'Arriège	82 960 €	0 €	0 €	0 €	0 €	56 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2019	2020	Action livrée	
2018-2022	3.1	Élaboration du plan vélo	Syndicat SCot vallée de l'Arriège	90 000 €	17 000 €	0 €	0 €	0 €	55 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2020	2021	Action livrée	
2018-2022	3.2	L'AggloBus : création du réseau de transports en commun	L'agglo Foix-Varilhès	500 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2021	2021	Action livrée	
2018-2022	3.3	Étude de stationnement et de mobilités à Foix	Ville de Foix	60 000 €	12 000 €	0 €	24 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2019	2020	Action livrée	
2018-2022	3.3	Étude des risques et de faisabilité technique et financière pour la mise en place d'un service de vélos en libre-service	L'agglo Foix-Varilhès	55 000 €	0 €	0 €	27 500 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2020	2020	Action livrée	
2018-2022	3.4	Rando fil de l'eau / Études pré-opérationnelles	L'agglo Foix-Varilhès	22 825 €	4 565 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 956 €	2019	2020	Action livrée	
2018-2022	3.4	Rando fil de l'eau / Aménagements	L'agglo Foix-Varilhès	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-	-	Action abandonnée	
2018-2022	3.4	Voie verte : réalisation de la voie verte jusqu'à la gare / Travaux	Ville de Foix	105 134 €	0 €	26 283 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2020	2020	Action livrée	
2018-2022	3.4	Voie verte : réalisation de la voie verte jusqu'à la gare / Travaux	Conseil départemental de l'Ariège	180 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2020	2020	Action livrée	
2018-2022	3.4	Voie verte : réalisation de la voie verte Les Bruilhols / Travaux	Ville de Foix	168 840 €	28 000 €	0 €	0 €	75 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2021	2021	Action livrée	
2018-2022	3.4	Voie verte : réalisation de la voie verte avenue du Général de Gaulle	Ville de Foix	92 400 €	23 000 €	0 €	0 €	41 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2022	2022	Action livrée	
2018-2022	3.4	Voie verte : réalisation de la voie verte cours Irénée Cros / Travaux	Ville de Foix	519 096 €	129 744 €	0 €	0 €	0 €	111 447 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2022	2023	Action livrée	
2018-2022	3.6	Parking de la Vigne : contournement du cœur de ville / Travaux	Ville de Foix	760 000 €	147 064 €	0 €	0 €	300 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2022	2023	Action en cours et financée	
<b>Axe 4 - Aménager durablement l'espace urbain, mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager</b>																	
2018-2022	4.1	Élaboration du Plan climat air énergie territorial (PCAET)	Syndicat SCot vallée de l'Arriège	100 000 €	10 000 €	0 €	0 €	0 €	50 000 €	0 €	0 €	0 €	10 000 €	2018	2020	Action livrée	
2018-2022	4.1	Étude pour la requalification des traverses d'agglomération	CAUE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2018	2019	Action livrée	
2018-2022	4.1	Étude de définition d'une charte des espaces publics	Ville de Foix	60 000 €	9 600 €	0 €	24 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2020	2020	Action livrée	
2018-2022	4.1	Design actif : étude pour l'intégration du design actif dans la planification urbaine	Agence nationale de la cohésion territoriale	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2022	2023	Action livrée	
2018-2022	4.2	Traversée du cœur de ville / Concours pour l'aménagement	Ville de Foix	30 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2021	2021	Action livrée	
2018-2022	4.2	Traversée du cœur de ville / Séquence rue Delcassé / Travaux	Ville de Foix	1 150 000 €	80 000 €	200 000 €	0 €	190 000 €	219 663 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2022	2023	Action livrée	

Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

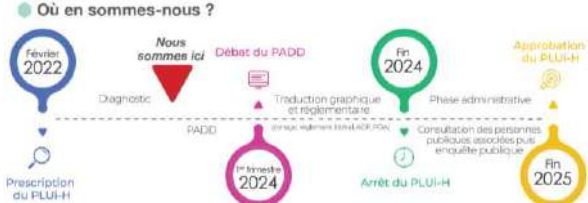
Publié le 14/11/2023



ID : 009-200067791-20231108-2023\_DC\_162-DE

Annexe 4. Plan d'actions global 2018-2022 - Action cœur de ville - Foix

Avenant	Sous axe	Titre du projet	Maître d'ouvrage	Coût total (TTC)	Conseil départemental	Conseil régional	État DETR	État DSIL	État autre	CDC	Action Logement	Anah	Autres	Date lancement	Date livraison	Etat d'avancement
2018-2022	4.2	Programme d'aménagement des rues du centre-ancien : r	Ville de Foix	132 211 €	26 442 €	19 502 €	40 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2019	2020	Action livrée
2018-2022	4.2	Programme d'aménagement des rues du centre ancien : r	Ville de Foix	124 513 €	20 752 €	0 €	30 495 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2022	2023	Action livrée
2018-2022	4.2	Programme d'aménagement des rues du centre-ancien : r	Ville de Foix	421 419 €	80 000 €	101 132 €	149 983 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2022	2023	Action livrée
2018-2022	4.3	Aide aux façades	Ville de Foix	250 000 €	25 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2018	2022	Action livrée
2018-2022	4.3	Aménagement des berges de l'Ariège et de l'Arget	Ville de Foix		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-	-	Action abandonnée
2018-2022	4.3	Abbatiale Saint-Volusien / Travaux de rénovation 2019	Ville de Foix	115 246 €	23 049 €	23 049 €	0 €	0 €	46 098 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2019	2019	Action livrée
2018-2022	4.3	Abbatiale Saint-Volusien / Travaux de rénovation 2020	Ville de Foix	67 656 €	13 531 €	20 110 €	0 €	0 €	26 663 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2020	2020	Action livrée
2018-2022	4.3	Abbatiale Saint-Volusien / Travaux de rénovation 2021-2022	Ville de Foix	84 879 €	16 341 €	0 €	0 €	0 €	33 951 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2021	2021	Action livrée
2018-2022	4.5	Renaturation du parvis de L'agglo	L'agglo Foix-Vairilhes	130 000 €	21 756 €	0 €	54 390 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2022	2023	Action livrée
<b>Axe 5 – Constituer un socle de services</b>																
2018-2022	5.2	Création du Pôle Jeunesse Collaboratif / Étude de program	L'agglo Foix-Vairilhes	22 350 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2019	2019	Action livrée
2018-2022	5.2	Création du Pôle Jeunesse Collaboratif / Travaux	L'agglo Foix-Vairilhes	2 000 000 €	150 000 €	259 726 €	250 544 €	250 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	473000	2019	2021	Action livrée
2018-2022	5.2	Quartier de la gare : création du pôle social	Ville de Foix	1 126 400 €	150 000 €	100 000 €	0 €	300 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	200 000 €	2022	2023	Action en cours et financée
2018-2022	5.4	Modernisation de la médiathèque de réseau à Foix / Étude	L'agglo Foix-Vairilhes	25 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2022	2023	Action livrée
2018-2022	5.8	Centre universitaire : Campus connecté Ariège Pyrénées / A	Conseil départemental 09	344 500 €	38 100 €	32 900 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	26 000 €	2021	2021	Action livrée
2018-2022	5.7	Modernisation du Léo	Association le Léo	1 250 000 €	200 000 €	200 000 €	0 €	0 €	420 000 €	0 €	0 €	0 €	175 000 €	2022	2023	Action en cours et financée
2018-2022	5.8	Centre universitaire : réhabilitation du bâtiment 1 / Travaux	Conseil départemental de l'	5 621 518 €	0 €	1 690 000 €	250 000 €	250 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	383 000 €	2021	2024	Action en cours et financée
<b>Animation du programme</b>																
2018-2022	6 - A	Animation : cheffe de projet Action Cœur de Ville	L'agglo Foix-Vairilhes	213 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	18 276 €	0 €	0 €	88 728 €	0 €	2018	2022	Action livrée
				20 868 990 €	1 433 944 €	2 679 202 €	1 057 914 €	1 406 000 €	1 700 502 €	33 600 €	203 539 €	859 472 €	1 771 411 €			

<b>Titre du projet</b>	<b>Élaboration du PLUi-H</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 1 – De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>Le 23 février 2022, le conseil communautaire prescrivait le plan local d'urbanisme et habitat de L'agglo Foix-Varilhes. L'élaboration de ce document d'urbanisme va permettre de définir une vision partagée du territoire à l'horizon 2035, autour des thématiques qui concernent le quotidien (habitat, économie, mobilité, équipements, etc.). Les orientations retenues seront retranscrites dans des plans et des règles de construction cohérentes.</p> <p>Ce projet répond à plusieurs objectifs dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Élaborer un outil de planification et de gestion du droit des sols à une échelle plus adaptée aux besoins quotidiens et plus cohérente avec les différentes politiques publiques déployées.</li> <li>- S'inscrire dans une démarche de sobriété foncière partagée par l'ensemble des élus et en concertation avec les habitants.</li> <li>- Harmoniser les politiques de l'urbanisme et de l'habitat, étroitement liées, avec l'intégration d'un volet dédié à l'habitat, qui se substituera au PLH en cours qui sera évalué.</li> </ul> 
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en œuvre un urbanisme durable.</li> <li>• Articuler les politiques publiques d'aménagement, d'habitat et d'environnement, de climat et d'activités économiques.</li> <li>• Articuler programmation de l'habitat et planification urbaine pour assurer un niveau de services et d'équipements suffisant pour les habitants et l'accueil d'une nouvelle population.</li> <li>• Renforcer la dynamique collective du territoire dans un principe de solidarité territoriale.</li> <li>• Mutualiser les coûts et disposer des moyens techniques et des compétences nécessaires pour la production d'un document de planification.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	L'agglo Foix-Varilhes
Partenaires locaux	État, syndicat de SCoT, Conseil régional Occitanie, Parc naturel régional des Pyrénées ariégeoises, Établissement public foncier Occitanie, Communes, Personnes publiques associées, habitants, Codev, acteurs locaux, AUAT, MREnvironnement
Coût total	800 000 € TTC
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ À préciser</li> <li>▪</li> </ul>
Date de lancement	2022
Date de livraison	2025
Indicateurs d'avancement	Arrêt du PLUi-H Approbation du PLUi-H
Indicateurs de résultat	Réduction de la consommation foncière Préservation de la biodiversité

Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le 14/11/2023

ID : 009-200067791-20231108-2023\_DC\_162-DE






	Risques mieux maîtrisés Revitalisation des centres-bourgs
--	--

<b>Titre du projet</b>	<b>Opération programmée de l'amélioration de l'habitat 2021-2026 (Opah-RU)</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 1 – De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>L'étude pré-opérationnelle pour la définition des programmes de l'habitat réalisée en 2020 a permis d'élaborer deux programmes : une Opah-RU sur les centres-villes des communes de Foix, Varilhes, Verniolle et Montgailhard, et un Pig sur les 38 autres communes. La signature de la convention d'ORT valant Opah-RU a permis le démarrage de l'opération en 2021.</p> <p>Son objectif global consiste à produire ou améliorer une offre en logements privés de qualité, adaptée et accessible, connectée à un projet urbain de requalification et de revitalisation du centre-ancien de Foix.</p> <p>Les objectifs pour le centre-ancien de Foix sont : 35 PB et 40 PO.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conserver un équilibre entre le parc locatif et l'amélioration du parc propriétaires occupants.</li> <li>• Améliorer durablement et de manière respectueuse en termes de qualité patrimoniale et architecturale, les conditions d'habitabilité des propriétaires occupants aux revenus modestes ou très modestes ou des logements destinés à la location à loyers maîtrisés.</li> <li>• Participer à la valorisation du patrimoine bâti des centres anciens de Foix, Varilhes, Verniolle et Montgailhard, notamment en complément des éventuels dispositifs façades communaux le cas échéant.</li> <li>• Initier, circonscrire et étudier la faisabilité d'actions coercitives en faveur de la lutte contre l'habitat indigne.</li> <li>• Contribuer à assainir et accompagner les copropriétés qui le nécessitent afin de réunir les conditions nécessaires au maintien des occupants les plus modestes et encourager le renouvellement et le réinvestissement immobilier.</li> <li>• Plus généralement, favoriser l'activité et l'économie de la réhabilitation dans les centres bourgs en générant des travaux de qualité, à forte main d'œuvre et aux savoir-faire locaux.</li> <li>• Mobiliser le parc vacant afin de renouveler une offre de qualité et adaptée.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	L'agglo Foix-Varilhes
Partenaires locaux	Anah, État, Action Logement, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège, CAF, SACICAP, Caisse des dépôts et consignations, EPFO, Ville de Foix
Coût total	
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ L'agglo Foix-Varilhes : 597 000 €</li> <li>▪ Anah : 2 562 500 €</li> <li>▪ Conseil départemental de l'Ariège : 290 000 €</li> <li>▪ Caisse des dépôts et consignations : 36 237 €</li> </ul>
Date de lancement	2021
Date de livraison	2026
Indicateurs d'avancement	État des dépenses Nombre de dossiers déposés et instruits
Indicateurs de résultat	Nombre de logements créés et réhabilités (PB et PO) Gain énergétique avant/après travaux Nombre d'habitants du cœur de ville



<b>Titre du projet</b>	<b>Habitat : îlot Gabriel Fauré / Travaux</b>
Type de projet	Création de 9 logements en accession sociale à la propriété et de 2 commerces
Axe de rattachement	Axe 1 – De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>Cet ensemble immobilier situé sur l'axe principal de la commune est constitué de trois immeubles en friche dont deux font l'objet d'un arrêté d'insalubrité irrémédiable (n°39 et 41). Seul le rez-de-chaussée du n°43 est occupé par un restaurateur.</p> <p>Le projet prévoit la création de 9 logements (contre 6 à l'origine) : 6 T3 et 3 T4, traversants, confortables, avec balcons (selon les premières préconisations de l'étude accession sociale à la propriété).</p> <p><i>N° 39, 41 et 43 Gabriel Fauré et projet de déconstruction/reconstruction</i></p> <div style="display: flex; justify-content: space-around;">   </div>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer du logement en accession sociale conformément aux objectifs de peuplement inscrits dans la convention ANRU.</li> <li>• Proposer des logements aux normes d'habitabilité actuelles en centre historique.</li> <li>• Lutter contre l'étalement urbain.</li> <li>• Sortir des logements de la vacance.</li> <li>• Lutter contre l'insalubrité en réhabitant deux immeubles sous arrêté d'insalubrité.</li> <li>• Travailler à l'îlot pour répondre aux objectifs de renouvellement urbain et d'intégration patrimoniale.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	SCIC Un Toit pour Tous
Partenaires locaux	ANRU, Préfecture, DDT-ANAH, UDAP, Action Logement, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège, Établissement public foncier Occitanie, Ville de Foix, L'agglo Foix-Varilhes
Coût total	3 600 000 €
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ANRU : 90 000 € + 45 000 € soit 115 000 €</li> <li>▪ Anah RHI : 487 496 €</li> <li>▪ 521 248 € de « Fonds friche » acquis (engagement avant fin 2024)</li> <li>▪ L'agglo Foix-Varilhes + Ville : 180 000 €</li> </ul>
Date de lancement	2024
Date de livraison	2026
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	Création et occupation des 9 logements Installation d'un commerce au rez-de-chaussée



<b>Titre du projet</b>	<b>Habitat : réhabilitation de l'ancienne imprimerie place Freycinet / Travaux</b>
Type de projet	Création de 4 logements locatifs sociaux
Axe de rattachement	Axe 1 – De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>Identifié dans le cadre du projet de renouvellement urbain, cet îlot, qui constitue une friche urbaine, a fait l'objet d'une étude de faisabilité pour la création de 4 logements locatifs sociaux. Le projet consiste en la déconstruction et la reconstruction de logements avec places de parking privatives. Les bâtiments, propriété de la Ville de Foix depuis 2016, sont en cours d'acquisition par l'OPH 09.</p> <p style="text-align: center;"><i>Ancienne imprimerie, projet de déconstruction/reconstruction</i></p> <div style="display: flex; justify-content: space-around;">   </div>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer du logement locatif social conformément aux objectifs de peuplement inscrits dans la convention ANRU.</li> <li>• Proposer des logements aux normes d'habitabilité actuelles en centre historique.</li> <li>• Lutter contre l'étalement urbain.</li> <li>• Sortir des immeubles de la vacance.</li> <li>• Transformer une friche en logements.</li> <li>• Travailler à l'îlot pour répondre aux objectifs de renouvellement urbain et d'intégration patrimoniale.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	OPH de l'Ariège
Partenaires locaux	
Coût total	800 000 € en cours de chiffrage
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Subvention DSIL notifiée à hauteur de 86 000 € sur la démolition par l'OPH (cadre plan de relance)</li> <li>▪ Etat, région, département, L'agglo, Ville</li> <li>▪ Action Logement décembre 2022 : 70 % de subventions soit 232 240 € et 30 % en prêt soit 99 532 € avec déplafonnement à 1 500 € le m<sup>2</sup></li> <li>▪ Caisse des dépôts et consignations (financement en prêt sous réserve de l'accord du comité compétent)</li> </ul>
Date de lancement	2023
Date de livraison	2024
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	Création et occupation des 4 logements


<b>Titre du projet</b>	<b>Habitat : création de logements locatifs dans l'immeuble « Greta » / Travaux</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 1 – De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>Actuellement propriété de la Ville de Foix, l'immeuble dit du Greta est occupé par l'accueil de jour qui s'installera dans le nouveau pôle social près de la gare en septembre 2023. Une étude de faisabilité est en cours pour la création de logements locatifs sociaux par l'OPH 09. D'une surface au sol de 400 m<sup>2</sup>, l'immeuble est composé d'un rez-de-chaussée et de trois étages et présente un potentiel de création de 12 logements.</p> <p>L'immeuble, propriété de la ville de Foix, sera cédé à l'OPH 09 pour l'euro symbolique.</p> <p style="text-align: center;"><i>Vue de l'immeuble du Greta</i></p> 
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer du logement locatif social conformément aux objectifs de peuplement inscrits dans la convention ANRU.</li> <li>• Proposer des logements aux normes d'habitabilité actuelles en centre historique.</li> <li>• Lutter contre l'étalement urbain.</li> <li>• Sortir des immeubles de la vacance.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	OPH de l'Ariège
Partenaires locaux	
Coût total	Non connu
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Anah, Région, Département, Action Logement, L'agglo, Ville, Caisse des dépôts et consignations (financement en prêt sous réserve de l'accord du comité compétent)</li> </ul>
Date de lancement	2024
Date de livraison	2025
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	Création et occupation des 12 logements

<b>Titre du projet</b>	<b>Construction d'une résidence autonomie à Foix / Travaux</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 1 – De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>Afin de répondre à la demande en logements adaptés pour personnes âgées autonomes dans le sud de son territoire, L'agglo Foix-Varilhes, avec le soutien de la Ville de Foix (mise à disposition du foncier pour l'euro symbolique), a décidé la construction d'une résidence autonomie à Foix. Cette opération permettra la création sur une friche urbaine (immeuble de la rue Roger) de 34 logements pour séniors et d'un logement dédié à trois jeunes travailleurs ou étudiants conventionnés en plein centre-ville sur la place Parmentier.</p> <p>La résidence autonomie accueillera également le Clic intercommunal. Son ouverture est prévue en septembre 2025.</p> <p>La Carsat a déjà notifié une aide de 400 000 € et un prêt à taux zéro.</p> <p>La requalification de la place Parmentier sera réalisée par la Ville de Foix à l'issue de la construction de l'équipement.</p> <p style="text-align: center;"><i>Vue du projet, façade sud, sud-ouest</i></p> 
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Proposer une offre de logements adaptés.</li> <li>• Participer à la revitalisation du cœur de ville.</li> <li>• Répondre aux objectifs de création de logements locatifs du projet de renouvellement urbain de la ville.</li> <li>• Favoriser des actions intergénérationnelles entre les résidents et les jeunes.</li> <li>• Créer des synergies entre les résidents, les usagers et les habitants.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	L'agglo Foix-Varilhes
Partenaires locaux	Préfecture, DDT-ANAH, UDAP, Caisse des dépôts et consignations, CARSAT, Conseil départemental de l'Ariège, Établissement public foncier Occitanie, Ville de Foix
Coût total	7 000 000 € TTC
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Carsat : 400 000 € notifiés et prêt à taux zéro</li> <li>▪ État, Conseil départemental de l'Ariège, IDRA, Caisse des dépôts et consignations (prêt)</li> </ul>
Date de lancement	2023
Date de livraison	2025
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	Création et occupation des 35 logements Interactions avec le quartier

<b>Titre du projet</b>	<b>Îlot Denamiel, rue du Sénateur Paul Laffont / Travaux</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 2 – Favoriser un développement économique et commercial équilibré
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>L'îlot Denamiel est composé d'un immeuble de type hangar calibré pour le stationnement de cars. Il a accueilli une activité de transports jusqu'en 2012. Il occupe un emplacement stratégique d'un point de vue commercial et sa surface permet d'accueillir une à deux cellules commerciales en vue de conforter l'attractivité du centre-ville en matière.</p> <p>L'immeuble a été acquis par l'EPFO en 2019 pour un coût de 130 000 €. L'étude de programmation menée par la Caisse des dépôts et consignations a évalué la possibilité de créer des logements aux étages, mais ce scénario n'a pas été retenu. Le rachat de la parcelle mitoyenne à l'angle de la rue a également été étudiée pour une recomposition urbaine d'ensemble, mais le prix du foncier et les indemnités liées au bail commercial engendraient des coûts non supportables pour l'opération. Le scénario retenu prévoit la vente de l'îlot à un opérateur privé pour l'installation d'un commerce avec la possibilité de créer des bureaux ou des logements à l'étage. Un appel à projets, lancé par la Ville de Foix en 2022, a permis de retenir un projet de création d'un pôle médical par un pharmacien de centre-ville. Ce pôle comprendra une pharmacie (déplacement de la pharmacie dont les locaux actuels s'avèrent sous-dimensionnés) et son logement de garde (256 m²), un cabinet médical pour trois médecins avec secrétariat et salle d'attente (90 m²) et des espaces à louer pour des professionnels de santé (140 m²). Une étude de l'EPFO avait relevé une pollution des sols due à l'ancienne activité. Le projet prévoit une construction adaptée qui lèvera ce risque.</p> <p><i>Vue du projet dans le cadre de l'appel à projets – phase faisabilité avril 2022</i></p> 
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Requalification d'une friche, amélioration paysagère urbaine.</li> <li>• Installation d'activités tertiaires.</li> <li>• Revitalisation du cœur de ville.</li> <li>• Dynamisation des commerces.</li> <li>• Mutation du quartier.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	À définir – investissement privé
Partenaires locaux	État, EPFO, L'agglo Foix-Varilhes, Ville de Foix, Udap
Coût total	2 400 000 € TTC – estimatif de l'étude de programmation
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ville de Foix (cession du foncier)</li> <li>▪ À définir</li> </ul>
Date de lancement	2024
Date de livraison	2025
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	Réhabilitation de l'immeuble Nombre d'activités implantées Nombre d'emplois créés

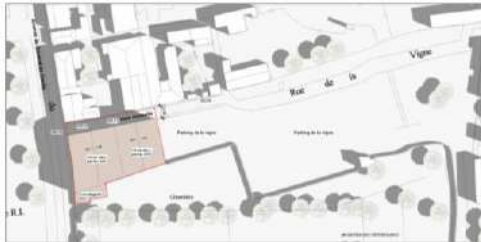

Titre du projet	Hôtel du tourisme / Travaux
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 2 – Favoriser un développement économique et commercial équilibré
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>L'ancien Hôtel du tourisme est un hôtel du XIX<sup>e</sup> siècle de 5 niveaux transformé en 30 appartements. Fermé depuis 2006, il a fait l'objet d'un arrêté d'insalubrité irrémédiable en 2010. Cet îlot a été classé parmi les opérations prioritaires lors de l'étude de faisabilité RHI-THIRORI réalisée par la Ville de Foix. Cette dernière en a fait l'acquisition en 2019 lors d'une vente aux enchères avec l'objectif de créer un parking silo de 100 à 150 places en entrée de ville pour offrir du stationnement aux habitants du centre-ancien. Inscrit dans la programmation Anru, ce projet ne sera finalement pas mis en œuvre.</p> <p>L'étude de programmation urbaine réalisée par la Caisse des dépôts et consignations devait définir la nouvelle vocation du bâtiment. Elle s'est structurée autour de la réalisation d'un diagnostic architectural, urbain et paysager, la réalisation de scénarios de programmation avec des plans et une modélisation des espaces, un approfondissement des scénarios pressentis avec une estimation par poste de type esquisse, et un accompagnement opérationnel et juridique sur le montage d'une opération public/privé, le portage entièrement public ayant été rejeté. Le scénario retenu prévoit la création d'un pôle d'activités tertiaires qui pourrait voir le jour grâce au dispositif <i>Réinventons nos cœurs de ville</i> dans lequel s'inscrit cette opération. Les études bâtimentaires complémentaires ont été réalisées. Des travaux conservatoires des balcons ont été réalisés afin de sécuriser l'immeuble.</p> <p>L'appel à projets sera lancé en 2023 dans le but de retenir un investisseur qui porterait le projet, dans le cadre d'un partenariat public/privé.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Requalification d'une friche, amélioration paysagère urbaine.</li> <li>• Installation d'activités tertiaires.</li> <li>• Revitalisation du cœur de ville.</li> <li>• Dynamisation des commerces.</li> <li>• Mutation du quartier.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	À définir – investissement privé
Partenaires locaux	État et partenaires du programme national, Chambres consulaires, L'agglo Foix-Varilhes, Ville de Foix, Udap, CAUE
Coût total	2 400 000 € TTC – estimatif de l'étude de programmation
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ville de Foix (cession du foncier)</li> <li>▪ À définir</li> </ul>
Date de lancement	2024
Date de livraison	2026
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	Réhabilitation de l'immeuble Nombre d'activités implantées Nombre d'emploi créés


Titre du projet	<b>Chapelle Saint-Jacques / Travaux pour la création d'un espace économique et culturel</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 2 – Favoriser un développement économique et commercial équilibré
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>La chapelle Saint-Jacques est un ancien lieu de culte qui a fait partie par la suite de l'ancien hôpital de Foix. Situé dans le cœur de ville de Foix, le long des allées de Villote, face à la mairie, le bâtiment occupe un emplacement stratégique d'un point de vue urbain. Il comporte une chapelle et ses annexes au rez-de-chaussée, un appartement et des bureaux au premier étage, des salles et des logements de fonction au second, pour une surface totale de 1 090 m². Certains éléments sont inscrits à l'inventaire des Monuments historiques. La Ville de Foix en a fait l'acquisition en 2021 dans le but de créer un tiers-lieu, un espace destiné à combiner activités économiques, culturelles et de services, dans le cadre d'un partenariat public/privé. Des études techniques, bâtementaires et d'inventaire du patrimoine ont été menées afin de connaître les possibilités d'aménagement et les éléments à protéger. Dans les prochains mois, une étude de programmation sera réalisée pour établir les possibilités d'aménagement et de transformation du site, dans le respect de son architecture.</p> <p style="text-align: center;"><i>Pistes de destination proposées par le CAUE de l'Ariège – avril 2019</i></p> <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="width: 45%;"> <p><b>Références : transformation d'une église en lieu culturel</b></p> <p><small>Église à Tassinay (69) - l'ancienne église Saint-Jacques, rénovée en lieu culturel</small></p> <p><b>Métiers d'ouvrage à privilégier</b></p> <p><small>Projet : Une église est un bâtiment qui a une histoire, un patrimoine, une destination qui doit être préservée et valorisée. Le projet de transformation d'une église en lieu culturel est un projet de longue durée qui nécessite une attention particulière pour préserver son caractère historique et architectural.</small></p> <p><small>Crédit photo : P. B.</small></p>  </div> <div style="width: 45%;"> <p><b>Références : transformation d'une chapelle en halle alimentaire</b></p> <p><small>Église à Gomet (69) - l'ancienne église Saint-Jacques, rénovée en lieu culturel</small></p> <p><b>Métiers d'ouvrage à privilégier</b></p> <p><small>Projet : Une église est un bâtiment qui a une histoire, un patrimoine, une destination qui doit être préservée et valorisée. Le projet de transformation d'une église en lieu culturel est un projet de longue durée qui nécessite une attention particulière pour préserver son caractère historique et architectural.</small></p> <p><small>Crédit photo : P. B.</small></p>  </div> </div>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Requalification d'une friche, amélioration paysagère urbaine.</li> <li>• Installation d'activités tertiaires.</li> <li>• Revitalisation du cœur de ville.</li> <li>• Dynamisation des commerces.</li> <li>• Mutation du quartier.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	À définir – investissement privé
Partenaires locaux	État et partenaires du programme national, Chambres consulaires, L'agglo Foix-Varilhes, Ville de Foix, Udap, CAUE
Coût total	Non connu
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ville de Foix (cession du foncier)</li> <li>▪ Caisse des dépôts et consignations (financement en prêt sous réserve de l'accord du comité compétent)</li> <li>▪ À définir</li> </ul>
Date de lancement	2025
Date de livraison	2026
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	Réhabilitation de la chapelle Nombre d'activités implantées Nombre d'emplois créés


<b>Titre du projet</b>	<b>Quartier de la gare : requalification de l'ancienne école des Bruilhols</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 2 – Favoriser un développement économique et commercial équilibré
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>Le bâtiment qui abritait l'école du quartier des Bruilhols (fermeture 7 juillet 2023) est désormais désaffecté. Situé dans le quartier de la gare, avant l'entrée du centre historique, cette emprise foncière a vocation à être réhabilitée.</p> <p>A proximité immédiate du parking relais de la voie verte, du pôle d'échange multimodal et du pôle social, la nouvelle destination de ce bâtiment doit être définie. Il pourrait accueillir des activités de services ou des logements. Le bâtiment, peu qualitatif et ne répondant pas aux normes environnementales actuelles, nécessitera une déconstruction partielle ou totale et un important travail de restructuration pour sa réhabilitation.</p> <p style="text-align: center;"><i>Vue de l'école avant sa fermeture - 2023</i></p> 
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Requalification d'une friche, amélioration paysagère urbaine.</li> <li>• Installation d'activités tertiaires.</li> <li>• Dynamisation du quartier de la gare.</li> <li>• Mutation du quartier.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	À définir
Partenaires locaux	État, OPH 09, Chambres consulaires, L'agglo Foix-Varilhes, Ville de Foix, Udap, CAUE
Coût total	Non connu
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ À définir</li> </ul>
Date de lancement	2024
Date de livraison	2024
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	Réhabilitation de l'immeuble Nombre d'activités implantées ou de logements créés




<b>Titre du projet</b>	<b>Manager de centre-ville et de territoire</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 2 – Favoriser un développement économique et commercial équilibré
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>En place depuis 2016 sur le centre-ville de Foix, le dispositif présente des résultats significatifs : le taux de vacance, de 24,2% en 2016, est aujourd'hui de 4,35%, le nombre d'activités, de 201 en 2016, est aujourd'hui de 256. Huit remembrements ont également été menés pour une surface totale concernée de 785 m<sup>2</sup>.</p> <p>Le centre-ville comptabilise 700 emplois sur une superficie commerciale de 8 000 m<sup>2</sup>.</p> <p>Malgré ces belles réussites, l'activité commerciale reste fragile et les efforts en faveur du commerce de proximité doivent être poursuivies. Les outils et le partenariat proposés par Action cœur de ville permettent de soutenir la politique économique du centre-ville.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Valorisation économique du territoire.</li> <li>• Développement de l'offre commerciale.</li> <li>• Développement d'enseignes.</li> <li>• Modernisation des commerces.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	L'agglo Foix-Varilhes et Ville de Foix
Partenaires locaux	Chambres consulaires et partenaires des programmes du projet de renouvellement urbain
Coût total	248 000 €
Financements prévisionnels	
Date de lancement	2016
Date de livraison	2026
Indicateurs d'avancement	Nombre d'entreprises accompagnées
Indicateurs de résultat	Taux de vacance Nombre d'activités Nombre d'emplois

<b>Titre du projet</b>	<b>Cinéma : création d'un cinéma 3/4 salles labellisé art et essai dans le cœur de ville de Foix</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 2 – Favoriser un développement économique et commercial équilibré
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>Le cinéma actuel, qui dispose aujourd'hui d'une salle de 141 places, a enregistré 20 000 entrées en 2018. Sa reprise la même année par un nouveau gérant et une adaptation de la programmation a permis d'atteindre 30 000 entrées par an. Cependant, la viabilité de l'exploitation ne peut être assurée sans une augmentation significative de cette fréquentation, qui nécessiterait a minima une seconde salle. Une étude de faisabilité pour la création d'un cinéma multiplex labellisé « Art et essai » dans le centre-ville, menée par la Ville de Foix en 2018, a démontré que la création d'un cinéma de 3 à 4 salles serait adaptée au marché (bassin de clientèle). Sa construction est prévue le long du Champ de Mars dans le secteur prioritaire Action Cœur de ville, en lieu et place d'une friche. L'étude de faisabilité opérationnelle est en cours de réalisation par l'Arac Occitanie.</p> <p style="text-align: center;"><i>Scénario 1 – phase faisabilité</i></p>  <p style="text-align: center;"><i>Scénario 2 – Phase faisabilité</i></p> 
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revitalisation du cœur de ville.</li> <li>• Dynamisation des commerces.</li> <li>• Synergies culturelles.</li> <li>• Mutation du quartier.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	L'agglo Foix-Varilhes
Partenaires locaux	Arac Occitanie, Ville de Foix, État, Udap, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège, Caisse des dépôts et consignations
Coût total	4 800 000 € TTC
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ville de Foix (cession du foncier)</li> <li>▪ État, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège Caisse des dépôts et consignations</li> </ul>
Date de lancement	2024
Date de livraison	2025
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	Création du cinéma Nombre d'entrées annuelles


<b>Titre du projet</b>	<b>Entrée de ville : création du giratoire au barreau de Peysales, voies douces, végétalisation</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 2 – Favoriser un développement économique et commercial équilibré
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>L'appareil commercial de Peysales, avec 15 000 m<sup>2</sup> de commerces, représente 84 millions d'euros de chiffre d'affaires. C'est un pôle structuré autour de deux locomotives alimentaires : Leclerc et Intermarché.</p> <p>Une zone commerciale structurée de part et d'autre d'un axe (la route d'Espagne) mais discontinu a nécessité une étude sur la requalification (réalisée par la Cogemip) restituée le 29 mars 2018 avec un scénario d'aménagement en 4 phases dont la 1<sup>ère</sup>, la création d'un giratoire sur barreau de Peysales, a fait l'objet d'une demande de DETR 2020 qui a été obtenue.</p> <p>Dans le cadre de la requalification et du développement économique de la zone commerciale de Peysales suivant les recommandations de l'étude réalisée, L'agglomération s'engage dans la 1<sup>ère</sup> phase : création d'un rond-point sur le barreau de Peysales en intégrant les mobilités douces du Mac Donald jusqu'au rond-point existant donnant sur la départementale D117. Dans un second temps, le passage de la rue Victor Hugo en double sens sera traité avec les mobilités douces.</p> <p style="text-align: center;"><i>Projet de giratoire</i></p> 
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Qualification de la zone commerciale.</li> <li>• Dynamisation des commerces de périphérie.</li> <li>• Amélioration des circulations.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	L'agglomération Foix-Varilhes
Partenaires locaux	DIRSO, DIR, MARRN, État, Ville de Foix, Conseil départemental de l'Ariège
Coût total	720 000 € TTC
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ État : 300 000 € acquis</li> <li>▪ Caisse des dépôts et consignations (financement en prêt sous réserve de l'accord du comité compétent)</li> </ul>
Date de lancement	2024
Date de livraison	2024
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	Poursuite de la restructuration de la zone commerciale

<b>Titre du projet</b>	<b>Parking la Vigne : création d'un parking silo / Étude et travaux</b>
Type de projet	Étude et action
Axe de rattachement	Axe 3 – Développer l'accessibilité et les mobilités décarbonées
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>La problématique du stationnement a fait l'objet d'une étude initiée en septembre 2019 qui s'est achevée en août 2021. Le diagnostic et les scénarios ont conduit à faire ressortir principalement un déficit de places de stationnement pour l'obtention d'un bon niveau de service.</p> <p>Actuellement, le déficit constaté est de 80 places en période estivale et les jours de marchés. Dans les années à venir, 140 places devraient être supprimées par des aménagements de voirie et d'espaces publics et de nouveaux besoins seront à satisfaire du fait de l'accroissement de l'attractivité de la ville et du château, et de la création de nouveaux services.</p> <p>L'étude préconisait plusieurs actions et notamment le réaménagement du parking de la Vigne par la création d'un parking en superstructure d'environ 200 places pour répondre aux besoins et pallier la suppression de stationnements.</p> <p style="text-align: center;"><i>Emprise foncière du parking</i></p> 
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Désenclaver les zones de stationnement.</li> <li>• Donner une meilleure lisibilité d'accès aux stationnements pour les touristes et visiteurs de la ville.</li> <li>• Délester le cœur de ville de véhicules encombrants tels que les camping-cars.</li> <li>• Utiliser le parking de la Vigne comme parking principal pour organiser les mobilités douces à partir de ce lieu.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	Ville de Foix
Partenaires locaux	État, Conseil départemental de l'Ariège, L'agglomération Foix-Varilhes
Coût total	Non connu
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ État, Conseil départemental de l'Ariège</li> </ul>
Date de lancement	2023
Date de livraison	2027
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	<p>Construction du parking silo</p> <p>Taux d'occupation du parking silo</p> <p>Désengorgement du centre-ville</p>

Titre du projet	<b>Voie verte : réalisation de la voie verte du pôle d'échanges multimodal au Capitany</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 3 – Développer l'accessibilité et les mobilités décarbonées
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>Entre 2020 et 2023, la Ville de Foix est engagée des opérations successives en faveur des mobilités douces : elle a réalisé avec le Conseil départemental de l'Ariège la sécurisation et l'aménagement de la voie verte (Saint-Girons/Foix) du pont de l'Écho au quartier des Bruilhols ; elle a poursuivi les travaux jusqu'à la gare puis sur le cours Irénée Cros afin de connecter la voie verte et la gare au centre-ville de Foix.</p> <p>Enfin, la dernière tranche concernera la connexion entre le pôle d'échanges multimodal et le quartier du Capitany afin d'offrir une liaison piétonne et cyclable sécurisée entre le nord de la ville et le centre historique. L'étude de faisabilité sera réalisée en 2023.</p> <p style="text-align: center;"><i>Inauguration d'un tronçon de la voie verte – mars 2021</i></p> 
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement des mobilités douces et de l'intermodalité.</li> <li>• Réduction de la voiture en ville.</li> <li>• Proposition d'une offre de loisirs aux touristes (camping et hôtels).</li> <li>• Développement du sport-santé.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	Ville de Foix
Partenaires locaux	État, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège, L'agglomération Foix-Varilhes
Coût total	Non connu
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ État, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège, Caisse des dépôts et consignations (financement en prêt sous réserve de l'accord du comité compétent)</li> </ul>
Date de lancement	2026
Date de livraison	2026
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	Réalisation de la liaison Taux d'utilisation

<b>Titre du projet</b>	<b>Accès du parking la Vigne au Champ de mars / Étude et travaux</b>
Type de projet	Étude et action
Axe de rattachement	Axe 3 – Développer l'accessibilité et les mobilités décarbonées
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>L'étude stationnement et mobilité réalisée par la Ville de Foix entre 2019 et 2021 préconisait notamment le contournement des allées de Villote pour accéder au parking de la Vigne et la création d'un parking silo sur ce même parking. Afin de faciliter la circulation piétonne jusqu'au centre-ville, la Ville de Foix souhaite réaliser un cheminement entre le parking de la Vigne et le Champ de mars. Ce projet sera étudié conjointement à la réalisation du cinéma.</p> <p style="text-align: center;"><i>Configuration envisagée</i></p> 
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faciliter l'accès à la zone de stationnement principale de la ville (stationnement gratuit) pour les visiteurs et les usagers de la ville – parking de périphérie immédiate du centre historique.</li> <li>• Désenclaver les zones de stationnement en facilitant l'accès piéton vers le centre-ville.</li> <li>• Utiliser le parking de la Vigne comme parking principal pour organiser les mobilités douces à partir de ce lieu.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	Ville de Foix
Partenaires locaux	État, Conseil départemental de l'Ariège, L'agglomération Foix-Varilhes
Coût total	Non connu
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ État, Conseil départemental de l'Ariège</li> </ul>
Date de lancement	2024
Date de livraison	2025
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	Taux d'occupation du parking silo Désengorgement du centre-ville

<b>Titre du projet</b>	<b>Création d'un site patrimonial remarquable</b>
Type de projet	Étude
Axe de rattachement	Axe 4 – Aménager durablement l'espace urbain, mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>La Ville de Foix dispose d'un patrimoine naturel remarquable : deux sites Natura 2000 (« pechs de Foix, Soula et Roquefixade, grotte de l'Herm » et « Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste »), un espace protégé (le « cours de l'Ariège ») et neuf zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF). La ville, développée au pied du Château, est surplombée par le Prat d'Albis (1 200 m d'altitude), les terrasses du Pech (850 m) et le Saint-Sauveur (700 m). Entre piémont et montagne, elle est la porte d'entrée vers les Pyrénées ariégeoises. Même si la première forteresse érigée sur le piton rocheux date de l'époque romaine, la ville s'est développée au Moyen-Âge. L'architecture et l'ambiance médiévales se retrouvent à travers les ruelles étroites, les maisons à pans de bois, les places et même le nom des rues (place du Mercadal, rue de la Faurie, rue du Four d'Amont, etc.). Quatre édifices sont protégés au titre des monuments historiques et quatre sites sont inscrits. Foix est également engagée dans un projet d'inscription de bien en série transnational, labellisation Unesco, avec huit édifices andorrans et un édifice espagnol.</p> <p>La Ville de Foix avait engagé en 2016 une réflexion pour la mise en œuvre d'une aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP). Un diagnostic avait été produit, resté sans suite.</p> <p>Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021, L'agglo Foix-Varilhes est compétente en matière d'élaboration de plan local d'urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et carte communale. La commune de Foix avait engagé une procédure de révision de son PLU avant ce transfert de compétence. La 2<sup>e</sup> révision du PLU de Foix avait en effet été prescrite le 19 mai 2015.</p> <p>Après accord de la commune, formalisé par une délibération en date du 13 septembre 2021, L'agglo a décidé de poursuivre et d'achever la procédure, par une délibération en date du 22 septembre 2021 à travers la réalisation de l'étude pour la création d'un site patrimonial remarquable.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Protection et préservation des espaces naturels, historiques et patrimoniaux.</li> <li>• Amélioration du cadre de vie des habitants.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	L'agglo Foix-Varilhes
Partenaires locaux	État, DRAC, Udap, CAUE, syndicat de SCoT, Ville de Foix, Conseil départemental de l'Ariège
Coût total	40 000 € TTC
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ DRAC : 20 000 € acquis</li> </ul>
Date de lancement	2023
Date de livraison	2024
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	Création du site patrimonial remarquable

<b>Titre du projet</b>	<b>Traversée du cœur de ville</b> <b>Séquence traversée des allées de Villote / Travaux</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 4 – Aménager durablement l'espace urbain, mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>La liaison du pôle d'échanges multimodal au Champ de mars a fait l'objet d'un concours d'architecte et d'un projet d'aménagement pensé en 3 séquences :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Phase 1 : cours Irénée Cros</li> <li>• Phase 2 : rue Théophile Delcassé</li> <li>• Phase 3 : traversée des allées de Villote</li> </ul> <p>Les deux premières ont été réalisées et inaugurées en juin 2023. La troisième phase permettra aux piétons de relier le cœur historique aux espaces de stationnement (futur parking silo de la Vigne, Champ de mars) et aux équipements (centre aquatique, médiathèque, pôle jeunesse, centre culturel Olivier Carol, futur cinéma) situés dans les faubourgs.</p> <p style="text-align: center;"><i>Vue du projet de traversée des allées de Villote – étude de faisabilité</i></p> 
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reconquête du centre-ancien.</li> <li>• Valorisation du patrimoine.</li> <li>• Amélioration du cadre de vie des habitants.</li> <li>• Création de liens sociaux et intergénérationnels.</li> <li>• Revitalisation du cœur de ville.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	Ville de Foix
Partenaires locaux	Udap, CAUE, État, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège, L'agglo Foix-Varilhes
Coût total	Non connu
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ État, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège, Caisse des dépôts et consignations (financement en prêt sous réserve de l'accord du comité compétent)</li> </ul>
Date de lancement	2026
Date de livraison	2026
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	<p>Requalification de l'espace public Valorisation des berges Mixité des usages Renaturation des espaces Effet levier pour les propriétaires du centre-ancien</p>



<b>Titre du projet</b>	<b>Programme d'aménagement des rues du centre-ancien Limonaderie, pont de l'Abattoir, square de l'Arget</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 4 – Aménager durablement l'espace urbain, mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>L'aménagement de la rue de l'Espinet, autour de la Limonaderie, et du pont de l'abattoir est indispensable à la requalification du quartier car il constitue la porte entrée nord du centre-ancien et assure la liaison avec le Château comtal et la place Saint-Volusien. La configuration actuelle de la rue autour de la Limonaderie et du pont de l'Abattoir ne permet pas la circulation piétons et vélos en toute sécurité. Cet espace est peu attractif alors que de nouveaux usages pourraient y être développés au regard de l'attrait de la rivière Arget et de la confluence avec l'Ariège et des projets en cours dans le quartier (étude de création de 12 logements dans l'immeuble dit du Greta). Le projet consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer une nouvelle place de l'Arget pour accueillir de nouveaux usages, englobant la place et le square de l'Arget actuels, une partie des parkings surplombant l'Arget, les séquences adjacentes des rues de l'Espinet et de la préfecture.</li> <li>- Affirmer les liaisons avec la place Saint-Volusien, la préfecture, le Château et les franges vertes du Château côté Arget, l'Arget et la confluence, par un traitement des rues et venelles unifié et assurant un confort de marche pour le piéton.</li> <li>- Créer un nouvel espace public autour de la Limonaderie, comme élément central du renouveau du secteur de la confluence, révéler l'Arget.</li> </ul> <p>Les aménagements seront étudiés selon les préconisations de la charte des espaces publics.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reconquête du centre-ancien.</li> <li>• Valorisation du patrimoine.</li> <li>• Amélioration du cadre de vie des habitants.</li> <li>• Création de liens sociaux et intergénérationnels.</li> <li>• Revitalisation du cœur de ville.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	Ville de Foix
Partenaires locaux	Udap, CAUE, État, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège, L'agglo Foix-Varilhes
Coût total	Non connu
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ État, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège, Caisse des dépôts et consignations (financement en prêt sous réserve de l'accord du comité compétent)</li> </ul>
Date de lancement	2024
Date de livraison	2024
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	<p>Requalification de l'espace public Valorisation des berges Mixité des usages Renaturation des espaces Effet levier pour les propriétaires du centre-ancien</p>

Titre du projet	<b>Programme d'aménagement des places du centre-ancien Lazéma, 8 mai et Pyrène</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 4 – Aménager durablement l'espace urbain, mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>Dans le cadre de son programme pluriannuel de requalification des espaces publics, la Ville de Foix prévoit la requalification des places du centre-ancien. L'objectif est de créer de véritables lieux de pause et de contemplation du patrimoine historique. Ces espaces seront aménagés dans le respect des recommandations de la charte des espaces publics. Ils compléteront les principaux parcours piétons avec l'idée de recréer des lieux de proximité où se rencontrer.</p> <p>La Ville de Foix a travaillé avec le CAUE et organisé des rencontres avec le conseil citoyen ainsi qu'avec les habitants du quartier et les commerçants pour imaginer les aménagements à réaliser. L'idée directrice est d'apporter un peu de nature en centre bourg, de végétaliser et de fleurir, à la fois pour embellir le quartier, favoriser la biodiversité et lutter contre les îlots de chaleur urbains.</p> <p>Les travaux comprendront des plantations en façades, des plantations d'habillage des murs aveugles, des plantations d'arbres et plantes, le nettoyage et le changements des dalles, des pavés dégradés et du mobilier urbain.</p> <p style="text-align: center;"><i>Places Pyrène et du 8 mai – avant les travaux</i></p> <div style="display: flex; justify-content: space-around;">   </div>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reconquête du centre-ancien.</li> <li>• Valorisation du patrimoine.</li> <li>• Amélioration du cadre de vie des habitants.</li> <li>• Création de liens sociaux et intergénérationnels.</li> <li>• Revitalisation du cœur de ville.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	Ville de Foix
Partenaires locaux	Udap, CAUE, État, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège, L'agglo Foix-Varilhes
Coût total	Non connu
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ État, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège, Caisse des dépôts et consignations (financement en prêt sous réserve de l'accord du comité compétent)</li> </ul>
Date de lancement	2023
Date de livraison	2024
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	Requalification de l'espace public Valorisation des berges Mixité des usages Renaturation des espaces Effet levier pour les propriétaires du centre-ancien


Envoyé en préfecture le 14/11/2023


Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le 14/11/2023





ID : 009-200067791-20231108-2023\_DC\_162-DE

<b>Titre du projet</b>	<b>Programme d'aménagement des places du centre-ancien Parmentier</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 4 – Aménager durablement l'espace urbain, mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>Sa situation exceptionnelle avec la vue sur le Château comtal au cœur du centre ancien ainsi que son aspect peu qualitatif ont poussé la Ville de Foix à inscrire la place Parmentier dans son programme pluriannuel de requalification des places. L'espace public sera entièrement redessiné suivant les recommandations de la charte des espaces publics. Il proposera un lieu apaisé, intégré dans la trame urbaine et mettant en valeur les façades, il intégrera des aménagements paysagers, assurera la mixité des usages (animations, stationnement, déambulation), et facilitera l'accès aux commerces. Ce projet sera élaboré en articulation avec la construction de la résidence autonomie de L'agglo qui sera implantée sur cette place.</p> <p>Le recrutement du maître d'œuvre est en cours. L'étude sera lancée en septembre 2023.</p> <p align="center"><i>Place Parmentier aujourd'hui</i></p> 
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reconquête du centre-ancien.</li> <li>• Valorisation du patrimoine.</li> <li>• Amélioration du cadre de vie des habitants.</li> <li>• Création de liens sociaux et intergénérationnels.</li> <li>• Revitalisation du cœur de ville.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	Ville de Foix
Partenaires locaux	Udap, CAUE, État, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège, L'agglo Foix-Varilhes
Coût total	Non connu
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ État, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège, Caisse des dépôts et consignations (financement en prêt sous réserve de l'accord du comité compétent)</li> </ul>
Date de lancement	2023
Date de livraison	2024
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	<p>Requalification de l'espace public</p> <p>Mixité des usages</p> <p>Renaturation de la place</p> <p>Effet levier pour les propriétaires du centre-ancien</p>

Titre du projet	<b>Programme d'aménagement des rues du centre-ancien : Bayle, Marchands, de la Faurie, Pont</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 4 – Aménager durablement l'espace urbain, mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>Dans le cadre de son programme pluriannuel de requalification des rues du centre-ancien, la Ville de Foix envisage de requalifier certaines rues commerçantes, piétonnes durant la période estivale. L'opération permettra de hiérarchiser clairement ces parcours et d'introduire une qualité homogène dans les revêtements de sol avec une signalétique efficace pour parcourir le centre-ancien jusqu'à la place Saint-Volusien. Les aménagements seront réalisés suivant les préconisations de la charte des espaces publics.</p> <p style="text-align: center;"><i>Itinéraires à requalifier</i></p> 
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reconquête du centre-ancien.</li> <li>• Valorisation du patrimoine.</li> <li>• Amélioration du cadre de vie des habitants.</li> <li>• Création de liens sociaux et intergénérationnels.</li> <li>• Revitalisation du cœur de ville.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	Ville de Foix
Partenaires locaux	Udap, CAUE, État, Anru, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège, L'agglo Foix-Varilhes
Coût total	Non connu
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ État, Anru, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège, Caisse des dépôts et consignations (financement en prêt sous réserve de l'accord du comité compétent)</li> </ul>
Date de lancement	2024
Date de livraison	2024
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	Requalification de l'espace public Mixité des usages Attractivité des commerces Effet levier pour les propriétaires du centre-ancien

Titre du projet	Aide aux façades	
Type de projet	Action	
Axe de rattachement	Axe 4 – Aménager durablement l'espace urbain, mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager	
Date de signature	[XX/XX/XX]	
Description générale	<p>L'aide aux façades portée par la Ville de Foix a pour but de participer à l'amélioration du cadre de vie en aidant certains propriétaires à rénover leurs façades dans des secteurs déterminés par la commune. Le périmètre d'application correspond au centre-ancien/cœur de ville. Des bonus sont proposés en fonction des rues tout juste réhabilitées afin d'inciter les propriétaires des immeubles à rénover leur façade.</p> <p>La subvention accordée est de 40 % du coût total des travaux TTC plafonnés à 8 000 €. Actuellement, une subvention exceptionnelle pour une durée de 2 ans est accordée au taux de 50% (plafond 9 000 €) pour les rues du Rocher, du palais de Justice et des Chapeliers. Un déplafonnement exceptionnel peut être accordé (plafond de 15 000 € maximum) concernant la rénovation des bâtiments remarquables décrits dans le diagnostic de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP).</p> <p>Au regard de la hausse des demandes, le budget annuel de cette opération est passé de 50 000 € à 70 000 €.</p> <div data-bbox="1019 421 1417 898" style="float: right;"> <p>Périmètre Subvention Façade</p>  <p><small>© 1994-2018 - www.geoportail.gouv.fr/zoom/centre-ancien</small> Longitude: 42° 38' 27" E Latitude: 42° 38' 27" N</p> </div>	
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Valorisation du patrimoine.</li> <li>• Amélioration du cadre de vie des habitants.</li> <li>• Revitalisation du cœur de ville.</li> </ul>	
Maître d'ouvrage	L'agglo Foix-Varilhès	
Partenaires locaux	Udap, CAUE, Conseil départemental de l'Ariège	
Coût total	280 000 € TTC – programme pluriannuel sur 4 ans	
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Conseil départemental de l'Ariège : 28 000 € (10%)</li> </ul>	
Date de lancement	2023	
Date de livraison	2026	
Indicateurs d'avancement		
Indicateurs de résultat	<p>Nombre de façades réhabilitées</p> <p>Effet levier pour les propriétaires du centre-ancien</p>	

<b>Titre du projet</b>	<b>Valorisation des Hauts de Villote</b> <b>Réhabilitation de la fontaine et du parvis de la chapelle Saint-Jacques</b>
<b>Type de projet</b>	Étude et action
<b>Axe de rattachement</b>	Axe 4 – Aménager durablement l'espace urbain, mettre en valeur le patrimoine architectural et paysager
<b>Date de signature</b>	[XX/XX/XX]
<b>Description générale</b>	<p>Les Hauts de Villote et le parvis de la chapelle Saint-Jacques, situés le long des allées de Villote (lieu de passage important avec notamment la RD 117 qui relie Foix à la Haute-Garonne, aux Hautes Pyrénées et à l'Aude) et devant la chapelle Saint-Jacques sont des lieux emblématiques du patrimoine de la commune. À proximité immédiate de l'Hôtel de ville, la chapelle fait objet d'un projet municipal de transformation en tiers-lieu accueillant activités économiques, services et culturelles.</p> <p>La volonté de la ville est de requalifier ces deux espaces pour redonner à voir leur valeur patrimoniale, qui s'est effacée avec le développement d'un parking peu qualitatif. Le projet consiste à créer et sécuriser les cheminements piétons, valoriser les escaliers, le belvédère et la fontaine comme éléments de patrimoine, répartir le stationnement de manière à libérer les façades des immeubles (éléments patrimoniaux à valoriser), et créer un parvis ouvert sur la chapelle et la mairie pour en faire un espace convivial de rencontre au service du projet de requalification de la chapelle.</p> <p style="text-align: center;"><i>Vues des Hauts de Villote – XIX<sup>e</sup> siècle et de nos jours</i></p> <div style="display: flex; justify-content: space-around;">   </div>
<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reconquête du centre-ancien.</li> <li>• Valorisation du patrimoine.</li> <li>• Amélioration du cadre de vie des habitants.</li> <li>• Création de liens sociaux et intergénérationnels.</li> <li>• Revitalisation du cœur de ville.</li> </ul>
<b>Maître d'ouvrage</b>	Ville de Foix
<b>Partenaires locaux</b>	Udap, CAUE, État, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège, L'agglo Foix-Varilhes
<b>Coût total</b>	Non connu
<b>Financements prévisionnels</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ État, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège, Caisse des dépôts et consignations (financement en prêt sous réserve de l'accord du comité compétent)</li> </ul>
<b>Date de lancement</b>	2024
<b>Date de livraison</b>	2026
<b>Indicateurs d'avancement</b>	
<b>Indicateurs de résultat</b>	Requalification de l'espace public Valorisation des berges Mixité des usages Renaturation des espaces Effet levier pour les propriétaires du centre-ancien

Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le 14/11/2023



ID : 009-200067791-20231108-2023\_DC\_162-DE



<b>Titre du projet</b>	<b>Extension du pôle de service de L'agglo</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 5 – Constituer un socle de services
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>Le projet d'extension du siège de L'agglo s'inscrit dans une démarche globale de requalification du parvis en offrant des services de qualité par des locaux adaptés aux besoins des nouveaux services et à l'accueil du public et en luttant contre le réchauffement climatique par la renaturation du parvis (projet réalisé) et l'installation de panneaux photovoltaïques sur la toiture de l'extension (énergie renouvelable) pour de l'autoconsommation. L'extension du pôle permettra d'accueillir, dans une aile bien identifiée, les services habitat, aménagement, urbanisme et mobilités de L'agglo en charge notamment des aides à l'habitat privé, de la réalisation des plans locaux d'urbanisme et de la gestion des transports urbains et scolaires ainsi que le service développement économique en charge de l'accompagnement des porteurs de projets économiques. Les travaux ont démarré en janvier 2023 et s'achèveront en décembre 2023.</p> <p style="text-align: center;"><i>Vue du projet – phase APD</i></p> 
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Visibilité et accessibilité des services à destination des habitants et des porteurs de projet du territoire.</li> <li>• Densification urbaine.</li> <li>• Qualification globale de l'îlot.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	L'agglo Foix-Varilhes
Partenaires locaux	État, Conseil départemental de l'Ariège, SDE, Ville de Foix
Coût total	1 200 000 € TTC
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ État : 230 000 € notifiés</li> <li>▪ Conseil départementale de l'Ariège : 36 600 € notifiés</li> <li>▪ SDE09 : 10 000 € notifiés</li> </ul>
Date de lancement	2023
Date de livraison	2024
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	Création du pôle Appropriation par les habitants qui utilisent les services

<b>Titre du projet</b>	<b>Création d'une France services</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 5 – Constituer un socle de services
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	 <p>France services constitue un nouveau modèle d'accès aux services publics pour les habitants du territoire. Il vise à permettre à chaque citoyen d'accéder aux services publics en étant accueilli dans un lieu unique, à proximité de chez lui, quel que soit l'endroit où il vit, par des personnes formées pour l'accompagner dans ses démarches du quotidien. Il renforce le dispositif des maisons de services au public (MSAP) par l'établissement de règles rigoureuses, qui conditionnent la labellisation « France services », visant à garantir au sein de toutes les France Services un même niveau d'exigence et de qualité de services, par des horaires d'ouverture adaptés aux contraintes de la population, et des agents polyvalents formés et compétents pour accueillir les usagers et régler leurs problèmes administratifs. 30 critères d'exigence pour la labellisation sont établis et évalués sur le terrain par une équipe mixte composée de l'ANCT (Agence nationale de la cohésion des territoires), de l'IGA (inspection générale de l'administration) et d'un cabinet d'audit.</p> <p>Les France services ont vocation à pallier une absence ou une difficulté d'accès à des services publics. Elles incarnent le retour du service public au cœur des territoires et sont à l'origine de création de lieux hybrides qui mélangent plusieurs fonctions (médiathèque, relais d'assistantes maternelles, café associatif, espace de coworking...). Par le croisement des publics, elles créent du lien social dans les territoires.</p> <p>La MSA de l'Ariège a créé une France services dans le cœur de ville de Foix afin d'offrir, aux habitants du QPV notamment, un accès aux services publics de proximité. Elle a ouvert ses portes le 2 janvier 2023. Elle a ouvert ses portes le 2 janvier 2023. Le territoire de L'agglo est doté d'une autre France services, implantée à Varilhes et gérée par L'agglo, qui a été inaugurée en septembre 2021.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès aux services publics dans le QPV.</li> <li>• Accompagnement et information des demandeurs.</li> <li>• Accompagnement numérique.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	La Mutuelle sociale agricole de l'Ariège (MSA)
Partenaires locaux	État, L'agglo Foix-Varilhes, Ville de Foix
Coût total	Pas d'investissement déclaré
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ État : 35 000 € en 2023 pour le fonctionnement</li> </ul>
Date de lancement	2022
Date de livraison	2023
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	Ouverture de la France services Nombre de demandes traitées

<b>Titre du projet</b>	<b>Modernisation de la médiathèque intercommunale à Foix</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 5 – Constituer un socle de services
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>La médiathèque intercommunale implantée à Foix est la médiathèque centre du réseau des médiathèques de L'agglo qui comprend 13 médiathèques et 2 ludothèques, réparties sur l'ensemble du territoire intercommunal. L'espace culturel Olivier Carol, dans lequel elle se trouve, est positionné en centre-ville, à proximité immédiate du siège de L'agglo. Il comprenant notamment une grande salle de spectacle et des espaces d'exposition et accueille la Scène nationale L'Estive. Le bâtiment, construit en 1980, est aujourd'hui vieillissant et pâtit de désordres thermiques et fonctionnels importants. L'agglo Foix-Varilhes a mené une étude de programmation afin de définir un projet de réhabilitation à la fois technique et fonctionnelle, dans un souci d'amélioration des conditions de travail et d'accueil, mais également dans une démarche d'amélioration énergétique forte.</p> <p>La gratuité mise en place par L'agglo pour l'ensemble du réseau de lecture et l'élargissement des horaires d'ouverture les mercredis et samedis a contribué à une augmentation de la fréquentation de la médiathèque. La modernisation et le développement d'une nouvelle offre documentaire contribueront à améliorer l'attractivité du réseau.</p> <p>L'étude de programmation a permis d'initier une réflexion pour la couverture de la toiture en panneaux photovoltaïques de l'espace culturel.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Attractivité des services publics.</li> <li>• Amélioration de l'offre culturelle.</li> <li>• Développement de partenariats avec les acteurs locaux.</li> <li>• Augmentation du nombre d'inscrits.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	L'agglo Foix-Varilhes
Partenaires locaux	État, DRAC, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège, Ville de Foix
Coût total	1 500 000 € TTC
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ DRAC, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège, Caisse des dépôts et consignations (financement en prêt sous réserve de l'accord du comité compétent)</li> </ul>
Date de lancement	2024
Date de livraison	2024
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	<p>Ouverture de la nouvelle médiathèque</p> <p>Nombre d'inscrits</p> <p>Nombre d'activités menées</p> <p>Retours qualitatifs des usagers</p>

<b>Titre du projet</b>	<b>Centre universitaire de l'Ariège : accueil d'une antenne CNAM Au cœur des territoires</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Axe 5 – Constituer un socle de services
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>Au niveau local, il existe une volonté politique affirmée d'étoffer l'offre de formations en corrélation avec les besoins des entreprises. L'appel à projets proposé par le CNAM et le programme Action Cœur de ville constitue une opportunité de proposer des formations en adéquation avec les besoins du territoire.</p> <p>Sa philosophie générale est :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ D'accompagner la transformation des compétences et des métiers.</li> <li>➤ Donner à chaque citoyen les clés pour devenir acteur de son projet professionnel.</li> <li>➤ Répondre aux problématiques de compétences rencontrées par les industriels et aux 50 000 emplois non pourvus dans l'industrie, fournir des parcours de formation adaptés aux enjeux économiques et sociaux de chaque bassin d'emploi, aux besoins réels.</li> </ul> <p>Le projet d'implantation proposé par le Conseil départemental et l'ADUA, l'association qui gère le site universitaire, est « clé en main » puisqu'il permet l'accueil des formations et une offre de services (accueil, information, orientation, accompagnement) avec du personnel dédié sur site. Les actions qui seront mises en place à travers ce partenariat permettront à des personnes peu ou pas qualifiées de se former dans une optique de montée en compétences ou de reconversion professionnelle sur des métiers en tension sur la zone d'emploi. Elles doivent être des leviers pour éviter une érosion de la population vers les métropoles périphériques, avec une attention particulière pour la population jeune afin qu'elle trouve des réponses adaptées à ses besoins de formation notamment via l'apprentissage.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accompagner la transformation des compétences et des métiers.</li> <li>• Répondre aux besoins de compétences des industriels locaux.</li> <li>• Développer l'attractivité du centre universitaire et de l'Ariège.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	Conseil départemental de l'Ariège
Partenaires locaux	Conseil départemental de l'Ariège, ADUA, État, Conseil régional Occitanie, Caisse des dépôts et consignations, L'agglo Foix-Varilhes, Ville de Foix
Coût total	300 000 € pour les trois premières années
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Caisse des dépôts et consignations, Conseil régional Occitanie, Conseil départemental de l'Ariège</li> </ul>
Date de lancement	2024
Date de livraison	2024
Indicateurs d'avancement	
Indicateurs de résultat	<p>Ouverture de l'offre de formations</p> <p>Nombre d'étudiants</p> <p>Emplois créés</p> <p>Maintien de l'industrie</p>

<b>Titre du projet</b>	<b>Animation : cheffe de projet Action cœur de ville</b>
Type de projet	Action
Axe de rattachement	Animation du programme
Date de signature	[XX/XX/XX]
Description générale	<p>La Ville de Foix et L'agglo Foix-Varilhes poursuivent leur engagement dans Action cœur de ville 2.0 aux côtés de leurs partenaires locaux et nationaux. Recrutée en septembre 2018, la cheffe de projet poursuit ses missions en intégrant la nouvelle dimension du programme, à savoir les entrées de ville et le quartier de la gare et la transition écologique. Ses missions générales sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accompagner les réflexions dans le cadre du conventionnement Action cœur de ville, autour des cinq axes thématiques et des axes transversaux.</li> <li>- Suivre la convention-cadre, rédiger et suivre ses avenants.</li> <li>- Identifier les partenaires associés au projet, les mobiliser, élaborer et mettre en œuvre une démarche permanente et partenariale d'information, de communication et de concertation.</li> <li>- Piloter l'équipe projet composée des services de la Ville de Foix et de L'agglo Foix-Varilhes, associer les partenaires techniques du dispositif.</li> <li>- Animer le comité de projet.</li> <li>- Coordonner l'ensemble des opérations et veiller à la cohérence de la mise en œuvre du dispositif.</li> <li>- Assurer le suivi de l'avancement opérationnel, technique et financier des opérations.</li> <li>- Assurer le montage des plans de financement, la mobilisation des financements extérieurs pour la réalisation du programme.</li> <li>- Représenter le territoire lors des événements en lien avec l'animation du programme.</li> <li>- Élaborer les dossiers en vue des instances décisionnelles internes.</li> <li>- Mettre en place des outils de suivi et d'évaluation du dispositif.</li> </ul>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer le déploiement du dispositif en faveur de la revitalisation du cœur de ville de Foix et du territoire.</li> </ul>
Maître d'ouvrage	L'agglo Foix-Varilhes
Partenaires locaux	Partenaires signataires de la convention
Coût total	240 000 € TTC
Financements prévisionnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ ANAH 50%</li> </ul>
Date de lancement	2023
Date de livraison	2026
Indicateurs d'avancement	<p>Mise en place des comités et des groupes de travail</p> <p>Force du partenariat</p> <p>État d'avancement des projets</p>
Indicateurs de résultat	<p>Réalisation de la stratégie territoriale</p> <p>Mise en œuvre du programme d'actions et du partenariat</p>



# Action cœur de ville - Foix

## Annexe 5

### Fiches-actions 2023-2026



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 8 novembre 2023 à 18h30

**2023/163 Economie / Aide en matière d'investissement immobilier des entreprises dans le secteur « commerce de proximité » : projet d'implantation à Saint-Paul-de-Jarrat par la SCI De Macedo Immo pour le compte de l'EIRL Multiservices Saint-Paulois**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	46	8	54	54	0	0

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Morgane Pommiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabillot (Crampagna), Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

**2023/163****Economie / Aide en matière d'investissement immobilier des entreprises dans le secteur « commerce de proximité » : projet d'implantation à Saint-Paul-de-Jarrat par la SCI De Macedo Immo pour le compte de l'EIRL Multiservices Saint-Paulois**

Rapporteur : Michel Tartié

Vu le régime cadre exempté de notification n° SA.58979 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2023 ;

Vu le décret n° 2022-968 du 30 juin 2022 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2022-2027 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles de L1511-1 à L1511-4 et de R1511-1 à R1511-16 relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) 2022-2028 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 01 « Attractivité et développement économique », l'objectif 02 « Soutenir l'investissement des entreprises et agir pour l'emploi » - action 07 « Aides à l'immobilier d'entreprise » ;

Vu la délibération du 1<sup>er</sup> décembre 2021 du conseil communautaire relative aux aides à l'immobilier d'entreprise ;

Considérant le dossier de demande d'aide transmis par la SCI De Macedo Immo concernant son projet immobilier d'implantation visant à développer l'activité de commerce de proximité de l'EIRL Multiservices Saint-Paulois à la zone commerciale de Saint-Paul-de-Jarrat et à maintenir un point de vente dans le centre bourg ;

Considérant que l'assiette éligible du projet est estimée à 100 000 €, qu'un taux d'aide maximum de 30 % peut être appliqué et que L'agglo Foix-Varilhes peut participer au financement du projet à hauteur maximum de 15 000 € ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 :** **PARTICIPE** de participer au plan de financement de l'opération précitée portée par la SCI De Macedo Immo pour un montant de 20 000 €.

**Article 2 :** **DÉLÈGUE** de déléguer au Département de l'Ariège l'octroi de 25 % de cette aide en matière d'investissement immobilier des entreprises, soit une subvention maximale du Département de 5 000 €.

**Article 3 :** **PRÉCISE** que dans le cas où le Département de l'Ariège n'accepterait pas cette délégation d'octroi, l'aide accordée par L'agglo Foix-Varilhes sera limitée à 15 000 €.

**Article 4 :** **AUTORISE** le président à signer tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

**Article 5 :** **PRÉCISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*



## **Convention SCI De Macedo Immo Aide à l'immobilier d'entreprise**

Vu les articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européen (TFUE) ;

Vu le règlement (UE) n°2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) no 1407/2013 en ce qui concerne sa prolongation et les adaptations à y apporter ;

Vu le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

Vu le régime cadre exempté de notification N° SA.58979 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2023 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles de L1511-1 à L1511-4 et de R1511-1 à R1511-16 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2020/146 en date du 16 décembre 2020 relative aux aides à l'immobilier d'entreprise ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2023/XX en date du 08/11/23 accordant une aide à l'immobilier d'entreprise en faveur de la SCI De Macedo Immo pour le compte de l'EIRL Multiservices Saint-Paulois.

### **Entre**

**L'entreprise SCI De Macedo Immo**, domiciliée à route du col de port, village 09400 Bédeilhac-et-Aynat,

Représentée par Monsieur Jean-Christophe De Macédo, gérant

Identifiée sous le numéro SIRET : 948 773 965 00017

### **Et**

**L'entreprise EIRL Multiservices Saint-Paulois**, domiciliée à 11, rue Centrale 09000 Saint-Paul-de-Jarrat,

Représentée par Monsieur Jean-Christophe De Macédo, gérant

Identifiée sous le numéro SIRET : 883 847 295 00010

### **Et**

**L'agglo Foix-Varilhes**, domiciliée 1A avenue du Général de Gaulle, 09000 Foix, représentée par son Président, Monsieur Thomas Fromentin

Identifiée sous le numéro SIRET : 200 067 791 00018

**Il est dit et convenu ce qui suit :**

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les principes et modalités de participation de L'agglo Foix-Varilhes aux aides à l'immobilier d'entreprise, en faveur de la SCI De Macedo Immo pour le compte de la EIRL Multiservices Saint-Paulois, située à 11, rue Centrale 09000 Saint-Paul-de-Jarrat, pour son projet immobilier d'implantation visant à développer l'activité de commerce de proximité à Saint-Paul-de-Jarrat.

## ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS FINANCIERS

Au regard de l'intérêt de ce projet pour le développement de l'activité économique de l'EIRL Multiservices Saint-Paulois et de l'impact attendu en termes de création d'emplois, L'agglo Foix-Varilhes attribue le montant global maximal de la subvention relatif au programme d'investissement immobilier défini à l'article 1 à 20 000 €, correspondant à un taux de 20 % appliqué à un montant de dépenses subventionnables HT de 100 000 €, soit une subvention de L'agglo Foix-Varilhes **dans la limite d'un montant de 15 000 € représentant 75 % de la subvention globale** sur la base du plan de financement prévisionnel suivant :

Dépenses HT		Recettes		
<b>Construction</b>	<b>100 000 €</b>	<b>Subvention L'agglo Foix-Varilhes</b>	<b>15 000 €</b>	<b>15 %</b>
		<b>Subvention Département de l'Ariège</b>	<b>5 000 €* </b>	<b>5 %</b>
		<b>Autofinancement</b>	<b>80 000 €</b>	<b>80 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100 000 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>100 000 €</b>	<b>100 %</b>

\* Montant hypothétique maximum

Le montant de la subvention accordée est prévisionnel. Le montant définitif de l'aide versée est proportionnel aux opérations effectivement réalisées dans la limite du montant maximum prévu et ne pourra être réévalué, même si les dépenses justifiées dépassent le montant prévisionnel de l'opération.

## ARTICLE 3 : CONDITIONS DE MAINTIEN DE LA SUBVENTION

La subvention de L'agglo Foix-Varilhes ne pourra être maintenue que si la SCI De Macedo Immo reverse intégralement la subvention à l'EIRL Multiservices Saint-Paulois et réalise le projet présenté dans le dossier de demande de subventions.

La subvention de L'agglo Foix-Varilhes ne pourra être maintenue que si le bénéficiaire final maintient, sauf cas de force majeure, et durant une période de 3 ans à compter de la date de fin de réalisation de l'action, son activité dans les bâtiments de la zone commerciale et du centre bourg de Saint-Paul-de-Jarrat et les emplois au niveau mentionné par le dernier bilan clos à la date de dépôt de la demande d'aide.

Toute opération affectant le contrôle de l'entreprise bénéficiaire ou de ceux de ses établissements qui sont impliqués dans la réalisation de l'opération subventionnée, doit être notifiée à L'agglo Foix-Varilhes. Cette dernière peut résilier la présente convention et demander reversement de tout ou partie des sommes perçues par l'entreprise bénéficiaire, notamment en cas de défaut de notification.

## ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT ET DE REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

L'entreprise bénéficiaire adresse à L'agglo Foix-Varilhes le formulaire de demande de paiement accompagné des pièces justificatives demandées et des factures acquittées et certifiées sincères. L'aide est versée intégralement ou en plusieurs fois (2 acomptes de 30 % maximum).

Sans préjudice des autres dispositions de la présente convention, L'agglo Foix-Varilhes pourra exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées dans les cas suivants : refus de communication de la part de l'entreprise de documents au titre du suivi, du contrôle ou engagements non-remplis. En l'absence de réalisation des dépenses, l'aide sera caduque et les crédits correspondants pourront être réaffectés à d'autres projets.

#### **ARTICLE 5 : SUIVI ET CONTRÔLE**

Toutes demandes de modification de l'opération doivent être formulées par l'entreprise bénéficiaire auprès de L'agglo Foix-Varilhes.

Le contrôle des dépenses afférentes aux investissements subventionnés est effectué sur la base des pièces justificatives communiquées par l'entreprise bénéficiaire en bonne et due forme. Des contrôles sur pièce et/ou sur place peuvent être effectués. L'entreprise bénéficiaire s'engage à fournir sur demande de L'agglo Foix-Varilhes tous les documents de nature à justifier le respect de ses engagements pendant une durée de trois ans à la date de fin de la réalisation de l'opération.

#### **ARTICLE 6 : PUBLICITE**

L'entreprise bénéficiaire devra mentionner le concours financier de L'agglo Foix-Varilhes au moyen de supports appropriés à la nature de l'objet subventionné.

#### **ARTICLE 7 : DUREE DE L'APPLICATION**

Les dépenses subventionnées éligibles peuvent commencer à être exécutées à compter de la date de la lettre d'accusé réception du 10 juin 2022 faisant suite au courrier de demande de subvention.

Les dépenses doivent être réalisées et justifiées dans un délai de trois ans à compter de la délibération d'octroi de l'aide du conseil communautaire du 8 novembre 2023, soit jusqu'au 8 novembre 2026.

#### **ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige tendant à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à privilégier un règlement amiable des différends. A défaut, le tribunal administratif de Toulouse est compétent.

Fait à Foix, en trois exemplaires le

**Pour L'agglo Foix-Varilhes**

**Pour la SCI De Macedo  
Immo**

**Pour l'EIRL Multiservices Saint-  
Paulois**

**Le Président  
Thomas Fromentin**

**Jean-Christophe De  
Macédo**

**Jean-Christophe De Macédo**

Aide allouée sur la base du régime cadre exempté n° SA.103603, relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2022-2027, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017/2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 et 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE du 29 juillet 2021.

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglomération Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 8 novembre 2023 à 18h30

**2023/164 Travaux / Extension du pôle de services de L'agglomération à Foix - avenants au marché public de travaux n° 2022/154**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	46	8	54	54	0	0

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglomération Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRÉSENTÉS :**

Morgane Pommiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabillot (Crampagna), Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

**2023/164**

**Travaux / Extension du pôle de services de L'agglo à Foix - avenants au marché public de travaux n° 2022/154**

Rapporteur : Patrick Eychenne

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant Agglo 2026, un projet pour notre territoire, et notamment, au titre de l'axe 03 « Transition énergétique et environnementale », l'objectif 34 « Entretien et valoriser le patrimoine intercommunal », action 82 « Créer des locaux administratifs dans la continuité du bâtiment du multi-accueil » ;

Vu la délibération n°2022/154 du 14 décembre 2022 portant attribuant du marché public de travaux pour l'extension du pôle de services de L'agglo Foix-Varilhes pour un montant de 865 552,24 € HT, soit 1 038 662,69 € TTC ;

Vu la délibération n°2023/058 du 5 avril 2023 relative à l'attribution du lot n°13 « photovoltaïque », déclaré infructueux lors de la consultation initiale et relancé, à la société Fauché éco-énergies pour un montant de 86 000 € HT, soit 103 200 € TTC ;

Vu la décision du président n°2023/076 du 25 juillet 2023 portant attribuant du lot n°3 « étanchéité » à l'entreprise SMAC pour un montant de 71 354,97 € HT, soit 85 625,96 € TTC, en lieu et place de la SARL Etanbat, dérogée de ses obligations contractuelles en raison de l'inobservation des clauses contractuelles et d'un défaut de commencement d'exécution ;

Considérant les travaux supplémentaires nécessaires pour mener à bien cette opération ;

Considérant les avenants n°1 et n°2 pour les lots 2 - 3 - 4 - 6 - 7 - 8 - 11 et 12 ;

Considérant le montant des avenants s'élevant à 8 510,63 € HT, soit 10 212,76 € TTC ;

Considérant l'augmentation de 0,87% portant le montant du marché public à 1 173 928,61 € TTC ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 :** **APPROUVE** les propositions d'avenants au marché public de l'extension du pôle de services de L'agglo Foix-Varilhes :

		Attributaire	Marché initial HT	Avenants HT	Marché total HT
1	Fondations spéciales	Aquitaine Fondations Rénovation	42 000,00 €		42 000,00€
2	Gros œuvre / VRD	Bourdais	339 248,01€	5 513,25€	344 761,26€
3	Etanchéité	SMAC	71 354,97€	2 878,97€	74 233,94€
5	Peintures extérieures et intérieures	ASP CONCEPT	17 392,40€		17 392,40€
6	Menuiseries extérieures et intérieures	aluet SARL Pays d'Olmes Menuiseries	81 459,53€	7 342,62€	88 802,15€
7	Métallerie serrurerie	SARL Rodrigues	24 096,50€	- 1 075,00€	23 021,50€
9	Plâtrerie	SARL Lagrange Plâtrerie	38 799,10€		38 799,10€

10	Revêtements de sols et faïence	Art & Peinture 09	18 900,00€		18 900,00€
11	Électricité	SARL Belondrade Patrick	97 858,22€	- 868,08€	96 990,14€
12	Plomberie chauffage	ESGM	107 288,00€	- 4 150,00€	103 138,00€
13	Photovoltaïque	Fauché éco-énergies	86 000,00€	- 15 181,04€	70 818,96€

**Article 2 : APPROUVE** les travaux supplémentaires pour un montant total de :

		Attributaire	Marché initial HT	Avenants HT	Marché total HT
4	Bardage	SMAC	27 518,98€	7 512,30€	35 031,28€
8	Menuiseries intérieures	SARL Philippe Morère	17 847,50€	6 537,61€	24 385,11€

**Article 3 : PRÉCISE** que :

- L'ensemble des avenants (y compris pour travaux supplémentaires) s'élève à un montant total de 8 510,63 € HT, soit 10 212,76 € TTC.
- Le nouveau montant du marché public s'élève à 978 273,84 € HT, soit 1 173 928,61 € TTC.

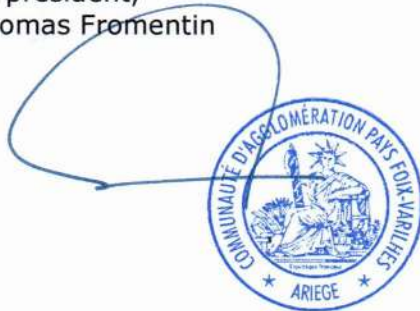
**Article 4 : AUTORISE** le président à signer lesdits avenants et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 5 : PRÉCISE** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS  
AVENANT N° 1

EXE10

**A - Identification du pouvoir adjudicateur**

**L'Agglo Foix-Varilhes**  
1 A Avenue du Général de Gaulle  
09000 FOIX

**B - Identification du titulaire du marché public**

**BOURDARIOS SASU**  
Adresse établissement : 6 Rue Henri Fabre – ZA du PIC – 09100 PAMIER  
Adresse siège social : 60 Boulevard de Thibaud – BP 48484 – 31084 TOULOUSE Cedex 1  
SIRET : 847 250 602 00038

**C - Objet du marché public**

■ **Objet du marché public:**

**Extension du Pôle de Services de la Communauté d'agglomération du Pays Foix-Varilhes**

**Lot 2 – Gros-Œuvre / VRD**

■ **Date de la notification du marché public :** 16/01/2023

■ **Durée d'exécution du marché public :** Selon planning d'exécution mis à jour, diffusé le 22/09/2023 et notifié par OS n°3.

■ **Montant initial du marché public :**

- **Taux de la TVA :** 20%
- **Montant HT :** 339 248,01 €
- **Montant TTC :** 407 097,61 €

**D - Objet de l'avenant****■ Modifications introduites par le présent avenant :**

## Prise en compte des FTM :

- N°1 Modification rejet EU/EV : 1 304,54 € HT
- N°5 Modification pour paroi vitrée crèche – réalisation de relevés béton : 1 106,06 € HT
- N°11 Modification habillage pierre soubassement coursive suite demande ABF : 3 102,65 € HT

**■ Incidence de l'avenant sur la durée du marché :**

L'avenant a une incidence sur la durée d'exécution du marché public :  
(Cocher la case correspondante.)

Non  Oui

Indiquer la durée supplémentaire éventuelle et à partir de quand elle s'applique (à l'OS, à la notification de l'avenant ?)

**■ Incidence financière de l'avenant :**

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :  
(Cocher la case correspondante.)

Non  Oui

## Montant de l'avenant :


- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 5 513,25 €
- Montant TTC : 6 615,90 €
- % d'écart introduit par l'avenant : + 1,63 %

## Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 344 761,26 €
- Montant TTC : 413 713,51 €



**E - Signature du titulaire du marché public**

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Bruno Goyhenec Chef de Secteur	Pamiers, le 26/10/2023.	

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

**F - Signature du pouvoir adjudicateur****Pour l'Etat et ses établissements :***(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)*

A : Foix, le 10/11/2023

Signature  
(représentant du pouvoir adjudicateur)Le Président,  
Thomas FROMENTIN

## G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

### ■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

### ■ En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)



### ■ En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS  
AVENANT N° 2

EXE10

**A - Identification du pouvoir adjudicateur**

L'Agglo Foix-Varilhes  
1 A Avenue du Général de Gaulle  
09000 FOIX

**B - Identification du titulaire du marché public**

SMAC  
84 RUE DE FENOUILLET  
BP 52036  
31017 TOULOUSE CEDEX 2

SIRET : 682 040 837 00374

**C - Objet du marché public**

■ **Objet du marché public:**

**Extension du Pôle de Services de la Communauté d'agglomération du Pays Foix-Varilhes**

**Lot 3 – Etanchéité**

■ **Date de la notification du marché public :** 25/07/2023

■ **Durée d'exécution du marché public :** Selon planning d'exécution mis à jour, diffusé le 22/09/2023 et notifié par OS n°3.

■ **Montant initial du marché public :**

▪ Taux de la TVA :	20%
▪ Montant HT :	71 354,97 €
▪ Montant TTC :	85 625,96 €

**D - Objet de l'avenant****■ Modifications introduites par le présent avenant :**

Prise en compte de la FTM n°5 – Modification pour paroi vitrée crèche  
Ouverture étanchéité existante et réalisation batardeau pour paroi vitrée :

2 878,97 € HT

**■ Incidence de l'avenant sur la durée du marché :**

L'avenant a une incidence sur la durée d'exécution du marché public :  
(Cocher la case correspondante.)

Non  Oui

Indiquer la durée supplémentaire éventuelle et à partir de quand elle s'applique (à l'OS, à la notification de l'avenant ?)

**■ Incidence financière de l'avenant :**

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :  
(Cocher la case correspondante.)

Non  Oui


**Montant de l'avenant :**

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 2 878,97 €
- Montant TTC : 3 454,76 €
- % d'écart introduit par l'avenant : + 4,03 %

**Nouveau montant du marché public :**

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 74 233,94 €
- Montant TTC : 89 080,73 €

**E - Signature du titulaire du marché public**

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
PALACIN Yannick chef d'Agence	Toulouse, le 27/10/23	 SMAC 84 Rue de Fenobillet BP 52036 31017 TOULOUSE CEDEX 2 Tel. 05 34 40 06 00 - Fax 05 34 40 06 11 SIRET : 662 040 837 00374

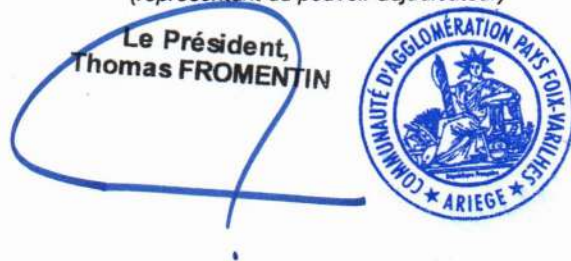
(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

**F - Signature du pouvoir adjudicateur**

Pour l'Etat et ses établissements :

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : Foix, le 10/11/2023

Signature  
(représentant du pouvoir adjudicateur)Le Président,  
Thomas FROMENTIN

**G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public**

**■ En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

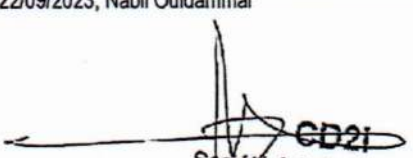
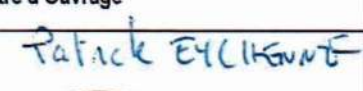

**■ En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :**

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)



**■ En cas de notification par voie électronique :**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

INTITULE DE L'OPERATION	Extension du pôle de services					
FICHE DE TRAVAUX MODIFICATIFS			N°05	Date : 22/09/2023		
MAÎTRE D'OUVRAGE	Communauté d'Agglomération Pays Foix Varilhes					
MAÎTRE d'ŒUVRE	Groupement BLAMM Architecture / CD2i - <u>Mandataire</u> : BLAMM Architecture					
NATURE DE LA MODIFICATION	<b>Objet : Modifications pour châssis vitrée crèche</b>					
	<p>Lot Gros-Œuvre : Afin de réaliser un support linéaire pour le châssis vitré, il a été nécessaire de prévoir un relevé béton, ancré dans la dalle existante, sur toute la longueur du châssis. Cette prestation n'était pas prévue au DCE.</p> <p>Lot Etanchéité : Afin de réaliser ce relevé béton, il est nécessaire de d'ouvrir l'étanchéité existante, de créer un batardeau de part et d'autre puis de refermer l'étanchéité en relevé sur la longrine béton.</p>					
LOT(S) CONCERNE(S)	N° LOT	INTITULE	TITULAIRE			
	02	GROS ŒUVRE	BOURDARIOS			
	03	ETANCHEITE	SMAC			
ORIGINE DU SUPPLEMENT OU DE LA MODIFICATION (cocher case 1, 2, 3, 4 ou 5)						
1	Modifications de la consistance du projet qui s'imposent au maître d'ouvrage : <u>ALEAS CHANTIER</u>					
2	Modifications de la consistance du projet résultant de modifications de programme ou de dispositions techniques demandées par le <u>MAITRE d'OUVRAGE</u>					
3	Modifications dans la consistance du projet apportées par le <u>MAÎTRE D'OEUVRE</u>					X
4	Modifications de la consistance du projet apportées par le <u>CONTRÔLEUR TECHNIQUE</u>					
5	Autres types de modifications (préciser)					
IMPACT FINANCIER	N° LOT	TITULAIRE	N° DEVIS	MONTANT € HT	%/marché	
	02	BOURDARIOS	PDS03 – 2023 007 YR du 28/08/2023	1 106,06	0,33	
	03	SMAC	MS/RB 23T062 du 12/09/2023	2 878,97	5,42	
	TOTAL IMPACT FINANCIER - € HT (et % p/r marché total)			3 985,03	0,41	
Maitrise d'Œuvre			Maître d'Ouvrage			
Le 22/09/2023, Nabil Ouldassar			Date, cachet & signature			
 <b>CD2i</b> Société à Action Simplifiée Au capital social de 7 622,45 € 13 rue André Villet - 31400 TOULOUSE RCS TOULOUSE - SIRET : 430 790 846 06028			27/9/23  			
<b>Pièces jointes</b> : Devis entreprises en Annexe						



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS  
AVENANT N° 1

EXE10

A - Identification du pouvoir adjudicateur

L'Agglo Foix-Varilhes  
1 A Avenue du Général de Gaulle  
09000 FOIX

B - Identification du titulaire du marché public

SMAC  
84 RUE DE FENOUILLET  
BP 52036  
31017 TOULOUSE CEDEX 2

SIRET : 682 040 837 00374

C - Objet du marché public

■ Objet du marché public:

Extension du Pôle de Services de la Communauté d'agglomération du Pays Foix-Varilhes

Lot 4 – Bardage

■ Date de la notification du marché public : 17/01/2023

■ Durée d'exécution du marché public : Selon planning d'exécution mis à jour, diffusé le 22/09/2023 et notifié par OS n°3.

■ Montant initial du marché public :

▪ Taux de la TVA :	20%
▪ Montant HT :	27 518,98 €
▪ Montant TTC :	33 022,78 €



**D - Objet de l'avenant****■ Modifications introduites par le présent avenant :**

## Prise en compte des FTM :

- n°4 – Couvertines côté rue : 3 212,30 € HT
- n°8 – Réalisation de la paroi faisant garde-corps : 4 300,00 € HT

**■ Incidence de l'avenant sur la durée du marché :**

L'avenant a une incidence sur la durée d'exécution du marché public :  
(Cocher la case correspondante.)

Non  Oui

Indiquer la durée supplémentaire éventuelle et à partir de quand elle s'applique (à l'OS, à la notification de l'avenant ?)

**■ Incidence financière de l'avenant :**

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :  
(Cocher la case correspondante.)

Non  Oui

## Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 7 512,30 €
- Montant TTC : 9 014,76 €
- % d'écart introduit par l'avenant : + 27,30 %

## Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 35 031,28 €
- Montant TTC : 42 037,54 €

**E - Signature du titulaire du marché public**

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
LABORDE Julien chargé d'Activité	Toulouse Le 26/10/23	 SMAC 84, Rue de Fenouillet BP 62036 31017 TOULOUSE CEDEX 2 Tel. 05 61 41 12 00 Fax 05 61 40 06 11 SIRET 682 040 837 00374

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

**F - Signature du pouvoir adjudicateur**

**Pour l'Etat et ses établissements :**

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : Foix, le 10/11/2023

Signature  
(représentant du pouvoir adjudicateur)

Le Président  
Thomas FROMENTIN




## G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

### ■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

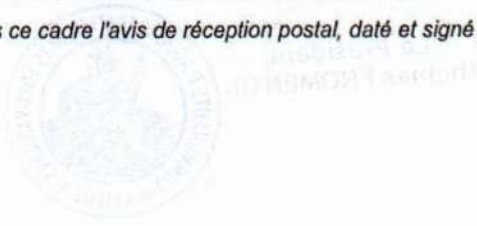
« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

### ■ En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)



### ■ En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS  
AVENANT N° 1

EXE10

**A - Identification du pouvoir adjudicateur**

L'Agglo Foix-Varilhes  
1 A Avenue du Général de Gaulle  
09000 FOIX

**B - Identification du titulaire du marché public**

SARL PAYS D'OLMES MENUISERIES  
1 CHEMIN SAINT PAYRE  
09600 LAROQUE D'OLMES

SIRET : 501 109 425 00022

**C - Objet du marché public**

■ Objet du marché public:

**Extension du Pôle de Services de la Communauté d'agglomération du Pays Foix-Varilhes**

**Lot 6 – Menuiseries aluminium**

■ Date de la notification du marché public : 16/01/2023

■ Durée d'exécution du marché public : Selon planning d'exécution mis à jour, diffusé le 22/09/2023 et notifié par OS n°3.

■ Montant initial du marché public :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 81 459,53 €
- Montant TTC : 97 751,44 €

**D - Objet de l'avenant****■ Modifications introduites par le présent avenant :**

Prise en compte de la FTM n°6 – Imposte paroi vitrée côté crèche :

7 342,62 € HT

**■ Incidence de l'avenant sur la durée du marché :**L'avenant a une incidence sur la durée d'exécution du marché public :  
(Cocher la case correspondante.) Non Oui

Indiquer la durée supplémentaire éventuelle et à partir de quand elle s'applique (à l'OS, à la notification de l'avenant ?)

**■ Incidence financière de l'avenant :**L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :  
(Cocher la case correspondante.) Non Oui**Montant de l'avenant :**

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 7 342,62 €
- Montant TTC : 8 811,14 €
- % d'écart introduit par l'avenant : + 9,01 %

**Nouveau montant du marché public :**

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 88 802,15 €
- Montant TTC : 106 562,58 €

**E - Signature du titulaire du marché public**

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
BISCAY Guillaume, chargé d'affaires	A Laroque d'olmes 26/10/23	<b>PAYS D'OLMES MENUISERIES</b> 1 Chemin Saint Peyre 09600 LAROQUE D'OLMES Tél : 05 61 60 06 44 SIRET : 501 109 425 00022 APE : 4332A

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

**F - Signature du pouvoir adjudicateur**

**Pour l'Etat et ses établissements :**

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : Foix, le 10/11/2023

Signature  
(représentant du pouvoir adjudicateur)

Le Président,  
Thomas FROMENTIN



## G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

### ■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

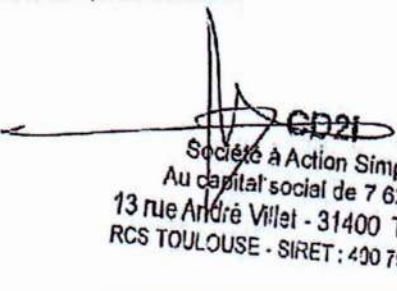


### ■ En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)



### ■ En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

INTITULE DE L'OPERATION	<b>Extension du pôle de services</b>				
<b>FICHE DE TRAVAUX MODIFICATIFS</b>			<b>N°06</b>	Date : 03/10/2023	
MAÎTRE D'OUVRAGE	Communauté d'Agglomération Pays Foix Varilhes				
MAÎTRE d'ŒUVRE	Groupement BLAMM Architecture / CD2i - Mandataire : BLAMM Architecture				
NATURE DE LA MODIFICATION	Objet : Impostes paroi vitrée				
	Demande du Maître d'Ouvrage de fermeture toute hauteur de la paroi vitrée côté crèche contre les risques d'intrusion.				
LOT(S) CONCERNE(S)	N° LOT	INTITULE	TITULAIRE		
	6	MENUISERIES ALUMINIUM	PAYS D'OLMES		
ORIGINE DU SUPPLEMENT OU DE LA MODIFICATION (cocher case 1, 2, 3, 4 ou 5)					
1	Modifications de la consistance du projet qui s'imposent au maître d'ouvrage : <u>ALEAS CHANTIER</u>				
2	Modifications de la consistance du projet résultant de modifications de programme ou de dispositions techniques demandées par le <u>MAÎTRE d'OUVRAGE</u>				X
3	Modifications dans la consistance du projet apportées par le <u>MAÎTRE D'ŒUVRE</u>				
4	Modifications de la consistance du projet apportées par le <u>CONTRÔLEUR TECHNIQUE</u>				
5	Autres types de modifications (préciser)				
IMPACT FINANCIER	N° LOT	TITULAIRE	N° DEVIS	MONTANT € HT	%/marché
	6	PAYS D'OLMES	DV 2 383	7 342,62	9,01 %
	<b>TOTAL IMPACT FINANCIER - € HT (et % p/r marché total)</b>			<b>7 342,62</b>	<b>0,77 %</b>
Maîtrise d'Œuvre			Maître d'Ouvrage		
Le 03/10/2023, Nabil Ouldammam   <b>CD2i</b> Société à Action Simplifiée Au capital social de 7 622,45 € 13 rue André Villet - 31400 TOULOUSE RCS TOULOUSE - SIRET : 430 790 846 00028			Date, cachet & signature 03/10/23   		
<b>Pièces jointes</b> : Devis entreprise en Annexe					



Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le 14/11/2023

ID : 009-200067791-20231108-2023\_DC\_164-DE



# PAYS D'OLMES MENUISERIES

1 Chemin Saint Peyre  
09600 LAROQUE D'OLMES  
Tél : 05 61 01 04 74

## DEVIS EN Euros

DEVIS VALABLE 2 MOIS

SIRET : 501 109 425 00022 - APE 454C



Communauté de communes du Pays de Foix Varilhes

1 Avenue du Général de Gaulle

09000 FOIX

FRANCE MÉTROPOLITAINE

Devis N° DV 2 383

Date : mercredi 13 septembre 2023

Référence	Désignation	Quantité	P.U. HT	Montant HT	TVA
REF	EXTENSION DU POLE SERVICE / AJOUT				
REF	MENUISERIES ALUMINIUM LAQUE GRIS ARGENT SATINEE Dormant sans ailes				
	Sous-total...				
AOF1D	Ensemble composée de 2 chassis fixes (850 x 1825) Vitrage 44.2/16ARG/44.2FE	1,00	923,18	923,18	3
POSE	Pose de l'ensemble composé	1,00	200,00	200,00	3
	Sous-total...			1 123,18	
AOF1D	Ensemble composée de 2 chassis fixes (850 x 2200) Vitrage 44.2/16ARG/44.2FE	2,00	1 029,77	2 059,54	3
POSE	Pose de l'ensemble composé	2,00	200,00	400,00	3
	Sous-total...			2 459,54	
AOF1D	Ensemble composée de 4 chassis fixes (850 x 3550) Vitrage 44.2/16ARG/44.2FE	2,00	1 679,95	3 359,90	3
POSE	Pose de l'ensemble composé	2,00	200,00	400,00	3
	Sous-total...			3 759,90	
			<b>Report :</b>	<b>7 342,62</b>	



## DEVIS EN Euros

**Devis N° DV 2 383**

**Date : mercredi 13 septembre 2023**

Référence	Désignation	Quantité	P.U. HT	Montant HT	TVA
	<p><b>PAYS D'OLMES MENUISERIES</b>                      1 Chemin Saint Peyre                      09600 LAROQUE D'OLMES                      Tél. : 05 61 60 06 44                      SIRET : 501 109 425 00022                      APE : 4332A</p>		<u>Report :</u>	<u>7 342,62</u>	

**Acompte de 30 % à la commande**

**Signature précédée de la mention "lu et approuvé" :**

Date :

Montant HT	TVA	Montant TVA
7 342,62	20,00	1 468,52
	5,50	
	10,00	

Total brut HT : 7 342,62

Remise :

**Net HT : 7 342,62**

Frais de port :

Escompte :

Total taxes : 1 468,52

Divers TTC :

Acompte :

Règlement reçu :

**NET A PAYER 8 811,14**



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS  
AVENANT N° 1

EXE10

**A - Identification du pouvoir adjudicateur**

**L'Agglo Foix-Varilhes**  
1 A Avenue du Général de Gaulle  
09000 FOIX

**B - Identification du titulaire du marché public**

**SARL RODRIGUES**  
11 rue du Mars 1962  
09000 FOIX

**SIRET : 448 672 667 00012**

**C - Objet du marché public**

■ **Objet du marché public:**

**Extension du Pôle de Services de la Communauté d'agglomération du Pays Foix-Varilhes**

**Lot 7 – Métallerie - Serrurerie**

■ **Date de la notification du marché public :** 16/01/2023

■ **Durée d'exécution du marché public :** Selon planning d'exécution mis à jour, diffusé le 22/09/2023 et notifié par OS n°3.

■ **Montant initial du marché public :**

▪ Taux de la TVA :	20%
▪ Montant HT :	24 096,50 €
▪ Montant TTC :	28 915,80 €

## D - Objet de l'avenant

### ■ Modifications introduites par le présent avenant :

Moins-value poste DPGF 3.1.3 Garde-corps GC2 remplacé par paroi SMAC (FTM n°8) : - 1 075,00 € HT

### ■ Incidence de l'avenant sur la durée du marché :

L'avenant a une incidence sur la durée d'exécution du marché public :  
(Cocher la case correspondante.)

Non  Oui

Indiquer la durée supplémentaire éventuelle et à partir de quand elle s'applique (à l'OS, à la notification de l'avenant ?)

### ■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :  
(Cocher la case correspondante.)

Non  Oui

### Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : - 1 075,00 €
- Montant TTC : - 1 290,00 €
- % d'écart introduit par l'avenant : - 4,46 %

### Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 23 021,50 €
- Montant TTC : 27 625,80 €

**E - Signature du titulaire du marché public**

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
RODRIGUES David gérant	Foix, le 26/10/23	METALLERIE - SERRURERIE - MENUISERIE ALU & PVC <b>SARL RODRIGUES</b> 11, rue du 19 Mars - ZI Labarre 09000 FOIX Tél. 05 61 02 22 47 - 05 61 65 69 11 Siret : 449 672 557 00012 - APE 4332B

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

**F - Signature du pouvoir adjudicateur**

**Pour l'Etat et ses établissements :**

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : Foix, le 10/11/2023

Signature  
(représentant du pouvoir adjudicateur)

Le Président,  
Thomas FROMENTIN



## G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

### ■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

### ■ En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)



### ■ En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)



**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES**  
**Direction des Affaires Juridiques**

**MARCHES PUBLICS**  
**AVENANT N° 1**

**EXE10**

**A - Identification du pouvoir adjudicateur**

**L'Agglo Foix-Varilhes**  
1 A Avenue du Général de Gaulle  
09000 FOIX

**B - Identification du titulaire du marché public**

**SARL PHILIPPE MORERE- MENUISERIE – AGENCEMENT**  
370 route du Col des Marrous – Gaynes  
09000 BENAC

**SIRET** : 493 537 781 00012

**C - Objet du marché public**

■ **Objet du marché public:**

**Extension du Pôle de Services de la Communauté d'agglomération du Pays Foix-Varilhes**

**Lot 8 – Menuiseries intérieures**

■ **Date de la notification du marché public :** 16/01/2023

■ **Durée d'exécution du marché public :** Selon planning d'exécution mis à jour, diffusé le 22/09/2023 et notifié par OS n°3.

■ **Montant initial du marché public :**

▪ Taux de la TVA :	20%
▪ Montant HT :	17 847,50 €
▪ Montant TTC :	21 417,00 €

**D - Objet de l'avenant****■ Modifications introduites par le présent avenant :****Prise en compte des FTM :**

- n°7 – Aménagement cuisine :
- n°12 – Gâche électrique pour porte intérieure de la salle de réunion

5 832,61 € HT  
705,00 € HT

**■ Incidence de l'avenant sur la durée du marché :****L'avenant a une incidence sur la durée d'exécution du marché public :***(Cocher la case correspondante.)*

Non  Oui

Indiquer la durée supplémentaire éventuelle et à partir de quand elle s'applique (à l'OS, à la notification de l'avenant ?)

**■ Incidence financière de l'avenant :****L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :***(Cocher la case correspondante.)*

Non  Oui

**Montant de l'avenant :**

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 6 537,61 €
- Montant TTC : 7 845,13 €
- % d'écart introduit par l'avenant : + 36,63 %

**Nouveau montant du marché public :**

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 24 385,11 €
- Montant TTC : 29 262,13 €



**E - Signature du titulaire du marché public**

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
MORERE PHILIPPE GERANT	BENAC de 9/11/2023	SARL <i>Philippe Morère</i> Menuiserie - Agencement 370 Route du Cill des Marrous - Gaynes - 09000 BENAC 05 61 02 80 12 - contact@morere-menuiseries.fr <small>SIRAT 413 537 781 00012 - APE 4332 A</small>

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

**F - Signature du pouvoir adjudicateur**

**Pour l'Etat et ses établissements :**

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : Foix, le 10/11/2023

Signature  
(représentant du pouvoir adjudicateur)

Le Président,  
Thomas FROMENTIN



**G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public**

■ **En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

■ **En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :**

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)



■ **En cas de notification par voie électronique :**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS  
AVENANT N° 1

EXE10

**A - Identification du pouvoir adjudicateur**

L'Agglo Foix-Varilhes  
1 A Avenue du Général de Gaulle  
09000 FOIX

**B - Identification du titulaire du marché public**

SARL BELONDRADE Patrick  
9 Rue Clément Ader  
09100 PAMIERIS

SIRET : 822 295 788 00027

**C - Objet du marché public**

■ **Objet du marché public :**

**Extension du Pôle de Services de la Communauté d'agglomération du Pays Foix-Varilhes**

**Lot 11 – Electricité CFO/cfa**

■ **Date de la notification du marché public :** 16/01/2023

■ **Durée d'exécution du marché public :** Selon planning d'exécution mis à jour, diffusé le 22/09/2023 et notifié par OS n°3.

■ **Montant initial du marché public :**

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 97 858,22 €
- Montant TTC : 117 429,86 €

**D - Objet de l'avenant**

## ■ Modifications introduites par le présent avenant :

## Prise en compte des FTM :

- n°3 – Modifications courants faibles : uniformisation des systèmes d'alarme intrusion, vidéosurveillance et contrôle d'accès avec l'existant - 1 819,06 € HT
- n°9 – Modification courants faibles : centrale incendie 950,98 € HT

## ■ Incidence de l'avenant sur la durée du marché :

L'avenant a une incidence sur la durée d'exécution du marché public :

(Cocher la case correspondante.)

 Non  Oui

Indiquer la durée supplémentaire éventuelle et à partir de quand elle s'applique (à l'OS, à la notification de l'avenant ?)

## ■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :

(Cocher la case correspondante.)

 Non  Oui

## Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : - 868,08 €
- Montant TTC : - 1 041,70 €
- % d'écart introduit par l'avenant : - 0,89 %

## Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 96 990,14 €
- Montant TTC : 116 388,17 €

**E - Signature du titulaire du marché public**

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Patrick Belondrade gerant	Pamiers le 26/10/2023	SARL PATRICK BELONDRADE ELECTRICITE GENERALE ET INDUSTRIEL CLIMATISATION ENERGIE RENOUVELABLE COMPTANT FAIBLES PENSÉES ALARME 9 RUE CLEMENCEAU 31000 PAMIER 06 88 24 10 05 34 02 14 75 pat.belondrade@gmail.com pat.belondrade@gmail.com Siret : 822 295 186 00027 Code NAF 4321A

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

**F - Signature du pouvoir adjudicateur****Pour l'Etat et ses établissements :**

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : Foix, le 10/11/2023.

Signature  
(représentant du pouvoir adjudicateur)Le Président,  
Thomas FROMENTIN

**G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public**

■ **En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

■ **En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :**

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)



■ **En cas de notification par voie électronique :**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS  
AVENANT N° 2

EXE10

**A - Identification du pouvoir adjudicateur**

Communauté d'Agglomération Pays Foix-Varilhes  
1 A Avenue du Général de Gaulle  
09000 FOIX

**B - Identification du titulaire du marché public**

ELECTRICITE INDUSTRIELLE JP FAUCHE SA

AGENCE ECO ENERGIES SUD OUEST  
11 ZA LOUIS BREGUET  
31700 CORNEBARRIEU

SIRET : 308 250 570 000329

**C - Objet du marché public**

■ Objet du marché public:

Extension du Pôle de Services de la Communauté d'agglomération du Pays Foix-Varilhes

Lot 13 - Photovoltaïque

■ Date de la notification du marché public : 11/05/2023

■ Durée d'exécution du marché public : Selon planning d'exécution mis à jour, diffusé le 22/09/2023 et notifié par OS n°3.

■ Montant initial du marché public :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 86 000,00 €
- Montant TTC : 103 200,00 €

## D - Objet de l'avenant

### ■ Modifications introduites par le présent avenant :

Prise en compte de la FTM n°10 – Modification raccordement électrique installation photovoltaïque :  
-15 181,04 € HT.

### ■ Incidence de l'avenant sur la durée du marché :

L'avenant a une incidence sur la durée d'exécution du marché public :  
(Cocher la case correspondante.)

Non  Oui

### ■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :  
(Cocher la case correspondante.)

Non  Oui

### Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : - 15 181,04 €
- Montant TTC : - 18 217,25 €
- % d'écart introduit par l'avenant : - 17,65 %

### Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 70 818,96 €
- Montant TTC : 84 982,75 €



**E - Signature du titulaire du marché public**

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
PATEBEX REMI RESPONSABLE D'AFFAIRES	TOULOUSE 09/11/2023	 E.J.P. FAUCHE AGENCE ECO-ENERGIES SUD-OUEST 11 ZA Louis Bréguet 31700 CORNEBARRIEU SIRET 308 250 970 00329

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

**F - Signature du pouvoir adjudicateur**

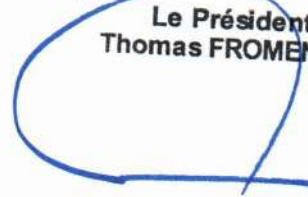
**Pour l'Etat et ses établissements :**

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : Foix, le 10/11/2023.

Signature  
(représentant du pouvoir adjudicateur)

**Le Président,  
Thomas FROMENTIN**




## G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

### ■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

### ■ En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)



### ■ En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS  
AVENANT N° 1

EXE10

A - Identification du pouvoir adjudicateur

L'Agglo Foix-Varilhes  
1 A Avenue du Général de Gaulle  
09000 FOIX

B - Identification du titulaire du marché public

ELECTRO SERVICE GAZ MAZOUT (ESGM)  
Rue du Crieu - ZA Gabriéfal - BP 30124  
09104 PAMIERS cedex

SIRET : 303 218 275 00038

C - Objet du marché public

■ Objet du marché public:

**Extension du Pôle de Services de la Communauté d'agglomération du Pays Foix-Varilhes**

**Lot 12 – Plomberie - Chauffage**

■ Date de la notification du marché public : 16/01/2023

■ Durée d'exécution du marché public : Selon planning d'exécution mis à jour, diffusé le 22/09/2023 et notifié par OS n°3.

■ Montant initial du marché public :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 107 288,00 €
- Montant TTC : 128 745,60 €

## D - Objet de l'avenant

### ■ Modifications introduites par le présent avenant :

Prise en compte de la FTM n°1 – Modification rejet EU/EV : - 1 130,00 € HT  
(selon DPGF article 4.3.1)

Moins-values sur postes du marché initial n'ayant pas fait l'objet de FTM :

- Décision du Maître d'Ouvrage de retirer la prestation « écran acoustique » : - 2 640,00 € HT
- Décision du Maître d'Ouvrage de retirer la prestation car un point d'eau existe déjà dans le local poubelle : - 380,00 € HT

### ■ Incidence de l'avenant sur la durée du marché :

L'avenant a une incidence sur la durée d'exécution du marché public :  
(Cocher la case correspondante.)

Non  Oui

Indiquer la durée supplémentaire éventuelle et à partir de quand elle s'applique (à l'OS, à la notification de l'avenant ?)

### ■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :  
(Cocher la case correspondante.)

Non  Oui

Montant de l'avenant :


- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : - 4 150,00 €
- Montant TTC : - 4 980,00 €
- % d'écart introduit par l'avenant : - 3,87 %

Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 103 138,00 €
- Montant TTC : 123 765,60 €



### E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
ROUGER Sébastien Conducteur Travaux	Pumiers, le 26/10/2023	 E.S.G.M SAS Rue du Crien ZA Gabriolat BP 30124 09100 PAMiers CEDEX ☎ 05 61 67 11 22 e-mail : esgm@esgm.fr

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

### F - Signature du pouvoir adjudicateur

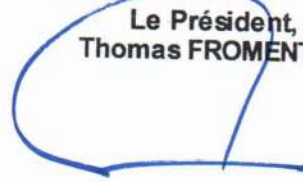
#### Pour l'Etat et ses établissements :

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : Foix, le 10/11/2023.

Signature  
(représentant du pouvoir adjudicateur)

**Le Président,  
Thomas FROMENTIN**



## G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

### ■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

### ■ En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)



### ■ En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 8 novembre 2023 à 18h30

**2023/165 Travaux / Extension du pôle de services de L'agglo à Foix - avenant n°1 au marché public de travaux n°2022/154 - lots n°3 et n°13 : modification du mois M0**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	46	8	54	54	0	0

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Cousa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Morgane Pommiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabillot (Crampagna), Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

**2023/165****Travaux / Extension du pôle de services de L'agglo à Foix - avenant n°1 au marché public de travaux n°2022/154 - lots n°3 et n°13 : modification du mois M0**

Rapporteur : Patrick Eychenne

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 03 « Transition énergétique et environnementale », l'objectif 34 « Entretien et valoriser le patrimoine intercommunal », action 82 « Créer des locaux administratifs dans la continuité du bâtiment du multi-accueil » ;

Vu la délibération n°2022/154 du 14 décembre 2022 portant attribuant du marché public de travaux pour l'extension du pôle de services de L'agglo Foix-Varilhes pour un montant de 865 552,24 € HT, soit 1 038 662,69 € TTC ;

Vu la délibération n°2023/058 du 5 avril 2023 relative à l'attribution du lot n°13 « photovoltaïque », déclaré infructueux lors de la consultation initiale et relancé, à la société Fauché éco-énergies pour un montant de 86 000 € HT, soit 103 200 € TTC ;

Vu la décision du président n°2023/076 du 25 juillet 2023 portant attribuant du lot n°3 « étanchéité » à l'entreprise SMAC pour un montant de 71 354,97 € HT, soit 85 625,96 € TTC, en lieu et place de la SARL Etanbat, dégagee de ses obligations contractuelles en raison de l'inobservation des clauses contractuelles et d'un défaut de commencement d'exécution ;

Considérant le mois M0 à prendre en compte pour le lot 3, juillet 2023 en lieu et place de celui prévu dans le CCAP, à savoir septembre 2022 ;

Considérant le mois M0 à prendre en compte pour le lot 13, janvier 2023 en lieu et place de celui prévu dans le CCAP, à savoir septembre 2022 ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : APPROUVE** la modification introduite par l'avenant n°1 définissant le mois M0 à prendre en compte pour le lot n°3 à savoir juillet 2023 et pour le lot n°13 à savoir janvier 2023 .

**Article 2 : AUTORISE** le président à signer lesdits avenants et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 3 : PRÉCISE** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin

*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*







MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS  
AVENANT N° 1

EXE10

A - Identification du pouvoir adjudicateur

Communauté d'Agglomération Pays Foix-Varilhes  
1 A Avenue du Général de Gaulle  
09000 FOIX

B - Identification du titulaire du marché public

ELECTRICITE INDUSTRIELLE JP FAUCHE SA

AGENCE ECO ENERGIES SUD OUEST  
11 ZA LOUIS BREGUET  
31700 CORNEBARRIEU

SIRET : 308 250 570 000329

C - Objet du marché public

■ Objet du marché public:

Extension du Pôle de Services de la Communauté d'agglomération du Pays Foix-Varilhes

Lot 13 - Photovoltaïque

■ Date de la notification du marché public : 11/05/2023

■ Durée d'exécution du marché public : 8 mois pour l'ensemble des lots à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer l'exécution du ou des premiers lots (OS émis et daté du 27/01/2023).

■ Montant initial du marché public :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 86 000,00 €
- Montant TTC : 103 200,00 €

## D - Objet de l'avenant

### ■ Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant a pour but de modifier le mois M0 prévu à l'article 3.3 du CCAP, pour le lot n°13 uniquement.

Le mois M0 initialement noté au CCAP est le suivant : Septembre 2022, soit pour le BT 47 = 121,4.

Le mois M0 à prendre en compte pour le lot 13 est le suivant : Janvier 2023 [lot relancé suite infructuosité de l'appel d'offres initial] , soit pour le BT 47 = 123.

### ■ Incidence de l'avenant sur la durée du marché :

L'avenant a une incidence sur la durée d'exécution du marché public :  
(Cocher la case correspondante.)

Non

Oui

### ■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :  
(Cocher la case correspondante.)

Non

Oui

**E - Signature du titulaire du marché public**

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Remi Palebex Resp d'affaires	28/03/23 TOULOUSE	(1) EI J.P. FAUCHE AGENCE ECO-ÉNERGIES SUD-OUEST 11 ZA Louis Bréguet 31700 CORNEBARRIEU SIRET 308 250 570 00329

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

**F - Signature du pouvoir adjudicateur**

Pour l'Etat et ses établissements :

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : Foix, le 14/11/2023

Signature  
(représentant du pouvoir adjudicateur)

Le président, Thomas Fromentin



(1) Avec prise en compte de l'OS n°3 avec date de réception au 02/01/2024

**G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public**

**■ En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

*« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »*

A ....., le .....

Signature du titulaire,

**■ En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :**

*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)*

**■ En cas de notification par voie électronique :**

*(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)*



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
Direction des Affaires Juridiques

**MARCHES PUBLICS**  
**AVENANT N° 1**

**EXE10**

**A - Identification du pouvoir adjudicateur**

Communauté d'Agglomération Pays Foix-Varilhes  
1 A Avenue du Général de Gaulle  
09000 FOIX

**B - Identification du titulaire du marché public**

SMAC  
84 RUE DE FENOUILLET  
BP 52036  
31017 TOULOUSE CEDEX 2

SIRET : 682 040 837 00374

**C - Objet du marché public**

■ **Objet du marché public:**

**Extension du Pôle de Services de la Communauté d'agglomération du Pays Foix-Varilhes**

**Lot 3 – Etanchéité**

■ **Date de la notification du marché public :** 25/07/2023

■ **Durée d'exécution du marché public :** Selon planning d'exécution diffusé le 22/09/2023 et notifié par OS n°3.

■ **Montant initial du marché public :**

- **Taux de la TVA :** 20%
- **Montant HT :** 71 354,97 €
- **Montant TTC :** 85 625,96 €

## D - Objet de l'avenant

### ■ Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant a pour but de modifier le mois M0 prévu à l'article 3.3 du CCAP, pour le lot n°3 uniquement.

Le mois M0 initialement noté au CCAP est le suivant : Septembre 2022, soit pour le BT 53 = 136,3.

Le mois M0 à prendre en compte pour le lot 3 est le suivant : Juillet 2023 [lot attribué en gré à gré suite à une défaillance de l'entreprise Etanbat] , soit pour le BT 53 = 135,4.

### ■ Incidence de l'avenant sur la durée du marché :

L'avenant a une incidence sur la durée d'exécution du marché public :  
(Cocher la case correspondante.)

Non

Oui


### ■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :  
(Cocher la case correspondante.)

Non

Oui

**E - Signature du titulaire du marché public**

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
PALACIN YANNICK. CHEF D'AGENCE	Toulouse le 14/11/23	 <b>SMAC</b> 84 Rue de Fenouillet BP 52236 31047 TOULOUSE CEDEX 2 Tel. 05 34 40 06 00 - Fax 05 34 40 06 11 SIRET 682 040 837 00374

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

**F - Signature du pouvoir adjudicateur**

**Pour l'Etat et ses établissements :**

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : Foix, le 14/11/2023

Signature  
(représentant du pouvoir adjudicateur)

**Le Président,  
Thomas FROMENTIN**



## G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

### ■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

### ■ En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

### ■ En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 8 novembre 2023 à 18h30

**2023/166 Habitat / Aide financière attribuée à l'office public de l'habitat de l'Ariège pour la production de douze logements locatifs sociaux - rue du Rival à Foix**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	46	8	54	54	0	0

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Morgane Pommiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabillot (Crampagna), Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

**2023/166****Habitat / Aide financière attribuée à l'office public de l'habitat de l'Ariège pour la production de douze logements locatifs sociaux - rue du Rival à Foix**

Rapporteur : Jean-Paul Alba

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L5216-5 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2019/138 du 11 décembre 2019 relative à l'adoption du programme local de l'habitat (PLH) de L'agglo Pays Foix-Varilhes (2020-2025) ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2020/154 du 16 décembre 2020 relative au règlement d'attribution des aides financières en faveur du développement de l'offre locative sociale publique et de l'offre en accession sociale à la propriété ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant Agglo 2026, un projet pour notre territoire, et notamment l'axe 04 « Cohésion et solidarités territoriales », objectif 45 « Favoriser une production de logements adaptés au renforcement de l'attractivité résidentielle, en veillant aux équilibres sociaux et en répondant aux besoins spécifiques » - action 102 « soutenir la production de logements sociaux publics » ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2023/050 du 5 avril 2023 relative aux autorisations de programme et crédits de paiement approuvant l'AP/CP n°4 « habitat-aides à la pierre » ;

Considérant le programme d'actions thématique du programme local de l'habitat, notamment l'action 2.1 qui précise que L'agglo Foix-Varilhes s'engage à attribuer une aide financière au bailleur social pour le développement de l'offre locative sociale publique ;

Considérant la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain de Foix centre ancien cofinancé par l'agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru) dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) ;

Considérant que, conformément au règlement d'attribution des aides financières en faveur du développement de l'offre locative sociale publique et de l'offre en accession sociale à la propriété de L'agglo Foix-Varilhes, ces aides sont apportées à hauteur de 10.000 € par logement en quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) de Foix ;

Considérant le courrier de l'office public de l'habitat de l'Ariège en date du 4 mai 2023 sollicitant L'agglo Foix-Varilhes pour une aide financière à apporter sur le projet de construction de douze logements locatifs sociaux en R+3 composés d'un T1, de quatre T2 et de sept T3 accessibles personnes à mobilité réduite pour une surface totale de 739m<sup>2</sup> au cœur du QPV de Foix, rue du Rival ;

Considérant que ce projet répond à la nécessité de résorption d'une succession de trois immeubles vacants, frappés d'insalubrité irrémédiable ou dangereux (arrêté de péril), qu'il fait suite à la déconstruction par l'établissement public foncier d'Occitanie desdits immeubles en 2022, que la reconstruction dont le permis de construire a été accordé, prend en compte les particularités architecturales de cette rue médiévale de Foix et a reçu un avis favorable de l'architecte des bâtiments de France ;

Considérant que ce projet vise à proposer un habitat de qualité répondant aux problématiques foncières et démographique du cœur de ville, afin de favoriser la mixité sociale et le retour des familles et des actifs en quartier prioritaire de la ville ;

Considérant que le coût global de l'opération est fixé à 2 822 050 € TTC et dont le financement se déclinera comme suit : 1 516 108 € de subventions, 1 077 942 € de prêts et 228 000€ de fonds propres ;

Considérant qu'en complément des aides apportées par le bloc local (commune, L'agglo, Département, Région), ce projet est lauréat du fonds friche à hauteur de 500 000 €, d'une subvention de résorption de l'habitat indigne de l'Anah et a obtenu le soutien d'Action logement dans le cadre du programme « action cœur de ville » ;

Considérant que le chantier démarre au second semestre 2023 et que le calendrier prévisionnel de réalisation des travaux prévoit une réception des travaux mi 2025.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : PREND ACTE** du projet transmis par l'office public de l'habitat de l'Ariège ci-annexé.

**Article 2 : ATTRIBUE** une subvention de 120 000 € (10 000€ x 12 logements) à l'Office public de l'habitat de l'Ariège, à réception des travaux.

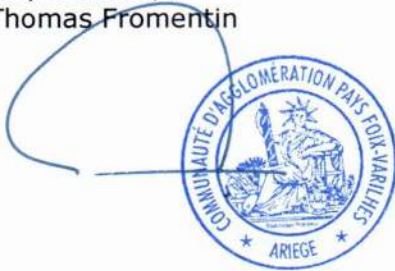
**Article 3 : PRÉCISE** que la dépense est imputée à l'autorisation de programme n°4.

**Article 4 : AUTORISE** le président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

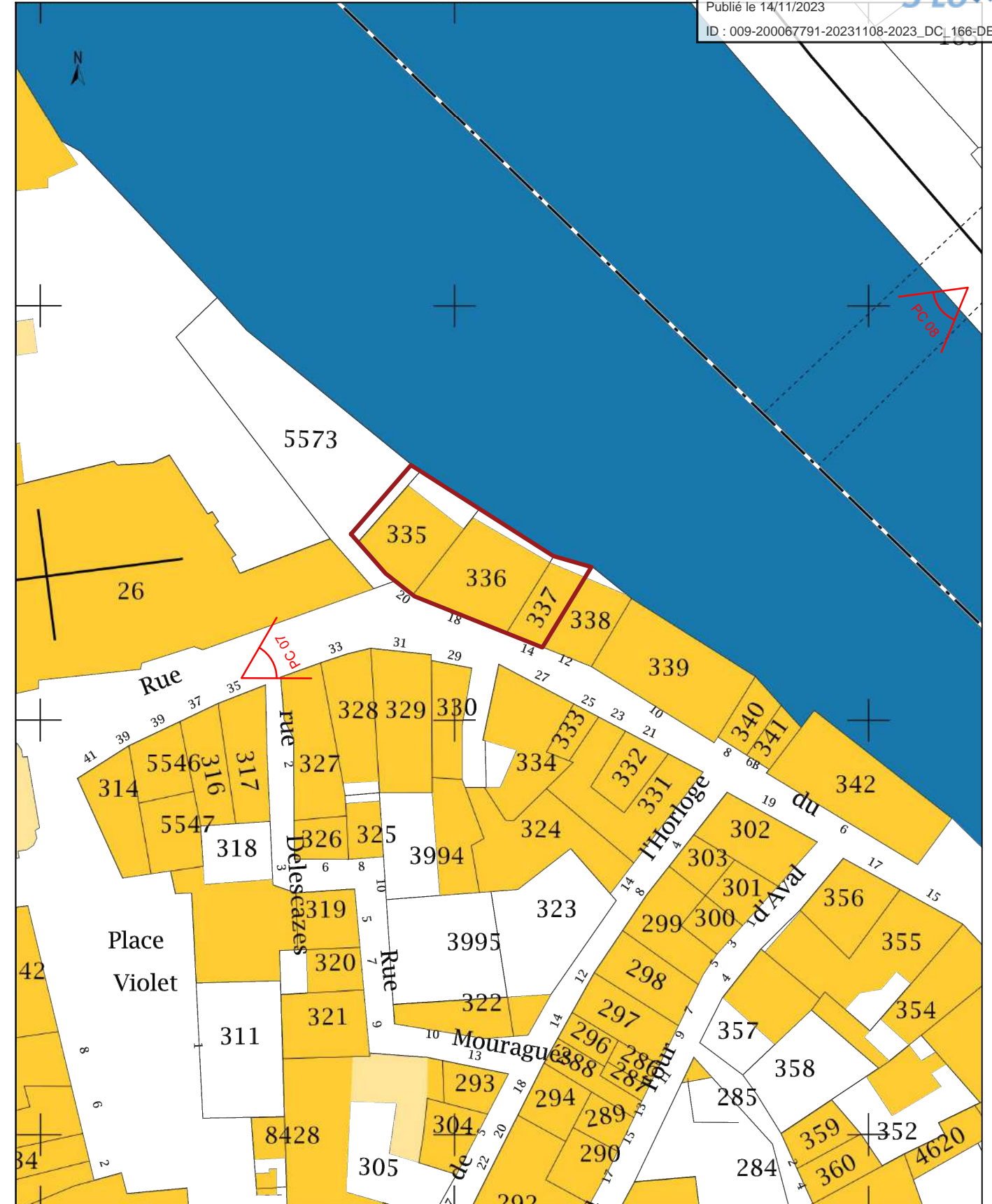
Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*



**MAITRISE D'OUVRAGE**  
OPH Ariège  
23bis Avenue de Ferrieres,  
09002 FOIX

**PARCELLES CONCERNEES PAR LA DEMANDE :**  
000 C 335, 000 C 336, 000 C 337  
+ 000 C 5573 (15m<sup>2</sup>)

**Superficie terrain :** 324 m<sup>2</sup>

**ADRESSE :** 14-16-18-20 rue du Rival, 09000 FOIX

**PLU :** Zone U1 : Zone urbaine - centre ville historique

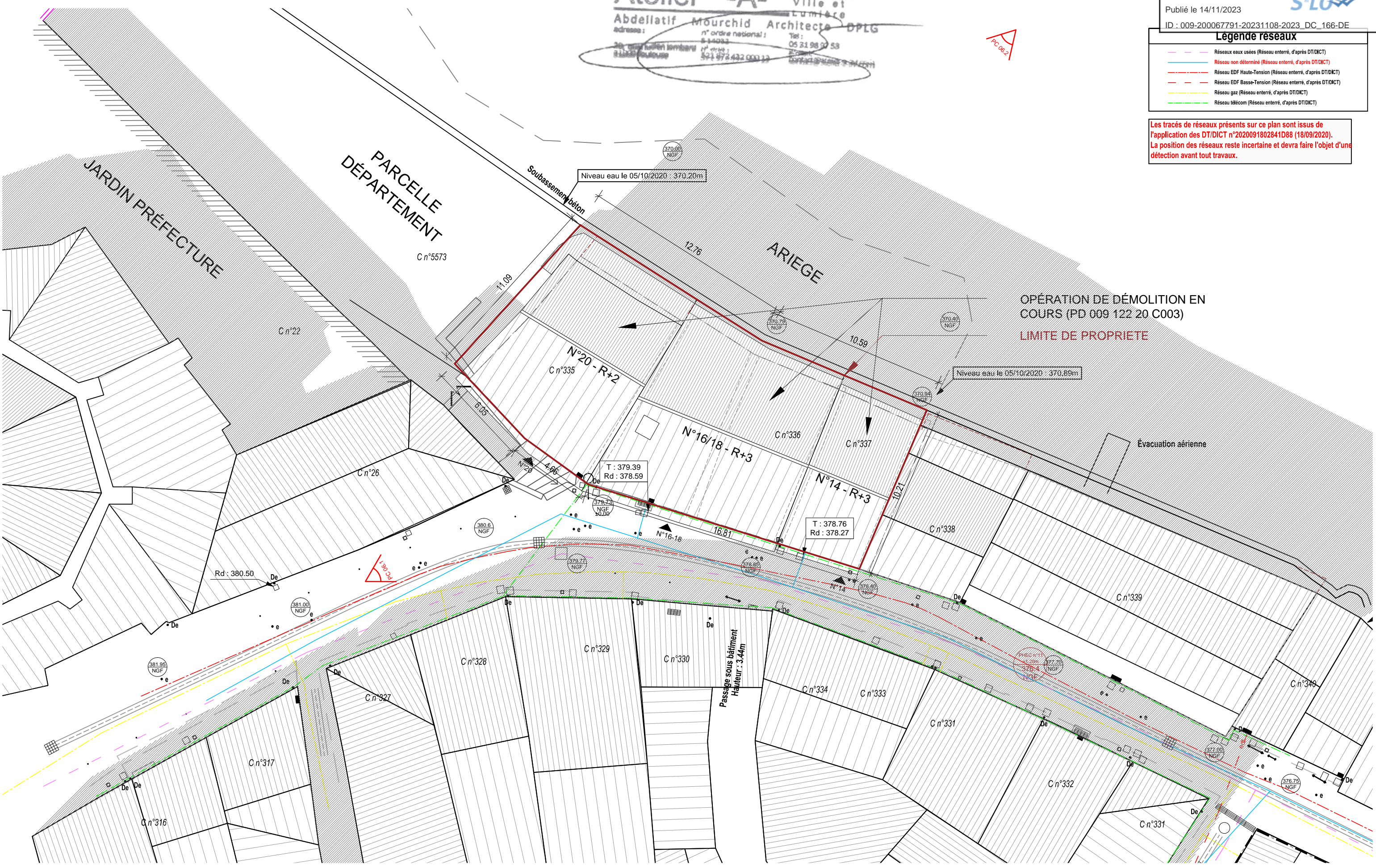
**Atelier -A-** Architecture  
Ville et  
Lumière  
Abdellatif Mourchid Architecte DPLG  
adresse : 20 quai Lucien Lombard  
81000 Toulouse  
n° ordre national : 514032  
n° carte : 521 972 432 000 33  
Tel : 05 31 98 07 53  
E-mail : contact@atelier-a.com



Legende réseaux

- Réseaux eaux usées (Réseau enterré, d'après DT/DICT)
- Réseau non déterminé (Réseau enterré, d'après DT/DICT)
- Réseau EDF Haute-Tension (Réseau enterré, d'après DT/DICT)
- Réseau EDF Basse-Tension (Réseau enterré, d'après DT/DICT)
- Réseau gaz (Réseau enterré, d'après DT/DICT)
- Réseau télécom (Réseau enterré, d'après DT/DICT)

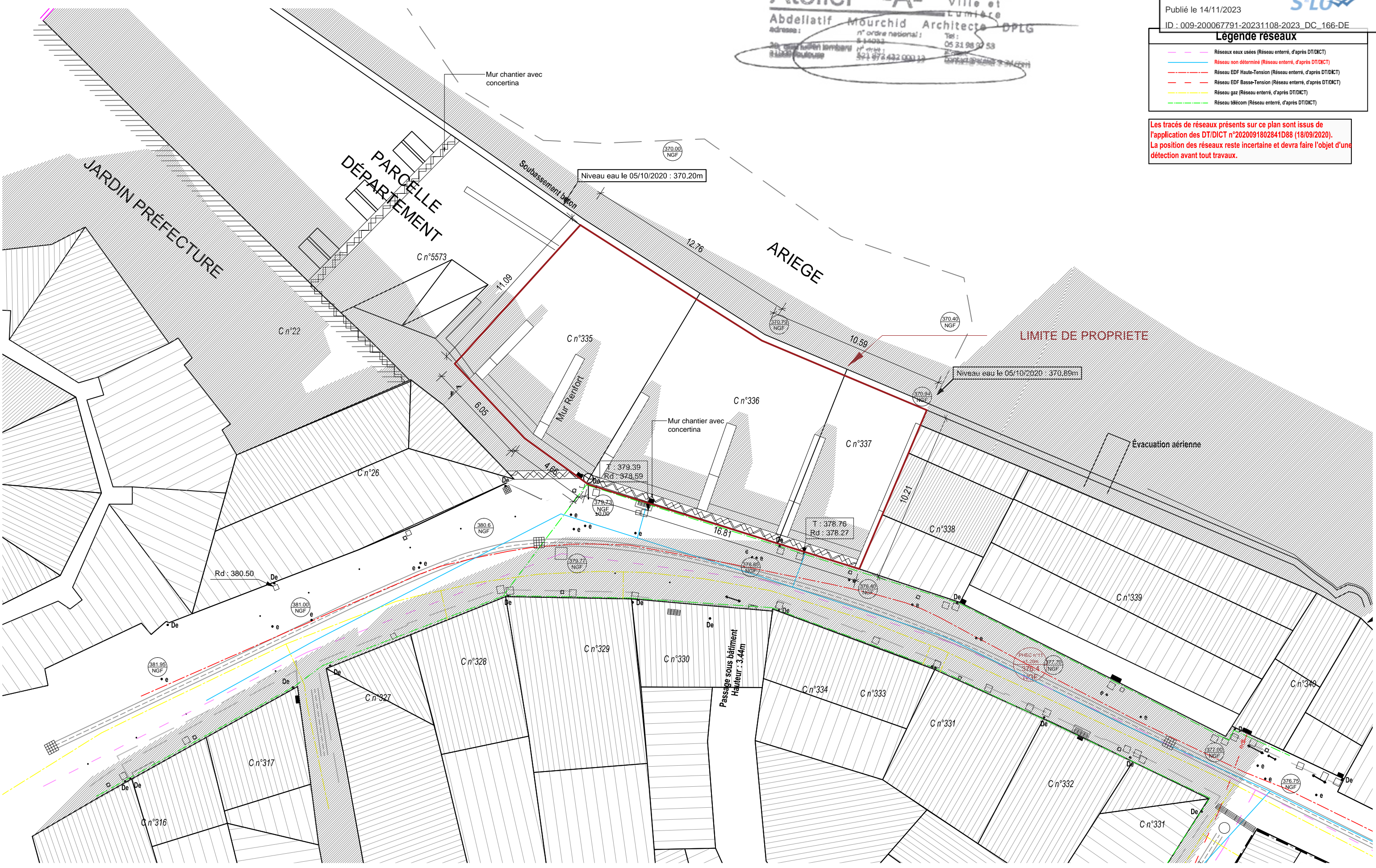
Les tracés de réseaux présents sur ce plan sont issus de l'application des DT/DICT n°2020091802841D88 (18/09/2020). La position des réseaux reste incertaine et devra faire l'objet d'une détection avant tout travaux.



**Légende réseaux**

	Réseaux eaux usées (Réseau enterré, d'après DT/DICT)
	Réseau non déterminé (Réseau enterré, d'après DT/DICT)
	Réseau EDF Haute-Tension (Réseau enterré, d'après DT/DICT)
	Réseau EDF Basse-Tension (Réseau enterré, d'après DT/DICT)
	Réseau gaz (Réseau enterré, d'après DT/DICT)
	Réseau télécom (Réseau enterré, d'après DT/DICT)

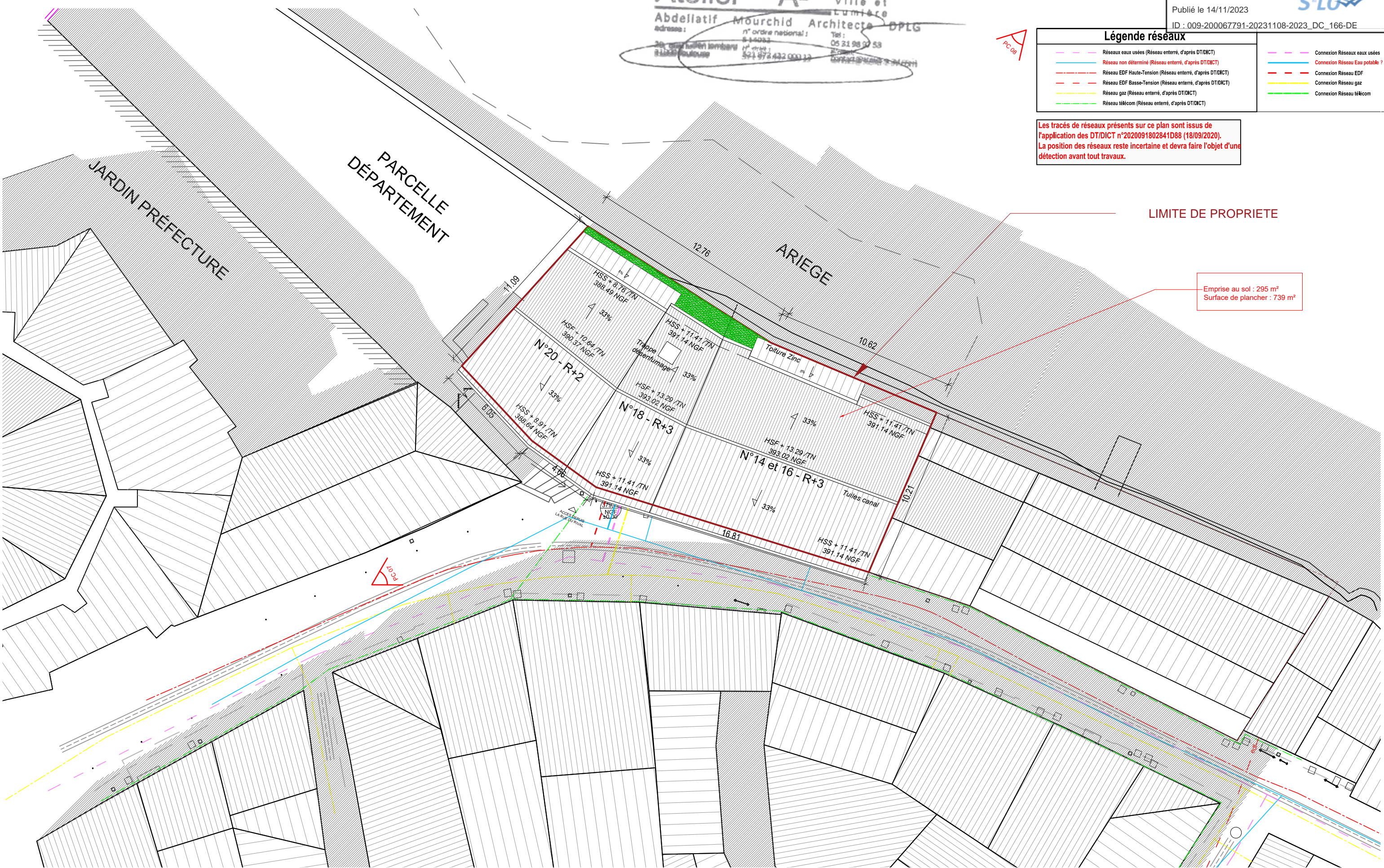
Les tracés de réseaux présents sur ce plan sont issus de l'application des DT/DICT n°2020091802841D88 (18/09/2020). La position des réseaux reste incertaine et devra faire l'objet d'une détection avant tout travaux.





Légende réseaux	
— Réseaux eaux usées (Réseau enterré, d'après DT/DICT)	— Connexion Réseau eaux usées
— Réseau non déterminé (Réseau enterré, d'après DT/DICT)	— Connexion Réseau Eau potable ?
— Réseau EDF Haute-Tension (Réseau enterré, d'après DT/DICT)	— Connexion Réseau EDF
— Réseau EDF Basse-Tension (Réseau enterré, d'après DT/DICT)	— Connexion Réseau gaz
— Réseau gaz (Réseau enterré, d'après DT/DICT)	— Connexion Réseau Télécom
— Réseau télécom (Réseau enterré, d'après DT/DICT)	

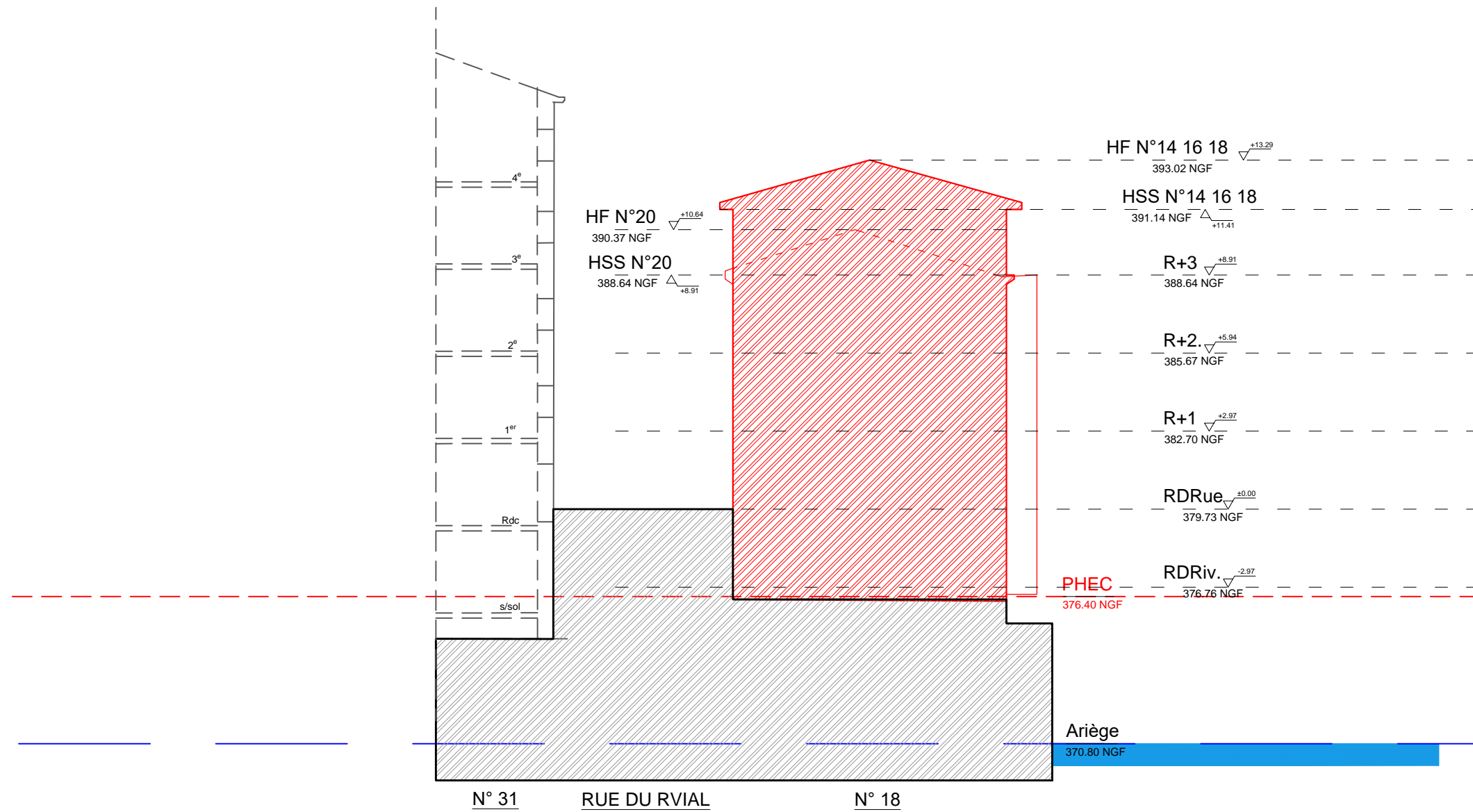
Les tracés de réseaux présents sur ce plan sont issus de l'application des DT/DICT n°2020091802841D88 (18/09/2020). La position des réseaux reste incertaine et devra faire l'objet d'une détection avant tout travaux.



LIMITE DE PROPRIETE

Emprise au sol : 295 m<sup>2</sup>  
 Surface de plancher : 739 m<sup>2</sup>





**Atelier -A- Architecture**  
 Ville et Lumière  
 DPLG  
 Abdellatif Mourchid Architecte  
 adresse : 20 quai Lucien Lombard  
 31000 Toulouse  
 n° ordre national : 5-14032  
 n° ordre : 521974432 00013  
 Tél : 05 31 98 07 53  
 E-mail : contact@atelier-a.com



# PROJET DE CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX FOIX (09000)



## PC4.

### Notice descriptive

Décembre 2021

Maîtrise d'oeuvre :



Maîtrise d'ouvrage :



Envoyé en préfecture le 14/11/2023  
Reçu en préfecture le 14/11/2023  
Publié le 14/11/2023  
ID : 009-200067791-20231108-2023\_DC\_166-DE



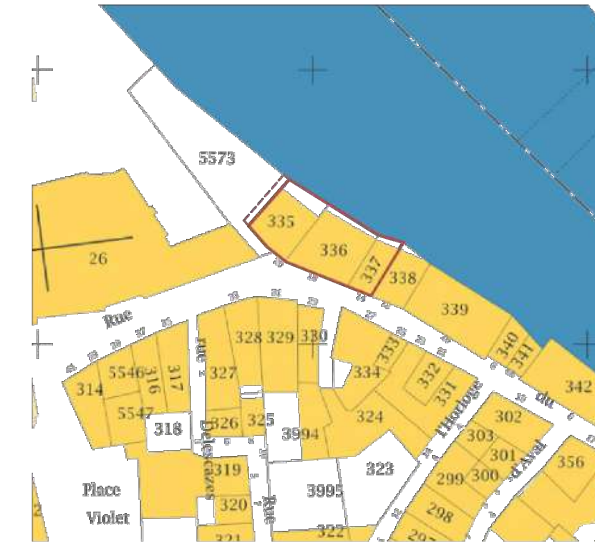
PC4. | Notice descriptive

### 1. Présentation de l'état initial du terrain et ses abords

Le projet se situe sur la commune de Foix (09000), dans le centre ancien, entre la rue Rival et le bord de l'Ariège.

Le projet est lié à un **permis de démolir déposé en mairie le 31 mars 2021 (PD 009 122 20 C003)**

Il s'agit d'un terrain de 324m<sup>2</sup>, composée d'un ensemble de quatre parcelles :  
000 section C - 335 / 336 / 337 + 15m<sup>2</sup> sur la parcelle 5573



La rue du Rival qui borde le projet côté sud est en pente.

L'entrée du logement se fera à la côte NGF +379.73

Au nord, l'Ariège longe le terrain, en contrebas du projet (un mur de soutènement existant sert de limite à la parcelle, celui-ci sera restauré).

A l'ouest, on retrouve un terrain appartenant au département et les jardins de la Préfecture.

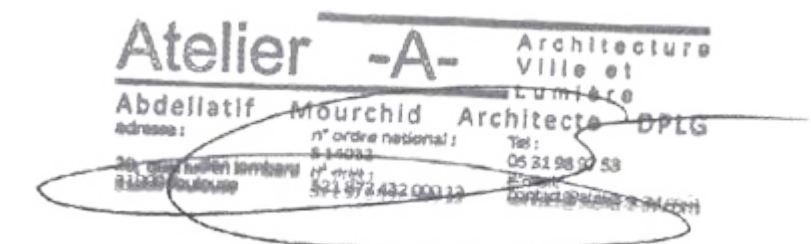
A l'est, la limite de parcelle est définie par un mur mitoyen du n°12 rue Rival. Le projet se mettra en limite tout en se détachant grâce à un double-mur / joint de dilatation.

Le terrain sera vide au commencement des travaux.

Il n'y a pas d'arbres sur la parcelle.

Le terrain a été borné par un géomètre. Un deuxième bornage sera effectué à la fin de la démolition.

L'unité foncière est en zone U1 du PLU (zone urbaine à caractère d'habitat ancien correspondant au centre-ville historique ; les constructions sont édifiées en ordre continu et à l'alignement)



## 2. Présentation du projet

### A) Objet de l'opération

L'opération consiste en la construction de 12 logements sociaux en R+3 (avec un rez-de-rue et un rez-de-rivière) suite à la démolition des bâtiments aux 14, 16, 18, 20 rue Rival. Il s'agit d'une reconstruction.

Répartition des logements :

1 T1 / 4 T2 / 7 T3 = 12 logements accessibles PMR au total

*extrait PLU - zone U1 : « La hauteur des constructions à l'égout du toit sera comprise entre les hauteurs de l'égout des immeubles voisins. S'il n'y a pas de construction à proximité, elle ne pourra excéder 12m. »*

*«La reconstruction de bâtiments existants est autorisée à sa hauteur initiale avant sinistre ou démolition.»*

La hauteur maximale à la sablière est de 11.41 mètres.

L'accès principal est unique et permet de desservir tous les logements.

La surface de plancher totale est de **739m<sup>2</sup>**.

L'emprise au sol est de **295m<sup>2</sup>**.

### B) Implantation du projet sur le site

Le bâtiment se situe dans le centre-ancien de Foix. Il reprend donc au plus près la même implantation qu'avant la démolition, afin de respecter au mieux l'histoire du site, les alignements sur rue, la composition, etc.

#### INTENTION 1 : Respecter l'histoire du site

- > implantation à l'alignement, dans la continuité de la rue
- > même implantation du bâtiment qu'avant la démolition
- > travail de composition des façades

#### INTENTION 2 : Une bonne orientation

- > pièces de vie ouverte sur l'Ariège
- > pièces de nuit sur rue

#### INTENTION 3 : Créer de l'intimité

- > composition des façades : tasseaux verticaux en alu (teinte bois) permettant d'intimiser les logements

### C) Le projet

La volumétrie retenue pour l'opération reprend la volumétrie du passé.

Les hauteurs sont également identiques et permettent de souligner la présence du château avec une volumétrie en cascade.

Les toitures sont identiques à l'écriture du centre-ville, à deux pentes et en tuiles canal.

Les toitures des loggias en saillie sur la façade côté Ariège sont en toiture zinc (teinte tuiles) avec un chéneau intégré.

Le socle côté Ariège sera maintenu et restauré (rejointé). Il est actuellement constitué de pierres de blocage, moellons équarri et galets de rivière, hourdés au mortier de chaux, recouvert par des enduits et mortiers.

La trame verticale en façade sera conservée et marquée par un travail de retraits et de redans.



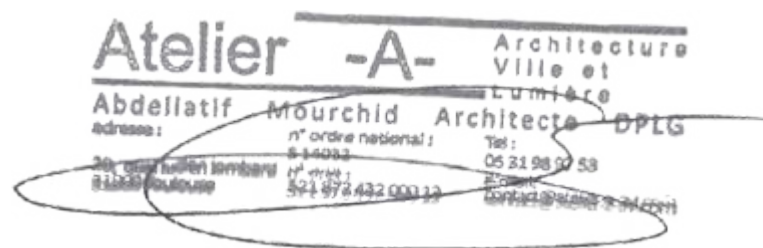
Conserver la volumétrie générale de l'îlot pour préserver la perception que l'on a de l'abbatiale et celle des toitures en secondes lignes.



Asseoir la composition de l'îlot par un socle en pierre commun, restauré.



Conserver le rythme dans la composition de façades.



L'immeuble est composé d'une bande servante traversante de la rue à la rivière comprenant l'escalier, l'ascenseur et les espaces communs. Cela permet d'apporter un maximum de lumière dès l'entrée de l'immeuble.

Elle dessert de chaque côté les appartements, conçus de manière à être un maximum traversants, pour favoriser une ventilation naturelle.

Tous les espaces sont éclairés de manière naturelle.

L'écriture des façades a été travaillée afin de respecter au mieux l'histoire et l'architecture patrimoniale de Foix.

La trace du parcellaire ancien sera retrouvée grâce à des éléments en pierre verticaux. Le socle et l'attique se distingueront en terme d'écriture.

Les menuiseries participent à l'harmonie de la façade. Elles sont verticales, possèdent un encadrement de 15/17cm et se réduisent en hauteur au fur et à mesure que l'on augmente de niveaux.

Le projet sera composé de loggias sur les espaces de vie, intimisées grâce à une double peau.

#### D) Matériaux

(cf. notice complémentaire Patrimoine)

Le projet se veut respectueux de l'existant et de l'environnement.

Suite aux échanges avec l'architecte des bâtiments de France, le choix des teintes d'enduits talochées à la chaux s'est arrêté sur des tons pierre et sable, c'est-à-dire des teintes naturelles (gamme Parex Lanko minéral - jaune pâle J20 RAL 1015 - blanc cassé G20 gamme 9001), s'harmonisant au maximum avec les tonalités du contexte.

Côté rivière, les cadres des loggias en saillis, ainsi que les pignons, seront en béton teinté dans la masse (béton Cemex ou Lafarge, teinte ocre rocheux).

Les menuiseries seront différentes de chaque côté du projet en terme de matérialité mais resteront identiques au niveau des couleurs.

Côté rue du Rival, les menuiseries seront en bois. Sur la trame 20, les volets seront à battants, en bois, tandis que sur la trame 14-16, il y aura des brises-soleil orientables (sans coffre apparent).

Les menuiseries côté Ariège seront en alu teinte bois, avec brise-soleils orientables intégrés.

On trouve deux types de garde-corps sur le projet. Sur les menuiseries, il y aura des gardes-corps composés de lisses verticales teinte bois.

Sur les loggias, un garde-corps micro-perforé permettra une semi-transparence.

La double peau des loggias sera composée de tasseaux alu teinte bois venant accentuer la verticalité du bâtiment et l'intimisation des loggias.

#### E) Aménagement paysager

Il s'agit d'une reconstruction.

Le bâtiment reprend l'implantation des bâtiments existants et démolis.

Il n'y a donc pas d'espaces verts sur cette parcelle.

Toutefois, une attention particulière sera portée à la vue côté Ariège, et des éléments paysagers seront intégrés en haut du mur de soutènement en pierre.

#### F) Stationnement, accès et réseaux

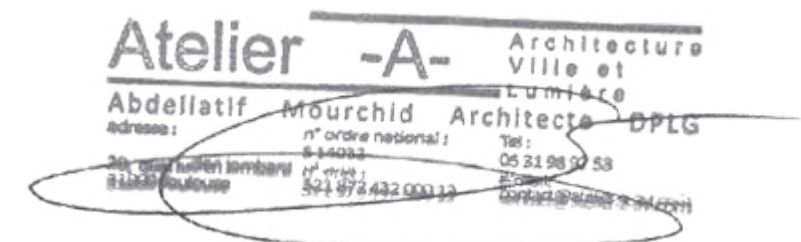
L'accès à la parcelle se fait depuis la rue Rival. Les habitants rentreront par un SAS extérieur comprenant les boîtes aux lettres des logements. La trame de l'entrée aura une écriture architecturale différente afin de la distinguer et reprendra le principe des tasseaux verticaux.

S'agissant de logements sociaux, il n'y aura pas de places de stationnement.

extrait PLU - zone U1 : « Il n'est pas exigé de place de stationnement pour le logement social »

Un grand local vélo est prévu au rez-de-rue, accessibles depuis les espaces communs.

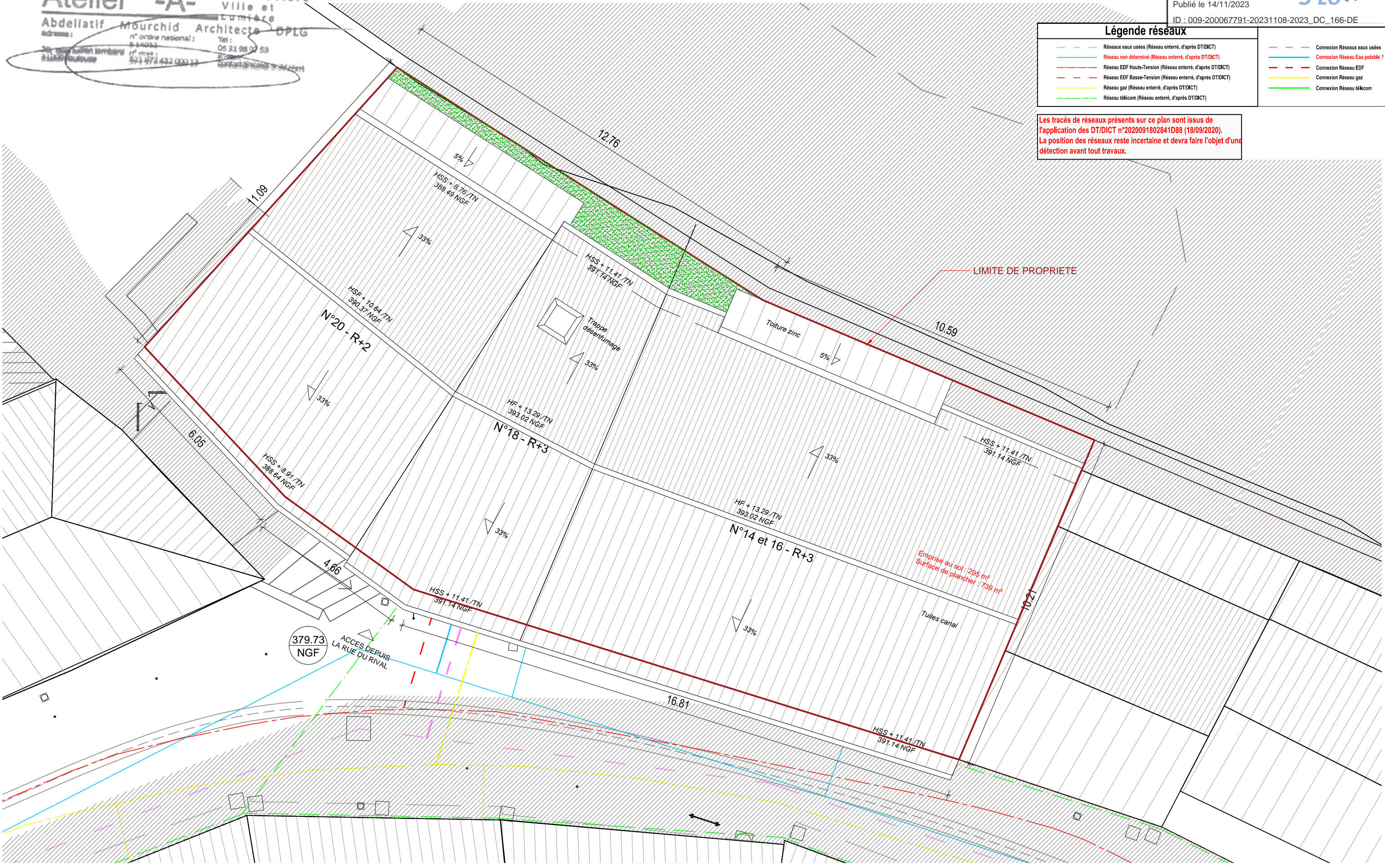
Les maisons seront reliées aux réseaux publics existants (réseaux AEP, EP, gaz, électricité et télécom).



**Légende réseaux**

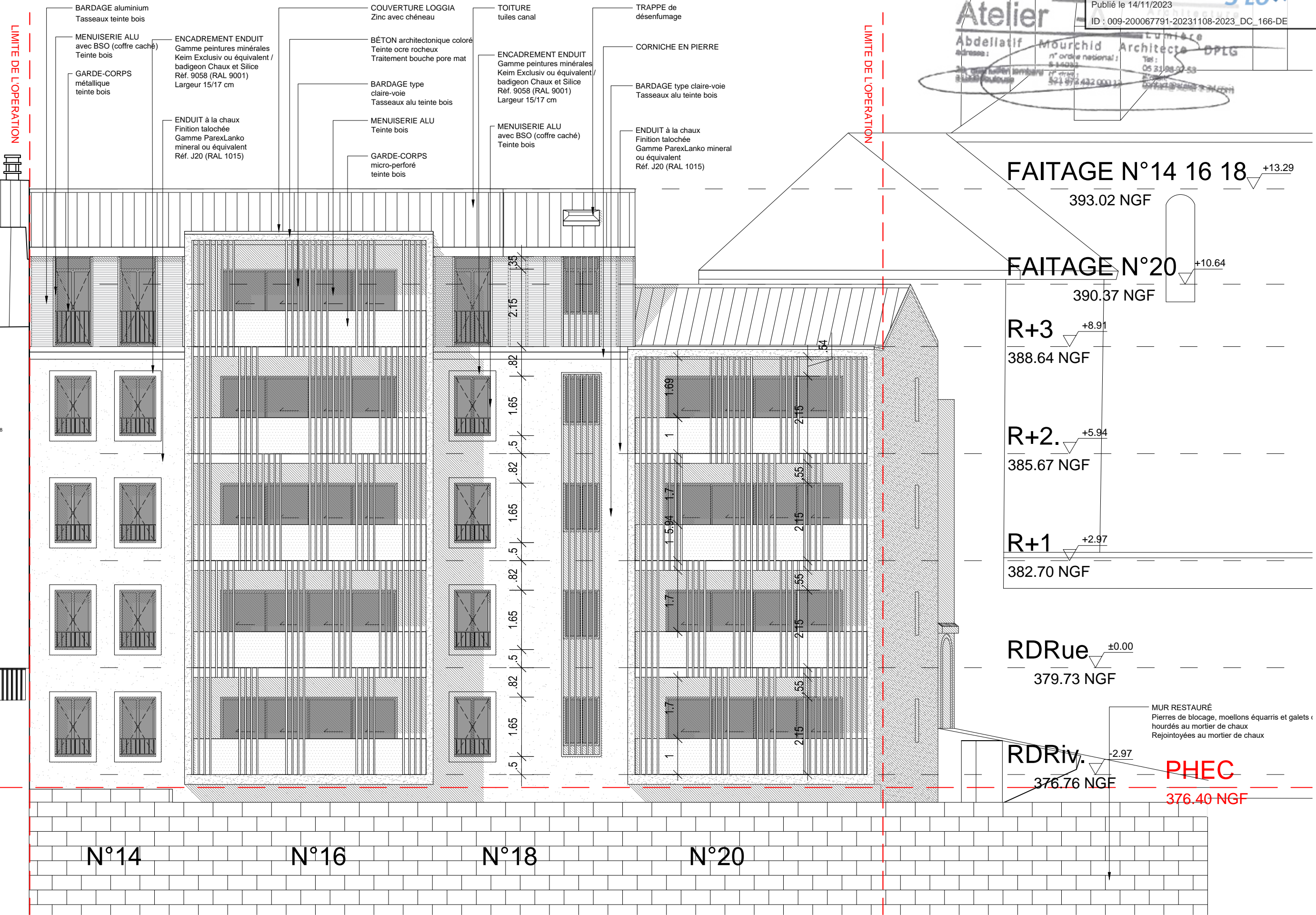
	Réseaux eaux usées (Réseau enterré, d'après DT/DICT)		Connexion Réseaux eaux usées
	Réseaux non déterminés (Réseau enterré, d'après DT/DICT)		Connexion Réseau Eau potable ?
	Réseau EDF Haute-Tension (Réseau enterré, d'après DT/DICT)		Connexion Réseau EDF
	Réseau EDF Basse-Tension (Réseau enterré, d'après DT/DICT)		Connexion Réseau gaz
	Réseau gaz (Réseau enterré, d'après DT/DICT)		Connexion Réseau Télécom
	Réseau télécom (Réseau enterré, d'après DT/DICT)		

Les tracés de réseaux présents sur ce plan sont issus de l'application des DT/DICT n°2020091802841D88 (18/09/2020). La position des réseaux reste incertaine et devra faire l'objet d'une détection avant tout travaux.

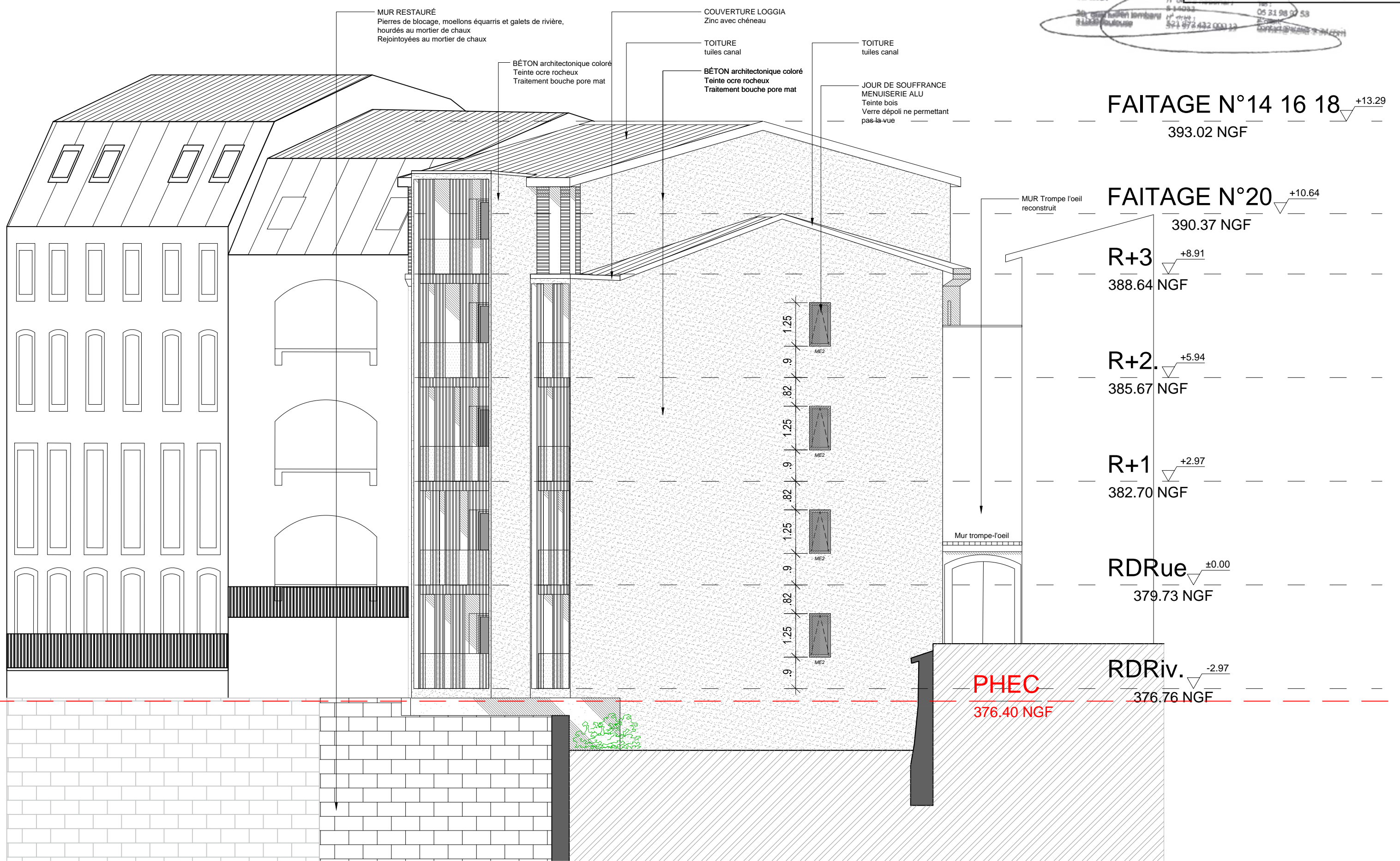




**Atelier**  
 Abdellatif Mourchid Architecte DPLG  
 Adresse : 23bis Avenue de Ferrières 09002 Foix  
 N° ordre national : 5-14002  
 Tél : 05 21 98 72 53  
 Email : atelier@ville-et-lumiere.fr



Pour le choix des teintes, des échantillons significatifs seront réalisés pendant les périodes de préparation et présentés à l'architecte des bâtiments de France



Des échantillons significatifs seront réalisés pendant les périodes de préparation et présentés à l'architecte des bâtiments de France



**Atelier -A-** Architecture  
Ville et Lumière  
Abdellatif Mourchid Architecte DPLG  
adresse: 20 quai Lucien Lombard  
31000 Toulouse  
n° ordre national : 5-34093  
n° ordre : 501 972 432 000 12  
Tel : 05 31 98 97 53  
E-mail : contact@atelier-a.com





**Atelier -A-** Architecture  
Ville et  
Lumière  
Abdellatif Mourchid Architecte DPLG  
adresse : 20 quai Lucien Lombard  
33000 Toulouse  
n° ordre national : 6-14083  
n° ordre : 521 873 432 000 13  
Tel : 05 21 98 00 53  
E-mail : contact@atelier-a.com



**Atelier -A-** Architecture  
Ville et Lumière  
Abdellatif Mourchid Architecte DPLG  
adresse : n° ordre national : Tel :  
30, quai Lucien Lombard n° 44033 05 31 98 07 53  
81000 Toulouse 521 972 432 000 13 contact@atelier-a.com



**Atelier -A-** Architecture  
Ville et  
Lumière  
Abdellatif Mourchid Architecte DPLG  
adresse : 20 quai Lucien Lombard  
33000 Bordeaux  
n° ordre national : 6-14033  
Tél : 05 21 98 07 53  
E-mail : contact@atelier-a.com

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Séance du 8 novembre 2023 à 18h30

**2023/167 Politique de la ville / Rapport annuel 2022 du contrat de ville centre-ancien de Foix**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	45	8	53	53	0	0

Par suite d'une convocation en date du 31 octobre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond représenté par son suppléant Didier Bonnel (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Denis Martinez (Calzan), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Cousa), Véronique Mangematin représentée par son suppléant Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), Monique Gonzales (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Jean-Claude Serres représenté par son suppléant Gilles Baby (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Michel Caux (Montgailhard), Philippe Watremez (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Patrick Eychenne (Varilhes), Philippe Fabry (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Jean-Paul Ferré (Vernajoul), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Morgane Pommiès (Foix) procuration à Monique Gonzales  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Aurélie Marc (Montgailhard) procuration à Michel Caux  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Roger Sauzet  
 Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat) procuration à Michel Tartié  
 Martine Esteban (Varilhes) procuration à Jean-Paul Ferré  
 Nicole Mouchague (Varilhes) procuration à Patrick Eychenne  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Philippe Fabry

**ABSENTS :**

René-Bernard Authié (Celles), Michel Mabillot (Crampagna), Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Chloé Dallidet (Foix), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Denis Belard (Loubières), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Françoise Fernandez (Montoulieu), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Michel Audinos (Soula), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance.

## **2023/167**

### **Politique de la ville / Rapport annuel 2022 du contrat de ville centre-ancien de Foix**

Rapporteur : Jean-Paul Alba

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu le décret n°2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la signature en date du 11 septembre 2015 du contrat de ville entre l'État, la Région, le Département, la Communauté de communes du Pays de Foix et la Commune de Foix ;

Vu la délibération du 11 décembre 2019 autorisant la signature de l'avenant au contrat de ville 2015-2020 entre l'État, la Région, le Département, L'agglo Foix-Varilhes et la commune de Foix et prolongeant le contrat de ville jusqu'en 2022 ;

Considérant que dans sa rédaction issue de la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, le troisième alinéa de l'article L.1111-2 et l'article L.1811.2 du CGCT prévoit qu'un débat sur la politique de la ville est organisé chaque année au sein de l'assemblée délibérante du contrat de ville, à partir d'un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville, des actions qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer la situation ;

Considérant le rapport annuel 2022 transmis par la ville de Foix et la présentation qu'il en est faite aux membres du conseil communautaire, qui contient notamment une analyse par thématique (sécurité et prévention de la délinquance, cadre de vie et renouvellement urbain, habitat et peuplement, santé, enfance et jeunesse, cohésion sociale, aménagements et équipements structurants, développement économique et touristique, emploi) et du débat qui s'en est suivi.

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : APPROUVE** le rapport annuel 2022 de la politique de la ville comprenant le bilan d'activité 2022 du conseil citoyen ainsi que l'évaluation du contrat de ville.

**Article 2 : AUTORISE** le président à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'application de la présente délibération.

Fait et délibéré, le 8 novembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

# RAPPORT POLITIQUE DE LA VILLE 2022



## Contrat de ville 2015 – 2022 Foix - Centre ancien



## Introduction

La politique de la ville, définie au travers de la loi de programmation de la ville et de la cohésion sociale du 21 février 2014, pose un cadre méthodologique nouveau et promeut des modes de mise en œuvre de l'action publique redessinés.

La commune de Foix a connu une augmentation de sa population, cette progression s'est ralentie puis inversée en 2019, cependant, on constate que le centre ancien continue de se dépeupler. L'écart entre le centre ancien et le territoire de l'Agglomération Pays Foix - Varilhes se creuse, les conditions de vie des habitants du quartier prioritaire se détériorent, les disparités de développement avec le territoire intercommunal s'amplifient.

Le contrat de ville constitue le cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville. Il formalise les engagements pris par l'État, les collectivités territoriales et les autres partenaires de la politique de la ville au bénéfice du quartier prioritaire et s'appuie en cela sur le projet de territoire porté par l'intercommunalité.

Ce contrat de ville s'est inscrit dans une démarche intégrée en tenant compte des enjeux de cohésion sociale, de développement urbain et de développement économique, tout en veillant à leur articulation.

Dans sa rédaction issue de la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, le troisième alinéa de l'article L.1111-2 et l'article L.1811.2 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'un « débat sur la politique de la ville est organisé chaque année au sein de l'assemblée délibérante de l'établissement public de coopération intercommunale et des communes ayant conclu un contrat de ville, à partir d'un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville, les actions qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation ». Il est également prévu que les conseils citoyens présents sur le territoire concerné soient consultés en amont sur le projet de rapport.

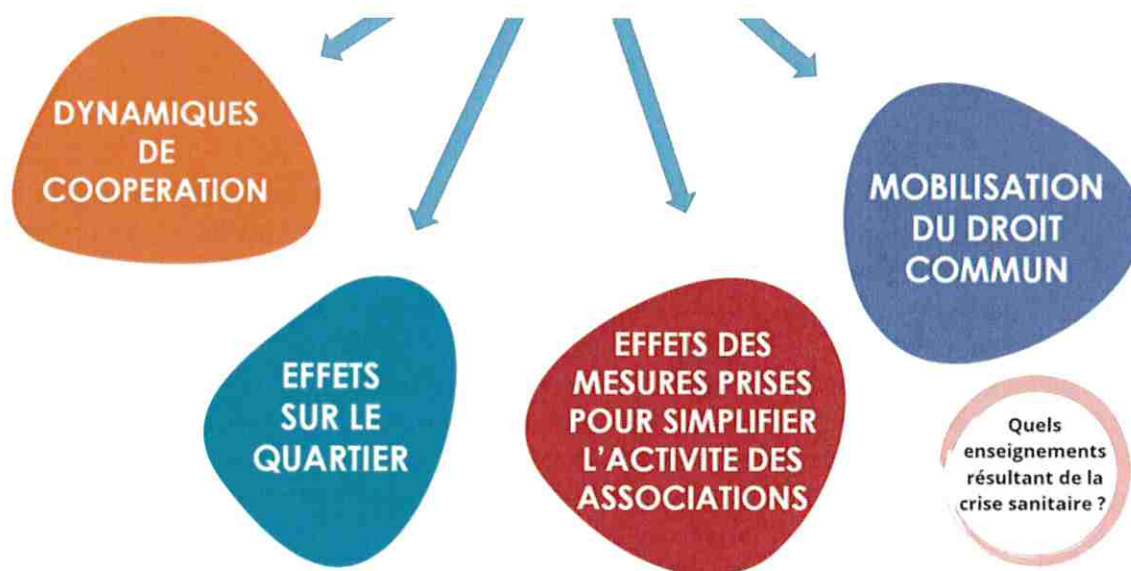
Le présent rapport permet de rendre compte de l'action mise en œuvre en faveur du quartier prioritaire depuis la signature du contrat de ville le 11 septembre 2015, à l'aune des objectifs généraux de la politique de la ville et des objectifs spécifiques et enjeux prioritaires tels que définis dans le contrat de ville.

Ce rapport doit permettre d'une part de consolider et soumettre au débat, les éléments de bilan de l'action des collectivités en faveur des habitants du quartier prioritaire, et d'autre part d'identifier des pistes d'évolution visant à renforcer l'efficacité de l'action et à inscrire durablement le quartier prioritaire dans la dynamique territoriale.

## Evaluation finale du contrat de ville

L'Évaluation Finale du contrat de ville a été réalisée par la ville de Foix, du 1er avril au 25 juin 2022, avec l'appui des partenaires signataires du contrat de ville et du Centre de Ressources Politique de la Ville, Ressources & Territoires.

Des recherches ont été réalisées pour répondre aux questions portant sur la plus-values du Contrat de Ville pour le Quartier à partir des actions, moyens, dispositifs les plus structurants.



6 ateliers thématiques avec les acteurs du contrat de ville (27 acteurs) – Ville, Agglomération, DDETSPP, Ministère de la Justice, Education Nationale, Police Nationale, Police Municipale, Conseil Départemental, CAF, Pôle Emploi, Chambre des Métiers et de l'Artisanat, Chambre de Commerce et d'Industrie, PAAJIP, Bureau Information Jeunesse, Croix Rouge.

Analyse de différents documents, y compris issus de l'évaluation intermédiaire.

Croisement des apports qualitatifs avec des apports quantitatifs.

Cette évaluation a été présentée lors du COPIL politique de la ville organisé le 22 juin 2022.

Cf Evaluation finale du contrat de ville – Annexe 2



La Caisse des Dépôts et Consignations, Action Logement, l'Agence Nationale de l'Habitat, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, le Conseil régional Occitanie Pyrénées Méditerranée, le Conseil départemental de l'Ariège, l'Etablissement Public Foncier Occitanie, la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Ariège, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Ariège, l'Office Public de l'Habitat de l'Ariège, Un Toit Pour Tous

Ainsi que sur les acteurs locaux de l'aménagement et du développement territorial

**La stratégie du programme a été élaborée à partir des documents-cadres, du projet de renouvellement urbain de la ville de Foix et du projet intercommunal:**

Axe 1 –De la réhabilitation à la restructuration, vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville

Axe 2 –Favoriser un développement économique et commercial équilibré entre le centre-ville et la périphérie

Axe 3 – Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions

Axe 4 –Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine

Axe 5 –Fournir l'accès aux équipements, aux services publics, à l'offre culturelle et de loisirs

Le programme d'actions intègre autant que possible les thématiques transversales que sont la transition énergétique, l'innovation, le numérique et l'animation des centres-villes.

**L'opération de revitalisation de territoire (ORT) multisites valant OPAH-RU, sur les communes de Foix, Varilhes, Verniolle et Montgailhard**

Les périmètres d'ORT ont été définis en tenant compte:

-Des enjeux en matière d'habitat, de commerce, de patrimoine, de requalification urbaine et de mobilités.

-Ils s'appuient notamment sur le noyau dense urbain, le périmètre restreint d'intervention au niveau commercial, le périmètre de protection.

Le périmètre d'ORT de Foix tient compte:

-Du périmètre du quartier prioritaire de la ville centre-ancien.

-Du périmètre de sauvegarde du commerce.

-Du périmètre de protection au titre des monuments historiques.

**Le financement des projets d'habitat public : les aides du plan de relance de l'État**

Mobilisation des fonds d'État complémentaires sur les projets portés par l'OPH09 et Un toit pour tous dans le cadre du projet de renouvellement urbain :

Notification d'une DSIL 2020 exceptionnelle de 86.000€ sur le projet de «l'ancienne imprimerie-place Freycinet».

Mobilisation du fonds de recyclage des friches de l'État lors des deux sessions de l'appel à projets 2021, l'OPH et Un toit pour tous sont lauréats :

-500.000€ obtenus sur le projet de l'îlot du Rival.

-521.000€ obtenus sur le projet du 39, 41, 43 Cours Gabriel Fauré.

**Le 24 novembre 2021, l'avenant n°2 à la convention-cadre pluriannuelle Action Cœur de Ville de Foix 2018-2025 relatif à la convention d'opération de revitalisation de territoire (ORT) valant opération programmée d'amélioration de l'habitat – renouvellement urbain (Opah-RU) et intégration de la commune de Montgailhard dans l'ORT a été signée**

## 2- Approche intégrée

Le diagnostic et le plan d'action du contrat de ville se sont inscrits dans une approche globale des problématiques et ressources du quartier, articulant autant que possible la dimension sociale, économique et urbaine.

### Le projet de renouvellement urbain intégré à la démarche du contrat de ville

La mise en œuvre du contrat de ville et l'inscription du centre ancien de Foix dans le nouveau programme national de renouvellement urbain constituent une opportunité de remédier aux dysfonctionnements constatés de manière transversale et d'inscrire le périmètre dans une perspective de développement équilibré et durable du territoire.

L'état du bâti, la forte vacance de logements en centre ancien ainsi que les caractéristiques socio-économiques des habitants du quartier prioritaire incitent les partenaires à conduire une action coordonnée de revitalisation du centre ancien. Cette action passe prioritairement par un plan d'actions ambitieux nécessitant la mobilisation de l'ingénierie de projets et d'outils opérationnels variés.

Ce programme s'articule autour de la démarche conjointe du Contrat de ville et du Projet de renouvellement urbain cofinancé par l'ANRU. Cette double approche est l'occasion de replacer le centre ancien dans une fonction centrale de la ville mais également du territoire intercommunal.

La lutte contre la vacance des logements et les poches d'habitat dégradé et souvent indigne devient une priorité absolue. Tout comme l'enjeu de réduction des inégalités de développement du quartier prioritaire est fondamental pour garantir la réussite d'une revitalisation du centre-ville et inverser les signaux de ralentissement de son attractivité.

Le nouveau programme de rénovation urbaine, dans lequel le centre ancien s'inscrit, répond à une stratégie d'urbanisme durable fondé sur des objectifs de mixité urbaine, sociale et fonctionnelle, de gestion et mobilité durables qui vont se traduire par une logique :

- de diversification de l'habitat, de curetage d'îlot et donc le peuplement par une requalification de l'existant et une diminution de la vacance,
- de conception durable de l'aménagement : un urbanisme qui prend appui sur les modes de transports alternatifs et intègre les préoccupations de maîtrise de l'énergie,
- de transport durable.

La Convention ANRU a été signée en septembre 2019.

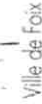
La première Revue de projet a été organisée le 1<sup>er</sup> décembre 2020, la deuxième revue de projet s'est tenue le 23 novembre 2021, **la troisième le 7 décembre 2022.**



# COMITE DE PROJET - ACTION CŒUR DE VILLE



Pays  
**Foix-Varilhes**  
communauté d'agglomération



Ville de Foix

## Co-pilotage

Maire de la commune de Foix    Président de la communauté d'agglomération  
Pays Foix-Varilhes



Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le 14/11/2023



ID : 009-200067791-20231108-2023\_DC\_167-DE

## **4 - Modalités de participation des habitants**

La loi du 21 février 2014 dispose que la co-construction des contrats de ville doit être l'occasion d'une participation accrue de la population des quartiers prioritaires. Il s'agit dans ce cadre de favoriser les pratiques acquises de consultation de la population et d'encourager durablement l'installation de cette parole dans le débat local.

En effet, dans le renouveau de la politique de la ville, l'accent est mis sur l'importance de considérer les habitants et les acteurs du quartier comme des partenaires à part entière, étroitement associés à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des contrats de ville à travers, notamment, leur participation systématique à l'ensemble des instances de pilotage de ces contrats. En termes de pratiques, « l'idée de cohésion sociale déplace l'action publique des institutions ou des territoires vers les individus qu'il s'agit alors d'armer pour leur donner les moyens d'agir » d'où l'insistance donnée à la formation comme condition de la co-construction appuyée sur l'intégration des groupes sociaux et la reconnaissance de leur diversité.

### **La participation des Fuxéens dans le cadre de la co-construction**

Dans ce cadre, l'équipe municipale dans son ensemble a tenu à associer les habitants dès le démarrage de la démarche. Un appel à candidatures a tout d'abord permis à une centaine de fuxéennes et de fuxéens de se faire connaître et de prendre part à une première réunion le 26 novembre 2014. Afin de respecter les principes de parité et de mixité un tirage au sort a ensuite été réalisé afin de constituer un Conseil citoyen composé de 32 membres.

### **Le fonctionnement et l'implication du conseil citoyen**

Le conseil citoyen fuxéen est ainsi constitué de deux collèges :

- Le « collège habitants » : une partie des sièges du collège habitants « tiré au sort » sont réservés à des personnes résidant dans le quartier prioritaire. Ils pourront être rejoints par des habitants volontaires.
- Le « collège associations et acteurs locaux » : identifiés suite à un appel à candidatures auprès des associations de quartiers, collectifs d'habitants, association de locataires, associations de parents d'élèves, acteurs économiques, professionnels de santé.

Le Conseil citoyen a été installé le 08 juin 2015, ses membres ont participé aux réunions des différentes commissions de la politique et sont représentés au nombre de 2 au comité de pilotage politique de la ville.

Lors de chaque réunion mensuelle, un animateur est désigné, il (elle) assure le bon déroulement des échanges et veille à la distribution de la parole. Un compte rendu est systématiquement produit de chaque réunion par la chef de projet politique de la ville ou un membre du conseil citoyen. L'ordre du jour de chaque réunion est élaboré à la réunion précédente, il comporte généralement les compte rendus des réunions auxquelles les membres ont participé pendant le mois écoulé.

Le conseil citoyen lors de ces réunions mensuelles, invite régulièrement des intervenants extérieurs pour des présentations et des échanges.

## La gestion urbaine de proximité :

Un dialogue citoyen permanent et constructif a été instauré :

- Concertation des habitants, usagers et commerçants lors aménagements d'espaces publics (Opération Cour I/ Cros et Delcassé, aménagement des 3 places Pyrène, 8 mai, Lazéma, rue des Salenques, Fenouillet, Vivier)
- Adaptation des chantiers au fonctionnement de la ville : arrêt des chantiers en période estivale ou de vacances pour préserver l'attractivité touristique et commerciale
- Mise en place communication spécifique et de la gestion des travaux lors de l'ouverture des chantiers
- Concertation avec les commerçants sur les déroulés de chantier et recherche de solutions pour en limiter l'impact (allongement de la gratuité du stationnement à une heure sur certains parkings, maintien des livraisons...)
- Réunions de travail et propositions d'actions concertées avec les représentants du conseil citoyen sur les questions de sécurité et de propreté urbaine

## 5 - Ingénierie

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, la compétence politique de la ville est devenue obligatoire pour l'agglomération Foix Varilhes.

Une Convention de gestion sur la compétence politique de la ville entre l'agglomération Foix Varilhes et la Ville a été signée en juillet 2017 et renouvelée depuis.

L'agglomération Foix-Varilhes a travaillé en 2017 à une nouvelle organisation et une nouvelle articulation a été mise en place avec le contrat de ville. Une chargée de mission habitat et aménagement du territoire a été recrutée, elle occupe également les fonctions à mi-temps de Cheffe de projet Renouvellement urbain. Elle a été remplacée par M. Cyrille Jacob en mars 2021.

En 2018, une cheffe de projet Action Cœur de Ville a été recrutée par l'agglomération Foix Varilhes, il s'agit de Mme Stéphanie Braquet.

Des revues de projet habitat ont été mises en place, les réunions sont organisées régulièrement.

**Le partenariat en l'ingénierie** s'est largement développé avec les instances suivantes : SCOT, CAUE, Services de l'Etat, EPF Occitanie, OPH.

## **COMPOSITION DE L'EQUIPE PROJET (détail de l'organisation)**

### **Direction :**

M. Fornero, DGS Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes

M. Aillères, DGS Ville de Foix

### **Chef de projet politique de la ville et ANRU :**

Mme Loubet, Ville de Foix ( 50 % ETP politique de la ville, 50 % ETP ANRU)

### **Chef de projet ANRU :**

M. Jacob, Communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (50 % ETP)

### **Chef de projet Action Cœur de Ville**

Mme Braquet, Communauté d'agglomération Foix-Varilhes

### **Services techniques :**

M. Gautier, DST Ville de Foix (25 % ETP)

### **Services urbanisme – habitat :**

Mme Bize, Service urbanisme, Ville de Foix (25 % ETP)

M. Jacob, Directeur de l'aménagement, de l'habitat et des mobilités (50 %)

### **Services sociaux et éducatifs :**

Mme Eychenne, Directrice du Pôle Sport Culture et Solidarités, Communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes (20 % ETP)

Mme Ruffat, Responsable service population, CCAS, Ville de Foix (10 % ETP)

Mme Du Reau, CCAS, Ville de Foix (15 % ETP)

M. Thomas, Directeur service Enfance Culture Education, Ville de Foix (20 % ETP)

### **Développement économique / tourisme**

Mme Repond, Directrice du Pôle développement économique et manager de territoire, Communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes (40 % ETP)

Direction Office de tourisme intercommunal (10 % ETP)

### **Administration – secrétariat**

Mme Panda, secrétariat : 20 %

Foix territoire « 0 déchets » : Développement de collecte, compostage et traitement des bio déchets en centre-ville de Foix et accompagnement / sensibilisation des habitants à la réduction des déchets	7 000 €
La signature artisanale de Foix	2 500 €
Chantier culturel VVV « festival des grands chemins »	3 000 €
Quartiers d'été « Bien vivre ma ville »	3 000 €
Sports en CADA, accessibilité aux sports pour tous	3 000 €

## SECURITE ET PREVENTION DE LA DELINQUANCE

En 2022, le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Foix Montgailhard Ferrières (CLSPD) ne s'est pas réuni qu'une seule fois en décembre.

Le Groupe de partenaires opérationnels a été créé en 2020, il se réunit régulièrement.

Dans ce cadre, les actions menées portent sur :

- 1) Groupe Partenarial Opérationnel
- 2) Patrouilles Mixtes PM/PN
- 3) Procédures de convocation en Justice PM
- 4) Responsabilisation

Pour l'avenir : création d'un CISPD sur l'ensemble du territoire

### Les Groupes de partenaires opérationnels : ( GPO)

Les principaux partenaires sont : Les services de la Préfecture 09, les Services de la DDSP 09, Mr le Délégué du Procureur de la République, Les représentants de la Mairie de Foix et de Montgailhard, La Police Municipale, Le pôle économie de la Communauté d'agglomération, Le représentant de l'Association des commerçants, Le représentant du PAAJIP

Lors de ces réunions, sont abordés les différents problèmes rencontrés par chacun des participants et évoqués les mesures prises par les divers services compétents pour y remédier.

Une fiche synthèse ainsi qu'un compte rendu est établi lors de chaque réunion

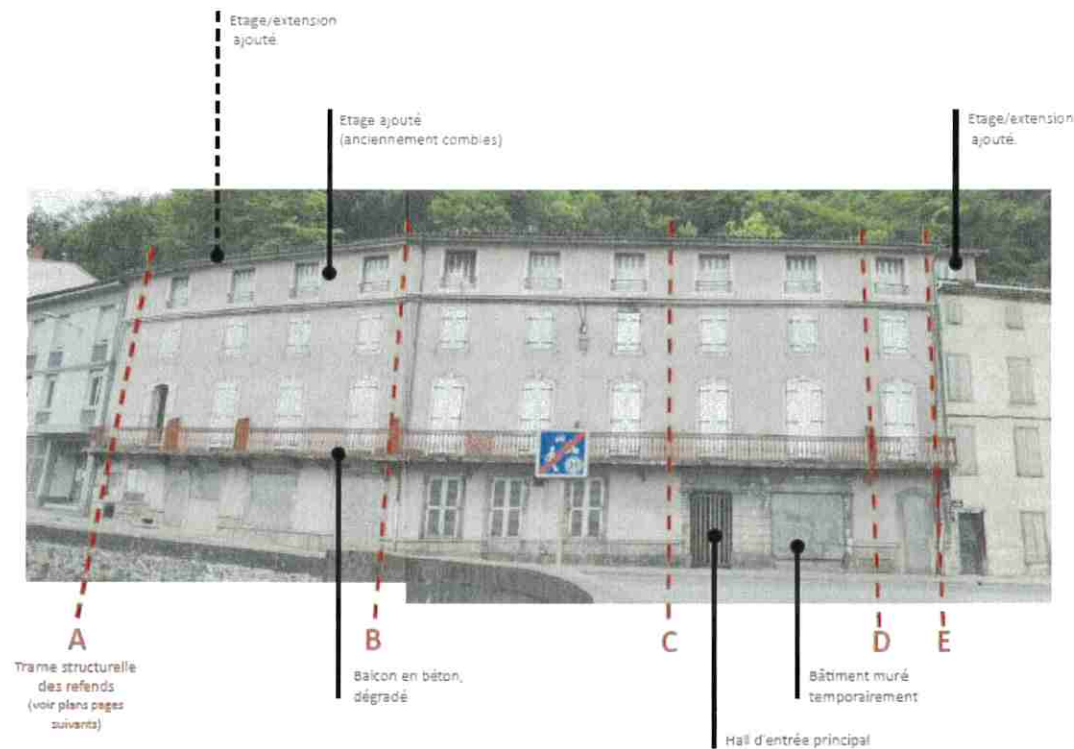
### Convention rappel à l'ordre ( circulaire 15.12.2020 ) :

signée par Mr le Maire de Foix et Mr le Procureur de la République le : 08.06.2021

En 2021, un comité de pilotage a été créé pour **la mise en place de caméras de vidéo protection** dans la ville.

Le projet a été étudié en 2022 et la mise en place du dispositif est programmée pour 2023

L'agglo a réalisé un diagnostic pour la mise en place **d'un CISPD en 2023.**



## Plan Local d'Urbanisme

Le diagnostic pour le futur PLU a été élaboré en 2017. Le futur PLU sera mis en conformité avec le SCOT.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021, conformément à l'article 136 de la loi ALUR, la Communauté d'Agglomération Foix-Varilhes est compétente en matière de « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ».

La Communauté d'Agglomération Foix-Varilhes a approuvé en 2022 la révision du PLU engagée par la Commune de Foix. Ce document de planification, contribue clairement à l'effort de modération de la consommation de l'espace et s'inscrit dans un projet de territoire soucieux d'un développement équilibré et durable.

## **HABITAT ET PEUPLEMENT**

Dans le cadre de la convention liant la ville, l'agglo Foix Varilhes et l'Etablissement Public Foncier Occitanie, des acquisitions ont été réalisées soit à l'amiable, soit par délégation du droit de préemption urbaine.

La convention « cœur de ville de Foix » a été signée en décembre 2017, un avenant a été conclu, avec une échéance en décembre 2025 et pour une enveloppe de 2 000 000 €.



- L'accélération de la dégradation du n°16-18 en 2019 amène à la prise de l'arrêté de péril ordinaire avec interdiction définitive d'habiter et prescriptions de démolition en Mars 2020.
- Opérations d'acquisition foncières menées par l'EPF Occitanie
- Projet -> T1= 4 T2 = 4 T3 = 4
- Déconstruction par l'Etablissement public foncier Occitanie en 2022
- Reconstruction à partir de septembre 2023
- **Financements :**

Eligibilité RHI ; Droit commun, sollicitation Action Logement,  
 Obtention en 2021 du Fonds Friches à hauteur de 500000 €  
 Dossier de demande de financement RHI déposé par l'Office public de l'Habitat

**Financement obtenu Action Logement en décembre 2022 : 678 465 €**

**Immeubles au n°2, 4 et 6 rue La Faurie :**



- Recomposition foncière de trois maisons de ville.
- Acquisition des immeubles réalisée par l'EPF (procédure d'expropriation Vivien lancée sur le n°4 mais non poursuivie car accord amiable).
- Permis de démolir obtenu par l'OPH - consultation réalisée par l'OPH pour les travaux de démolition et confortement – 1 entreprise ariégeoise retenue (Entreprise Pereira).
- Financement acquis : Etat (ANAH RHI) et droit commun.
- Chantier organisé dans le cadre de la Gestion Urbaine de Proximité : nuisances, accès, maintien des activités commerciales dans la rue pendant la période estivale.
- **Livraison : mars 2023**

**Objectif contractuel / contexte**

- Suite à un incendie, immeubles inoccupés et en état de dégradation avancé
- Création de **3 LLS** – logements traversants - conforter le commerce en RDC

**Avancée du projet**

- Acquisition des immeubles réalisée par l'EPF Occitanie : revendus avec décote à l'OPH.
- Travaux de démolition et confortement 2020

En 2020, l'agglomération Foix Varilhes lance une Étude Pré-Opérationnelle pour la mise en place de Programmes d'amélioration de l'habitat privé 2021 / 2026.

En 2021, la nouvelle convention ORT valant OPAH – RU a été signée le 21 septembre 2021.

### **Pôle de lutte contre l'habitat indigne**

Le pôle départemental est une mesure du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées de l'Ariège (PDALHPD) qui prévoit le repérage et la résorption des logements indignes, des logements non décentes, des locaux impropres à l'habitation et les actions de diagnostic, d'accompagnement social, d'hébergement temporaire ou de relogement adapté correspondantes.

### **Amélioration de l'habitat privé :**

En cohérence avec son programme local de l'habitat (PLH) adopté en décembre 2019, L'agglomération soutient fortement les particuliers dans les travaux d'amélioration de leurs logements : 900 000 € sont ainsi prévus sur les 5 prochaines années dans le cadre des nouveaux programmes Opah -RU et PIG en complément des aides des autres partenaires, au premier rang desquels figure l'Anah (4 000 000 €). (\*)

L'agglomération porte, avec l'État (Anah), la région Occitanie, le département de l'Ariège, la caisse des dépôts et consignation-banque des territoires, Action logement et la SACICAP, deux dispositifs :

- une opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain (Opah-RU) sur les centres anciens de Foix, Varilhes, Verniolle et Montgailhard (périmètres de l'opération de revitalisation de territoire)
- un programme d'intérêt général (PIG) sur les autres parties du territoire.

Un accompagnement personnalisé et gratuit

L'agglomération propose un accompagnement personnalisé et gratuit à destination des propriétaires occupants, des propriétaires bailleurs et des copropriétaires ou des locataires du parc privé pour leurs projets de rénovation énergétique, de mise aux normes, d'adaptation du logement aux handicaps ou au vieillissement, ou encore de réhabilitation des parties communes au travers d'une équipe pluridisciplinaire comprenant de conseillers habitat, urbaniste et architecte. S'agissant du QPV de Foix, ce programme intègre les nouveautés suivantes : loyer intermédiaire, accompagnement et soutien copropriétés déstructurées, primes complémentaires pour la sortie de vacance des logements, financements Action logement...

Pour remplir cette mission d'accompagnement, à la suite d'un appel d'offres réalisé au printemps 2021, L'agglomération a mandaté l'association « SOLIHA Ariège » en août dernier. Tout au long du projet, les conseillers « habitat » sont présents aux côtés des particuliers et leur apportent conseil et assistance dans les domaines administratif, financier, technique, sanitaire, social et juridique.

Les conseillers reçoivent le public lors de permanences gratuites sans rendez-vous :

à Foix : lundi 14h-17h et vendredi 9h-12h au siège de L'agglomération (1A avenue du Général de Gaulle)

à Varilhes : mardi 9h30-12h30 et vendredi 14h-17h au Pôle culturel – France Services (18 avenue des Pyrénées)

Pour tout renseignement, un numéro de téléphone unique dédié à ce dispositif permet de contacter un conseiller au 06 98 70 66 06. Il est également possible d'adresser un email à [contact@solihha09.fr](mailto:contact@solihha09.fr) ou de se rendre dans les locaux de SOLIHA Ariège à Foix (7 boulevard Alsace-Lorraine).

Pour ces deux programmes confondus, l'objectif fixé est de 280 logements privés rénovés entre 2021

## ENFANCE JEUNESSE

Le **PAAJIP** a mis en place des actions visant à :

- Encourager l'engagement citoyen
- Accompagner des collectifs de jeunes

L'**adulte relais** a poursuivi sa mission d'animation auprès des jeunes, rattaché au PAAJIP, il a un rôle de coordination avec les établissements scolaires et les services sociaux et a pour mission la prévention du décrochage scolaire. Il assure un important travail de prévention.



### Bilan de l'espace d'information et de prévention le «5»

#### Objectifs :

- Valoriser les actions existantes, proposer une continuité au public
- Inscrire le 5 dans une dynamique locale en collaboration avec des partenaires sociaux, les collectivités, les associations et les habitants du centre ancien.

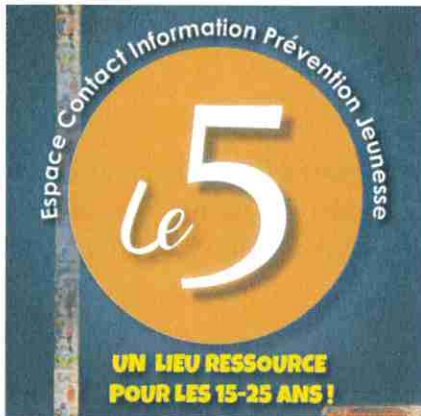
Nous avons rencontré des difficultés concernant la fréquentation de l'espace de prévention sur l'année 2022. En effet, nous n'avons pas été en mesure de mener tout ce qui était envisagé pour les habitants du quartier prioritaire dans les conditions souhaitées (les ateliers avec les jeunes du quartier de façon fréquente, les temps de permanences régulières, le partage de l'espace avec de nouveaux partenaires). Sur les perspectives 2023 il sera nécessaire de réajuster les ambitions d'un tel dispositif en réduisant et modifiant les d'objectifs et en les adaptant aux réalités du quartier.

En effet, les partenaires que sont l'IJ et la MDA ainsi que l'AIPD se sont retirés du projet en début d'année. leurs temps de permanences n'ont pas pu être pris en charge, ce qui a réduit les temps d'ouverture du local. Pour des raisons inhérentes à leurs activités respectives, ces structures ont dû stopper leur apport au projet. En ce qui concerne notre partenariat, il reste important tout de même et se matérialise sous d'autres formes de collaborations (orientation du public vers leurs structures et prise en charge).

La volonté de s'inscrire dans une dynamique locale ne s'est pas totalement matérialisée comme nous l'espérons et un travail important en ce sens reste à accomplir ; cependant, sur une échelle modeste la collaboration avec certaines associations a pu exister et reste à ce jour présente et vivement souhaité (le centre social Le léo de foix, la biz art rit, faut qu'ça pousse et l'Information Jeunesse). Nous avons ensemble, mis en oeuvre ou coordonné des ateliers artistiques « Testeurs d'arts », des ateliers « réalité virtuelle » à destination des jeunes pour leur orientation scolaire et professionnelle, des concerts et des soupes populaires en centre ancien « les flocons, Braséro » avec la présence de jeunes bénévoles du quartier, impliqués et engagés dans une démarche participative ainsi que les jeunes du dispositif « atelier disque » sur des temps de préparation en lien avec le PAAJIP.

ateliers divers, réunions de quartier, aide à la scolarité).

La présence de l'adulte relais devra être plus fréquente et notamment sur des maraudes en collaboration avec d'autres partenaires sollicités.



### Maison départementale des adolescents :



La Maison Départementale des Adolescents (MDA) de l'Ariège est un service du pôle de psychiatrie du Centre Hospitalier Ariège Couserans (CHAC). Pour autant, en 2017 lors de sa création, il n'est pas apparu nécessaire ni judicieux que la MDA soit implantée dans les locaux du CHAC à Saint-Lizier, de par l'objectif premier de toute MDA de proposer un accès aux soins aux adolescents qui soit le plus « déstigmatisé » possible, notamment en matière de santé mentale.

Fin 2017, le CHAC en tant que structure porteuse, et la DDARS<sup>1</sup> en tant qu'organisme financeur ont accepté la proposition de la Ville de Foix et du PAAJIP d'accueillir et d'inclure la MDA dans le projet global du pôle jeunesse collaboratif, afin d'intégrer un volet santé essentiel dans l'accompagnement multi-partenarial et global des jeunes et de leurs familles pour ce territoire.

En adéquation avec le cahier des charges national des Maison des Adolescents, les missions se déclinent de la manière suivante :

- Offrir **un accueil réactif**, sans conditions, généraliste, anonyme, confidentiel et gratuit ;
- Apporter des réponses pertinentes et adaptées aux besoins des adolescents, notamment en ce qui concerne **leur santé et leur bien-être** ;
- Travailler au **parcours de santé** des adolescents, en «déstigmatisant» l'offre de soins notamment psychologique ;
- Favoriser un rapport de confiance entre les jeunes et l'ensemble des services notamment de soins ;
- Garantir **la continuité et la cohérence des prises en charge** et des accompagnements ;
- Contribuer au **repérage des situations à risques** (troubles émergents, comportements à risques, états dépressifs, premiers signes de maladies mentales...) ;
- Développer la **prévention** (modes individuel et collectif) ;
- Travailler à la complémentarité nécessaire des acteurs existants sur l'ensemble du territoire, et viser le décloisonnement des différents secteurs d'intervention ;

<sup>1</sup> DDARS : Délégation Départementale de l'Agence Régionale de Santé

## COHESION SOCIALE

### Lieu d'Accueil Enfants Parents :

**Ce Lieu d'accueil enfants/parents est géré par la communauté d'agglomération dans le cadre de la politique de la ville de Foix ; son implantation souhaitée au cœur de la cité comtale trouve sa pertinence dans les retours des familles qui fréquentent et apprécient une proposition de centre-ville pour les tout-petits.**

Le LAEP est un lieu d'écoute et d'attention mutuelle, libre d'accès, confidentiel et gratuit, avec pour objectifs :

- ✓ Renforcer le lien familial, en permettant de se découvrir ailleurs et autrement, dans un temps convivial de partages, d'échanges et de jeux libres.
- ✓ Créer/ Proposer un espace de socialisation pour les enfants, comme pour leurs parents et ainsi rompre l'isolement de certaines familles.
- ✓ Accueillir chacun, enfants et adultes, dans le respect de sa singularité et de ses différences.
- ✓ Donner/offrir la possibilité de vivre, d'exprimer et d'investir la fonction parentale en pouvant être accompagné et écouté, sans directives ni jugement.
- ✓ Offrir un espace où peuvent se créer des échanges intergénérationnels et interculturels.

En 2022, 88 familles différentes, dont 32 nouvelles, ont fréquenté le lieu, avec une moyenne de 12.4 visites par accueil contre 4.9 en 2021.

### Présentation fonctionnelle

Accueil bi-hebdomadaire le lundi de 9h à 12h puis de 15h30 et 18h30 et le jeudi de 9h à 12h.

Le lieu est sans inscription, gratuit et confidentiel. L'enfant est obligatoirement accompagné tout au long de la visite par son parent ou un adulte familial que l'enfant connaît bien.

2 accueillantes sont garantes du cadre, présentes et disponibles aux parents, futurs parents et enfants entre 0 et 4 ans, pour tout échange ou questionnement.

### Café des parents

Le service parentalité de L'agglomération organise, depuis avril 2022, un café des parents le mercredi matin en période scolaire, sur l'école Parmentier à Foix. Le but est de proposer un moment d'échange convivial aux parents venant déposer ou chercher leur enfant, nouer un premier contact notamment avec ceux ne connaissant pas encore les actions du service parentalité, et éventuellement les orienter vers le Laep ou les ateliers parents enfants. En 2022, 26 séances ont eu lieu, fréquentées par 32 familles différentes.

### Le centre social au Léo

Le Léo est un centre social labellisé par la Caf. Le projet a été co-construit avec les partenaires. La Caf soutient la création de centres sociaux dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Une convention entre la ville, la CCAS, la Caf et le Léo va être signée prochainement.

Le Léo accueille également la Maison du Projet dans le cadre de la convention de renouvellement urbain. Différentes actions sont portées par le Léo de Foix :

- Lutter contre la fracture numérique : Le Léo est équipé d'un pôle numérique composé de 3 ordinateurs connecté à internet. Le projet consiste en la création d'une animation afin de réduire la fracture numérique pour tous. Ce projet est porté par le Léo en partenariat avec : PAAJIP, BIJ, Ressourcerie, Croix Rouge, SOS Famille Emmaüs, Emmaüs Connect, la Caf, la compagnie du code
- Mise en réseau associations locales, développement des partenariats et inclusion sociale des habitants

### **Les aides financières du CCAS**

L'aide sociale facultative, et plus précisément les aides financières constituent une part essentielle de la politique sociale de la commune. Le CCAS est de fait l'institution locale de l'action sociale par excellence.

Les bénéficiaires sont les personnes ou les ménages résidant à Foix, qui éprouvent des difficultés pour faire face aux charges courantes.

Le budget du CCAS consacré aux aides financières est de 11400 € en 2021 et 21300 € en 2022.

### **Les aides du Fonds Unique Habitat**

Le Fonds Solidarité Logement nommé Fonds Unique Habitat en Ariège est un des outils du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) qui permet aux ménages cumulant des difficultés d'ordre économique et social d'accéder à un logement dans le département de l'Ariège, décent et indépendant, de s'y maintenir, et d'y disposer de la fourniture d'énergie, de services téléphoniques et d'eau. Il développe aussi des actions de maîtrise des énergies et propose des accompagnements sociaux liés au logement. Ce logement doit permettre une insertion durable du ménage.

Ce Fonds est abondé par la ville à hauteur de 4000 €.

### **Accès aux droits**

L'assistante sociale du CCAS propose à certains usagers, non suivi de façon régulière par un travailleur social et si leur situation le nécessite, un accompagnement social ponctuel afin de tenter de dénouer une situation temporairement délicate. Il ne se substitue pas à l'accompagnement déjà mis en oeuvre par un travailleur social référent, comme lors d'un suivi dans le cadre du RSA.

De par sa position centrale, rattachée à la mairie, et sa bonne connaissance des ressources territoriales, elle est facilitatrice dans l'accès aux droits aux différents services. Elle est identifiée comme étant une personne-ressource, permettant l'accès vers de multiples partenaires, Conseil départemental, CAF, associations et services de la ville...

### **Commission de coordination des aides financières :**

Cette commission de coordination des aides financières a pour but de renforcer et formaliser le partenariat entre les associations humanitaires, les institutions et le CCAS. Elle est constituée de représentants du CCAS, de la Croix Rouge, du Secours Populaire, du Secours Catholique, de SOS Familles Emmaüs, des Restos du Cœur, de la Petite Epicerie Hérisson Bellor, ainsi que les assistantes sociales du Centre social CAF du Courbet, de la DSD-centre local de Foix et de l'Éducation Nationale. Ce dispositif permet de coordonner les aides des différents intervenants, notamment en faveur de certains ménages en grande précarité. Le travail mené en commun a pour objectif de prévenir plus efficacement le surendettement et la désagrégation du lien social.

### **Soutien aux associations à vocation sociale**

Le Centre Communal d'Action Sociale soutient l'action de l'ensemble des acteurs locaux associatifs œuvrant dans le domaine social par le biais de subventions de fonctionnement et de la mise à disposition de locaux.

En 2022, les associations ont bénéficié de subventions pour un montant total de 94 240 €.

### **MONALISA :**

Le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S) intervient particulièrement auprès des personnes en difficulté ou en grande précarité, des personnes âgées et en situation de handicap.

### **Jardin partagé de l'Arget :**

Un nouveau jardin partagé a été créé sur une parcelle de terrain d'une surface de 870 m<sup>2</sup>, située sous le pont de Saint-Girons au bord de l'Arget en limite d'autres jardins cultivés par les habitants du quartier. Ce terrain est situé à proximité du centre-ancien de Foix et du Quartier prioritaire Politique de la Ville (QPV). Animation par l'association CASTA, sur le même modèle que le jardin partagé du Courbet.

La création d'un nouveau jardin partagé à l'Arget a permis aux habitants du quartier prioritaire politique de la ville d'avoir un lieu participatif et de détente à proximité du quartier.

### **Dispositif de soutien psychologique aux usagers du CCAS**

Constat et proposition de départ : le CCAS a pu faire le constat de difficultés chez certains usagers du CCAS d'une part à reconnaître leur problème de santé, et d'autre part à initier une démarche de soins.

Dans un objectif de prévention, d'accompagnement et de soutien, il a été prévu par la mairie un dispositif visant l'évaluation, l'accompagnement et/ou l'orientation des usagers du CCAS en situation de souffrance psychique, par une psychologue exerçant sous un statut libéral.

Consultations 2022 : 5 personnes orientées pour une vingtaine de séances.

### **CCAS : Analyse des besoins sociaux**

La réalisation d'une analyse des besoins sociaux est une obligation pour les communes, cette étude a été externalisée à un bureau d'études spécialisé. Le coût est estimé à environ 15000 €.

Le rapport sera présenté début 2023.

- Améliorer des conditions de travail
- Renforcer le partenariat entre la Croix rouge et le Secours Populaire et notamment avec un espace mutualisé permettant de développer des projets d'animation spécifiques
- Développer des partenariats privilégiés pour l'accès aux droits : CPAM, CAF, Pôle emploi, MDPH, MSA, CARSAT, Préfecture (CNI, Permis, passeport, ...) et pouvoir proposer un accompagnement physiquement dans les démarches
- Mettre en place un accès internet et informatique afin de faciliter le numérique.

Le coût de cet équipement est estimé à plus de 1000000 € HT, il est soutenu par l'Etat au titre du Plan de relance à hauteur de 300000 €. Des financements complémentaires sont sollicités auprès de la Région, du Département et de l'Europe (LEADER).

L'ouverture est prévue à l'automne 2023.

### **Le bâtiment chapelle Saint-Jacques**

Propriété foncière : Le bâtiment a été acquis par la ville de Foix en 2021.

Une étude bâtiminaire a été lancée en 2021.

Valeur patrimoniale du site :

Bâtiment du XVIIème siècle, Couvent des capucins en 1634, Caserne Gaston de Foix en 1823

Le bâtiment est actuellement vide et inutilisé.

Une étude de faisabilité est en cours suite à l'étude bâtiminaire.

## **DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET TOURISTIQUE**

Le pilier développement économique et emploi est essentiel au territoire. Il s'agit de réduire les écarts de taux d'emploi entre le territoire prioritaire et l'intercommunalité, soutenir la création d'activité et consolider le tissu économique. Le développement économique est aussi un développement touristique.

Ainsi, les actions portent sur le développement d'une stratégie touristique territoriale intégrée, dynamiser le secteur économique et diversifier l'activité, mobiliser les différents leviers d'accès à l'emploi.

### **Bilan fréquentation touristique 2022**

#### **L'office de Tourisme, toujours plébiscité par les visiteurs français**

Entre juin et septembre 2022, l'Office de Tourisme a accueilli majoritairement des visiteurs français comme chaque année. Toutefois, la proportion de visiteurs étrangers est en très forte hausse comparé à 2021 (en 2022, nous avons accueilli 76 % de visiteurs français contre 90 % en 2021). A noter également, une forte hausse des visiteurs espagnols en 2022 : 15.5% en 2022 contre 5.3 % en 2021 !

Les autres nationalités accueillies ont été :

- Les néerlandais : près de 2 % contre 1,5 % en 2021,
- Les belges : 1.7 % contre 1,6 % en 2021,
- Les britanniques : 1.5 % contre 0.5 % en 2021,
- Les allemands : 1.2 % contre 0,7 % en 2021.



### **Focus Camping du lac à Foix**

**Très bonne activité sur les mois estivaux** - prédominance des espagnols Taux de remplissage bon

Durée des séjours +/- 10 jours

En juillet, beaucoup de clients de passage - mois d'août mieux anticipé et réservé plus en amont

Evenementiel estival Tres positif, Tour de Foire tres bien !

Saison 2022 équivalente à la saison 2019

Aménagement des pistes cyclables à prévoir

Sites touristiques plébiscités : Château de Foix, Forges de Pyrène et les grottes.

### **Focus sur les restaurants**

On note un retour **d'activité positive** pour l'ensemble des restaurants sur cette saison estivale. Toutefois une baisse d'activité est relevée entre -15% - 30% de manière générale sur le mois de juillet contre balancée par une augmentation positive de l'activité au mois d'août.

### **Focus sur les cafés**

Saison 2022 **satisfaisante voire très satisfaisante.**

Pour 40% des cafetiers, la saison 2022 a été supérieure à la saison 2019 Pour 40% des cafetiers, la saison 2022 a été inférieure à la saison 2019 Pour 20% des cafetiers, la saison 2022 a été équivalente à la saison 2019.

## Nombre de porteurs de projet et d'entreprises accompagnées dans le QPV : 72

### Mise en place de compteurs piétons

Acquisition de l'outil par la ville et une convention de partenariat pour la mise à disposition des données à L'agglo.

Objectif : obtenir une meilleure connaissance de l'appareil commercial afin :

- D'adapter au mieux les réponses aux évolutions de l'offre.
- Donner des indications pertinentes aux porteurs de projet.
- Disposer d'informations nécessaires pour la prospection d'entreprises.



Afficheur texte

Entrée principale des flux rue Sénateur Paul Laffont (axe entre les parkings gratuits et le cœur historique) puis les flux se divisent entre la rue Delcassé, rue Bayle, rue Peyrevidal et rue Lazéma.

La rue Bayle reste la plus passante suivie de près par la rue Lazéma (renforcement de l'activité et lien entre le marché sur haut de Villote et place Saint Volusien). La rue Delcassé est non mesurable pour cause de travaux mais les compteurs indiquaient avant travaux la faiblesse de fréquentation au bas de la rue Delcassé (activités de services principalement).



Afficheur texte

Événements : les plus gros scores de fréquentation sont :

- le vendredi 23 décembre car cumul un jour de marché à une veille des fêtes de Noël
- le 21 juin Fête de la musique
- les 3 et 4 septembre Fête de Foix
- le 2 juillet la Bougeotte se donne en spectacle
- les 18 et 19 juillet Le Tour de France
- les 15 et 16 octobre La Foire de la Barguillère

Le vendredi reste le jour le plus fréquenté et bat tous les records durant l'été. Le marché hebdomadaire reste un élément moteur pour la fréquentation du centre historique.

Résumé des chiffres clés

Site

Site	Moyenne journalière	Jour de pointe	Comptage de pointe
Rue LAZEMA	3 846 ▲ 35,4%	ven. 5 août 2022 - mer. 25 août 2021	8 170 ▲ 37,2%
Rue Bayle	3 776 ▲ 18,3%	mar. 21 juin 2022 - mar. 16 nov. 2021	9 712 ▲ 13,0%
Rue Sénateur Paul Laffont	2 455 ▲ 3,5%	sam. 3 sept. 2022 - sam. 4 sept. 2021	11 593 ▲ 31,6%
Rue Delcassé Optical Center	1 640 ▲ 3,2%	ven. 23 déc. 2022 - sam. 16 oct. 2021	2 885 ▲ 15,9%

Mesures d'insertion inscrites dans la convention ANRU : 8.256 heures

**Fin 2022, les heures réalisées aux chantiers en cours sont :**

LLS rue Lafaurie :	<b>425</b> heures prévues	
Démolition rue Rival :	<b>360</b> heures prévues	- <b>439</b> heures réalisées
Aménagements Cours I. Cros et Delcassé :	<b>1130</b> heures prévues	
LLS Place Freycinet :	<b>345</b> heures prévues	
Résidence autonomie (phase APD) : estimation ~ 2500 heures		

Le BIJ travaille sur l'accompagnement au premier emploi des jeunes.

Dans le cadre de l'Appel à projet Politique de la ville 2022, pour le pilier développement économique, 1 dossier a été retenu :

- Accompagnement personnalisé de porteurs de projets vers la création d'entreprise

Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le 14/11/2023



ID : 009-200067791-20231108-2023\_DC\_167-DE

## **Annexe 1**

### **- bilan du Conseil citoyen**

# Conseil Citoyen de Foix

## Bilan d'activités 2022



## Conseil Citoyen de Foix Bilan d'activités 2022

Contrairement à l'année précédente, l'année 2022 aura permis de retrouver une vie « presque » normale, sans masque mais toujours aussi inquiet et fragile devant les différents « variants Covid ».

Ainsi, presque tous les objectifs programmés 2022 ont été tenus et avec une participation des membres toujours aussi forte.

### REUNIONS :

**Plénières mensuelles :** 10 réunions se sont tenues sur l'année, seule la réunion de Juillet a été annulée. La moyenne des participants reste conforme avec 14 personnes en moyenne avec des pics à 18 en mars et octobre

Des invités extérieurs, Mme Bertrand, Mr Gentillet, Mr Catry, Mme Balcon sont intervenus en début de séance pour présenter leur mission et cela a permis des échanges très intéressants.

**A l'initiative du CC :** Le travail des différents ateliers a pu continuer normalement (Foix dans le miroir du temps, les 3 places, la sécurité...)

Le début d'année a aussi donné lieu à de longs débats sur les comités de quartier. L'atelier de la Maison du Projet a aussi beaucoup travaillé pour proposer une enseigne, à ce jour, l'identification du local n'est toujours pas réalisée.

**Comités de Pilotage :** Le Conseil Citoyen est toujours représenté lors de ces réunions avec un temps fort lors de la venue du Préfet, directeur du programme national Action Cœur de Ville.

Nous devons aussi noter la présence du Conseil Citoyen lors des manifestations festives organisées par la ville.

**Présentation du Bilan d'activités 2021 :** cette rencontre avec le Conseil Municipal est toujours un moment d'échanges privilégiés sur les différents dossiers en cours

## **BILAN FINANCIER**

Pas de dépenses cette année encore à affecter au budget initial attribué au Conseil Citoyen, à savoir pour rappel 3 000 €, au 31 décembre 2022 la somme de 721,84 € reste disponible.

## **PROJETS 2023**

Bien sûr en priorité aller au bout des dossiers en cours dans les différents ateliers comme la sécurité, les 3 places, la Maison du Projet, propreté...

Si les conditions restent favorables nous pourrions proposer :

-La Grande Lessive en mars

-L'exposition sur les ponts de l'Arget et la Barbacane d'antan avant l'été

-La réception du Conseil Citoyen d'Auch

-Une enquête sous forme de questionnaire auprès des habitants à partir de septembre

...

Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le 14/11/2023

ID : 009-200067791-20231108-2023\_DC\_167-DE



**Annexe 2 :**

**Evaluation finale du contrat de ville**



Envoyé en préfecture le 14/11/2023

Reçu en préfecture le 14/11/2023

Publié le 14/11/2023

ID : 009-200067791-20231108-2023\_DC\_167-DE



AGENCE  
NATIONALE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES



Ville de Foix

# Synthèse de l'évaluation Contrat de Ville Centre Ancien de Foix



Avec l'appui  
de Ressources & Territoires



JUIN 2022

## Le Quartier Prioritaire Foix Centre ancien

Le Quartier Prioritaire de Foix, situé au pied du château est constitué d'un habitat très dense et d'une morphologie médiévale de rues étroites et d'impasses. Il est bordé par la rivière Ariège, la rivière Arget et les Allées de Villote, route nationale à fort trafic.

Il était confronté en 2015 à un double phénomène, d'une part, un nombre d'habitants en diminution et de plus en plus fragilisés et d'autre part, un nombre de logements vacants et potentiellement indignes ou insalubres en augmentation. A ce constat s'ajoutait la précarisation et l'isolement des habitants, un déficit de création d'activités économiques, des services publics excentrés, mais aussi le développement d'actes d'incivilités contribuant à dévaloriser son attractivité. Le périmètre prioritaire n'intègre donc pas les services et équipements situés dans le "quartier vécu".

Les enjeux définis au contrat de ville étaient donc :

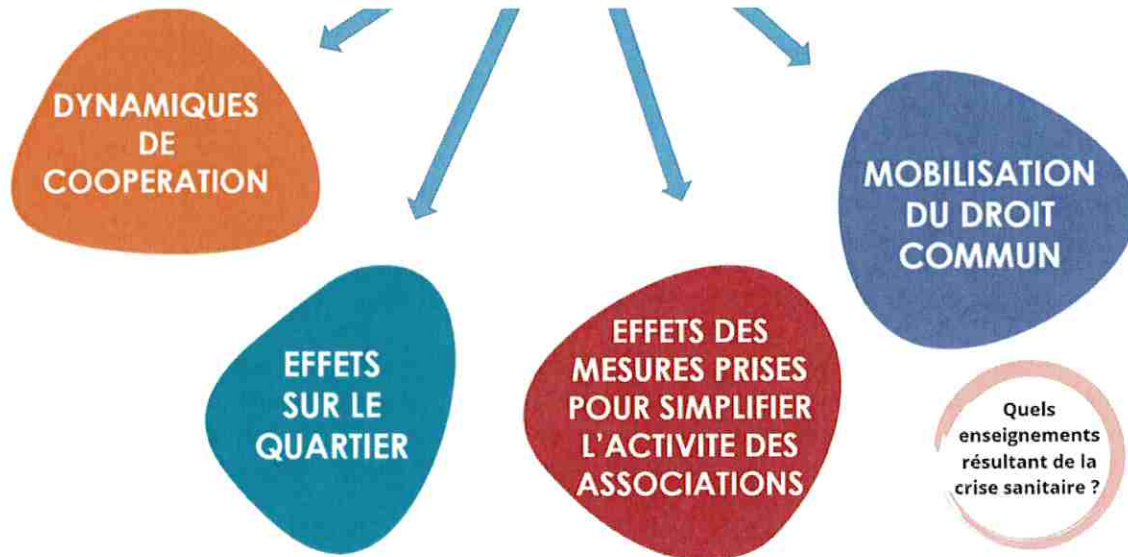
- Améliorer de façon tangible et significative la vie quotidienne des habitants du quartier prioritaire en intégrant les questions d'habitat et de mobilité ;
- Tisser le lien social, favoriser l'égalité des chances pour les habitants du quartier prioritaire, en portant une attention particulière aux jeunes et aux familles monoparentales en visant la citoyenneté et l'égalité réelle d'accès aux droits ;
- Réduire les écarts de taux d'emploi entre le territoire prioritaire et l'intercommunalité, soutenir la création d'activité et consolider le tissu économique du quartier afin que les habitants bénéficient des dynamiques de développement.

## Evolution du Quartier

<b>Démographie du quartier</b>	La population du quartier est en baisse mais dans les mêmes proportions que le reste de la commune, elle passe de 1240 en 2014 à 1151 en 2022.
<b>Logement</b>	Une vacance de logements en baisse de 26 à 17.2 % cependant le quartier confirme sa fonction de « parc refuge ». Il s'agit principalement du parc locatif ou d'opération de primo-accession dans le parc dégradé et dans des conditions financières très fragiles.
<b>Pauvreté</b>	Un taux de pauvreté qui reste constant à 38,8 % De manière très significative, le centre ville de Foix accueille une proportion de ménages pauvres bien supérieure au reste de la commune.
<b>Tissu économique</b>	Une augmentation significative du nombre d'établissements dans le quartier prioritaire de 309 établissements à 406, passage de 26 % de vacance des commerces à 5 %.
<b>Insertion professionnelle</b>	Un taux de chômage qui reste équivalent, un nombre de bénéficiaires du RSA en augmentation.

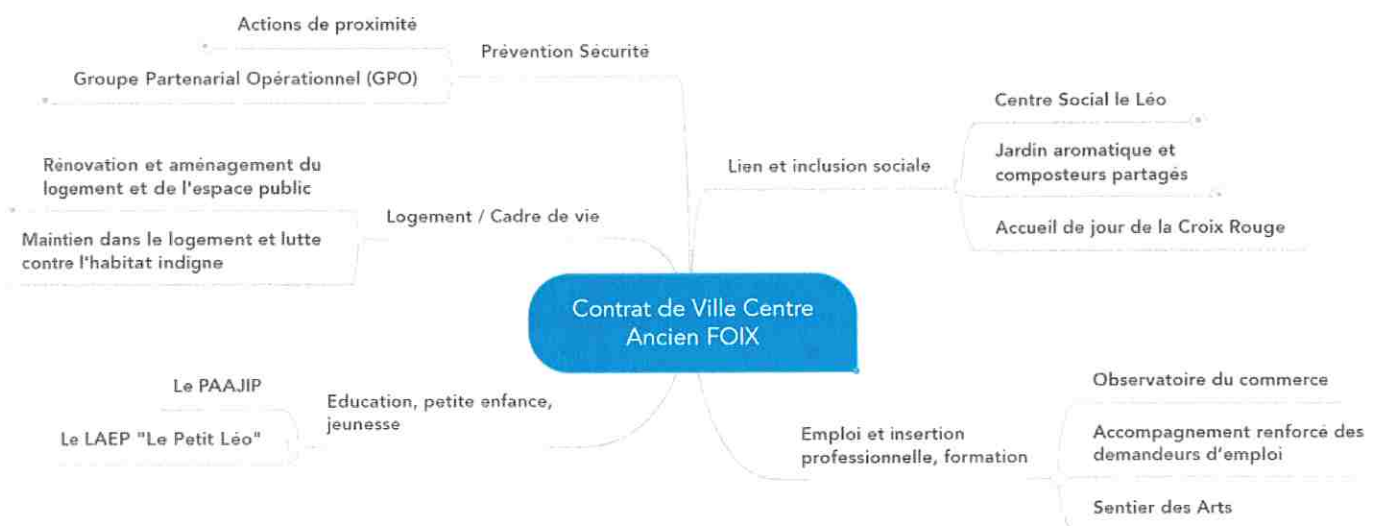
## 2. Méthodologie de l'évaluation finale

- Évaluation réalisée par la ville de Foix, du 1er avril au 25 juin 2022, avec l'appui des partenaires signataires du contrat de ville et du Centre de Ressources Politique de La Ville, Ressources & Territoires.
- Des recherches ont été réalisées pour répondre aux questions portant sur la plus-values du Contrat de Ville pour le Quartier à partir des actions, moyens, dispositifs les plus structurants.



- 6 ateliers thématiques avec les acteurs du contrat de ville (27 acteurs) – Ville, Agglomération, DDETSPP, Ministère de la Justice, Education Nationale, Police Nationale, Police Municipale, Conseil Départemental, CAF, Pôle Emploi, Chambre des Métiers et de l'Artisanat, Chambre de Commerce et d'Industrie, PAAJIP, Bureau Information Jeunesse, Croix Rouge.
- Analyse de différents documents, y compris issus de l'évaluation intermédiaire.
- Croisement des apports qualitatifs avec des apports quantitatifs.

## 3. Présentation des actions structurantes du Contrat de Ville par piliers



## Prévention, Sécurité

En 2015, le CLSPD Foix Ferrières Montgailhard est l'instance de prévention et de sécurité du contrat de ville du centre ancien de Foix. Cependant, au fil du temps, le CLSPD qui rassemblait 25 à 30 acteurs a été confronté à une fréquentation irrégulière de ses membres et un essoufflement de la dynamique de l'instance.

**Dans l'attente de la mise en œuvre effective du CISPDP un Groupe Partenarial Opérationnel a été développé :** Il se réunit une fois par mois et le pilotage est effectué en comité restreint. Les thématiques abordées sont définies selon les difficultés rencontrées de façon momentanée sur une zone du territoire donnée (tranquillité publique, trafics de stupéfiants, sécurité routière, ...). En fonction du sujet à traiter, une fiche action précisant les faits est établie, précisant l'échéancier et la répartition des actions des acteurs pour y répondre. La plus-value du GPO se trouve dans l'agilité qu'elle permet et dans l'efficacité des réponses apportées aux problématiques repérées.

**Des actions de proximité ont été développées pour répondre aux besoins du Quartier Centre Ancien de la ville de Foix :** Renforcement du lien avec la population, Patrouilles pédestres Police Municipales / Police Nationale, Association des membres du Conseil Citoyens aux questions de prévention et de sécurité, Mission de Prévention : Adulte relais assurant une mission de médiateur de rue.

### DYNAMIQUES DE COOPERATION

- Le contrat de ville a permis la création d'un Groupe Partenarial Opérationnel (GPO). Cette instance partenariale mensuel se réunit en comité restreint permet aux membres de chercher à apporter une réponse et une solution dans une certaine immédiateté au regard des problématiques rencontrées ;
- L'organisation d'un GPO thématique annuel a développé le lien entre représentants des forces de l'ordre et acteurs de l'Éducation Nationale, de déployer une acculturation et d'appréhender les différentes façons de travailler ;
- Le renforcement des liens Police Municipale / Police Nationale.

### EFFETS SUR LE QUARTIER

- La diminution du sentiment d'insécurité chez les habitants et le renforcement du lien avec la population ;
- Une opérationnalité accrue offrant une meilleure résolution de difficultés jusqu'alors récurrentes (le cas des squats par exemple).

### ENSEIGNEMENTS DE LA CRISE SANITAIRE

- Si le CLSPD était déjà dans une dynamique descendante, la crise sanitaire a fortement contribué à son essoufflement ;
- Le développement de réponses agiles et opérationnelles pour répondre aux besoins du quartier, notamment le GPO, a permis que le volet Prévention Sécurité ne soit pas impacté par la crise sanitaire.

### Ce qu'il faut retenir :

- Des dynamiques partenariales et des processus de coopération à l'œuvre préexistants au Contrat de Ville ;
- Des actions de proximité, dans une logique agile et opérationnelle, qui contribuent au renforcement du lien avec la population et à la baisse du sentiment d'insécurité chez les habitants ;
- Le Contrat de Ville en tant qu'outil a contribué à structurer et à cadrer la coopération entre les différents acteurs du territoire et à prendre en compte les besoins et problématiques rencontrés au sein du quartier centre ancien.

### PERSPECTIVES

- Un CISPDP va être mis en œuvre à l'échelle intercommunale. La logique d'action du GPO, est à maintenir car ces dispositifs s'inscrivent en complémentarité dans les objectifs des missions Sécurité et Prévention en prévoyant des approches différentes au travers de fonctionnements spécifiques ;
- La pérennisation du poste relevant du dispositif Adultes Relais « médiation jeunesse » est également un enjeu de la prochaine contractualisation ;
- Un projet de vidéo surveillance est à l'étude.

## Logement Cadre de vie

2/2

### DYNAMIQUES DE COOPERATION

- L'ensemble des partenaires se sont mobilisés pour débloquer ses dossiers complexes, les difficultés ont fait l'objet d'un traitement aux cas par cas avec une recherche de solutions adaptées impliquant tous les partenaires ;
- Une concertation des projets d'aménagements d'espaces publics avec les habitants, les commerçants, le conseil citoyen ;
- Une nouvelle coopération avec l'Architecte des Bâtiments de France a pu voir le jour autorisant à bénéficier d'orientations préalables à toute opération d'aménagement ;
- Une implication du conseil citoyen dans la Maison du projet et dans la gestion urbaine de proximité (création d'un jardin aromatique dans l'espace public, diagnostic en marchant) et sur la mémoire du quartier ;
- Mise en place d'une coopération entre partenaires pour le traitement des signalements de locataires, vérifications de conformité au règlement sanitaire départemental et procédures envers les propriétaires ;
- Procédure LHI par l'agglomération et la Ville (CCAS) réalisée par un opérateur SOLIHA dans le cadre de l'OPAH - RU.

### EFFETS SUR LE QUARTIER

- Engagement d'opérations de création de logements locatifs sociaux donnant une image dynamique de la ville ;
- Globalement rénovation de logements plus importantes et opérations nouvelles de réhabilitations par des promoteurs privés ;
- Aménagements d'espaces publics valorisant le cadre de vie et ayant un effet incitatif positif à la rénovation des façades par les particuliers.

### ENSEIGNEMENTS DE LA CRISE SANITAIRE

- En matière logements dans le quartier prioritaire, une clientèle nouvelle extérieure au département s'intéresse à Foix et recherche des immeubles à l'acquisition.

### Ce qu'il faut retenir :

- Des dynamiques partenariales et des processus de coopération nouvelles et adaptées ;
- Des opérations complexes de sortie d'insalubrité d'immeubles très dégradés voire en péril qui ont pu être engagées ;
- Des moyens financiers importants mobilisés ;
- Le Contrat de Ville et la convention ANRU ont pu bénéficier d'une complémentarité de dispositifs grâce à la convention Action Coeur de ville pour mettre en oeuvre le programme initial.

### PERSPECTIVES

- Repérage en amont, dès la mise sur le marché des immeubles potentiellement intéressants, pour répondre à la programmation de création de logements publics dans le quartier, développement du partenariat avec les agents immobiliers et l'EPF Occitanie pour les études de faisabilité ;
- Promotion des dispositifs d'aide à la rénovation de l'habitat auprès des professionnels de l'immobilier.

## Lien social et inclusion

**Le Léo est un centre social labellisé par la Caf, dont le projet a été co-construit avec les partenaires.**

Le Léo accueille également la Maison du Projet dans le cadre de la convention de renouvellement urbain. Il s'agit d'un équipement de quartier au service de l'animation de la Vie Sociale et du développement social local : faciliter l'insertion sociale, coordonner les actions de soutien à la parentalité, faciliter l'accès des habitants à la culture (club de loisirs, activités d'animation et culturelles, expositions, accompagnement à la scolarité, LAEP, Monalisa...);

Le Léo est également un équipement de quartier au service de l'Animation de la Vie Sociale et du développement social local. Enfin, il s'agit d'un gestionnaire d'une résidence sociale et d'une résidence étudiante.

**Jardin aromatique et composteurs partagés :** Trois sites de compostage partagé ont été installés à Foix en 2019. Ces sites rencontrent un vrai succès auprès des nombreux usagers. Le suivi ainsi que la mise en place et le suivi de nouveaux sites est une solution pour développer la participation citoyenne en faveur de l'environnement et pour favoriser la réduction des déchets.

**Accueil de jour de la Croix Rouge, dédié aux personnes en situation d'errance :** Un adulte Relais assure la mission d' "Aller vers" les personnes en errance et les accompagne vers les services et partenaires dédiés pour permettre l'accès aux droits. Cette action a pour objectifs, entre autres, de limiter la précarité et contribue à la préservation de la tranquillité publique et facilite le "vivre ensemble".

## DYNAMIQUES DE COOPERATION

- Des nouvelles dynamiques de coopération créées grâce au Contrat de Ville, notamment en ce qui concerne le centre social, le jardin aromatique et l'accueil de jour ;
- Des nouvelles habitudes de travail collaboratives entre partenaires et acteurs, qui n'étaient jusqu'alors pas amenés à travailler conjointement sur le QPV.

## EFFETS SUR LE QUARTIER

- Le développement des liens intergénérationnels entre les habitants du quartier ;
- La participation, l'implication des habitants et l'amélioration du cadre de vie ;
- L'accès aux droits des personnes en situation d'errance et la préservation de la tranquillité publique.

## ENSEIGNEMENTS DE LA CRISE SANITAIRE

- Un travail très performant de coordination des associations caritatives a été réalisé par la ville et le CCAS ;
- Des crédits conjoncturels exceptionnels aux associations, spécialement sur l'aide alimentaire et l'aménagement de l'accueil de jour ;
- La crise sanitaire a impacté l'activité du centre social du Léo mais à l'inverse, le compostage partagé a pu se poursuivre.

## Ce qu'il faut retenir :

- Le Contrat de Ville a permis à l'ensemble des acteurs de l'action sociale de concentrer leurs efforts et leurs actions à destination du Centre Ancien de Foix et de ses habitants ;
- Il a rendu possible la création, la structuration et la mise en oeuvre de nouvelles dynamiques de coopérations en faveur du volet social et inclusion sociale au sein du quartier Centre Ancien de Foix ;
- Les actions développées sont vectrices de lien social, de prévention, de la prise en compte de l'accès aux droits, tout en permettant la participation des habitants.

## PERSPECTIVES

- Maintenir et consolider les dynamiques de coopérations à l'oeuvre ;
- Développer des actions pour rendre acteurs plus encore les habitants et favoriser le lien social ;
- Maintenir et garantir l'accès aux droits de l'ensemble des habitants du QPV, ainsi que les missions d'"Aller-vers" ;
- Permettre l'accès au nouveau pôle social, situé à l'entrée de la ville, par le recours aux transports en commun ;
- Développer, suite aux travaux de rénovation du centre social, quatre pôles d'activités : développement des langues, musique, bien être et culture ainsi que de la participation citoyenne et les actions intergénérationnelles et multiculturelles.

## CONCLUSION GENERALE

Le Contrat de Ville de Foix Centre Ancien a été un élément déclencheur qui a permis une impulsion et a eu un effet levier incontestable pour débloquent des dossiers, faciliter les arbitrages et élargir sur de nouveaux dispositifs. Il a généré le recours et l'accessibilité à des dispositifs spécifiques et complémentaires (Action Cœur de Ville, Convention ORT, RHI, Convention ANRU) et des partenariats nouveaux (EPF Occitanie ; Action Logement, Banque des Territoires...).

Le périmètre établi statistiquement par l'INSEE a de fait exclu les deux zones de quartier d'habitat social périphériques suffisamment en difficulté pour intégrer un QPV mais ne regroupant pas 1000 habitants. Le territoire de Foix, au regard de cette spécificité, est confronté au besoin d'un périmètre QPV plus adapté à sa géographie locale.

### Le contrat de ville a rendu possible :

- **Le Contrat de Ville a apporté un cadre pour structurer la coopération des acteurs et plus généralement d'impulser une dynamique et des mécanismes de coopération. Les partenaires ont porté une attention particulière au quartier et adapté leurs dispositifs à ses spécificités ;**
- **Le fait d'être reconnu Quartier Politique de la Ville a permis de développer des actions co-construites, de travailler de concert et de définir les orientations et prendre des décisions conjointement ;**
- **Le Contrat de Ville a contribué à stopper la dégradation du quartier du Centre Ancien, d'inverser la tendance de sa désertification et enfin, de commencer à le rendre attractif ;**
- **Une amélioration de la situation sur le QPV est constatée par l'ensemble des acteurs et des habitants interrogés. Il n'est néanmoins pas possible à ce jour d'objectiver cette hypothèse par des éléments concrets, cependant, il semble que le contrat de ville ait été moteur de cette amélioration.**
- **Le contrat de ville a rendu possible une participation citoyenne encadrée et constructive.**

### PERSPECTIVES GENERALES

Le contrat de ville doit pouvoir, à l'avenir, poursuivre les objectifs stratégiques initiés et les amplifier, élargir les thématiques porteuses dans une dynamique partenariale locale renforcée.

Le renouvellement urbain, parfaitement initié, doit se poursuivre avec la même détermination afin de répondre aux objectifs de mixité sociale. Malgré la complexité des opérations en matière de renouvellement urbain qui a conduit à un allongement des délais prévus, le programme doit être poursuivi. La rénovation de l'habitat ancien reste un enjeu de rééquilibrage entre le QPV et les quartiers périphériques, les outils élaborés vont désormais être activés (OPAH-RU, PLU...). Une nécessaire agilité et une adaptation des programmes aux réalités du quartier doivent prévaloir.

L'égalité des chances et l'accès aux droits restent un défi pour l'avenir, tout comme la coordination des actions et des services.

L'activité économique accrue reste fragile et doit être consolidée, toujours avec le souci de promouvoir la diversité et la complémentarité des activités en veillant à un équilibre avec l'ensemble des autres zones d'activité du territoire.